



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115496150>

CH1
XB
-B56

(98)

C-201

C-201

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-201

PROJET DE LOI C-201

An Act to amend the Income Tax Act (travel and
accommodation deduction for tradespersons)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des
frais de déplacement et de logement pour les gens de
métier)

FIRST READING, JUNE 8, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 8 JUIN 2011



MS. CHARLTON

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

This enactment allows tradespersons and indentured apprentices to deduct from their taxable income any travel and accommodation expenses that they have incurred in order to secure and maintain employment in a construction activity at a job site that is located at least 80 kilometres away from their ordinary place of residence.

SOMMAIRE

Le texte permet aux gens de métier et aux apprentis liés par contrat de déduire de leur revenu imposable les frais de déplacement et de logement qu'ils engagent afin d'obtenir et de garder un emploi dans le domaine de la construction sur un chantier situé à au moins quatre-vingts kilomètres de leur lieu habituel de résidence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-201

PROJET DE LOI C-201

An Act to amend the Income Tax Act (travel and accommodation deduction for tradespersons)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des frais de déplacement et de logement pour les gens de métier)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 8(1) of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after paragraph (q):

(q.1) amounts expended in the year by a taxpayer in respect of travel and accommodation expenses incurred by the taxpayer in order to secure and maintain employment as a 10 duly qualified tradesperson or an indentured apprentice in a construction activity at a job site that was located at least 80 kilometres away from the taxpayer's ordinary place of residence, if the taxpayer

(i) was required under the contract of employment to pay those expenses,

(ii) did not receive from his or her employer an allowance in respect of those expenses that is excluded from the tax-20 payer's income under paragraph 6(1)(b), and

(iii) does not claim those expenses as a deduction for the year under any other provision of this Act;

15

25

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le paragraphe 8(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, 5 après l'alinéa q), de ce qui suit :

q.1) les dépenses faites au cours de l'année par un contribuable pour le déplacement et le logement afin d'obtenir et de garder un emploi à titre de personne de métier dûment 10 qualifiée ou d'apprenti lié par contrat pour des activités de construction sur un chantier situé à au moins quatre-vingts kilomètres de son lieu habituel de résidence, s'il :

(i) est tenu de payer ces dépenses aux 15 termes de son contrat d'emploi,

(ii) n'a reçu de son employeur, relativement à ces dépenses, aucune allocation qui est exclue de son revenu aux termes de l'alinéa 6(1)b), 20

(iii) ne demande, relativement à ces dépenses, aucune déduction pour l'année au titre des autres dispositions de la présente loi;



411061

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-202

C-202

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-202

PROJET DE LOI C-202

An Act to amend the Income Tax Act (death benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (prestation de
décès)

FIRST READING, JUNE 8, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 8 JUIN 2011



MS. CHARLTON

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to eliminate any income tax payable on a death benefit received under the *Canada Pension Plan* or a provincial pension plan.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'éliminer l'impôt payable sur toute prestation de décès versée en vertu du *Régime de pensions du Canada* ou d'un régime provincial de pensions.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-202

PROJET DE LOI C-202

An Act to amend the Income Tax Act (death benefit)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (prestation de décès)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraph 56(1)(a.1) of the *Income Tax Act* is repealed.

2. Subsection 81(1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (q) and by adding the following after paragraph (r):

(s) a benefit received under section 71 of the *Canada Pension Plan* or under a similar provision of a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act; or

(t) where the taxpayer is an estate that arose on or as a consequence of the death of an individual, each benefit received under section 71 of the *Canada Pension Plan*, or under a similar provision of a provincial pension plan as defined in section 3 of that Act, after July 1997 and in the year in respect of the 20 death of the individual.

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'alinéa 56(1)a.1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est abrogé.

2. Le paragraphe 81(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa r), de ce qui suit :

s) une prestation reçue en vertu de l'article 71 du *Régime de pensions du Canada* ou d'une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 de cette loi;

t) dans le cas où le contribuable est une succession qui a commencé à exister au décès d'un particulier ou par suite de ce décès, chaque prestation reçue en vertu de l'article 71 du *Régime de pensions du Canada*, ou d'une disposition semblable d'un régime provincial de pensions au sens de l'article 3 20 de cette loi, après juillet 1997 et au cours de l'année relativement au décès du particulier.



411074

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-203

C-203

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-203

PROJET DE LOI C-203

An Act to amend the Income Tax Act (in-home care of relative)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (soins à domicile
d'un proche)

FIRST READING, JUNE 8, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 8 JUIN 2011



MS. CHARLTON

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow an individual to claim, for a disabled spouse or disabled common-law partner, the tax credit for in-home care of a relative.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre aux particuliers qui s'occupent d'un époux ou conjoint de fait handicapé de demander le crédit d'impôt pour les soins à domicile d'un proche.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-203

PROJET DE LOI C-203

An Act to amend the Income Tax Act (in-home care of relative)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (soins à domicile d'un proche)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Clause 118(1)(c.1)(ii)(B) of the *Income Tax Act* is replaced by the following:

(B) resident in Canada and is the parent, grandparent, brother, sister, aunt, uncle, nephew or niece of the individual or of the individual's spouse or common-law partner or is the individual's disabled spouse or disabled common-law partner, and

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La division 118(1)c.1(ii)(B) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est remplacée par ce qui suit :

(B) soit une personne résidant au Canada qui est le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le frère, la soeur, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce du particulier ou de son époux ou conjoint de fait ou qui est l'époux ou conjoint de fait handicapé du particulier,



411070

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-204

C-204

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-204

PROJET DE LOI C-204

An Act establishing the Economic Development Agency of
Canada for the Region of Northern Ontario

Loi portant création de l'Agence de développement écono-
mique du Canada pour la région du Nord de l'Ontario

FIRST READING, JUNE 8, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 8 JUIN 2011



MR. GRAVELLE

M. GRAVELLE

SUMMARY

This enactment establishes the Economic Development Agency of Canada for the Region of Northern Ontario and specifies the powers, duties and functions of the responsible Minister and the Agency.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de créer l'Agence de développement économique du Canada pour la région du Nord de l'Ontario et de prévoir les attributions de l'Agence et du ministre responsable de celle-ci.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-204

PROJET DE LOI C-204

An Act establishing the Economic Development
Agency of Canada for the Region of
Northern Ontario

Loi portant création de l'Agence de développe-
ment économique du Canada pour la
région du Nord de l'Ontario

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Economic
Development Agency of Canada for the Region
of Northern Ontario Act*.

1. *Loi sur l'Agence de développement éco-
nomique du Canada pour la région du Nord de
l'Ontario*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this
Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à
la présente loi.

Définitions

“Agency”
« Agence »

“Agency” means the Economic Development
Agency of Canada for the Region of Northern 10
Ontario established by section 8.

« Agence » L'Agence de développement écono-
mique du Canada pour la région du Nord de 10
l'Ontario créée par l'article 8.

« Agence »
“Agency”

“enterprise”
« entreprise »

“enterprise” includes a social economy enter-
prise.

« entreprise » S'entend notamment d'une entre-
prise d'économie sociale.

« entreprise »
“enterprise”

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister for the Federal
Economic Development Initiative for Northern 15
Ontario.

« ministre » Le ministre de l'Initiative fédérale
du développement économique dans le Nord de 15
l'Ontario.

« ministre »
“Minister”

“Northern
Ontario”
« Nord de
l'Ontario »

“Northern Ontario” means the geographic area
comprising the following ten electoral districts,
as described in the representation order declared
in force by proclamation of August 25, 2003 20
under the *Electoral Boundaries Readjustment
Act*:

« Nord de l'Ontario » Région géographique
constituée des dix circonscriptions électorales
ci-après, telles qu'elles sont définies par le
décret de représentation électorale déclaré en 20
viguer par la proclamation prise le 25 août
2003 en vertu de la *Loi sur la révision des
limites des circonscriptions électorales* :

« Nord de
l'Ontario »
“Northern
Ontario”

(a) Algoma — Manitoulin — Kapuskasing;

a) Algoma — Manitoulin — Kapuskasing;

(b) Kenora;

b) Kenora;

(c) Nickel Belt;

25

25

(d) Nipissing — Timiskaming;

(e) Parry Sound — Muskoka;

(f) Sault Ste. Marie;

(g) Sudbury;

(h) Thunder Bay — Rainy River;

(i) Thunder Bay — Superior North; and

(j) Timmins — James Bay.

c) Nickel Belt;

d) Nipissing — Timiskaming;

e) Parry Sound — Muskoka;

f) Sault Ste. Marie;

g) Sudbury;

h) Thunder Bay — Rainy River;

i) Thunder Bay — Superior-Nord;

j) Timmins — Baie James.

PURPOSE

Purpose

3. The purpose of this Act is to promote economic development, economic diversification and job creation in communities in Northern Ontario.

OBJET DE LA LOI

Objet

3. La présente loi a pour objet de promouvoir le développement et la diversification de l'économie ainsi que la création d'emplois au sein des collectivités du Nord de l'Ontario.

MINISTER

Appointment

4. (1) The Minister is appointed by commission under the Great Seal to hold office during pleasure.

MINISTRE

Nomination

4. (1) Le ministre est nommé par commission sous le grand sceau et occupe sa charge à titre amovible.

Powers, duties and functions

(2) The powers, duties and functions of the Minister extend to and include all matters over which Parliament has jurisdiction, not by law assigned to any other department, board or agency of the Government of Canada other than the Agency, relating to the promotion of the development and diversification of the economy of Northern Ontario.

(2) Les attributions du ministre s'étendent d'une façon générale à tous les domaines de compétence du Parlement non attribués de droit à d'autres ministères ou organismes fédéraux, à l'exception de l'Agence, et liés à la promotion du développement et de la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario.

Guidance, promotion and coordination

(3) In exercising the powers and performing the duties and functions assigned by subsection (2), the Minister must

(3) Dans l'exercice de ses attributions au titre du paragraphe (2), le ministre :

Orientation, mise en valeur et coordination

(a) guide, promote and coordinate the policies and programs of the Government of Canada in relation to the development and diversification of the economy of Northern Ontario; and

a) oriente, met en valeur et coordonne les politiques et programmes fédéraux en matière de développement et de diversification de l'économie du Nord de l'Ontario;

(b) lead and coordinate the activities of the Government of Canada in the establishment of cooperative relationships with Northern Ontario and with business, labour and other public and private bodies in that region of the province.

b) dirige et coordonne les activités du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'établissement de relations de coopération avec le Nord de l'Ontario, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, les syndicats et les autres organismes publics ou privés de cette région.

Committees

(4) The Minister may establish advisory and other committees and provide for their membership, duties, functions and operation.

(4) Le ministre peut constituer des comités consultatifs ou autres, et en prévoir la composition, les attributions et le fonctionnement.

Comités

Remuneration	(5) Members of a committee are paid, in connection with their work for the committee, the remuneration that may be fixed by the Governor in Council.	(5) Les membres de ces comités reçoivent, pour l'exercice de leurs attributions, la rémunération que peut fixer le gouverneur en conseil.	Rémunération
Travel, living and other expenses	(6) Members of a committee are entitled to be reimbursed, in accordance with Treasury Board directives, for travel, living and other expenses incurred in connection with their work for the committee while absent, in the case of full-time members, from their ordinary place of work or, in the case of part-time members, from their ordinary place of residence.	(6) Ils sont indemnisés des frais de déplacement, de séjour et autres entraînés par l'exercice de leurs attributions hors de leur lieu habituel, soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, conformément aux directives du Conseil du Trésor.	Indemnités
Minister to preside	5. (1) The Minister presides over the Agency.	5. (1) L'Agence est placée sous l'autorité du ministre.	Autorité du ministre
Agreements	(2) In exercising the powers and performing the duties and functions under this Act, the Minister may enter into agreements with the Government of Ontario or any agency of that government, or with any other entity or person, including cooperation agreements and agreements related to distinct sectors of Ontario's economy.	(2) Dans l'exercice des attributions que lui confère la présente loi, le ministre peut conclure des accords, notamment des accords de collaboration et des accords liés à des secteurs distincts de l'économie du Nord de l'Ontario, avec le gouvernement de l'Ontario, ou tel de ses organismes, ainsi qu'avec toute autre entité ou personne.	Accords
Restriction — federal election	(3) No grant or contribution is to be announced from the date that a federal election has been called until the day after polling day.	(3) Aucune subvention ou contribution ne peut faire l'objet d'une annonce à compter du jour du déclenchement d'une élection fédérale jusqu'au lendemain du jour du scrutin.	Restriction lors d'une élection fédérale
Powers, duties and functions of the Minister	6. The Minister must exercise his or her powers and perform his or her duties and functions in a manner that will (a) promote the economic development of communities in Northern Ontario where low incomes or slow economic growth or both are prevalent or where opportunities for productive employment are inadequate; (b) emphasize long-term economic development and sustainable employment and income creation; (c) focus on small and medium-sized enterprises and on the development of entrepreneurial spirit; and (d) promote the social economy through co-operatives, credit unions and other social economy enterprises that help build communities and return both a social and economic investment.	6. Le ministre exerce ses pouvoirs et fonctions de manière à : a) promouvoir le développement économique des collectivités du Nord de l'Ontario qui accusent de faibles revenus ou une faible croissance économique, ou les deux, ou qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs; b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables; c) concentrer les efforts sur les petites et moyennes entreprises et sur le développement de l'esprit d'entreprise; d) promouvoir l'économie sociale par l'entremise de coopératives, de caisses populaires et d'autres entreprises d'économie sociale qui contribuent à bâtir les collectivités et qui engendrent un investissement social et économique.	Attributions du ministre

Shares and
related
instruments

7. Subject to any regulations, the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option, share warrant, share or other similar financial instrument obtained as a condition of a loan or contribution made, a guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under subsection 11(1) or in the course of the collection or enforcement of a debtor's obligation to the Agency.

7. Sous réserve des règlements, le ministre peut acquérir, exercer, céder ou vendre des options d'achat d'actions, ou acquérir, céder ou vendre des titres au porteur, des actions ou tout autre instrument financier de même nature, obtenus à titre de condition des prêts, aides, garanties, assurances-prêts ou assurances-crédit visés au paragraphe 11(1) ou dans le cadre du recouvrement ou de l'exécution de l'obligation d'un débiteur envers l'Agence.

Instruments
financiers

ECONOMIC DEVELOPMENT AGENCY OF CANADA FOR THE REGION OF NORTHERN ONTARIO

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LA RÉGION DU NORD DE L'ONTARIO

Establishment of
Agency

8. There is hereby established an agency of the Government of Canada to be known as the Economic Development Agency of Canada for the Region of Northern Ontario.

8. Est créé un organisme fédéral appelé l'Agence de développement économique du Canada pour la région du Nord de l'Ontario.

Création

President

9. (1) The Governor in Council must appoint an officer to be the deputy of the Minister, to be called the President of the Agency and to hold office during pleasure.

9. (1) Le gouverneur en conseil nomme à titre amovible le président de l'Agence; celui-ci agit en qualité de délégué du ministre.

Président

Chief executive
officer

(2) The President is the chief executive officer of the Agency and, under the direction of the Minister, has control and supervision over the work, officers and employees of the Agency.

(2) Le président est le premier dirigeant de l'Agence; à ce titre et sous l'autorité du ministre, il assure la direction de l'Agence et contrôle la gestion de son personnel.

Premier
dirigeant

Acting President

(3) In the event of the absence or incapacity of the President or a vacancy in that office, the Minister must appoint another person to act as the President, but that person is prohibited from acting as President for a period exceeding 90 days without the approval of the Governor in Council.

(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre désigne un intérimaire; cependant, l'intérim ne peut dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.

Intérim

Remuneration

(4) The President is to be paid the remuneration set by the Governor in Council.

(4) Le président reçoit la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.

Rémunération

OBJECT, POWERS AND DUTIES

MISSION

Object

10. (1) The object of the Agency is to promote the long-term economic development of Northern Ontario by giving special attention to communities in that region where slow economic growth is prevalent or where opportunities for productive employment are inadequate. The Agency is particularly mandated to enlist communities and their leadership in helping to determine priorities for development, and to establish a board of directors and

10. (1) L'Agence a pour mission de promouvoir le développement économique à long terme du Nord de l'Ontario en accordant une attention particulière aux collectivités à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs. Plus particulièrement, elle est chargée d'encourager les collectivités et leurs dirigeants à participer à la détermination des priorités de développement et d'établir un conseil d'administration et des conseils consultatifs composés

Mission

advisory councils from various economic and social sectors that will engage and empower the residents of Northern Ontario.

de membres des divers secteurs économiques et sociaux, dans le but de favoriser la participation et l'habilitation des résidents du Nord de l'Ontario.

Cooperation and complementarity

(2) In carrying out its object, the Agency must take such measures as will promote cooperation and complementarity with Northern Ontario and communities in Northern Ontario.

(2) Dans le cadre de sa mission, l'Agence s'engage à favoriser la coopération et la complémentarité avec le Nord de l'Ontario et ses collectivités.

5 Coopération et complémentarité

Powers

11. (1) In carrying out its object, the Agency may

11. (1) L'Agence peut, dans le cadre de sa mission :

Pouvoirs 10

(a) in cooperation with other concerned 10 ministers or boards and agencies of the Government of Canada, formulate and implement policies, plans and integrated federal approaches;

a) en collaboration avec les autres ministres ou organismes fédéraux compétents, formuler et mettre en oeuvre des orientations, des projets et une stratégie fédérale intégrée;

(b) plan and implement mechanisms to 15 facilitate cooperation and concerted action with Northern Ontario and communities in Northern Ontario;

b) concevoir et mettre en oeuvre des méca- 15 nismes facilitant la coopération et la concertation avec le Nord de l'Ontario et ses collectivités;

(c) plan, implement, direct and manage programs and projects, or offer services, 20 intended to contribute directly or indirectly to the achievement of the following objectives in Northern Ontario:

c) concevoir, mettre en oeuvre, diriger et gérer des programmes ou opérations — ou 20 offrir des services — destinés à contribuer, même indirectement, dans le Nord de l'Ontario :

(i) the establishment, development, support and promotion of enterprises and, 25 more particularly, small and medium-sized enterprises,

(i) à la création, au développement, au soutien et à la promotion d'entreprises et, 25 plus particulièrement, de petites et moyennes entreprises,

(ii) the development of entrepreneurial spirit,

(ii) au développement de l'esprit d'entreprise,

(iii) the economic prosperity of that re- 30 gion, and

(iii) à la prospérité économique de cette 30 région,

(iv) the development of communities;

(iv) au développement des collectivités;

(d) plan, implement, direct and manage programs and projects, or offer services, to improve the economic environment in North- 35 ern Ontario, including programs, projects and services

d) concevoir, mettre en oeuvre, diriger et gérer des programmes ou opérations — ou offrir des services — visant à améliorer le 35 contexte économique dans le Nord de l'Ontario, notamment en ce qui concerne :

(i) to support business associations, conferences, studies, consultations, trade shows, demonstration projects and market 40 research,

(i) l'aide aux associations commerciales, conférences, recherches, consultations, expositions commerciales et projets de dé- 40 monstration, ainsi qu'aux études de marché,

(ii) related to the development of economic opportunity data banks and networks,

(ii) la création de banques de données et de réseaux informatisés sur les perspectives économiques,

45

(iii) to improve business communication and cooperation, and

(iv) to promote knowledge related to business and investments;

(e) collect, gather — by survey or otherwise —, compile, analyze, coordinate and disseminate information relating to the development and diversification of the economy of Northern Ontario;

(f) assist investors to establish enterprises — more particularly small and medium-sized enterprises — in Northern Ontario that meet federal investment requirements and terms and conditions approved by the Treasury Board;

(g) make loans to any person with respect to the establishment and development of enterprises — more particularly small and medium-sized enterprises — in Northern Ontario;

(h) guarantee the repayment of, or provide loan insurance or credit insurance in respect of, any financial obligation undertaken by any person with respect to the establishment and development of an enterprise referred to in paragraph (g);

(i) make grants and contributions in support of programs and projects undertaken by the Agency or the Minister;

(j) enter into contracts, memoranda of understanding or other arrangements in the name of Her Majesty in right of Canada or in the name of the Agency, including cooperation agreements and agreements related to distinct sectors of Northern Ontario's economy; and

(k) do any other thing necessary or incidental to the attainment of the object of the Agency.

(iii) l'amélioration de l'information et de la coopération commerciales,

(iv) l'avancement du savoir dans le domaine des affaires et des investissements;

e) assurer la collecte — notamment par sondage —, la compilation, l'analyse, la coordination et la diffusion de l'information relative au développement et à la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario;

f) aider les investisseurs à établir des entreprises — plus particulièrement des petites et moyennes entreprises — dans le Nord de l'Ontario, qui satisfont aux exigences fédérales en matière d'investissements et aux modalités approuvées par le Conseil du Trésor;

g) accorder des prêts pour la création et le développement des entreprises — plus particulièrement des petites et moyennes entreprises — dans le Nord de l'Ontario;

h) garantir le remboursement de tout engagement financier contracté par quiconque aux fins visées à l'alinéa g) ou souscrire des assurances-prêts ou assurances-crédit à cet égard;

i) contribuer, par des subventions ou autres aides, au financement de programmes ou d'opérations entrepris par elle ou le ministre;

j) conclure des contrats, protocoles d'entente ou autres arrangements, notamment des accords de collaboration et des accords liés à des secteurs distincts de l'économie du Nord de l'Ontario, sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le sien;

k) prendre toute autre mesure utile à la réalisation de sa mission.

Other functions

(2) The Agency may also perform any other functions assigned to it by order of the Governor in Council.

(2) L'Agence peut aussi exercer les fonctions que le gouverneur en conseil lui attribue par décret.

Autres attributions

Duties	<p>12. The Agency must assist the Minister</p> <p>(a) generally, in the exercise of powers and the performance of duties and functions under this Act and any other Act in respect of which powers, duties and functions are assigned to the Minister; 5</p> <p>(b) in guiding, promoting and coordinating the policies and programs of the Government of Canada in relation to the development and diversification of the economy of Northern 10 Ontario;</p> <p>(c) in leading and coordinating the activities of the Government of Canada in the establishment of cooperative relationships with Ontario and with business, labour and other 15 public and private bodies in that province;</p> <p>(d) by administering any agreements entered into under subsection 5(2);</p> <p>(e) in the exercise of powers conferred on the Minister by section 7; and 20</p> <p>(f) by compiling detailed information on all programs and projects undertaken, and services offered, by the Agency or the Minister for the purpose of measuring trends and progress in the development and diversifica- 25 tion of the economy of Northern Ontario.</p>	<p>12. L'Agence assiste le ministre :</p> <p>a) d'une façon générale, dans l'exercice des attributions conférées au ministre sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi;</p> <p>b) dans l'orientation, la mise en valeur et la 5 coordination des politiques et programmes fédéraux en matière de développement et de diversification de l'économie du Nord de l'Ontario;</p> <p>c) dans la direction et la coordination des 10 activités du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'établissement de relations de coopération avec l'Ontario, ainsi qu'avec les milieux d'affaires, les syndicats et les autres organismes publics ou privés dans cette 15 province;</p> <p>d) dans la mise en oeuvre des accords conclus par le ministre au titre du paragraphe 5(2);</p> <p>e) dans l'exercice des pouvoirs conférés au 20 ministre par l'article 7;</p> <p>f) dans la collecte de données précises sur l'ensemble des programmes et opérations entrepris et des services offerts par elle ou le ministre, en vue de mesurer les tendances 25 et l'évolution dans le développement et la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario.</p>	Obligations
--------	---	---	-------------

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Officers and employees	<p>13. The officers and employees that are necessary for the proper conduct of the work of the Agency must be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i>. 30</p>	<p>13. Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est nommé conformément 30 à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>.</p>	Personnel
Head office	<p>14. The head office of the Agency is to be in Northern Ontario.</p>	<p>14. Le siège de l'Agence est fixé dans le Nord de l'Ontario.</p>	Siège
Contracts binding on Her Majesty	<p>15. (1) Every contract, memorandum of understanding and arrangement entered into by the Agency in its own name is binding on Her 35 Majesty in right of Canada to the same extent as it is binding on the Agency.</p>	<p>15. (1) Les contrats, protocoles d'entente ou autres arrangements conclus par l'Agence sous 35 son propre nom lient Sa Majesté du chef du Canada au même titre que l'Agence.</p>	Contrats
Legal proceedings	<p>(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Agency, whether in its own 40 name or in the name of Her Majesty in right of Canada, may be brought or taken by or against</p>	<p>(2) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le sien, l'Agence peut ester en justice 40 sous son propre nom devant tout tribunal qui</p>	Procédures judiciaires

the Agency in the name of the Agency in any court that would have jurisdiction if the Agency were a corporation that is not an agent of Her Majesty in right of Canada.

serait compétent si elle était dotée de la personnalité morale et n'avait pas la qualité de mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

REGULATIONS

POUVOIR RÉGLEMENTAIRE

Regulations

16. (1) Subject to subsection (2), the Minister may make regulations

(a) specifying programs, projects and services, in addition to those referred to in paragraph 11(1)(c), to improve the economic environment in Northern Ontario;

(b) defining, for the purposes of this Act, "community", "small and medium-sized enterprise", "project" and "demonstration project";

(c) specifying the class or classes of small and medium-sized enterprises and of operations and activities eligible for support by the Agency under this Act; and

(d) generally for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Regulations

(2) The Minister may, with the approval of the Minister of Finance, make regulations

(a) relating to loans that may be made, guarantees that may be given and loan insurance and credit insurance that may be provided under this Act; and

(b) specifying the circumstances and the manner in which the Minister may acquire, exercise, assign or sell a stock option obtained as a condition under which a contribution or loan was made, a guarantee given or loan insurance or credit insurance provided under this Act.

Insurance a guarantee

(3) For greater certainty, loan insurance or credit insurance provided under this Act constitutes a guarantee for the purposes of the *Financial Administration Act*.

Designated area or community

(4) In order to exploit the employment improvement opportunities identified with respect to a designated area or a designated community, regulations specifically applicable

16. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le ministre peut, par règlement :

a) préciser les programmes, opérations ou services, outre ceux mentionnés à l'alinéa 11(1)c), visant à améliorer le contexte économique du Nord de l'Ontario;

b) pour l'application de la présente loi, définir «collectivité», «petite et moyenne entreprise», «opération» et «projet de démonstration»;

c) préciser les catégories de petites et moyennes entreprises et d'opérations ou d'activités admissibles à l'aide fournie par l'Agence sous le régime de la présente loi;

d) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

(2) Le ministre peut, avec l'approbation du ministre des Finances, prendre des règlements d'application de la présente loi :

a) concernant les prêts ou garanties pouvant être accordés et les assurances-prêts ou assurances-crédit pouvant être souscrites;

b) précisant la façon dont il peut acquérir, exercer, céder ou vendre des options d'achat d'actions obtenues à titre de condition des prêts, aides, garanties, assurances-prêts ou assurances-crédit, et les circonstances de ces opérations.

(3) Il est entendu que les assurances-prêts et assurances-crédit accordées sous le régime de la présente loi constituent des garanties pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(4) Il peut être pris au titre du présent article, pour les zones ou collectivités désignées à l'égard desquelles il y a des possibilités d'améliorer la situation en matière d'emploi, des règlements différents de ceux qui s'appliquent généralement à l'Ontario.

Règlements

5

Règlements

20

Précision

35

Zones ou collectivités désignées

40

to that area or community may be made under this section that vary from regulations of general application to Ontario.

REPORTS

Annual report of Agency 17. (1) The President must, within six months after the end of each fiscal year, submit a report to the Minister on the operations of the Agency in that year.

Annual report of Minister (2) The Minister must cause to be laid before each House of Parliament, on any of the first 15 days on which that House is sitting after 10 October 31 next following the end of each fiscal year, a report on the administration of this Act for that fiscal year and a copy of the annual report submitted to the Minister under subsection (1).

Comprehensive report (3) The President must, on or before December 31, 2012 and every five years after that date, submit to the Minister, in addition to the annual report submitted under subsection (1), a comprehensive report providing an evaluation 20 of all the activities in which the Agency was involved.

Tabling of comprehensive report (4) The Minister must cause a copy of the comprehensive report to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days 25 on which that House is sitting after the Minister receives it.

RAPPORTS

17. (1) Dans les six mois suivant la fin de 5 chaque exercice, le président présente au ministre le rapport d'activités de l'Agence pour l'exercice.

(2) Le ministre fait déposer devant chaque 5 chambre du Parlement, dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant le 31 octobre, son rapport sur l'application de la présente loi au cours de l'exercice précédant cette date, en y joignant un exemplaire du rapport annuel de 10 l'Agence.

(3) Le président présente au ministre au plus 15 tard le 31 décembre 2012 et tous les cinq ans par la suite, en sus du rapport annuel de l'Agence, un rapport global d'évaluation de toutes les activités de l'Agence.

(4) Le ministre fait déposer un exemplaire du 20 rapport global d'évaluation devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.

Rapport annuel de l'Agence

5 Rapport annuel du ministre

Rapport global d'évaluation

Dépôt du rapport global d'évaluation



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-205

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-205

An Act to amend the Canada Labour Code (replacement
workers)

FIRST READING, JUNE 9, 2011



MS. CHARLTON

C-205

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-205

Loi modifiant le Code canadien du travail (travailleurs de
remplacement)

PREMIÈRE LECTURE LE 9 JUIN 2011

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

The purpose of this enactment is to prohibit employers under the *Canada Labour Code* from hiring replacement workers to perform the duties of employees who are on strike or locked out.

The enactment also provides for the imposition of a fine for an offence.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'interdire aux employeurs visés par le *Code canadien du travail* d'embaucher des travailleurs de remplacement pour remplir les fonctions des employés en grève ou en lock-out.

Il prévoit également l'imposition d'une amende en cas d'infraction.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-205

PROJET DE LOI C-205

An Act to amend the Canada Labour Code
(replacement workers)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(travailleurs de remplacement)

R.S., c. L-2

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 87.6 of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:

Reinstatement of
employees after
strike or lockout

87.6 At the end of a strike or lockout not prohibited by this Part, the employer must reinstate employees in the bargaining unit who were on strike or locked out, in preference to any other person, unless the employer has good and sufficient cause, the proof of which lies on the employer, not to reinstate those employees.

2. Subsection 94(2.1) of the Act is replaced by the following:

Prohibitions
relating to
replacement
workers

(2.1) For the duration of a strike or lockout declared in accordance with this Part, no employer or person acting on behalf of an employer shall

(a) use the services of a person to perform the duties of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out, if that person was hired during the period commencing on the day on which notice to bargain collectively was given under paragraph 89(1)(a) and ending on the last day of the strike or lockout;

(b) use, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of a person employed by another employer, or the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 87.6 du *Code canadien du travail* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. L-2

Réintégration
des employés
après une grève
ou un lock-out

87.6 À la fin d'une grève ou d'un lock-out non interdits par la présente partie, l'employeur est tenu de réintégrer les employés de l'unité de négociation qui ont participé à la grève ou ont été visés par le lock-out, de préférence à toute autre personne, à moins qu'il n'ait un motif valable et suffisant, dont la preuve lui incombe, pour ne pas réintégrer ces employés.

2. Le paragraphe 94(2.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

15

(2.1) Pendant la durée d'une grève ou d'un lock-out déclaré conformément à la présente partie, il est interdit à l'employeur ou à quiconque agit pour son compte :

Interdictions
relatives aux
travailleurs de
remplacement

a) d'utiliser les services d'une personne pour remplir les fonctions d'un employé faisant partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out, si cette personne a été embauchée au cours de la période commençant le jour où un avis de négociation collective a été adressé conformément à l'alinéa 89(1)a) et se terminant le dernier jour de la grève ou du lock-out;

b) d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out a été déclaré, les services d'une personne employée par un autre employeur

	<p>services of a contractor, to perform the duties of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out;</p> <p>(c) subject to section 87.4, use, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out;</p> <p>(d) use, in another establishment of the employer, the services of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out;</p> <p>(e) use, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of an employee employed in another establishment of the employer; and</p> <p>(f) use, in the establishment where the strike or lockout has been declared, the services of an employee usually employed in that establishment to perform the duties of an employee who is a member of the bargaining unit on strike or locked out.</p>	<p>ou ceux d'un entrepreneur pour remplir les fonctions d'un employé faisant partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out;</p> <p>c) sous réserve de l'article 87.4, d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out a été déclaré, les services d'un employé qui fait partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out;</p> <p>d) d'utiliser, dans un autre de ses établissements, les services d'un employé qui fait partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out;</p> <p>e) d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out a été déclaré, les services d'un employé qu'il emploie dans un autre de ses établissements;</p> <p>f) d'utiliser, dans l'établissement où la grève ou le lock-out a été déclaré, les services d'un employé travaillant habituellement dans cet établissement pour remplir les fonctions d'un employé faisant partie de l'unité de négociation en grève ou en lock-out.</p>	
Protection of property	(2.2) The application of subsection (2.1) does not have the effect of preventing the employer from taking any necessary measures to avoid the destruction of the employer's property or serious damage to that property.	(2.2) L'application du paragraphe (2.1) n'a pas pour effet d'empêcher l'employeur de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour éviter la destruction ou la détérioration grave de ses biens.	Protection des biens
Conservation measures	(2.3) The measures referred to in subsection (2.2) shall exclusively be conservation measures and not measures to allow the continuation of the production of goods or services otherwise prohibited by subsection (2.1).	(2.3) Ces mesures ne peuvent être que des mesures de conservation et non des mesures permettant la continuation de la production de biens ou services qui seraient par ailleurs interdites par le paragraphe (2.1).	Mesures de conservation
Investigation	(2.4) The Minister may, on application, designate an investigator to ascertain whether the requirements of subsections (2.1), (2.2) and (2.3) are being met.	(2.4) Sur demande, le ministre peut désigner un enquêteur pour vérifier si les paragraphes (2.1), (2.2) et (2.3) sont respectés.	Enquête
Persons designated	(2.5) The investigator may visit the work places at any reasonable time and be accompanied by a person designated by the certified trade union, a person designated by the employer, and any other person whose presence the investigator considers necessary for the purposes of the investigation.	(2.5) L'enquêteur peut visiter les lieux de travail, à toute heure convenable, et se faire accompagner d'une personne désignée par le syndicat accrédité, d'une personne désignée par l'employeur ainsi que de toute autre personne dont il juge la présence nécessaire aux fins de son enquête.	Personnes désignées

Identification	(2.6) The investigator shall, on request, produce identification and a certificate of designation signed by the Minister.	(2.6) Sur demande, l'enquêteur doit s'identifier et présenter le certificat, signé par le ministre, attestant sa qualité.	Identification
Report of investigation	(2.7) The investigator shall, immediately after completing the investigation, make a report to the Minister and send a copy of the report to the parties.	(2.7) Dès son enquête terminée, l'enquêteur fait rapport au ministre et envoie une copie de son rapport aux parties.	Rapport d'enquête
Powers	(2.8) The investigator has, for the purposes of the investigation, all the powers of a commissioner appointed under the <i>Inquiries Act</i> , except the power to impose a sentence of imprisonment.	(2.8) L'enquêteur est investi, aux fins de son enquête, de tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la <i>Loi sur les enquêtes</i> , sauf le pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement.	Pouvoirs
Exceptions	(2.9) The prohibitions set out in subsection (2.1) do not apply to (a) a person employed as a manager, superintendent or foreman or as a representative of the employer in employer-employee relations; or (b) a person serving as a director or officer of a corporation, unless the person has been designated to serve in that capacity for the person's employer by the employees or by a certified association.	(2.9) Les interdictions prévues au paragraphe (2.1) ne s'appliquent pas aux personnes suivantes : a) toute personne employée à titre de gérant, de surintendant ou de contremaître ou à titre de représentant de l'employeur dans ses relations avec ses employés; b) tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale, sauf dans le cas où il agit à ce titre à l'égard de son employeur après avoir été désigné par les employés ou une association accréditée.	Exceptions
<p>3. Section 100 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):</p>			
Hiring of replacement workers	(5) Every person who contravenes or fails to comply with subsection 94(2.1) is guilty of an offence and liable, on summary conviction, to a fine not exceeding one thousand dollars for each day or part of a day that the offence continues.	(5) L'article 100 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit : (5) Quiconque contrevient au paragraphe 94(2.1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de mille dollars pour chacun des jours où se poursuit l'infraction.	Embauche de travailleurs de remplacement



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-206

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-206

An Act to amend the Canada Pension Plan (pension and
benefits)

FIRST READING, JUNE 9, 2011



MS. CHARLTON

C-206

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-206

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (pension et
prestations)

PREMIÈRE LECTURE LE 9 JUIN 2011

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Pension Plan* to prohibit the payment of a survivor's pension, orphan's benefit or death benefit to a survivor, child or orphan of a deceased contributor if the survivor, child or orphan has been convicted of the murder or manslaughter of the deceased contributor.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Régime de pensions du Canada* afin d'interdire le versement d'une pension de survivant, d'une prestation d'orphelin ou d'une prestation de décès au survivant, à l'enfant ou à l'orphelin qui a été déclaré coupable du meurtre ou de l'homicide involontaire coupable du cotisant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-206

PROJET DE LOI C-206

An Act to amend the Canada Pension Plan
(pension and benefits)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada
(pension et prestations)

R.S., c. C-8

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Canada Pension Plan* is amended by adding the following after section 44:

Survivor's
pension not
payable

44.1 (1) A survivor of a contributor is not entitled to receive a survivor's pension as a result of the death of the contributor if the survivor is convicted of the murder or manslaughter of the contributor.

10

Death benefit not
payable

(2) A survivor or child of a contributor is not entitled to receive a death benefit as a result of the death of the contributor if the survivor or child is convicted of the murder or manslaughter of the contributor.

15

Orphan's benefit
not payable

(3) An orphan of a contributor is not entitled to receive an orphan's benefit as a result of the death of the contributor if the orphan is convicted of the murder or manslaughter of the contributor.

20

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le *Régime de pensions du Canada* est modifié par adjonction, après l'article 44, de ce qui suit :

L.R., ch. C-8

44.1 (1) Le survivant déclaré coupable du meurtre ou de l'homicide involontaire coupable du cotisant n'a pas droit à la pension de survivant payable par suite du décès du cotisant.

Pension de
survivant non
payable

10

(2) Le survivant ou l'enfant déclaré coupable du meurtre ou de l'homicide involontaire coupable du cotisant n'a pas droit à la prestation de décès payable par suite du décès du cotisant.

Prestation de
décès non
payable

(3) L'orphelin du cotisant qui est déclaré coupable du meurtre ou de l'homicide involontaire coupable de ce cotisant n'a pas droit à la prestation d'orphelin payable par suite du décès du cotisant.

Prestation
d'orphelin non
payable

15



411069

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

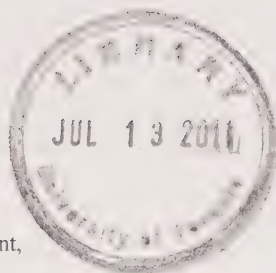
Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-207

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-207

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-207

PROJET DE LOI C-207

An Act to amend the Canada Evidence Act (interpretation of
numerical dates)

Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada (interprétation des
dates numériques)

FIRST READING, JUNE 13, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 13 JUIN 2011

MR. KRAMP

M. KRAMP

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Evidence Act* to direct courts on how to interpret a numeric date that is in dispute.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la preuve au Canada* afin d'uniformiser, en cas de contestation, l'interprétation par les tribunaux d'une date numérique.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-207

PROJET DE LOI C-207

An Act to amend the Canada Evidence Act
(interpretation of numerical dates)

Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada
(interprétation des dates numériques)

R.S., c. C-5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Canada Evidence Act* is amended by adding the following after section 30:

Construing
numeric dates in
documents

30.1 (1) Where a date in a document that is expressed as three groups of numerals is in dispute in any legal proceeding, the date shall be construed as if the year were first, the month were second and the day were third unless a contrary intention is expressed in the document.

Definition of
"legal
proceeding"

(2) In this section, "legal proceeding" means any civil or criminal proceeding or inquiry in which evidence is or may be given, and includes an arbitration.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi sur la preuve au Canada* est modifiée par adjonction, après l'article 30, de ce qui suit :

L.R., ch. C-5

30.1 (1) En cas de contestation, dans le cadre d'une procédure judiciaire, d'une date exprimée sous forme numérique dans un document, le premier groupe de chiffres désigne l'année, le deuxième le mois et le troisième le jour, sauf indication contraire du document.

Interprétation
des dates
numériques

(2) Au présent article, « procédure judiciaire » s'entend de toute procédure ou enquête, en matière civile ou pénale, dans laquelle une preuve est ou peut être donnée, y compris l'arbitrage.

Définition de
« procédure
judiciaire »



411154

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-208

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-208

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-208

PROJET DE LOI C-208

An Act to amend the Supreme Court Act (understanding the
official languages)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des
langues officielles)

FIRST READING, JUNE 13, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 13 JUIN 2011

MR. GODIN

M. GODIN

SUMMARY

This enactment amends the *Supreme Court Act* and introduces a new requirement for judges appointed to the Supreme Court to understand English and French without the assistance of an interpreter.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Cour suprême* et crée une nouvelle condition de nomination des juges de la Cour suprême selon laquelle ceux-ci doivent comprendre l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-208

PROJET DE LOI C-208

An Act to amend the Supreme Court Act
(understanding the official languages)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême
(compréhension des langues officielles)

R.S., c. S-26

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 5 of the *Supreme Court Act* is renumbered as subsection 5(1) and is amended by adding the following:

Condition

(2) In addition, any person referred to in subsection (1) who understands French and English without the assistance of an interpreter may be appointed a judge.

10

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 5 de la *Loi sur la Cour suprême* devient le paragraphe 5(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

L.R., ch. S-26

(2) En outre, les juges sont choisis parmi les personnes visées au paragraphe (1) qui comprennent le français et l'anglais sans l'aide d'un interprète.

Condition de nomination

10



411217

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-209

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-209

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-209

PROJET DE LOI C-209

An Act to change the name of the electoral district of Sackville
— Eastern Shore

Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de
Sackville — Eastern Shore

FIRST READING, JUNE 13, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 13 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment changes the name of the electoral district of Sackville — Eastern Shore to “Sackville — Preston — Eastern Shore”.

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier le nom de la circonscription électorale de Sackville — Eastern Shore en le remplaçant par « Sackville — Preston — Eastern Shore ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-209

PROJET DE LOI C-209

An Act to change the name of the electoral
district of Sackville — Eastern Shore

Loi visant à modifier le nom de la circonscrip-
tion électorale de Sackville — Eastern
Shore

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

Name changed
to "Sackville —
Preston —
Eastern Shore"

1. In the representation order declared in
force by proclamation of August 25, 2003,
under the *Electoral Boundaries Readjustment
Act*, paragraph 8 of that part relating to the
Province of Nova Scotia is amended by
substituting the name "Sackville — Preston —
Eastern Shore" for the name "Sackville — 10
Eastern Shore".

1. Dans le décret de représentation électorale
5 déclaré en vigueur par la proclamation prise le
25 août 2003 en vertu de la *Loi sur la révision
des limites des circonscriptions électorales*, le
paragraphe 8 de la partie relative à la province
de la Nouvelle-Écosse est modifié par la
substitution du nom « Sackville — Preston — 10
Eastern Shore » au nom « Sackville — Eastern
Shore ».

Nom modifié :
« Sackville —
Preston —
Eastern Shore »



411189

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-210

C-210

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-210

PROJET DE LOI C-210

An Act to amend the Parliament of Canada Act (members who
cross the floor)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (changement
d'appartenance politique)

FIRST READING, JUNE 13, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 13 JUIN 2011



MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment provides that a member's seat in the House of Commons will be vacated and a by-election called for that seat if the member, having been elected to the House as a member of a political party or as an independent, changes parties or becomes a member of a party, as the case may be. A member's seat will not be vacated if the member, having been elected as a member of a political party, chooses to sit as an independent.

SOMMAIRE

Le texte prévoit que le siège d'un député devient vacant et que cette vacance entraîne le déclenchement d'une élection partielle si le député, ayant été élu à titre de membre d'un parti politique ou comme député indépendant, change de parti ou devient membre d'un parti, selon le cas. Toutefois, le siège n'est pas considéré comme vacant si le député, élu à titre de membre d'un parti politique, décide de siéger comme député indépendant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-210

PROJET DE LOI C-210

An Act to amend the Parliament of Canada Act
(members who cross the floor)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada
(changement d'appartenance politique)

R.S., c. P-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Parliament of Canada Act* is amended by adding the following after section 27:

Change of Political Affiliation

27.1 (1) Any person holding a seat in the House of Commons who becomes a member of a registered party as defined in subsection 2(1) of the *Canada Elections Act* is deemed to have vacated the seat and ceases to be a member of the House if, in the last election, the person was endorsed by another registered party or was not endorsed by a registered party.

(2) The leader of the registered party of which the person referred to in subsection (1) has become a member shall, without delay, notify the Speaker of the House of Commons in writing that the person is a member of that party.

(3) The Speaker of the House shall, on receipt of the notice referred to in subsection (2), address a warrant under the hand and seal of the Speaker to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.

(4) If there is no Speaker of the House, if the Speaker is absent from Canada or if the member whose seat is vacated is the Speaker, the leader referred to in subsection (2) shall address the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi sur le Parlement du Canada* est modifiée par adjonction, après l'article 27, de ce qui suit :

Changement d'appartenance politique

27.1 (1) Tout député qui devient membre d'un parti enregistré au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi électorale du Canada* est réputé abandonner son siège et perd sa qualité de député si, lors de la dernière élection, il était soutenu par un autre parti enregistré ou n'était soutenu par aucun parti enregistré.

(2) Le chef du parti enregistré dont devient membre la personne visée au paragraphe (1) est tenu d'en aviser sans délai par écrit le président de la Chambre des communes.

(3) Dès réception de l'avis mentionné au paragraphe (2), le président de la Chambre adresse au directeur général des élections l'ordre officiel, signé de sa main, d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance.

(4) Si la présidence de la Chambre est vacante, si le président est absent du Canada ou si le député dont le siège devient vacant est le président de la Chambre, le chef visé au paragraphe (2) adresse au directeur général des

L.R., ch. P-1

Vacance
présumée

Avis

Ordre officiel du
président

Procédure en
l'absence du
président

Seat deemed
vacated

Notice

Speaker to
address a
warrant

Proceedings
where Speaker
absent

warrant, under the hand and seal of the leader, to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.

élections l'ordre officiel, signé de sa main, d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance en question.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-211

C-211

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-211

PROJET DE LOI C-211

An Act to amend the Canada Shipping Act, 2001 (prohibition
against oil tankers in Dixon Entrance, Hecate Strait and
Queen Charlotte Sound)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine marchande du
Canada (l'entrée Dixon, le détroit de Hécate et le bassin
Reine-Charlotte interdits aux pétroliers)

FIRST READING, JUNE 14, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 14 JUIN 2011



MR. DONNELLY

M. DONNELLY

SUMMARY

This enactment amends Part 9 of the *Canada Shipping Act, 2001* to prohibit the transportation of oil in oil tankers in the areas of the sea adjacent to the coast of Canada known as Dixon Entrance, Hecate Strait and Queen Charlotte Sound.

SOMMAIRE

Le texte modifie la partie 9 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* afin d'interdire le transport de pétrole par pétrolier dans les régions de la mer adjacentes à la côte canadienne connues sous les noms d'entrée Dixon, de détroit de Hécate et de bassin Reine-Charlotte.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-211

PROJET DE LOI C-211

An Act to amend the Canada Shipping Act, 2001 (prohibition against oil tankers in Dixon Entrance, Hecate Strait and Queen Charlotte Sound)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada (l'entrée Dixon, le détroit de Hécate et le bassin Reine-Charlotte interdits aux pétroliers)

Preamble

Whereas the transportation of oil in oil tankers in certain areas of the sea adjacent to the coast of Canada poses a risk to the marine environment;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

2001, c. 26

CANADA SHIPPING ACT, 2001

1. The *Canada Shipping Act, 2001* is amended by adding the following after section 189:

PROHIBITION

189.1 The following definitions apply in sections 189.2 and 189.3.

Definitions

“in bulk”
« en vrac »

“in bulk” means in a hold or tank that is part of the structure of a vessel, without any intermediate form of containment.

“oil”
« pétrole »

“oil” has the same meaning as in section 2 of the *Canada Oil and Gas Operations Act*.

“oil tanker”
« pétrolier »

“oil tanker” means a vessel that is constructed or adapted primarily to transport oil in bulk.

Préambule

Attendu que le transport de pétrole par pétrolier dans certaines régions de la mer adjacentes à la côte canadienne pose un risque pour le milieu marin,

5 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

2001, ch. 26

**LOI DE 2001 SUR LA MARINE
MARCHANDE DU CANADA**

**1. La *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* est modifiée par adjonction, après
10 l'article 189, de ce qui suit :**

INTERDICTION

189.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 189.2 et 189.3.

Définitions

« en vrac » Dans une cale ou une citerne faisant partie de la structure du bâtiment, sans contenant intermédiaire.

« en vrac »
“in bulk”

« pétrole » S'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur les opérations pétrolières au Canada*.

« pétrole »
“oil”

« pétrolier » Bâtiment construit ou adapté principalement en vue de transporter du pétrole en vrac.

« pétrolier »
“oil tanker”

20

Prohibition	189.2 (1) No person shall transport oil in an oil tanker in the areas of the sea adjacent to the coast of Canada known as Dixon Entrance, Hecate Strait and Queen Charlotte Sound.	189.2 (1) Il est interdit de transporter du pétrole par pétrolier dans les régions de la mer adjacentes à la côte canadienne connues sous les noms d'entrée Dixon, de détroit de Hécate et de bassin Reine-Charlotte.	Régions interdites
Clarification	(2) The areas of the sea referred to in subsection (1) are those areas included within Zone 3 as described in the <i>Fishing Zones of Canada (Zones 1, 2 and 3) Order</i> made under the <i>Oceans Act</i> .	(2) Les régions de la mer visées au paragraphe (1) sont celles décrites dans la zone 3 du <i>Décret sur les zones de pêche du Canada (zones 1, 2 et 3)</i> pris en vertu de la <i>Loi sur les océans</i> .	Précision
For greater certainty	(3) For greater certainty, the prohibition in subsection (1) does not apply in respect of the transportation of gasoline, aviation fuel, diesel oil or fuel oil that is intended for use in coastal and island communities in Canada.	(3) Il est entendu que l'interdiction énoncée au paragraphe (1) ne s'applique pas au transport d'essence, de carburant aviation, de carburant-diesel ou de tout autre carburant destiné à l'usage des collectivités de la côte et des îles canadiennes.	Précision
	2. Subsection 191(1) of the Act is amended by striking out "and" at the end of paragraph (c) and by adding the following after that paragraph:	2. Le paragraphe 191(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :	
	(c.1) section 189.2 (prohibition against operation of oil tanker in specified area);	c.1) à l'article 189.2 (interdiction d'exploiter un pétrolier dans une région interdite);	
	(c.2) an order made under section 189.3 (prohibition against operation of oil tanker in specified area); and	c.2) à un décret pris en vertu de l'article 189.3 (interdiction d'exploiter un pétrolier dans une région interdite);	
	COMING INTO FORCE	ENTRÉE EN VIGUEUR	
Coming into force	3. This Act comes into force 30 days after the day on which it receives royal assent.	3. La présente loi entre en vigueur trente jours après la date de sa sanction.	Entrée en vigueur



C-212

C-212

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-212

PROJET DE LOI C-212

An Act to amend the Criminal Code (luring a child outside
Canada)

Loi modifiant le Code criminel (leurre d'un enfant à l'étranger)

FIRST READING, JUNE 14, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 14 JUIN 2011



MR. DONNELLY

M. DONNELLY

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to add the offence of luring a child to the offences for which Canadian citizens or permanent residents may be prosecuted in Canada even if committed outside Canada.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* pour ajouter l'infraction de leurre d'enfant aux infractions pour lesquelles, même lorsqu'elles sont commises à l'étranger, les citoyens canadiens ou résidents permanents du Canada peuvent être poursuivis au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-212

PROJET DE LOI C-212

An Act to amend the Criminal Code (luring a child outside Canada)

Loi modifiant le Code criminel (leurre d'un enfant à l'étranger)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

1. Subsection 7(4.1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

(4.1) Notwithstanding anything in this Act or any other Act, every one who, outside Canada, commits an act or omission that if committed in Canada would be an offence against section 151, 152, 153, 155 or 159, subsection 160(2) or (3), section 163.1, 170, 171, 172.1 or 173 or subsection 212(4) shall be deemed to commit that act or omission in Canada if the person who commits the act or omission is a Canadian citizen or a permanent resident within the meaning of subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

Offence in relation to sexual offences against children

Coming into force

2. This Act comes into force 30 days after the day on which it receives royal assent.

COMING INTO FORCE

CODE CRIMINEL

1. Le paragraphe 7(4.1) du *Code criminel* 5 est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi, le citoyen canadien ou le résident permanent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* qui, à l'étranger, est l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui, s'il était commis au Canada, constituerait une infraction aux articles 151, 152, 153, 155 ou 159, aux paragraphes 160(2) ou (3), aux articles 163.1, 170, 171, 172.1 ou 173 ou au paragraphe 212(4) est réputé l'avoir commis au Canada.

L.R., ch. C-46

Infraction relative aux infractions d'ordre sexuel impliquant des enfants

Entrée en vigueur

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. La présente loi entre en vigueur trente jours après sa sanction.

411079

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-213

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-213

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-213

PROJET DE LOI C-213

An Act to amend the Criminal Code (means of communication
for child luring)

Loi modifiant le Code criminel (moyens de communication liés
à une infraction de leurre)

FIRST READING, JUNE 14, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 14 JUIN 2011

MR. DONNELLY

M. DONNELLY

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to expand the offence of luring a child to include all means of communication.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* en étendant l'infraction de leurre pour y inclure tout moyen de communication.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-213

PROJET DE LOI C-213

An Act to amend the Criminal Code (means of communication for child luring)

Loi modifiant le Code criminel (moyens de communication liés à une infraction de leurre)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. The portion of subsection 172.1(1) of the *Criminal Code* before paragraph (a) is replaced by the following:

1. Le passage du paragraphe 172.1(1) du *Code criminel* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

172.1 (1) Every person commits an offence who, by any means, communicates with

172.1 (1) Commet une infraction quiconque communique par quelque moyen que ce soit avec :

2. Subparagraph (a)(x) of the definition "designated offence" in subsection 490.011(1) of the Act is replaced by the following:

2. Le sous-alinéa a)(x) de la définition de 10 « infraction désignée », au paragraphe 490.011(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(x) section 172.1 (luring a child),

(x) l'article 172.1 (leurre),

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. This Act comes into force 30 days after the day on which it receives royal assent.

3. La présente loi entre en vigueur trente 15 jours après sa sanction. Entrée en vigueur

Luring a child

Leurre

Coming into force

411080

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-214

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-214

An Act respecting the friendship between Canada and the
Netherlands

FIRST READING, JUNE 15, 2011

MR. STOFFER

C-214

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-214

Loi concernant l'amitié entre le Canada et les Pays-Bas

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



M. STOFFER

SUMMARY

This enactment designates the 5th day of May in each and every year as “Maple Leaf and Tulip Day”.

SOMMAIRE

Le texte désigne le 5 mai « Journée de la feuille d’érable et de la tulipe ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-214

PROJET DE LOI C-214

An Act respecting the friendship between
Canada and the Netherlands

Loi concernant l'amitié entre le Canada et les
Pays-Bas

Preamble

Whereas during World War II the Canadian
Armed Forces, along with their allies, liberated
the large portions of the Netherlands that were
under German control, brought much-needed
resources to alleviate the suffering of the Dutch
people after years of deprivation and occupa- 5
tion, and formed a profound bond between the
people of Canada and the people of the
Netherlands that has remained vibrant and
strong to this day; 10

Whereas each year the people of the Nether-
lands recognize Canada's enormous contribu-
tion to their country by giving tulips to the
Canadian people as a symbol of their lasting
friendship and the gratitude of the Dutch people; 15

And whereas the Parliament of Canada
wishes to honour the immense contribution of
the Canadian men and women who assisted in
the liberation of the Netherlands and to
celebrate the friendship between Canada and 20
the Netherlands;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Maple Leaf* 25
and *Tulip Day Act*.

Attendu :

que durant la Seconde Guerre mondiale, les
Forces armées canadiennes, aidées de leurs
alliés, ont libéré les vastes régions des Pays-
Bas contrôlées par les Allemands, ont apporté 5
aux Pays-Bas des ressources dont le peuple
néerlandais avait grandement besoin pour
alléger sa souffrance après des années de
dépossession et d'occupation, et ont fait
naître des liens profonds entre les Canadiens 10
et les Néerlandais, liens qui sont encore très
forts aujourd'hui;

que chaque année, le peuple néerlandais
marque l'immense contribution que le Cana-
da a apportée à son pays en donnant des 15
tulipes aux Canadiens, symbole de sa longue
amitié et de sa gratitude;

que le Parlement du Canada souhaite rendre
hommage à l'immense contribution des
Canadiens et des Canadiennes qui ont 20
participé à la libération des Pays-Bas et
célébrer l'amitié qui unit nos deux pays,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte : 25

TITRE ABRÉGÉ

Préambule

Titre abrégé

1. *Loi sur la Journée de la feuille d'érable et
de la tulipe.*

MAPLE LEAF AND TULIP DAY

JOURNÉE DE LA FEUILLE D'ÉRABLE ET
DE LA TULIPEMaple Leaf and
Tulip Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the 5th day of May is to be known as "Maple Leaf and Tulip Day" in recognition and celebration of the friendship between Canada and the Netherlands.

Not a legal
holiday

3. For greater certainty, Maple Leaf and Tulip Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

2. Le 5 mai est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée de la feuille d'érable et de la tulipe », jour destiné à la reconnaissance et à la célébration de l'amitié entre le Canada et les 5 Pays-Bas.

Journée de la
feuille d'érable
et de la tulipe

5

3. Il est entendu que la Journée de la feuille d'érable et de la tulipe n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-215

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-215

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and
the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act
(deletion of deduction from annuity)

FIRST READING, JUNE 15, 2011

MR. STOFFER

C-215

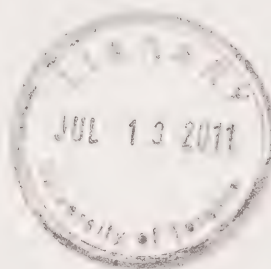
Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-215

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces
canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la
Gendarmerie royale du Canada (suppression de la
déduction sur la pension)

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Forces Superannuation Act* and the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* to eliminate the deduction of Canada Pension Plan benefits from the annuity payable under each of these Acts.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* et la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* afin d'éliminer la déduction des prestations du Régime de pensions du Canada sur la pension payable en vertu de chacune de ces lois.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-215

PROJET DE LOI C-215

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (deletion of deduction from annuity)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (suppression de la déduction sur la pension)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-17

CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

1. Subsection 2(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“Year’s Maximum Pensionable Earnings” has the same meaning as in the *Canada Pension Plan*.

2. Paragraph 5(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year’s Maximum Pensionable Earnings; and

3. (1) Subsections 15(2), (2.1) and (3) of the Act are repealed.

(2) Subsection 15(7) of the Act is repealed.

4. The portion of section 40 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

1. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«maximum des gains annuels ouvrant droit à pension» S’entend au sens du *Régime de pensions du Canada*.

2. L’alinéa 5(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension; 15

3. (1) Les paragraphes 15(2), (2.1) et (3) de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 15(7) de la même loi est abrogé.

4. Le passage de l’article 40 de la même loi précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. C-17

« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension »
“Year’s Maximum Pensionable Earnings”

“Year’s Maximum Pensionable Earnings”
« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension »

Minimum
benefits

Prestations
minimales

40. (1) If, on the death of a contributor who, on ceasing to be a member of the Canadian Forces, was entitled to an immediate annuity or an annual allowance, there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or where the persons to whom such allowance may be paid die or cease to be entitled to it and no other amount may be paid to them under this Part, any amount by which the calculated amount, within the meaning of 10 subsection (2), exceeds the aggregate of all amounts paid to those persons and to the contributor under this Part or Part V of the former Act shall be paid

40. (1) Si, au décès du contributeur qui avait droit, au moment où il a cessé d'être membre des Forces canadiennes, à une annuité immédiate ou à une allocation annuelle, il n'y a 5 personne à qui une allocation prévue par la 5 présente partie puisse être versée, ou si les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucune autre somme ne peut leur être versée en vertu de la présente partie, tout excédent de la somme 10 déterminée, au sens du paragraphe (2), sur l'ensemble des sommes versées à ces personnes et au contributeur au titre de la présente partie ou de la partie V de l'ancienne loi est versé :

5. Subparagraph 42(1.1)(a)(i) of the Act is 15 replaced by the following:

5. Le sous-alinéa 42(1.1)a)(i) de la même 15 loi est remplacé par ce qui suit :

(i) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings, and 20

(i) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension,

6. Paragraph 50(1)(k) of the Act is repealed.

6. L'alinéa 50(1)k) de la même loi est 20 abrogé.

R.S., c. R-11

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

L.R., ch. R-11

7. Subsection 3(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* is amended by adding the following in alpha- 25 betical order:

7. Le paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 25

"Year's
Maximum
Pensionable
Earnings"
« maximum des
gains annuels
ouvrant droit à
pension »

"Year's Maximum Pensionable Earnings" has the same meaning as in the *Canada Pension Plan*.

« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension » S'entend au sens du *Régime de pensions du Canada*.

« maximum des
gains annuels
ouvrant droit à
pension »
"Year's
Maximum
Pensionable
Earnings"

8. Paragraph 5(1)(a) of the Act is replaced 30 by the following:

8. L'alinéa 5(1)a) de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

(a) four per cent of the portion of his or her pay that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings; and

a) quatre pour cent de la portion de sa solde qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension;

9. (1) Subsections 10(2), (2.1) and (3) of 35 the Act are repealed.

9. (1) Les paragraphes 10(2), (2.1) et (3) 35 de la même loi sont abrogés.

(2) Subsection 10(7) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 10(7) de la même loi est abrogé.

10. Paragraph 26(g) of the Act is repealed.

**10. L'alinéa 26g) de la même loi est
abrogé.**



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-216

C-216

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

PROJET DE LOI C-216

An Act respecting former Canadian Forces members

Loi concernant les anciens membres des Forces canadiennes

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment requires the Governor in Council to make regulations under the *Department of Veterans Affairs Act* to extend the health care benefits authorized by the regulations made under that Act to the former members of the Canadian Forces who meet Military Occupational Classification requirements and have been honourably discharged.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouverneur en conseil qu'il prenne des règlements en vertu de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* de sorte que les anciens membres des Forces canadiennes qui répondent aux exigences de qualification des groupes professionnels militaires et qui ont obtenu une libération honorable à la fin de leur service soient admissibles aux avantages pour soins de santé prévus par les règlements pris en vertu de cette loi.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

PROJET DE LOI C-216

An Act respecting former Canadian Forces members

Loi concernant les anciens membres des Forces canadiennes

Preamble

Whereas Canadians are proud of those who have served Canada as members of the Canadian Forces;

Whereas it is part of the Canadian culture and heritage to acknowledge the services rendered by veterans and to be responsive to their health care needs;

And whereas some classes of former members of the Canadian Forces do not have access to health care benefits;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Former Canadian Forces Members Act*.

INTERPRETATION

Definition of "Canadian Forces member"

2. In this Act, "Canadian Forces member" means an officer or non-commissioned member of the Canadian Forces as those terms are defined in subsection 2(1) of the *National Defence Act*.

Attendu :

que les Canadiens sont fiers de ceux qui ont servi leur pays en tant que membres des Forces canadiennes;

qu'il est conforme à la culture et au patrimoine canadiens de reconnaître les services rendus par les anciens combattants et de tenir compte de leurs besoins en matière de soins de santé;

que certaines catégories d'anciens membres des Forces canadiennes n'ont pas accès à des avantages pour soins de santé,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les anciens membres des Forces canadiennes*.

DÉFINITION

2. Dans la présente loi, « membre des Forces canadiennes » s'entend d'un officier ou d'un militaire du rang au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la défense nationale*.

Préambule

Titre abrégé

Définition de « membre des Forces canadiennes »

REGULATIONS

Regulations

3. Within 120 days after this Act comes into force, the Governor in Council must make regulations under the *Department of Veterans Affairs Act*

- (a) specifying that all former Canadian Forces members who meet the Department of National Defence's Military Occupational Classification requirements and have been released from the Forces with an honourable discharge are entitled to the care, treatment and other benefits authorized by regulations made under that Act; and
- (b) respecting the circumstances in which the former members mentioned in paragraph (a) may receive any such care, treatment or other benefits.

RÈGLEMENTS

Règlements

3. Dans les cent vingt jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil prend des règlements en vertu de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précisant :

- a) que tous les anciens membres des Forces canadiennes qui répondent aux exigences de qualification des groupes professionnels militaires du ministère de la Défense nationale et qui ont obtenu une libération honorable à la fin de leur service ont droit aux soins, aux traitements et aux autres avantages prévus par les règlements pris en vertu de cette loi;
- b) les circonstances dans lesquelles les anciens membres visés à l'alinéa a) peuvent recevoir ces soins, traitements et autres avantages.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-217

C-217

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

PROJET DE LOI C-217

An Act to amend the Criminal Code (mischief relating to war
memorials)

Loi modifiant le Code criminel (méfaits à l'égard des
monuments commémoratifs de guerre)

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



MR. TILSON

M. TILSON

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to provide for the offence of committing mischief in relation to a war memorial or cenotaph.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction tout méfait commis à l'égard d'un monument commémoratif de guerre ou d'un cénotaphe.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

PROJET DE LOI C-217

An Act to amend the Criminal Code (mischief relating to war memorials)

Loi modifiant le Code criminel (méfaits à l'égard des monuments commémoratifs de guerre)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 430 of the *Criminal Code* is amended by adding the following after subsection (4.1):

Mischief relating to war memorials

(4.11) Everyone who commits mischief in relation to property that is a building, structure or part thereof that primarily serves as a monument to honour persons who were killed or died as a consequence of a war, including a war memorial or cenotaph, or an object associated with honouring or remembering those persons that is located in or on the grounds of such a building or structure, or a cemetery is guilty of an indictable offence or an offence punishable on summary conviction and is liable,

(a) whether the offence is prosecuted by indictment or punishable on summary conviction, to the following minimum punishment, namely,

(i) for a first offence, to a fine of not less than \$1,000,

(ii) for a second offence, to imprisonment for not less than 14 days, and

(iii) for each subsequent offence, to imprisonment for not less than 30 days;

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 430 du *Code criminel* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4.1), de ce qui suit :

Méfait : monuments commémoratifs de guerre

(4.11) Quiconque commet un méfait à l'égard de tout ou partie d'un bâtiment ou d'une structure servant principalement de monument érigé en l'honneur des personnes tuées ou décédées en raison d'une guerre — notamment un monument commémoratif de guerre ou un cenotaphe —, d'un objet servant à honorer ces personnes ou à en rappeler le souvenir et se trouvant dans un tel bâtiment ou une telle structure ou sur le terrain où ceux-ci sont situés, ou d'un cimetière, est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou par mise en accusation et est passible :

a) que l'infraction soit poursuivie par mise en accusation ou par procédure sommaire, des peines minimales suivantes :

(i) pour la première infraction, une amende minimale de mille dollars,

(ii) pour la seconde infraction, un emprisonnement minimal de quatorze jours,

(iii) pour chaque infraction subséquente, un emprisonnement minimal de trente jours;

(b) if the offence is prosecuted by indictment, to imprisonment for a term not exceeding five years; and

(c) if the offence is punishable on summary conviction, to imprisonment for a term not exceeding 18 months.

b) si l'infraction est poursuivie par mise en accusation, d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

c) si l'infraction est poursuivie par procédure sommaire, d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-218

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-218

An Act to amend the Canada Health Act (Autism Spectrum Disorders)

FIRST READING, JUNE 15, 2011

C-218

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-218

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé (troubles du spectre autistique)

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that the cost of Applied Behavioural Analysis (ABA) and Intensive Behavioural Intervention (IBI) for autistic persons is covered by the health care insurance plan of every province.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de faire en sorte que les coûts de l'analyse appliquée du comportement (AAC) et de l'intervention comportementale intensive (ICI), destinées aux personnes atteintes d'autisme, soient couverts par le régime d'assurance-santé de chaque province.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-218

PROJET DE LOI C-218

An Act to amend the Canada Health Act
(Autism Spectrum Disorders)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la santé
(troubles du spectre autistique)

R.S., c. C-6

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Canada Health Act* is renumbered as subsection 2(1) and is amended by adding the following:

(2) For the purposes of this Act, services that are medically necessary or required under this Act include Applied Behavioural Analysis (ABA) and Intensive Behavioural Intervention (IBI) for persons suffering from Autism Spectrum Disorders.

2. Paragraph 22(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) defining the services referred to in 15 paragraphs (a) to (d) of the definition “extended health care services” in subsection 2(1);

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L’article 2 de la *Loi canadienne sur la santé* devient le paragraphe 2(1) et est 5 modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Pour l’application de la présente loi, sont comprises parmi les services médicalement nécessaires sous le régime de celle-ci l’analyse appliquée du comportement (AAC) et l’inter- 10 vention comportementale intensive (ICI) destinées aux personnes atteintes de troubles du spectre autistique.

2. L’alinéa 22(1)a) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

a) définir les services visés aux alinéas a) à d) de la définition de « services complémentaires de santé » au paragraphe 2(1);

L.R., ch. C-6

Troubles du spectre autistique

Autism Spectrum Disorders



411251

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-219

C-219

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

PROJET DE LOI C-219

An Act respecting the establishment of a National Strategy for
Autism Spectrum Disorders

Loi concernant l'établissement d'une stratégie nationale
relative aux troubles du spectre autistique

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011



MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT

SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a national strategy for autism spectrum disorders.

SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale relative aux troubles du spectre autistique.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

PROJET DE LOI C-219

An Act respecting the establishment of a
National Strategy for Autism Spectrum
Disorders

Loi concernant l'établissement d'une stratégie
nationale relative aux troubles du spectre
autistique

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *National
Strategy for Autism Spectrum Disorders Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale relative aux
troubles du spectre autistique.*

Titre abrégé
5

NATIONAL STRATEGY FOR AUTISM SPECTRUM DISORDERS

STRATÉGIE NATIONALE RELATIVE AUX TROUBLES DU SPECTRE AUTISTIQUE

2. The Government of Canada must establish
a national strategy for autism spectrum disorders
that includes:

2. Le gouvernement du Canada établit une
stratégie nationale relative aux troubles du
spectre autistique qui prévoit notamment :

Obligation

(a) the establishment, in cooperation with the
provincial governments, of national standards 10
for the treatment of autism spectrum disorders
and the delivery of related services;

a) l'établissement, en collaboration avec les
gouvernements provinciaux, de normes na- 10
tionales pour le traitement des troubles du
spectre autistique et la prestation de services
connexes;

(b) the study, in cooperation with the pro-
vincial governments, of the funding arrange-
ments for the care of those with autism 15
spectrum disorders, including the possibility
of transferring federal funds to assist the
provincial governments in providing treat-
ment, education, professional training and
other required supports for Canadians with 20
autism spectrum disorders free of charge and
within a reasonable period of time;

b) l'examen, en collaboration avec les gou-
vernements provinciaux, des mécanismes de 15
financement des soins pour les personnes
atteintes de troubles du spectre autistique,
notamment la possibilité de transférer des
fonds fédéraux afin d'aider les gouverne-
ments provinciaux à fournir, gratuitement et 20
dans un délai raisonnable, le traitement,
l'éducation, la formation professionnelle et
les autres services nécessaires;

(c) the creation of a national medical sur-
veillance program for autism spectrum dis-
orders, to be managed by the Public Health 25
Agency of Canada; and

(d) an estimate of the funding required for health research into treatments for autism spectrum disorders and for the delivery of related services.

c) la création d'un programme national de surveillance médicale des troubles du spectre autistique, géré par l'Agence de la santé publique du Canada;

d) une évaluation du financement nécessaire pour la recherche en santé portant sur le traitement des troubles du spectre autistique et pour la prestation de services connexes.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

3. This Act comes into force on the day 5 following the day it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa sanction.

Entrée en
vigueur 10



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-220



C-220

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

PROJET DE LOI C-220

An Act respecting a National Brain Health Education and
Awareness Month

Loi instituant le Mois national de l'éducation et de la
sensibilisation à la santé du cerveau

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M^{ME} DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

SUMMARY

This enactment designates the month of March in each and every year as “National Brain Health Education and Awareness Month”.

SOMMAIRE

Le texte désigne le mois de mars comme « Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

PROJET DE LOI C-220

An Act respecting a National Brain Health
Education and Awareness Month

Loi instituant le Mois national de l'éducation et
de la sensibilisation à la santé du cerveau

Preamble

Whereas it is the view of Parliament that the Government of Canada should take all necessary measures in order to educate the people of Canada to enhance their understanding of brain health, including brain diseases, disorders and injuries, and to ensure that brain health research is fully funded and preventive measures, treatment and support are universally accessible;

Whereas it is also the view of Parliament that the Government of Canada should take all necessary measures to confirm its commitment to improving the quality of life of all persons who live with a brain disease, disorder or injury, and of their families and informal caregivers;

And whereas Parliament considers it important to recognize the difficulties faced in their everyday lives by Canadians who suffer from chronic brain diseases, disorders and injuries and to recognize and demonstrate support for the family members, friends and health care professionals and community service and voluntary sector workers who provide assistance and support to these Canadians, as well as for the field of dedicated researchers who work tirelessly to better understand the experiences of those afflicted, to improve treatments, and ultimately to discover cures;

Attendu :

que le Parlement estime que le gouvernement du Canada devrait prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éduquer la population canadienne pour accroître sa compréhension de la santé du cerveau, notamment des maladies, des troubles et des lésions du cerveau, et d'assurer que la recherche sur la santé du cerveau dispose d'un financement adéquat et que les mesures de prévention, les traitements et le soutien sont accessibles à tous;

qu'il estime également que le gouvernement du Canada devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour confirmer son engagement à améliorer la qualité de vie des personnes atteintes d'une maladie, d'un trouble ou d'une lésion du cerveau, et celle de leurs familles et de leurs aidants naturels;

que le Parlement juge important de reconnaître les difficultés avec lesquelles sont aux prises quotidiennement les Canadiens atteints d'une maladie, d'un trouble ou d'une lésion chronique du cerveau, et de reconnaître et d'appuyer les membres de leurs familles, leurs amis, les professionnels de la santé et les travailleurs et bénévoles du milieu communautaire qui les aident et les soutiennent, ainsi que les chercheurs dévoués qui travaillent sans relâche à mieux comprendre le vécu de ces Canadiens, à améliorer leurs traitements et, finalement, à les guérir,

Préambule

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Brain Health Education and Awareness Month Act*.

1. *Loi sur le Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau.*

Titre abrégé

5

NATIONAL BRAIN HEALTH EDUCATION
AND AWARENESS MONTHMOIS NATIONAL DE L'ÉDUCATION ET DE
LA SENSIBILISATION À LA SANTÉ DU
CERVEAU

National Brain
Health
Education and
Awareness
Month

2. Throughout Canada, in each and every year, the month of March is to be known as "National Brain Health Education and Awareness Month".

2. Le mois de mars est, dans tout le Canada, désigné comme « Mois national de l'éducation et de la sensibilisation à la santé du cerveau ».

Mois national de
l'éducation et de
la sensibilisation
à la santé du
cerveau

10



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-221

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-221

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

PROJET DE LOI C-221

An Act respecting a Comprehensive National Strategy for
Sickle Cell Disease and Thalassaemic Disorders

Loi concernant une stratégie nationale globale sur la drépano-
cytose et les thalassémies

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M^{ME} DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health to initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of developing a comprehensive national strategy for the health care of persons afflicted with sickle cell disease and thalassemic disorders.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé qu'il entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale globale sur les soins de santé destinés aux personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

PROJET DE LOI C-221

An Act respecting a Comprehensive National
Strategy for Sickle Cell Disease and
Thalassemic Disorders

Loi concernant une stratégie nationale globale
sur la drépanocytose et les thalassémies

Preamble

Whereas sickle cell disease is characterized
by a mutation in the shape of the red blood cell
from a smooth, circular shape to a crescent
shape, which can result in the blockage of small
blood vessels and the impairment of blood flow,
thus leading to a reduction in red blood cell
survival and subsequent anemia;

Whereas the poor blood oxygen levels and
blood vessel blockages that result from sickle
cell disease can lead to severe chronic pain,
serious bacterial infections and tissue death;

Whereas the life span of persons with severe
sickle cell disease can be reduced by as much as
30 years;

Whereas approximately 5% of the world's
population carries the trait gene for sickle cell
disease, with the percentage of carriers of the
gene being as high as 25% in some regions;

Whereas sickle cell disease is particularly
common among people whose ancestors come
from sub-Saharan Africa, India, Saudi Arabia
and Mediterranean countries;

Whereas thalassemic disorders are also in-
herited and result in the afflicted not being able
to make enough hemoglobin, which is found in
red blood cells and carries oxygen to all parts of
the body;

Attendu :

que la drépanocytose se caractérise par une
modification de la forme des globules rouges
qui, normalement circulaires et lisses, pren-
nent une forme de croissant, ce qui peut
entraîner une obstruction des petits vaisseaux
sanguins et bloquer la circulation sanguine,
réduisant ainsi la durée de vie des globules
rouges et causant l'anémie;

que la mauvaise oxygénation du sang et
l'obstruction des vaisseaux sanguins causées
par la drépanocytose peuvent entraîner des
douleurs chroniques aiguës, de graves infec-
tions bactériennes et des nécroses;

que la réduction de l'espérance de vie peut
atteindre trente ans chez les personnes
atteintes de drépanocytose grave;

qu'environ 5% de la population mondiale
sont porteurs d'un gène drépanocytaire et que
ce pourcentage atteint 25% dans certaines
régions;

que la drépanocytose est particulièrement
fréquente chez les personnes dont les ancêtres
proviennent de l'Afrique subsaharienne, de
l'Inde, de l'Arabie saoudite et des pays
méditerranéens;

que les thalassémies sont aussi des anomalies
héréditaires et que les sujets atteints ne
produisent pas assez d'hémoglobine, une

Préambule

Whereas a lack of hemoglobin in red blood cells prevents oxygen from getting to all parts of the body, which results in organs becoming starved for oxygen and unable to function properly;

Whereas thalassaemic disorders are most commonly found in Asia, the Mediterranean basin and the Middle East;

Whereas the management of sickle cell disease and thalassaemic disorders is inadequate in Canada;

And whereas the Parliament of Canada believes that the prospects and life circumstances of patients suffering from sickle cell disease and thalassaemic disorders must be improved through the development of a comprehensive national strategy for patient care;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Sickle Cell Disease and Thalassaemic Disorders Act*.

FEDERAL-PROVINCIAL DISCUSSIONS

Federal-provincial discussions

2. Within 30 days after this Act comes into force, the Minister of Health must initiate discussions with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of

(a) developing a comprehensive national strategy for the health care of persons afflicted with sickle cell disease and thalassaemic disorders, including medical services and lifelong emotional and social support;

(b) developing national standards on universal screening to identify infants with sickle cell disease, other hemoglobinopathies and hemoglobinopathy carriers;

(c) developing centres of excellence for both pediatric care and adult care;

substance présente dans les globules rouges qui transporte l'oxygène vers toutes les parties du corps;

que l'insuffisance d'hémoglobine dans les globules rouges empêche l'oxygène d'atteindre toutes les parties du corps, de sorte que les organes manquent d'oxygène et ne peuvent fonctionner normalement;

que c'est en Asie, dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient que les thalassémies sont les plus fréquentes;

que la gestion de la drépanocytose et des thalassémies est inadéquate au Canada;

que le Parlement du Canada est d'avis qu'il faut améliorer les perspectives d'avenir et les conditions de vie des patients atteints de drépanocytose et de thalassémies en élaborant une stratégie nationale globale en matière de soins aux patients,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à la drépanocytose et aux thalassémies.*

DISCUSSIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Discussions fédérales-provinciales

2. Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre de la Santé entame des discussions avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la santé dans le but :

a) d'élaborer une stratégie nationale globale sur les soins de santé destinés aux personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies, qui prévoit notamment la prestation de services médicaux et d'un soutien affectif et social continu;

b) de fixer des normes nationales pour le dépistage universel chez les nourrissons de la drépanocytose, des autres hémoglobinopathies et des gènes porteurs d'hémoglobinopathies;

40

- (d) assessing best practices for providing the support structure that is necessary for patients to succeed at school and in the workplace and for minimizing the impacts on their families, such as underemployment and unemployment; 5
- (e) developing information regarding sickle cell disease and thalassemic disorders to be available for medical education in order to prepare physicians, nurses and other health 10 care providers to meet the needs of Canada's diverse populations; and
- (f) developing adequate clinical guidelines and strategies for prompt pain management for patients in crisis. 15

- c) de mettre sur pied des centres d'excellence en soins destinés tant aux enfants qu'aux adultes;
- d) d'établir les pratiques exemplaires permettant de fournir le soutien structuré nécessaire à la réussite des patients à l'école et au travail et d'atténuer les conséquences de la maladie sur leurs familles, comme le sous-emploi et le chômage;
- e) de créer des produits d'information sur la 10 drépanocytose et les thalassémies qui serviront à la formation médicale des médecins, infirmières et autres fournisseurs de soins de santé afin qu'ils soient en mesure de répondre aux besoins de la population diversifiée du 15 Canada;
- f) d'élaborer des lignes directrices cliniques et des stratégies adéquates pour la gestion rapide de la douleur chez les patients en crise.

ADVOCACY GROUPS

Funding for advocacy groups

3. In recognition of the role of advocacy groups in enhancing the quality of life of persons afflicted with sickle cell disease and thalassemic disorders, the Minister of Health must, within six months after this Act comes 20 into force, introduce legislation to establish a program for providing funding to such groups.

GROUPES DE DÉFENSE

Financement des groupes de défense

3. Compte tenu du rôle joué par les groupes 20 de défense pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de drépanocytose et de thalassémies, le ministre de la Santé, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, dépose un projet de loi établissant 25 un programme qui accorde un financement à ces groupes.

SICKLE CELL DISEASE AND THALASSEMIC DISORDERS AWARENESS DAY

Sickle Cell Disease and Thalassémic Disorders Awareness Day

4. Throughout Canada, in each and every year, the 19th day of June is to be known as "Sickle Cell Disease and Thalassémic Disorders 25 Awareness Day".

JOURNÉE DE LA SENSIBILISATION À LA DRÉPANOCYTOSE ET AUX THALASSÉMIES

Journée de la sensibilisation à la drépanocytose et aux thalassémies

4. Le 19 juin est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée de la sensibilisation 30 à la drépanocytose et aux thalassémies ».

Not a legal holiday

5. For greater certainty, Sickle Cell Disease and Thalassémic Disorders Awareness Day is not a legal holiday or a non-juridical day.

5. Il est entendu que la Journée de la sensibilisation à la drépanocytose et aux thalassémies n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephonic: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-222

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-222

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

PROJET DE LOI C-222

An Act respecting a Military and Veteran Families Week

Loi instituant la Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M^{ME} DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

SUMMARY

This enactment designates the week of February 1 to 7 in each and every year as "Military and Veteran Families Week".

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de désigner la semaine du 1^{er} au 7 février « Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

PROJET DE LOI C-222

An Act respecting a Military and Veteran
Families Week

Loi instituant la Semaine des familles de
militaires et d'anciens combattants

Preamble

Whereas the families — particularly spouses
and children — of past and present members of
the Canadian Forces make sacrifices for their
loved ones and their country and share in the
burden of protecting Canada;

Whereas past and present members of the
Canadian Forces are a source of pride and
honour for all Canadians;

Whereas the establishment of a week for
military and veteran families will raise aware-
ness of the sacrifices made by these families, at
Veterans Affairs, throughout the Government of
Canada and among the Canadian population as
a whole;

Whereas the Government of Canada wishes
to designate a week to recognize the contribu-
tions of military and veteran families and
celebrate their spirit with appropriate activities
and ceremonies that pay tribute to, support, and
thank them;

And whereas the Government of Canada
wishes to confirm its commitment to improving
the quality of life of military and veteran
families by ensuring adequate resources and
supports for spouses and children;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

que les familles des membres et anciens
membres des Forces canadiennes — en
particulier les conjoints et enfants — font
des sacrifices pour leurs proches et leur pays
et contribuent ainsi à protéger le Canada;

que les membres et anciens membres des
Forces canadiennes sont source de fierté et
d'honneur pour la population canadienne;

que la désignation d'une semaine dédiée aux
familles de militaires et d'anciens combat-
tants permettra de sensibiliser le ministère des
Anciens Combattants, le gouvernement du
Canada et la population canadienne aux
sacrifices que font ces familles;

que le gouvernement du Canada souhaite
désigner une semaine pour saluer la contri-
bution des familles de militaires et d'anciens
combattants et souligner leur force de carac-
tère par la tenue d'activités et de cérémonies
visant à leur rendre hommage et à leur
manifeste soutien et gratitude;

que le gouvernement du Canada souhaite
confirmer son engagement à améliorer la
qualité de vie des familles de militaires et
d'anciens combattants en veillant à la suffi-
sance des ressources et de l'aide destinées
aux conjoints et aux enfants,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

Préambule

	SHORT TITLE	TITRE ABRÉGÉ	
Short title	1. This Act may be cited as the <i>Military and Veteran Families Week Act</i> .	1. <i>Loi sur la Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants.</i>	Titre abrégé
	MILITARY AND VETERAN FAMILIES WEEK	SEMAINE DES FAMILLES DE MILITAIRES ET D'ANCIENS COMBATTANTS	
Military and Veteran Families Week	2. Throughout Canada, in each and every year, the week of February 1 to 7 is to be known as "Military and Veteran Families Week".	2. La semaine du 1 ^{er} au 7 février est, dans tout le Canada, désignée comme « Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants ». 5	Semaine des familles de militaires et d'anciens combattants



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-223

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-223

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

PROJET DE LOI C-223

An Act to amend the Employment Insurance Act (gratuities)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (pourboires)

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MS. LESLIE

M^{ME} LESLIE

SUMMARY

This enactment requires the Minister of National Revenue to amend the *Insurable Earnings and Collection of Premiums Regulations* to provide that gratuities received by an insured person are included in their earnings from insurable employment for the purpose of calculating their employment insurance premiums.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre du Revenu national qu'il modifie le *Règlement sur la rémunération assurable et la perception des cotisations* afin de prévoir que les pourboires reçus par un assuré font partie de sa rémunération provenant d'un emploi assurable aux fins du calcul de ses cotisations d'assurance-emploi.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

PROJET DE LOI C-223

An Act to amend the Employment Insurance
Act (gratuities)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
(pourboires)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Section 108 of the *Employment Insurance Act* is amended by adding the following after subsection (4):

*Insurable
Earnings and
Collection of
Premiums
Regulations*

(5) The Minister shall, within 90 days after
this subsection comes into force, amend the
*Insurable Earnings and Collection of Premiums
Regulations* to provide that gratuities received 10
by an insured person are included in their
earnings from insurable employment for the
purpose of calculating their employee pre-
miums.

1996, ch. 23

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'article 108 de la *Loi sur l'assurance-emploi* est modifié par adjonction, après le 5
paragraphe (4), de ce qui suit :**

(5) Dans les quatre-vingt-dix jours suivant
l'entrée en vigueur du présent paragraphe, le
ministre modifie le *Règlement sur la rémuné-
ration assurable et la perception des cotisations* 10
afin de prévoir que les pourboires reçus par un
assuré font partie de sa rémunération provenant
d'un emploi assurable aux fins du calcul des
cotisations ouvrières.

*Règlement sur la
rémunération
assurable et la
perception des
cotisations*



411042

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-224



C-224

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

PROJET DE LOI C-224

An Act to ensure Canada assumes its responsibilities in
preventing dangerous climate change

Loi visant à assurer l'acquittement des responsabilités du
Canada pour la prévention des changements climatiques
dangereux

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MS. LESLIE

M^{ME} LESLIE

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that Canada meets its global climate change obligations under the United Nations Framework Convention on Climate Change by committing to a long-term target to reduce Canadian greenhouse gas emissions to a level that is 80% below the 1990 level by the year 2050, and by establishing interim targets for the period 2015 to 2045. It creates an obligation on the Commissioner of the Environment and Sustainable Development to review proposed measures to meet the targets and submit a report to Parliament.

It also sets out the duties of the National Round Table on the Environment and the Economy.

SOMMAIRE

Le texte vise à faire en sorte que le Canada respecte ses obligations en matière de changement du climat mondial, conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en s'engageant à atteindre une cible à long terme selon laquelle les émissions canadiennes de gaz à effet de serre seront, d'ici 2050, réduites de 80 % par rapport au niveau de 1990 et en établissant des cibles intérimaires pour la période de 2015 à 2045. Il impose au commissaire à l'environnement et au développement durable l'obligation d'examiner les mesures proposées pour atteindre les cibles et l'obligation de présenter un rapport au Parlement.

Il prévoit également quelles sont les fonctions exécutées par la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

PROJET DE LOI C-224

An Act to ensure Canada assumes its responsibilities in preventing dangerous climate change

Loi visant à assurer l'acquittement des responsabilités du Canada pour la prévention des changements climatiques dangereux

Preamble

Recognizing that

climate change poses a serious threat to the economic well-being, public health, natural resources and environment of Canada;

the impacts of climate change are already unfolding in Canada, particularly in the Arctic;

scientific research on the impacts of climate change has led to broad agreement that an increase in the global average surface temperature of two degrees Celsius or more above the level prevailing at the start of the industrial period would constitute dangerous climate change;

scientific research has also identified the atmospheric concentration levels at which greenhouse gases must be stabilized in order to stay within two degrees of global warming and thereby prevent dangerous climate change;

this legislation is intended to ensure that Canada reduces greenhouse gas emissions to an extent similar to that required by all industrialized countries in order to prevent dangerous climate change, in accordance with the scientific evidence on the impacts of increased levels of global average surface temperature and the corresponding levels of atmospheric concentrations of greenhouse gases;

Attendu :

Préambule

que les changements climatiques constituent une grave menace pour le bien-être économique, la santé publique, les ressources naturelles et l'environnement du Canada;

que les effets des changements climatiques se manifestent déjà au Canada, en particulier dans l'Arctique;

que la recherche scientifique sur les effets des changements climatiques a entraîné un consensus général sur le fait qu'une élévation de la température moyenne globale de surface de deux degrés Celsius ou plus par rapport à celle du début de l'ère industrielle constituerait un changement climatique dangereux;

que cette recherche a aussi déterminé les niveaux auxquels les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère doivent être stabilisés afin qu'on ne dépasse pas la limite de deux degrés de réchauffement global et qu'on prévienne ainsi un changement climatique dangereux;

que le présent texte vise à faire en sorte que, pour éviter des changements climatiques dangereux, le Canada réduise ses émissions de gaz à effet de serre dans une mesure comparable à celle exigée par les pays industrialisés, en s'appuyant sur la preuve scientifique relative aux effets des hausses de

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

la température moyenne globale de surface et des niveaux correspondants de concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Climate Change Accountability Act*.

1. *Loi sur la responsabilité en matière de 5 changements climatiques.*

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Canadian greenhouse gas emissions”
« émissions canadiennes de gaz à effet de serre »

“Canadian greenhouse gas emissions” means the total of annual emissions, excluding emissions from land use, land-use change and forestry, quantified in the national inventory.

« CCNUCC » La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

« CCNUCC »
“UNFCCC”

“Commissioner”
« commissaire »

“Commissioner” means the Commissioner of the Environment and Sustainable Development appointed under subsection 15.1(1) of the *Auditor General Act*.

« commissaire » Le commissaire à l'environnement et au développement durable nommé en application du paragraphe 15.1(1) de la *Loi sur le vérificateur général*.

« commissaire »
“Commissioner”

“greenhouse gases”
« gaz à effet de serre »

“greenhouse gases” means the following substances, as they appear on the List of Toxic Substances in Schedule 1 to the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*:

« émissions canadiennes de gaz à effet de serre » Les émissions annuelles totales — à l'exclusion des émissions résultant de l'utilisation des terres, des changements d'affectation des terres et de la foresterie — quantifiées dans l'inventaire national.

« émissions canadiennes de gaz à effet de serre »
“Canadian greenhouse gas emissions”

(a) carbon dioxide, which has the molecular formula CO₂;

(b) methane, which has the molecular formula CH₄;

(c) nitrous oxide, which has the molecular formula N₂O;

(d) hydrofluorocarbons, which have the molecular formula C_nH_xF_(2n+2-x) in which 0 < n < 6;

(e) the following perfluorocarbons:

(i) those that have the molecular formula C_nF_{2n+2} in which 0 < n < 7, and

(ii) octafluorocyclobutane, which has the molecular formula C₄F₈; and

(f) sulphur hexafluoride, which has the molecular formula SF₆.

« gaz à effet de serre » Les substances ci-après, telles qu'elles sont inscrites sur la liste des substances toxiques de l'annexe 1 de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* :

« gaz à effet de serre »
“greenhouse gases”

a) le dioxyde de carbone, dont la formule moléculaire est CO₂;

b) le méthane, dont la formule moléculaire est CH₄;

c) l'oxyde nitreux, dont la formule moléculaire est N₂O;

d) les hydrofluorocarbones, dont la formule moléculaire est C_nH_xF_(2n+2-x), où 0 < n < 6;

e) les hydrocarbures perfluorés suivants :

(i) ceux dont la formule moléculaire est C_nF_{2n+2}, où 0 < n < 7,

(ii) l'octafluorocyclobutane, dont la formule moléculaire est C₄F₈;

40

“Minister” « ministre »	“Minister” means the Minister of the Environment.	f) l’hexafluorure de soufre, dont la formule moléculaire est SF ₆ .	
“national inventory” « inventaire national »	“national inventory” means Canada’s national inventory report, communicated in accordance with Article 12, paragraph 1(a), of the United Nations Framework Convention on Climate Change.	« inventaire national » Rapport sur l’inventaire national du Canada, communiqué conformément à l’alinéa 1a) de l’article 12 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.	« inventaire national » “national inventory”
“target plan” « plan des cibles à atteindre »	“target plan” means the interim Canadian greenhouse gas emissions target plan referred to in subsection 6(1).	« ministre » Le ministre de l’Environnement.	« ministre » “Minister”
“UNFCCC” « CCNUCC »	“UNFCCC” means United Nations Framework Convention on Climate Change.	« niveau de 1990 » Le niveau d’émissions — exclusion faite des émissions et des absorptions résultant de l’utilisation des terres, des changements d’affectation des terres et de la foresterie — quantifiées pour l’année 1990 dans l’inventaire national le plus récent qui quantifie les émissions pour cette année.	« niveau de 1990 » “1990 level”
“1990 level” « niveau de 1990 »	“1990 level” means the level of emissions, excluding emissions and removals from land use, land-use change and forestry, quantified for the year 1990 in the most recent national inventory that quantifies emissions for the year 1990.	« plan des cibles à atteindre » Le plan intérimaire d’émissions canadiennes de gaz à effet de serre visé au paragraphe 6(1).	« plan des cibles à atteindre » “target plan”

PURPOSE

OBJET

Purpose	3. The purpose of this Act is to ensure that Canada contributes fully to the stabilization of greenhouse gas concentrations in the atmosphere at a level that would prevent dangerous anthropogenic interference with the climate system.	3. La présente loi a pour objet d’assurer la pleine participation du Canada à la stabilisation des concentrations de gaz à effet de serre dans l’atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.	Objet
---------	---	--	-------

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty	4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.	4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.	Obligation de Sa Majesté
------------------------	---	--	--------------------------

COMMITMENT

ENGAGEMENT

Commitment	5. The Government of Canada must ensure that Canadian greenhouse gas emissions are reduced, subject to the ultimate objectives of the United Nations Framework Convention on Climate Change, (a) as a long-term target, to a level that is 80% below the 1990 level by the year 2050; and (b) as a medium-term target, valid prior to the target plan referred to in subsection 6(1), to a level that is 25% below the 1990 level by the year 2020.	5. Le gouvernement du Canada veille à ce que le niveau des émissions canadiennes de gaz à effet de serre soit réduit, sous réserve des objectifs ultimes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : a) de 80 % par rapport au niveau de 1990 d’ici 2050, comme cible à long terme; b) de 25 % par rapport au niveau de 1990 d’ici 2020, comme cible à moyen terme, valable avant l’établissement du plan des cibles à atteindre visé au paragraphe 6(1).	Engagement
------------	---	--	------------

INTERIM CANADIAN GREENHOUSE GAS EMISSIONS TARGET PLAN

PLAN INTÉRIMAIRE D'ÉMISSIONS CANADIENNES DE GAZ À EFFET DE SERRE

Target plan

6. (1) The Minister must, within six months after this Act receives royal assent, prepare and lay before both Houses of Parliament an interim Canadian greenhouse gas emissions target plan for the years 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040 and 2045. The target plan must

- (a) establish a Canadian greenhouse gas emissions target for each of those years;
- (b) specify the scientific, economic and technological evidence and analysis used to establish each target, including consideration of the latest reports from the Intergovernmental Panel on Climate Change and the most stringent greenhouse gas emissions targets adopted by other national governments; and
- (c) show that each target is consistent with a responsible contribution by Canada to the UNFCCC's ultimate objective of preventing dangerous anthropogenic interference with the climate system and with Parliament's strong commitment to the Kyoto Protocol.

Review of target plan by Minister

(2) The Minister must review the target plan at least once every five years commencing with the year 2015, and any revised target plan is to be subject to all the requirements of subsection (1).

6. (1) Dans les six mois suivant la sanction de la présente loi, le ministre établit et dépose devant chaque chambre du Parlement un plan intérimaire d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre pour les années 2015, 2020, 2025, 2030, 2035, 2040 et 2045. Ce plan :

- a) prévoit une cible d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre pour chacune de ces années;
- b) fait état des preuves et analyses scientifiques, économiques et technologiques sur lesquelles se fonde chaque cible, notamment l'étude des plus récents rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et les cibles d'émissions de gaz à effet de serre les plus sévères adoptées par des gouvernements étrangers;
- c) démontre que chaque cible correspond à une contribution responsable du Canada à l'objectif ultime de la CCNUCC d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique, et à l'engagement ferme du Parlement envers le Protocole de Kyoto

Plan des cibles à atteindre

(2) Le ministre examine le plan des cibles à atteindre au moins tous les cinq ans à compter de l'année 2015; tout plan révisé est assujéti aux exigences du paragraphe (1).

Examen par le ministre du plan des cibles à atteindre

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

7. (1) The Governor in Council may make regulations under this or any other Act within the limits of federal constitutional authority

- (a) limiting the amount of greenhouse gases that may be released into the environment;
- (b) limiting the amount of greenhouse gases that may be released in each province by applying to each province the commitment made under section 5 and the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6;
- (c) establishing performance standards designed to limit greenhouse gas emissions;

7. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlements pris en vertu de la présente loi ou de toute autre loi dans les limites des compétences constitutionnelles fédérales :

- a) limiter la quantité de gaz à effet de serre qui peut être libérée dans l'environnement;
- b) limiter la quantité de gaz à effet de serre qui peut être libérée dans chaque province en appliquant à chacune l'engagement pris aux termes de l'article 5 ainsi que les cibles intérimaires d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre visées à l'article 6;

Règlements

	<p>(d) respecting the use or production of any equipment, technology, fuel, vehicle or process in order to limit greenhouse gas emissions;</p> <p>(e) respecting permits or approvals for the release of any greenhouse gas;</p> <p>(f) respecting trading in greenhouse gas emission reductions, removals, permits, credits, or other units;</p> <p>(g) respecting monitoring, inspections, investigations, reporting, enforcement, penalties or other matters to promote compliance with regulations made under this Act;</p> <p>(h) designating the contravention of a provision or class of provisions of the regulations by a person or class of persons as an offence punishable by indictment or on summary conviction and prescribing, for a person or class of persons, the amount of the fine and imprisonment for the offence; and</p> <p>(i) respecting any other matter that is necessary to carry out the purposes of this Act.</p>	<p>c) établir des normes de performance conçues pour limiter les émissions de gaz à effet de serre;</p> <p>d) régir l'utilisation ou la production d'équipements, de technologies, de combustibles, de véhicules ou de procédés afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre;</p> <p>e) régir les permis ou autorisations nécessaires à la libération de gaz à effet de serre;</p> <p>f) régir les échanges en matière de réductions des émissions de gaz à effet de serre, d'absorptions, de permis, de crédits ou d'autres unités;</p> <p>g) régir la surveillance, les inspections, les enquêtes, les rapports, les mesures d'application, les peines et les autres questions visant à favoriser la conformité aux règlements pris en vertu de la présente loi;</p> <p>h) désigner la contravention à une disposition ou une catégorie de dispositions des règlements commise par une personne ou une catégorie de personnes comme une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par mise en accusation ou par procédure sommaire et prévoir, à l'égard de cette personne ou catégorie de personnes, le montant de l'amende et la durée de l'emprisonnement;</p> <p>i) régir toute autre question nécessaire à l'application de la présente loi.</p>	
Measures province considers appropriate	<p>(2) Despite paragraph (1)(b), and for greater certainty, each province may take any measure that it considers appropriate to limit greenhouse gas emissions.</p>	<p>(2) Malgré l'alinéa (1)b), il est entendu que chaque province peut mettre en oeuvre les mesures qu'elle juge appropriées pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.</p>	Mesures qu'une province considère appropriées
Consultation for proposed regulations	<p>8. At least 60 days before making any regulations under this Act, the Governor in Council must publish the proposed regulations in the <i>Canada Gazette</i> together with a statement that specifies that persons may submit comments in respect of the proposed regulations to the Minister within 30 days after their publication.</p>	<p>8. Au moins soixante jours avant la prise d'un règlement sous le régime de la présente loi, le gouverneur en conseil publie le projet de règlement dans la <i>Gazette du Canada</i>, accompagné d'un avis indiquant que les intéressés peuvent, dans les trente jours suivant la publication du projet de règlement, présenter au ministre leurs observations au sujet de celui-ci.</p>	Consultation sur le projet de règlement

GOVERNOR IN COUNCIL

GOUVERNEUR EN CONSEIL

Canada to meet
its commitment
and targets

9. (1) The Governor in Council must ensure that Canada fully meets its commitment under section 5 and fully meets the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6 by

(a) ensuring that Canada's positions in all international climate change discussions and in all negotiations with governments and other entities, particularly discussions and negotiations resulting from decisions of the 10 Conference of Parties to the UNFCCC and of the Conference of Parties serving as the Meeting of Parties to the Kyoto Protocol, are fully consistent with meeting the commitment made under section 5 and the interim 15 Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6;

(b) ensuring that the policy of the Government of Canada is fully consistent with meeting the commitment made under section 20 5 and the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6; and

(c) making, amending or repealing, pursuant to section 7, the necessary regulations under this or any other Act. 25

Regulations

(2) Regulations made under subsection (1) to ensure Canada meets the target referred to in paragraph 5(a) and each of the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6 must be made, amended or repealed 30 under paragraph 9(1)(c)

(a) on or before the day that is six months after the day in which this Act receives royal assent, in the case of the target for 2015;

(b) on or before December 31, 2013, in the 35 case of the target for 2020; and

(c) at least 10 years before the start of the year to which the target applies, in the case of all the other targets.

Consideration of
reductions in
greenhouse gas
emissions

(3) In ensuring that Canada fully meets its 40 commitments under sections 5 and 6, pursuant to subsections (1) and (2), the Governor in Council may take into account any reductions in greenhouse gas emissions that are reasonably

9. (1) Le gouverneur en conseil veille à ce que le Canada respecte intégralement l'engagement pris aux termes de l'article 5 ainsi que les cibles intérimaires d'émissions canadiennes de 5 gaz à effet de serre visées à l'article 6 :

a) en s'assurant que la position du Canada dans le cadre de toutes les discussions à l'échelle internationale sur les changements climatiques et de toutes les négociations avec des gouvernements ou autres entités, en 10 particulier les discussions et négociations faisant suite aux décisions de la Conférence des Parties à la CCNUCC et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, est entière- 15 ment compatible avec le respect de cet engagement et de ces cibles;

b) en s'assurant que les orientations du gouvernement du Canada sont entièrement compatibles avec le respect de cet engage- 20 ment et de ces cibles;

c) en prenant, en modifiant ou en abrogeant, en conformité avec l'article 7, les règlements nécessaires sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi. 25

(2) Les règlements pris aux termes du paragraphe (1) pour assurer que le Canada respecte les cibles visées à l'alinéa 5a) ainsi que chacune des cibles intérimaires d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre visées à 30 l'article 6 doivent être pris, modifiés ou abrogés en application de l'alinéa 9(1)c) :

a) dans le cas des cibles pour 2015, au plus tard six mois après la date de sanction de la présente loi; 35

b) dans le cas des cibles pour 2020, au plus tard le 31 décembre 2013;

c) dans le cas des autres cibles, au moins dix ans avant le début de l'année à laquelle s'applique la cible visée. 40

Respect de
l'engagement et
des cibles

Règlements

Prise en
considération
des réductions
d'émissions de
gaz à effet de
serre

(3) Pour le respect des engagements visés aux articles 5 et 6 de la façon prévue aux paragraphes (1) et (2), le gouverneur en conseil peut prendre en considération les réductions d'émissions de gaz à effet de serre auxquelles il 45

Minister's
statement

expected to result from the implementation of other governmental measures, including spending and federal-provincial agreements.

EXPECTED REDUCTIONS

10. (1) On or before May 31 of each year, the Minister must prepare a statement setting out

(a) the measures taken by the Government of Canada to ensure that its commitment under section 5 and the targets set out in the target plan are being met, including measures taken 10 in respect of

(i) regulated emission limits and performance standards,

(ii) market-based mechanisms such as emissions trading or offsets, 15

(iii) spending or fiscal incentives, including a just transition fund for industry, and

(iv) cooperation or agreements with provinces, territories or other governments;

(b) the Canadian greenhouse gas emission 20 reductions that are reasonably expected to result from each of those measures in each of the next 10 years; and

(c) the level of Canadian greenhouse gas emissions in each of the following 10 years to 25 be used as a baseline to quantify the reductions referred to in paragraph (b).

Publication

(2) The Minister must

(a) publish the statement in the *Canada Gazette* and in any other manner that the 30 Minister considers appropriate on or before the day referred to in subsection (1); and

(b) table the statement in each House of Parliament on or before the day referred to in subsection (1) or, if the House is not sitting at 35 that time, on any of the first three days on which that House is sitting after that day.

est raisonnable de s'attendre après la mise en oeuvre d'autres mesures gouvernementales, notamment l'affectation de fonds et la conclusion d'accords fédéro-provinciaux.

RÉDUCTIONS ANTICIPÉES

10. (1) Au plus tard le 31 mai de chaque 5 année, le ministre prépare une déclaration dans laquelle il énonce :

a) les mesures prises par le gouvernement du Canada pour garantir que l'engagement prévu à l'article 5 et les cibles fixées au plan des 10 cibles à atteindre sont respectés, y compris les mesures prises à l'égard :

(i) des réductions des émissions et des normes de rendement réglementées,

(ii) des mécanismes axés sur les condi- 15 tions du marché, tels que les échanges ou les compensations d'émissions,

(iii) de l'affectation de fonds ou des incitatifs fiscaux, notamment un fonds de transition équitable pour l'industrie, 20

(iv) de la collaboration ou des accords avec les provinces, les territoires ou d'autres gouvernements;

b) les réductions d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre auxquelles il est 25 raisonnable de s'attendre à la suite de la mise en oeuvre de chacune de ces mesures au cours de chacune des dix prochaines années;

c) le niveau d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre au cours de chacune des dix 30 prochaines années devant servir de base de référence pour quantifier les réductions visées à l'alinéa b).

(2) Le ministre:

a) publie la déclaration dans la *Gazette du 35 Canada* et de toute autre façon qu'il estime appropriée dans le délai prévu au paragraphe (1);

b) dépose la déclaration devant chaque chambre du Parlement dans le délai prévu 40 au paragraphe (1) ou, si elle ne siège pas, dans les trois premiers jours de séance ultérieurs.

5 Déclaration du
ministre

Publication

More stringent
target plans

11. Nothing in this Act precludes the Governor in Council or any province, territory, municipality or First Nation from setting more stringent target plans for greenhouse gas reductions or implementing supplementary measures to reduce greenhouse gas emissions.

11. La présente loi n'a pas pour effet d'empêcher le gouverneur en conseil, les provinces, les territoires, les municipalités ou les Premières Nations d'établir des plans de cibles à atteindre plus sévères pour les réductions de gaz à effet de serre, ou de mettre en oeuvre des mesures supplémentaires visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Plans de cibles à
atteindre plus
sévères

OFFENCES AND PENALTIES

Offences

12. (1) Every person who contravenes a regulation made under this Act is guilty of an offence punishable by indictment or on summary conviction, as prescribed by the regulations, and liable to a fine or to imprisonment as prescribed by the regulations.

12. (1) Quiconque contrevient à un règlement d'application de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, soit par mise en accusation, soit par procédure sommaire, selon ce qui est prévu au règlement, l'amende ou l'emprisonnement prévu par règlement.

Infractions

Subsequent
offence

(2) If a person is convicted of an offence a subsequent time, the amount of the fine for the subsequent offence may be double the amount set out in the regulations.

(2) Le montant de l'amende visée au paragraphe (1) peut être doublé en cas de récidive.

Récidive

Continuing
offence

(3) A person who commits or continues an offence on more than one day is liable to be convicted for a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue l'infraction.

Infraction
continue

Additional fine

(4) If a person is convicted of an offence and the court is satisfied that monetary benefits accrued to the person as a result of the commission of the offence, the court may order the person to pay an additional fine in an amount equal to the court's estimation of the amount of the monetary benefits, which additional fine may exceed the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed under the regulations.

(4) Le tribunal peut, s'il constate que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de l'infraction, lui infliger, en sus de l'amende maximale prévue par les règlements, une amende supplémentaire correspondant à son évaluation de ces avantages.

Amende
supplémentaire

Officers, etc., of
corporations

(5) If a corporation commits an offence, any officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, or acquiesced or participated in, the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

(5) En cas de perpétration d'une infraction par une personne morale, ceux de ses dirigeants, administrateurs, agents ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourtent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

Dirigeants d'une
personne morale

Offences by employees or agents	(6) In any prosecution for an offence, the accused may be convicted of the offence if it is established that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary has been prosecuted for the offence.	(6) Dans les poursuites pour infraction, il suffit, pour établir la culpabilité de l'accusé, de prouver que l'infraction a été commise par son employé, agent ou mandataire, que celui-ci ait ou non été poursuivi.	Infraction : agent ou mandataire
---------------------------------	---	---	----------------------------------

	REPORT	RAPPORT	
Duties	<p>13. (1) Within 120 days after the Minister publishes a statement under subsection 10(2), the National Round Table on the Environment and the Economy established by section 3 of the <i>National Round Table on the Environment and the Economy Act</i> must perform the following with respect to the statement:</p> <p>(a) undertake research and gather information and analyses on the statement in the context of sustainable development; and</p> <p>(b) advise the Minister on issues that are within its purpose, as set out in section 4 of the <i>National Round Table on the Environment and the Economy Act</i>, including the following, to the extent that they are within that purpose:</p> <p>(i) the likelihood that each of the proposed measures will achieve the emission reductions projected in the statement,</p> <p>(ii) the likelihood that the proposed measures will enable Canada to meet its commitment under section 5 and meet the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6, and</p> <p>(iii) any other matters that the National Round Table on the Environment and the Economy considers relevant.</p>	<p>13. (1) Dans les cent vingt jours suivant la publication de la déclaration du ministre conformément au paragraphe 10(2), la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie constituée par l'article 3 de la <i>Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</i> exécute les fonctions suivantes quant à la déclaration :</p> <p>a) effectuer des recherches et recueillir de l'information et des données provenant d'analyses sur la déclaration dans le contexte du développement durable;</p> <p>b) conseiller le ministre sur les questions qui relèvent de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 4 de la <i>Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie</i>, notamment, dans les limites de sa mission :</p> <p>(i) sur la probabilité que chacune des mesures projetées entraîne la réduction d'émissions projetée dans la déclaration,</p> <p>(ii) sur la probabilité que l'ensemble des mesures projetées permettent au Canada de respecter l'engagement prévu à l'article 5 et d'atteindre les cibles intérimaires d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre visées à l'article 6,</p> <p>(iii) sur toute autre question qu'elle estime pertinente.</p>	Fonctions

Publication and report	<p>(2) The Minister must</p> <p>(a) within three days after receiving the advice referred to in paragraph (1)(b):</p> <p>(i) publish it in any manner that the Minister considers appropriate, and</p> <p>(ii) submit it to the Speakers of the Senate and the House of Commons and the Speakers must table it in their respective</p>	<p>(2) Le ministre :</p> <p>a) dans les trois jours après avoir reçu les conseils visés à l'alinéa (1)b) :</p> <p>(i) les publie de la façon qu'il juge appropriée,</p> <p>(ii) les présente aux présidents du Sénat et de la Chambre des communes, lesquels déposent devant leur chambre respective dans les trois premiers jours de séance de celle-ci suivant leur réception;</p>	Publication et dépôt
------------------------	--	--	----------------------

Houses on any of the first three days on which that House is sitting after the day on which the Speaker receives the advice; and

(b) within 10 days after receiving the advice, publish a notice in the *Canada Gazette* 5 setting out how the advice was published and how a copy of the publication may be obtained.

b) dans les dix jours suivant la réception des conseils, publie dans la *Gazette du Canada* un avis précisant la façon dont les conseils ont été publiés et la façon d'en obtenir une copie. 5

Report

14. (1) At least once every two years after this Act comes into force, the Commissioner 10 must prepare a report that includes

- (a) an analysis of Canada's progress in implementing the measures proposed in the statement referred to in subsection 10(2);
- (b) an analysis of Canada's progress in 15 meeting its commitment under section 5 and the interim Canadian greenhouse gas emission targets referred to in section 6; and
- (c) any observations and recommendations on any matter that the Commissioner con- 20 siders relevant.

14. (1) Au moins tous les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le commissaire prépare un rapport renfermant notamment :

- a) une analyse des progrès réalisés par le 10 Canada pour mettre en oeuvre les mesures proposées dans la déclaration visée au paragraphe 10(2);
- b) une analyse des progrès réalisés par le Canada pour respecter l'engagement prévu à 15 l'article 5 et les cibles intérimaires d'émissions canadiennes de gaz à effet de serre visées à l'article 6;
- c) toutes autres observations et recomman- 20 dations sur toute question qu'il estime pertinente.

Rapport

Report made public

(2) The Commissioner must publish the report in any manner the Commissioner considers appropriate within the period referred to in subsection (1). 25

(2) Le commissaire publie le rapport de la façon qu'il juge appropriée dans le délai prévu au paragraphe (1).

Publication du rapport

Tabling of report

(3) The Commissioner must submit the report to the Speaker of the House of Commons on or before the day it is published, and the Speaker shall table the report in the House on any of the first three days on which that House 30 is sitting after the Speaker receives it.

(3) Le commissaire présente le rapport au 25 président de la Chambre des communes au plus tard le jour où il est publié et le président le dépose devant la Chambre dans les trois premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception. 30

Dépôt devant la Chambre des communes

NATIONAL ROUND TABLE ON THE ENVIRONMENT AND THE ECONOMY

TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE

Duties

15. (1) Within 180 days after the Minister prepares the target plan under subsection 6(1) or prepares a revised target plan under subsection 6(2), the National Round Table on the Environ- 35 ment and the Economy referred to in subsection 13(1) must perform the following with respect to the target plan or revised target plan:

15. (1) Dans les cent quatre-vingts jours suivant l'établissement par le ministre du plan des cibles à atteindre en application du para- graphe 6(1), ou du plan révisé conformément au paragraphe 6(2), la Table ronde nationale sur 35 l'environnement et l'économie visée au para- graphe 13(1) exécute les fonctions suivantes quant au plan des cibles à atteindre ou au plan révisé :

Fonctions

Publication and
report

- (a) undertake research and gather information and analyses on the target plan or revised target plan in the context of sustainable development; and
- (b) advise the Minister on issues that are within its purpose, as referred to in paragraph 13(1)(b), including the following, to the extent that they are within that purpose:
 - (i) the quality and completeness of the scientific, economic and technological evidence and analyses used to establish each target in the target plan or revised target plan, and
 - (ii) any other matters that the National Round Table considers relevant.

(2) The Minister must

- (a) within three days after receiving the advice referred to in paragraph (1)(b):
 - (i) publish it in any manner that the Minister considers appropriate, and
 - (ii) submit it to the Speakers of the Senate and the House of Commons and the Speakers must table it in their respective Houses on any of the first three days on which that House is sitting after the day on which the Speaker receives the advice; and
- (b) within 10 days after receiving the advice, publish a notice in the *Canada Gazette* setting out how the advice was published and how a copy of the publication may be obtained.

- a) effectuer des recherches et recueillir de l'information et des données provenant d'analyses sur le plan des cibles à atteindre ou le plan révisé dans le contexte du développement durable;
- b) conseiller le ministre sur les questions qui relèvent de sa mission, mentionnée à l'alinéa 13(1)b), notamment, dans les limites de sa mission :
 - (i) sur la qualité et l'intégralité des preuves et analyses scientifiques, économiques et technologiques sur lesquelles se fonde chaque cible fixée dans le plan des cibles à atteindre ou dans le plan révisé,
 - (ii) sur toute autre question qu'elle estime pertinente.

(2) Le ministre :

- a) dans les trois jours après avoir reçu les conseils visés à l'alinéa (1)b) :
 - (i) les publie de la façon qu'il juge appropriée,
 - (ii) les présente aux présidents du Sénat et de la Chambre des communes, lesquels les déposent devant leur chambre respective dans les trois premiers jours de séance de celle-ci suivant leur réception;
- b) dans les dix jours suivant la réception des conseils, publie dans la *Gazette du Canada* un avis précisant la façon dont les conseils ont été publiés et la façon d'en obtenir une copie.

Publication et
dépôt





C-225

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-225

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

PROJET DE LOI C-225

An Act to amend the Fisheries Act (closed containment
aquaculture)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (aquaculture en parc clos)

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MR. DONNELLY

M. DONNELLY

SUMMARY

This enactment amends the *Fisheries Act* to require that, within five years from the date on which the Act comes into force, finfish aquaculture for commercial purposes be carried out in closed containment facilities. It also requires the Minister of Fisheries and Oceans to prepare, table in the House and implement a plan to support the transition to the use of closed containment facilities and to protect the jobs and financial security of workers in that sector.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les pêches* afin d'exiger que, dans les cinq ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'aquaculture de poissons à nageoires à des fins commerciales soit pratiquée en parcs clos. En outre, il oblige le ministre des Pêches et des Océans à établir, à déposer à la Chambre des communes et à mettre en oeuvre un plan visant à appuyer la transition vers l'utilisation de parcs clos et à protéger les emplois et la sécurité financière des travailleurs du secteur visé.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

PROJET DE LOI C-225

An Act to amend the Fisheries Act (closed
containment aquaculture)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (aquaculture
en parc clos)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. F-14

FISHERIES ACT

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14

**1. Section 2 of the *Fisheries Act* is
amended by adding the following in alpha-
betical order:**

**1. L'article 2 de la *Loi sur les pêches* est
modifié par adjonction, selon l'ordre alpha- 5
bétique, de ce qui suit :**

“closed
containment
facility”
«*parc clos*»

“closed containment facility” means a solid wall
structure, either onshore or offshore, for the
rearing of finfish that prevents the escape of
those fish and of parasites, including sea lice, 10
and waste and other pollution into the surround-
ing marine systems;

«aquaculture de poissons à nageoires» Élevage
de poissons à nageoires pratiqué à des fins
commerciales dans tout milieu aquatique ou
enceinte artificielle. 10

«aquaculture de
poissons à
nageoires»
“*finfish*
aquaculture”

“finfish
aquaculture”
«*aquaculture de
poissons à
nageoires*»

“finfish aquaculture” means the cultivation of
finfish, for commercial purposes, in any aquatic
environment or artificial container of water; 15

«*parc clos*» Structure à parois rigides — située
en deçà ou au-delà du rivage — destinée à
l'élevage des poissons à nageoires, qui empêche
l'échappement de ces poissons et de parasites,
dont le pou du poisson, ainsi que le rejet de 15
déchets et d'autres polluants dans les systèmes
marins environnants.

«*parc clos*»
“*closed
containment
facility*”

**2. Section 7 of the Act is replaced by the
following:**

**2. L'article 7 de la même loi est remplacé
par ce qui suit :**

Fishery leases
and licences

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), the
Minister may, in his or her absolute discretion,
wherever the exclusive right of fishing does not 20
already exist by law, issue or authorize to be
issued leases and licences for fisheries or
fishing, wherever situated or carried on.

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 20
(3), et en l'absence d'exclusivité du droit de
pêche conférée par la loi, le ministre peut, à
discrétion, octroyer des baux et permis de pêche
ainsi que des licences d'exploitation de pêche-
ries — ou en permettre l'octroi —, indépen- 25
damment du lieu de l'exploitation ou de
l'activité de pêche.

Baux, permis et
licences de
pêche

Closed
containment
facility finfish
aquaculture

(2) No licence shall be issued under this Part for finfish aquaculture unless the finfish aquaculture is carried out in a closed containment facility.

(2) Une licence ne peut être octroyée au titre de la présente partie pour l'aquaculture de poissons à nageoires que si celle-ci est pratiquée dans un parc clos.

Aquaculture de
poissons à
nageoires en
parc clos

Term exceeding
nine years

(3) Except as otherwise provided in this Act, leases or licences for any term exceeding nine years shall be issued only under the authority of the Governor in Council.

(3) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'octroi de baux, permis et licences pour un terme supérieur à neuf ans est subordonné à l'autorisation du gouverneur en conseil.

5 Terme supérieur
à neuf ans

3. The Act is amended by adding the following after the heading "GENERAL PROHIBITIONS" before section 23:

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'intertitre « INTERDICTIONS GÉNÉRALES » précédant l'article 23, de ce qui suit :

Finfish
aquaculture

22.1 (1) Subject to subsection (2), no person shall carry out finfish aquaculture unless the person holds a licence issued for that purpose under section 7.

22.1 (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit de pratiquer l'aquaculture de poissons à nageoires à moins de détenir une licence octroyée à cette fin en vertu de l'article 7.

Aquaculture de
poissons à
nageoires

Transition period

(2) A person who, at the time this section comes into force, holds a licence issued under this Act or any regulations made under this Act or under relevant provincial legislation for finfish aquaculture that is not carried out in a closed containment facility shall not be considered to be in contravention of the requirement set out in subsection (1) for a period of up to four years from the date on which this section comes into force, provided that they take reasonable steps to transition to carrying out finfish aquaculture in a closed containment facility.

(2) Toute personne qui, à l'entrée en vigueur du présent article, détient une licence octroyée en vertu de la présente loi ou de l'un de ses règlements, ou d'une loi provinciale régissant l'aquaculture de poissons à nageoires pratiquée ailleurs que dans des parcs clos, n'est pas considérée comme contrevenant au paragraphe (1) pendant une période maximale de quatre ans suivant la date d'entrée en vigueur du présent article, à condition qu'elle prenne des mesures raisonnables pour faire la transition vers l'aquaculture de poissons à nageoires dans des parcs clos.

Période de
transition

TRANSITIONAL PROVISION

DISPOSITION TRANSITOIRE

Transition plan

4. Within 18 months after this Act receives royal assent, the Minister of Fisheries and Oceans must prepare, table in the House of Commons and implement a plan for transition to the use of closed containment facilities that includes specific support measures for corporations and workers in the finfish aquaculture sector affected by this transition to protect the jobs and financial security of those workers, including providing for training and income support through the employment insurance system.

4. Dans les dix-huit mois suivant la sanction de la présente loi, le ministre des Pêches et des Océans établit, dépose à la Chambre des communes et met en oeuvre un plan visant à appuyer la transition vers l'utilisation de parcs clos, qui prévoit des mesures de soutien précises à l'intention des personnes morales et des travailleurs du secteur de l'aquaculture de poissons à nageoires touchés par cette transition dans le but de protéger les emplois et la sécurité financière de ces travailleurs, notamment des modalités pour la formation et le soutien du revenu dans le cadre du régime d'assurance-emploi.

Plan de
transition

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

5. This Act comes into force one year after
the day on which it receives royal assent.

5. La présente loi entre en vigueur un an
après la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-226

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-226

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

PROJET DE LOI C-226

An Act to change the name of the electoral district of New
Westminster — Coquitlam

Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de
New Westminster — Coquitlam

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MR. DONNELLY

M. DONNELLY

SUMMARY

This enactment changes the name of the electoral district of New Westminster—Coquitlam to “New Westminster — Coquitlam — Port Moody”.

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier le nom de la circonscription électorale de New Westminster — Coquitlam en le remplaçant par « New Westminster — Coquitlam — Port Moody ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

PROJET DE LOI C-226

An Act to change the name of the electoral
district of New Westminster — Coquitlam

Loi visant à modifier le nom de la circonscrip-
tion électorale de New Westminster —
Coquitlam

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

ELECTORAL DISTRICT

CIRCONSCRIPTION

Name changed to "New Westminster — Coquitlam — Port Moody"

1. In the representation order declared in force by proclamation of August 25, 2003, under the *Electoral Boundaries Readjustment Act*, paragraph 17 of that part relating to the Province of British Columbia is amended by substituting the name "New Westminster — Coquitlam — Port Moody" for the name "New Westminster — Coquitlam".

1. Dans le décret de représentation électorale 5 déclaré en vigueur par la proclamation prise le 25 août 2003 en vertu de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*, le paragraphe 17 de la partie relative à la province de la Colombie-Britannique est modifié par la substitution du nom « New Westminster — Coquitlam — Port Moody » au nom « New Westminster — Coquitlam ».

Nom modifié :
5 « New Westminster — Coquitlam — Port Moody »

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

2. This Act comes into force one day after the day it receives royal assent.

2. La présente loi entre en vigueur le jour suivant la date de sa sanction.

Entrée en vigueur



411076

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-227

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-227

première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

PROJET DE LOI C-227

An Act respecting the establishment of a National Strategy for
Fetal Alcohol Spectrum Disorder

Loi concernant l'établissement d'une stratégie nationale
relative à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisa-
tion foetale

FIRST READING, JUNE 15, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 15 JUIN 2011

MR. RAFFERTY

M. RAFFERTY

SUMMARY

This enactment provides for the establishment of a national strategy for fetal alcohol spectrum disorder.

SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale relative à l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

PROJET DE LOI C-227

An Act respecting the establishment of a
National Strategy for Fetal Alcohol Spec-
trum Disorder

Loi concernant l'établissement d'une stratégie
nationale relative à l'ensemble des troubles
causés par l'alcoolisation foetale

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Strategy for Fetal Alcohol Spectrum Disorder
Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à
l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisa- 5*
tion foetale.

Titre abrégé

NATIONAL STRATEGY FOR FETAL ALCOHOL SPECTRUM DISORDER

STRATÉGIE NATIONALE RELATIVE À L'ENSEMBLE DES TROUBLES CAUSÉS PAR L'ALCOOLISATION FOETALE

Obligation

2. The Government of Canada must establish
a national strategy for fetal alcohol spectrum
disorder that includes:

2. Le gouvernement du Canada établit une
stratégie nationale relative à l'ensemble des
troubles causés par l'alcoolisation foetale qui
prévoit notamment : 10

Obligation

- (a) the establishment, in cooperation with the 10
provincial governments, of national standards
for the treatment of fetal alcohol spectrum
disorder and the delivery of related services;
- (b) the study, in cooperation with the pro-
vincial governments, of the funding arrange- 15
ments for the care of those with fetal alcohol
spectrum disorder, including the possibility of
transferring federal funds to assist the pro-
vincial governments in providing treatment,
education, professional training and other 20
required supports for Canadians with fetal
alcohol spectrum disorder free of charge and
within a reasonable period of time;

- a) l'établissement, en collaboration avec les
gouvernements provinciaux, de normes na-
tionales pour le traitement des troubles causés
par l'alcoolisation foetale et la prestation de
services connexes; 15
- b) l'examen, en collaboration avec les gou-
vernements provinciaux, des mécanismes de
financement des soins pour les personnes
atteintes de troubles causés par l'alcoolisation
foetale, notamment la possibilité de transférer 20
des fonds fédéraux afin d'aider les gouverne-
ments provinciaux à fournir, gratuitement et
dans un délai raisonnable, le traitement,
l'éducation, la formation professionnelle et
les autres services nécessaires à ces person- 25
nes;

(c) the creation of a national medical surveillance program for fetal alcohol spectrum disorder to be managed by the Public Health Agency of Canada; and

(d) an estimate of the funding required for health research into treatments for fetal alcohol spectrum disorder and for the delivery of related services.

c) la création d'un programme national de surveillance médicale de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale, géré par l'Agence de la santé publique du Canada;

d) une évaluation du financement nécessaire pour la recherche en santé portant sur le traitement de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale et pour la prestation de services connexes.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

3. This Act comes into force on the day following the day on which it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

3. La présente loi entre en vigueur le jour

Entrée en
vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-228



C-228

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

PROJET DE LOI C-228

An Act respecting a National Appreciation Day

Loi instituant la Journée nationale de reconnaissance

FIRST READING, JUNE 16, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MR. KRAMP

M. KRAMP

SUMMARY

This enactment designates the third day of March in each and every year as a day for the people of Canada to express appreciation for the heroic work of members of the Canadian Forces and emergency response professionals, including police officers, firefighters and paramedics.

SOMMAIRE

Le texte désigne le 3 mars comme une journée nationale consacrée, chaque année, à donner aux Canadiens l'occasion d'exprimer leur reconnaissance pour le travail héroïque des membres des Forces canadiennes et des professionnels d'intervention d'urgence, notamment les policiers, les pompiers et le personnel paramédical.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

PROJET DE LOI C-228

An Act respecting a National Appreciation Day

Loi instituant la Journée nationale de reconnaissance

Preamble

Whereas members of the Canadian Forces and emergency response professionals, including police officers, firefighters and paramedics, risk their lives every day to rescue, protect and care for people in Canada and throughout the world;

And whereas the Parliament of Canada wishes to recognize their immense contribution to society and to express the appreciation of the Canadian people for their heroic efforts;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu :

que les membres des Forces canadiennes et les professionnels d'intervention d'urgence — notamment les policiers, les pompiers et le personnel paramédical — risquent quotidiennement leur vie pour sauver, protéger et soigner des habitants du Canada et du monde entier;

que le Parlement du Canada souhaite rendre hommage à leur immense contribution à la société et exprimer la reconnaissance des Canadiens pour leurs gestes héroïques,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Préambule

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Appreciation Day Act*.

1. *Loi sur la Journée nationale de reconnaissance*.

Titre abrégé

NATIONAL APPRECIATION DAY

JOURNÉE NATIONALE DE RECONNAISSANCE

National Appreciation Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the third day of March is to be known as "National Appreciation Day" in recognition of the contribution to society made by members of the Canadian Forces and emergency response professionals, including police officers, firefighters and paramedics.

2. Le 3 mars est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée nationale de reconnaissance » en hommage à la contribution qu'apportent à la société les membres des Forces canadiennes et les professionnels d'intervention d'urgence, notamment les policiers, les pompiers et le personnel paramédical.

Journée nationale de reconnaissance

Not a legal
holiday

3. For greater certainty, National Appreciation Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

3. Il est entendu que la Journée nationale de reconnaissance n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-229



C-229

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

PROJET DE LOI C-229

An Act to establish a Memorial Wall for Canada's fallen
soldiers and peacekeepers

Loi portant création d'un mur commémoratif des soldats et
Casques bleus canadiens tombés au champ d'honneur

FIRST READING, JUNE 16, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MR. KRAMP

M. KRAMP

SUMMARY

This enactment requires the Minister responsible for the *National Capital Act* to establish a Memorial Wall that will comprise the names of Canada's fallen soldiers and peacekeepers and have it located on a suitable area of public land.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre chargé de l'application de la *Loi sur la capitale nationale* qu'il érige, à un emplacement approprié sur des terres publiques, un mur commémoratif sur lequel est inscrit le nom des soldats et Casques bleus canadiens tombés au champ d'honneur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

PROJET DE LOI C-229

An Act to establish a Memorial Wall for
Canada's fallen soldiers and peacekeepers

Loi portant création d'un mur commémoratif
des soldats et Casques bleus canadiens
tombés au champ d'honneur

Preamble

Whereas Canada has yet to properly honour,
in a suitable location that is accessible to the
public at all times, all of our fallen soldiers and
peacekeepers;

Whereas over 115,000 of our fallen soldiers 5
and peacekeepers have their graves in 75
countries and hundreds of cemeteries around
the world;

Whereas their remains cannot be repatriated
to Canada; 10

Whereas we must establish a suitable national
shrine to honour our fallen soldiers and peace-
keepers;

And whereas proper recognition for those
soldiers and peacekeepers will show our love 15
for them and our respect for their sacrifice;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canadian 20*
Soldiers' and Peacekeepers' Memorial Wall
Act.

Attendu :

que le Canada n'a pas encore adéquatement
rendu hommage, à un emplacement approprié
accessible en tout temps au public, à tous nos
soldats et Casques bleus tombés au champ 5
d'honneur;

que plus de cent quinze mille de nos soldats
et Casques bleus tombés au champ d'honneur
ont trouvé leur dernière demeure dans
soixante-quinze pays et plusieurs centaines 10
de cimetières de par le monde;

que leurs dépouilles ne peuvent être rapa-
triées;

que nous devons créer un sanctuaire national
approprié afin de rendre hommage à nos 15
soldats et Casques bleus tombés au champ
d'honneur;

qu'une reconnaissance appropriée à l'égard
de ces soldats et Casques bleus témoignera de
notre admiration à leur endroit et de notre 20
respect pour le sacrifice qu'ils ont consenti,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le mur commémoratif des soldats 25*
et Casques bleus canadiens. Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. The following definitions apply in this Act.	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister responsible for the <i>National Capital Act</i> .	« ministre » Le ministre chargé de l'application de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	« ministre » "Minister"
"public land" « terres publiques »	"public land" means an area of land owned by the Crown that is accessible to the public at all times.	5 « terres publiques » Terres qui appartiennent à la Couronne et sont accessibles au public en tout temps.	5 « terres publiques » "public land"

MEMORIAL WALL

MUR COMMÉMORATIF

Establishment of Memorial Wall	3. (1) The Minister must establish a Memorial Wall comprising the names of all of Canada's fallen soldiers and peacekeepers.	3. (1) Le ministre érige un mur commémoratif sur lequel est inscrit le nom de tous les 10 soldats et Casques bleus canadiens tombés au 10 champ d'honneur.	Érection du mur commémoratif
Design and location of Memorial Wall	(2) The Minister must determine the design of the Memorial Wall and a suitable area of public land for the Memorial Wall to be located.	(2) Il décide de la conception du mur commémoratif et lui choisit un emplacement adéquat sur des terres publiques.	Conception et emplacement du mur commémoratif
Collection of names	4. The Minister must collect the names of all Canadian soldiers and peacekeepers who die or have died during wars and international peace-keeping missions, and record their names on the Memorial Wall.	4. Le ministre obtient le nom de tous les 15 soldats et Casques bleus canadiens tombés au champ d'honneur au cours d'une guerre ou d'une mission de maintien de la paix internationale et inscrit ces noms sur le mur commémoratif.	15 Collecte des noms
Timeline	5. The Memorial Wall must be completed not later than two years after this Act comes into 20 force.	5. Le mur commémoratif doit être achevé dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.	20 Délai
Memorial Wall to be updated annually	6. The list of names on the Memorial Wall must be brought up to date no less than once a year.	6. La liste des noms inscrits sur le mur commémoratif est mise à jour au moins une fois 25 l'an.	Mise à jour annuelle



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-230

C-230

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

PROJET DE LOI C-230

An Act to amend the Criminal Code (arrest without a warrant)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation sans mandat)

FIRST READING, JUNE 16, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MR. KRAMP

M. KRAMP

SUMMARY

The purpose of this enactment is to give a peace officer the power to arrest without a warrant a person who is in breach of a probation order binding the person or a condition of the person's parole.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de donner à un agent de la paix le pouvoir d'arrêter sans mandat une personne qui enfreint une ordonnance de probation ou une condition d'une libération conditionnelle.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

PROJET DE LOI C-230

An Act to amend the Criminal Code (arrest
without a warrant)

Loi modifiant le Code criminel (arrestation sans
mandat)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 495(1) of the *Criminal Code* is amended by striking out “or” at the end of paragraph (b) and by adding the following after that paragraph:

(b.1) a person who has committed the offence described in subsection 733.1(1) or who, on reasonable grounds, the peace officer 10 believes has committed or is about to commit the offence;

(b.2) a person who wilfully fails or refuses to comply with a condition of parole or of an unescorted temporary absence or who the 15 peace officer believes — on reasonable grounds — has breached or is about to breach such a condition; or

(2) Paragraph 495(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) an offence for which the person may be prosecuted by indictment or for which the person is punishable on summary conviction, with the exception of the offence described in subsection 733.1(1), or 25

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) Le paragraphe 495(1) du *Code criminel* est modifié par adjonction, après 5 l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) une personne qui a commis l'infraction prévue au paragraphe 733.1(1) ou qui, d'après ce qu'il croit pour des motifs raisonnables, a commis ou est sur le point 10 de commettre cette infraction;

b.2) une personne qui, volontairement, omet ou refuse de se conformer à une condition d'une libération conditionnelle ou d'une permission de sortir sans escorte ou qui 15 — d'après ce qu'il croit pour des motifs raisonnables — a enfreint ou est sur le point d'enfreindre une telle condition;

(2) L'alinéa 495(2)b) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

b) soit pour une infraction pour laquelle la personne peut être poursuivie sur acte d'accusation ou punie sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, sauf dans le cas de l'infraction visée au paragraphe 25 733.1(1);



411157

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-231

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-231

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

PROJET DE LOI C-231

An Act to amend the Canada Shipping Act, 2001 (derelict
vessels and wreck)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine marchande du
Canada (bâtiments abandonnés et épaves)

FIRST READING, JUNE 16, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MS. CROWDER

M^{ME} CROWDER

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Shipping Act, 2001* to strengthen the requirements relating to derelict vessels and wreck by ensuring that regulations are made to establish measures to be taken for their removal, disposition or destruction. It provides that the Canadian Coast Guard shall be designated as a receiver of wreck for the purposes of Part 7 of the Act, and requires receivers of wreck to take reasonable steps to determine and locate the owners of the wreck.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* afin de renforcer les exigences relatives aux bâtiments abandonnés et aux épaves en prévoyant la prise de règlements qui établissent les mesures à prendre pour l'enlèvement, l'aliénation ou la destruction de ces bâtiments et épaves. Il prévoit la désignation de la garde côtière canadienne à titre de receveur d'épaves pour l'application de la partie 7 de la loi et oblige les receveurs d'épaves à prendre des mesures convenables pour déterminer et localiser les propriétaires des épaves.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

PROJET DE LOI C-231

An Act to amend the Canada Shipping Act,
2001 (derelict vessels and wreck)

Loi modifiant la Loi de 2001 sur la marine
marchande du Canada (bâtiments aban-
donnés et épaves)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. Section 154 of the *Canada Shipping Act, 2001* is amended by adding the following after subsection (1):

1. L'article 154 de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) In addition to any designations that may be made under subsection (1), the Minister shall, after consultation with the Minister of Fisheries and Oceans, designate the Canadian Coast Guard as a receiver of wreck for the purposes of this Part.

(1.1) Outre les désignations qu'il peut faire en vertu du paragraphe (1), le ministre désigne, après consultation du ministre des Pêches et des Océans, la garde côtière canadienne à titre de receveur d'épaves pour l'application de la présente partie.

2. Subsections 155(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

2. Les paragraphes 155(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) If wreck has been reported to a receiver of wreck or observed by a receiver of wreck or a person authorized or within a class of persons authorized under subsection 154(2), the receiver of wreck shall take reasonable steps to determine and locate the owner of the wreck, including by giving notice of the wreck in the manner that the receiver considers most effective and appropriate.

(2) S'il est fait rapport d'une épave au receveur d'épaves ou si le receveur d'épaves ou une personne autorisée — individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie de personnes — en vertu du paragraphe 154(2) constate l'existence d'une épave, celui-ci prend les mesures qu'il estime convenables pour en déterminer et en localiser le propriétaire; il donne notamment avis de la découverte de l'épave de la façon qu'il estime la plus efficace et indiquée.

(3) A receiver of wreck shall, in the circumstances described in regulations made under subsection 163(1.1) take, or direct persons authorized or within a class of persons

(3) Dans les circonstances prévues par règlement pris en vertu du paragraphe 163(1.1), le receveur d'épaves prend les mesures nécessaires conformément à ce règlement pour enlever, aliéner ou détruire l'épave, ou ordonne aux

authorized under subsection 154(2) to take, measures in accordance with those regulations in order to remove, dispose of, or destroy wreck.

3. Section 163 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Regulations —
Minister and
Minister of
Fisheries and
Oceans

(1.1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister and the Minister of Fisheries and Oceans, make regulations respecting

- (a) the appropriate measures that receivers of 10 wreck are to take, or that persons authorized or within a class of persons authorized under subsection 154(2) may be directed to take, to remove, dispose of, or destroy wreck; and
- (b) the circumstances in which the measures 15 referred to in paragraph (a) shall be taken.

4. The Act is amended by adding the following after section 164:

REPORT TO PARLIAMENT

Review and
report by
Minister

164.1 Every five years, the Minister must review the operation of this Part and have laid 20 before each House of Parliament a report setting out the results of the review.

personnes autorisées — individuellement ou au titre de leur appartenance à une catégorie de personnes — en vertu du paragraphe 154(2) de prendre de telles mesures.

3. L'article 163 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Le gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre et du ministre des Pêches et des Océans, prend un règlement concernant : 10

Règlements —
Ministre et
ministre des
Pêches et des
Océans

- a) les mesures nécessaires que doivent prendre les receveurs d'épaves, ou les personnes autorisées — individuellement ou au titre de leur appartenance à une catégorie de personnes — en vertu du paragraphe 154(2) qui en 15 reçoivent l'ordre, pour enlever, aliéner ou détruire les épaves;
- b) les circonstances dans lesquelles les mesures visées à l'alinéa a) s'imposent.

4. La même loi est modifiée par adjonc- 20 tion, après l'article 164, de ce qui suit :

RAPPORT AU PARLEMENT

164.1 Tous les cinq ans, le ministre procède à l'examen de l'application de la présente partie et fait déposer devant chacune des chambres du Parlement un rapport de son examen. 25

Examen et
rapport du
ministre



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-232

C-232

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

PROJET DE LOI C-232

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

FIRST READING, JUNE 16, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 16 JUIN 2011

MS. NASH

M^{ME} NASH

SUMMARY

This enactment adds a new Part to the *Criminal Code* for animal cruelty offences and repeals the existing provisions relating to animal cruelty that are found in Part XI of the Code (Wilful and Forbidden Acts in respect of Certain Property).

SOMMAIRE

Le texte ajoute au *Code criminel* une nouvelle partie traitant des infractions concernant la cruauté envers les animaux, et en abroge les dispositions existantes relatives à la cruauté envers les animaux qui figurent à la partie XI (Actes volontaires et prohibés concernant certains biens).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

PROJET DE LOI C-232

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 182:

PART V.1

CRUELTY TO ANIMALS

182.1 In this Part, “animal” means a vertebrate, other than a human being.

182.2 (1) Every one commits an offence who, wilfully or recklessly,

(a) causes or, being the owner, permits to be 10 caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal;

(b) kills an animal without lawful excuse;

(c) in any manner encourages, promotes, arranges, assists at or receives money for 15 the fighting or baiting of animals, including the keeping or management of premises for the purpose of animal fighting or training an animal to fight another animal;

(d) without reasonable excuse, administers a 20 poisonous or injurious drug or substance to a domestic animal, or an animal wild by nature that is kept in captivity, or, being the owner of such an animal, permits a poisonous or injurious drug or substance to be adminis- 25 tered to it;

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le *Code criminel* est modifié par ad- 5 jonction, après l’article 182, de ce qui suit :

PARTIE V.1

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

182.1 Dans la présente partie, « animal » s’entend de tout vertébré, à l’exception de l’être humain.

182.2 (1) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des consé- 10 quences de son acte :

a) cause à un animal ou, s’il en est le propriétaire, permet que lui soient causées de la douleur, des souffrances ou des blessures inutiles; 15

b) tue un animal sans excuse légitime;

c) de quelque façon que ce soit, encourage ou organise le combat ou le harcèlement d’animaux — notamment par l’entretien ou la gestion d’un lieu pour le combat d’animaux 20 ou le dressage d’un animal pour en combattre un autre —, en fait la promotion, y assiste ou reçoit de l’argent à cet égard;

d) sans excuse raisonnable, administre une drogue ou substance empoisonnée ou nocive 25 à un animal domestique ou à un animal sauvage en captivité ou, étant le propriétaire

Définition de
« animal »

Tuer ou blesser
des animaux

Définition of
“animal”

Killing or
harming animals

	<p>(e) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for or takes part in any meeting, competition, exhibition, pastime, practice, display or event at or in the course of which captive animals are liberated by hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot at the moment they are liberated; or</p> <p>(f) being the owner, occupier or person in charge of any premises, permits the premises or any part of the premises to be used in the course of an activity referred to in paragraph (c) or (e).</p>	<p>d'un tel animal, permet qu'une drogue ou substance empoisonnée ou nocive lui soit administrée;</p> <p>e) organise, dirige ou facilite tout événement — notamment une réunion, un concours, une exposition, un divertissement, un exercice, une démonstration — au cours duquel des animaux captifs sont mis en liberté manuellement ou par actionnement d'une trappe ou d'un dispositif ou par tout autre moyen afin d'être tirés au moment de leur libération, ou fait la promotion d'un tel événement, y prend part ou reçoit de l'argent pour celui-ci;</p> <p>f) s'il est le propriétaire ou l'occupant d'un lieu ou la personne en ayant la charge, permet que tout ou partie de celui-ci soit utilisé dans le cadre d'une activité visée à l'un des alinéas c) et e).</p>
Punishment	<p>(2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of</p> <p>(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or</p> <p>(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.</p>	<p>(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :</p> <p>a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;</p> <p>b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.</p>
Failing to provide adequate care	<p>182.3 (1) Every one commits an offence who</p> <p>(a) being the owner, or the person having the custody or control of an animal, wilfully or recklessly abandons it or negligently fails to provide suitable and adequate food, water, air, shelter and care for it; or</p> <p>(b) injures an animal while it is being conveyed.</p>	<p>182.3 (1) Commet une infraction quiconque :</p> <p>a) s'il est le propriétaire d'un animal ou la personne qui en a la garde ou le contrôle, l'abandonne volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte ou, par négligence, omet de lui fournir la nourriture, l'eau, l'air, l'abri et les soins convenables et suffisants;</p> <p>b) cause une blessure à un animal lors de son transport.</p>
Definition of "negligently"	<p>(2) For the purposes of subsection (1), "negligently" means departing markedly from the standard of care that a reasonable person would use.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), « par négligence » s'entend d'un comportement qui s'écarte de façon marquée de la norme de diligence qu'une personne raisonnable adopterait.</p>
Punishment	<p>(3) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of</p>	<p>(3) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :</p>

Omission d'accorder des soins convenables

Définition de « par négligence »

	<p>(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than two years; or</p> <p>(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five thousand dollars or imprisonment for a term of not more than six months or to both.</p>	<p>a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;</p> <p>b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>
Order of prohibition or restitution	<p>182.4 (1) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection 182.2(2) or 182.3(3),</p>	<p>182.4 (1) Le tribunal peut, en plus de toute autre peine infligée en vertu des paragraphes 182.2(2) ou 182.3(3):</p>
	<p>(a) make an order prohibiting the offender from owning, having the custody or control of or residing in the same premises as an animal during any period that the court considers appropriate, but in the case of a second or subsequent offence under either of those subsections, for a minimum of five years; and</p> <p>(b) on application of the Attorney General or on its own motion, order that the offender pay to a person or an organization that has taken care of an animal as a result of the commission of the offence the reasonable costs that the person or organization incurred in respect of the animal, if the costs are readily ascertainable.</p>	<p>a) rendre une ordonnance interdisant au contrevenant, pour la période qu'il estime indiquée, d'être propriétaire d'un animal, d'en avoir la garde ou le contrôle ou d'habiter un lieu où se trouve un animal, la durée de celle-ci étant, en cas de récidive relativement à une infraction à l'un ou l'autre de ces paragraphes, d'au moins cinq ans;</p> <p>b) à la demande du procureur général ou d'office, ordonner au contrevenant de rembourser à la personne ou à l'organisme qui a pris soin de l'animal les frais raisonnables engagés par suite de la perpétration de l'infraction, si ceux-ci sont facilement déterminables.</p>
Breach of order	<p>(2) Every one who contravenes an order made under paragraph (1)(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction.</p>	<p>(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a).</p>
Application	<p>(3) Sections 740 to 741.2 apply, with any modifications that the circumstances require, to orders made under paragraph (1)(b).</p>	<p>(3) Les articles 740 à 741.2 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance prononcée en vertu de l'alinéa (1)b).</p>
Common law defences	<p>182.5 For greater certainty, the defences set out in subsection 429(2) apply, to the extent that they are relevant, in respect of proceedings for an offence under this Part.</p>	<p>182.5 Il est entendu que les moyens de défense prévus au paragraphe 429(2) s'appliquent, dans la mesure où ils sont pertinents, à toute procédure relative à une infraction à la présente partie.</p>
Aboriginal rights	<p>182.6 (1) For greater certainty, nothing in this Part shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i>.</p>	<p>182.6 (1) Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre de l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i>.</p>

Other rights

(2) For greater certainty, nothing in this Part shall be construed so as to abrogate or derogate from any legal right to hunt or fish or to engage in the slaughter of food animals.

(2) Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte aux droits légaux de chasse et de pêche ou d'abattage d'animaux pour l'alimentation humaine.

Autres droits

2. Subsection 429(2) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 429(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Colour of right

(2) No person shall be convicted of an offence under sections 430 to 443 where the person proves that he or she acted with legal justification or excuse and with colour of right.

(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée à l'un des articles 430 à 443 s'il prouve qu'il a agi avec une justification ou une excuse légale et avec apparence de droit.

Apparence de droit

3. The heading before section 444 and sections 444 to 447.1 of the Act are repealed.

3. L'intertitre précédant l'article 444 et les articles 444 à 447.1 de la même loi sont abrogés.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-233

C-233

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

PROJET DE LOI C-233

An Act to eliminate poverty in Canada

Loi visant à éliminer la pauvreté au Canada

FIRST READING, JUNE 20, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 20 JUIN 2011

MS. CROWDER

M^{ME} CROWDER

SUMMARY

Part 1 of this enactment provides for the establishment of a Government of Canada strategy to eliminate poverty and promote social inclusion.

Part 2 of the enactment establishes the Office of the Poverty Elimination Commissioner, which is independent of government direction.

SOMMAIRE

La partie 1 du texte prévoit l'établissement d'une stratégie fédérale visant à éliminer la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale.

La partie 2 crée le Commissariat à l'élimination de la pauvreté, un organisme indépendant des instructions d'un gouvernement.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

PROJET DE LOI C-233

An Act to eliminate poverty in Canada

Loi visant à éliminer la pauvreté au Canada

Preamble

Whereas poverty is the condition of a human being who does not have the resources, means, choices and power necessary to acquire and maintain economic self-reliance and to facilitate their integration into and participation in society;

Whereas the federal government, through constitutional and legislative amendments, has direct involvement in the reduction of poverty and plays a central role in programs providing social protection and income security, including pensions, the Canada Social Transfer, the Old Age Security Program, child benefits and employment insurance benefits;

Whereas several provinces and some municipalities have either implemented or are developing poverty reduction strategies that signify a growing poverty reduction movement across Canada, and those strategies are making a difference;

Whereas, in 1989, there was a unanimous resolution in the House of Commons to eliminate child poverty by the year 2000 and, in 2009, there were two unanimous motions in Parliament referring to the priority of establishing a poverty reduction plan, and the Senate and House of Commons have completed major poverty reduction studies;

Whereas, according to the principles set out by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, respect for the dignity of human beings,

Préambule

Attendu :

que la pauvreté est la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique et pour favoriser son intégration et sa participation à la société;

que le gouvernement du Canada, par le biais des modifications constitutionnelles et législatives qu'il peut apporter, joue un rôle direct dans la réduction de la pauvreté et un rôle décisif dans les programmes de protection sociale et de sécurité du revenu, notamment les prestations de retraite, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, la Sécurité de la vieillesse, les prestations pour enfants et les prestations d'assurance-emploi;

que plusieurs provinces et quelques municipalités ont déjà mis en oeuvre — ou élaborent — des stratégies de réduction de la pauvreté, ce qui représente un mouvement grandissant de réduction de la pauvreté à l'échelle du Canada, et que ces stratégies donnent des résultats concrets;

qu'en 1989 la Chambre des communes a résolu à l'unanimité d'éliminer la pauvreté chez les enfants au plus tard en l'an 2000, qu'en 2009 le Parlement a adopté à l'unanimité deux motions portant sur la priorité de créer un plan de réduction de la pauvreté et

equality of women and men, and recognition of their rights and freedoms constitute the foundation of justice, liberty and peace;

Whereas the Government of Canada has signed the *Universal Declaration of Human Rights* and the *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights* and other relevant international human rights instruments, such as those concerning gender equality, children, racialized and minority groups, and persons with disabilities;

Whereas poverty and social exclusion may constitute obstacles to protecting and respecting human rights, including those guaranteed in the *Canadian Human Rights Act*;

Whereas poverty leads to poor health, such that individuals living in poverty suffer more health problems and have lower life expectancy than those who are not living in poverty;

Whereas the effects of poverty and social exclusion impede the economic and social development of society as a whole and threaten its cohesion and progress;

Whereas, while all people including those living in poverty have the primary responsibility to take care of themselves, that responsibility is inextricably linked to the social, cultural and economic development of the entire community and attempts by those living in poverty to improve their own situation and that of their families are often frustrated by barriers in society;

Whereas the Government of Canada strives for social and economic equality for all Canadians;

Whereas the underlying factors that put some Canadians at far greater risk of poverty than others need to be addressed and resolved in order to prevent poverty;

Whereas it is especially imperative to address the living standards and specific historical and structural circumstances of Aboriginal communities so as to empower Aboriginal people and ensure their full participation in Canadian society and the Canadian economy;

que le Sénat et la Chambre des communes ont terminé des études de premier plan à cet égard;

que, conformément aux principes de la *Charte canadienne des droits et libertés*, le respect de la dignité de l'être humain, l'égalité des sexes et la reconnaissance des droits et libertés de chacun constituent le fondement de la justice, de la liberté et de la paix;

que le gouvernement du Canada a signé la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* et d'autres textes internationaux pertinents relatifs aux droits de la personne, comme ceux portant sur l'égalité des sexes, les enfants, les groupes minoritaires et ceux qui font l'objet de racisme, et les personnes handicapées;

que la pauvreté et l'exclusion sociale peuvent constituer des contraintes pour la protection et le respect des droits de la personne, notamment ceux garantis par la *Loi canadienne sur les droits de la personne*;

que la pauvreté engendre une dégradation de l'état de santé, au point où les personnes vivant en situation de pauvreté souffrent davantage de problèmes de santé et ont une espérance de vie plus courte que les autres;

que les effets de la pauvreté et de l'exclusion sociale freinent le développement économique et social de la société dans son ensemble et menacent sa cohésion et son évolution;

que la responsabilité principale de toute personne, y compris celle vivant dans la pauvreté, est de s'occuper d'elle-même, que cette responsabilité est inextricablement liée au développement social, culturel et économique de l'ensemble de la collectivité et que les tentatives faites par des personnes qui vivent en situation de pauvreté pour améliorer leur situation et celle de leur famille sont souvent contrecarrées par des obstacles dans la société;

And whereas Canadians aim for a Canada without poverty, a Canada where no one is left behind and where every Canadian lives in dignity and respect and has the opportunity to participate fully in society;

que le gouvernement du Canada s'efforce d'obtenir l'égalité sociale et économique pour tous les Canadiens;

que les facteurs sous-jacents qui aggravent le risque de pauvreté chez certains Canadiens doivent être pris en compte et éliminés afin de prévenir la pauvreté;

qu'il est impératif de tenir compte du niveau de vie et des circonstances historiques et structurelles propres aux collectivités autochtones afin d'aider leurs membres à se prendre en charge et de faire en sorte qu'ils participent pleinement à la société canadienne et à son économie;

que les Canadiens aspirent à un Canada exempt de pauvreté, où personne n'est laissé pour compte et où chaque Canadien vit dans la dignité et le respect et a la possibilité de participer pleinement à la société,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Poverty Elimination Act*.

1. *Loi sur l'élimination de la pauvreté.*

Titre abrégé

PURPOSE OF ACT

OBJET DE LA LOI

2. The purpose of this Act is to impose on the federal government the obligation to eliminate poverty and promote social inclusion by establishing and implementing a strategy for poverty elimination in consultation with the provincial, territorial, municipal and Aboriginal governments and with civil society organizations.

2. La présente loi a pour objet d'obliger le gouvernement du Canada à éliminer la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale grâce à l'établissement et à la mise en oeuvre, en consultation avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones ainsi qu'avec les administrations municipales et les organisations de la société civile, d'une stratégie d'élimination de la pauvreté.

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

3. The following definitions apply in this Act.

3. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"Aboriginal community" means a community made up of Métis, Inuit or First Nations peoples, whether or not that community is situated on a reserve.

«collectivité autochtone» Collectivité regroupant des Métis, des Inuits ou des premières nations, établie ou non dans une réserve.

«collectivité autochtone» "Aboriginal community"

Short title

Purpose

Definitions

"Aboriginal community"
«collectivité autochtone»

“Commissioner” « commissaire »	“Commissioner” means the Poverty Elimination Commissioner appointed under section 19.	« commissaire » Le commissaire à l’élimination de la pauvreté nommé aux termes de l’article 19.	« commissaire » “Commissioner”
“Council” « Conseil »	“Council” means the former National Council of Welfare, renamed National Council of Poverty and Social Inclusion in accordance with section 10 of the <i>Department of Social Development Act</i> .	« condition sociale » Situation d’une personne ou d’une famille soumise à des facteurs physiques, sociaux, mentaux ou financiers qui nuisent à sa capacité d’acquérir les ressources essentielles à son autonomie.	« condition sociale » “social condition”
“Ministers” « ministres »	“Ministers” means senior ministers responsible for income security, human development, the labour market, and public health and well-being, with the lead Ministers being those for income security and health.	« Conseil » L’ancien Conseil national du bien-être social, renommé Conseil national de la pauvreté et de l’inclusion sociale aux termes de l’article 10 de la <i>Loi sur le ministère du développement social</i> .	« Conseil » “Council”
“poverty” « pauvreté »	“poverty” means the condition of a human being who does not have the resources, means, choices and power necessary to acquire and maintain economic self-reliance and to facilitate their integration into and participation in society.	« entreprise sociale » Organisation dont la mission est de nature sociale et qui adopte des stratégies axées sur le marché pour atteindre des résultats sociaux, culturels, communautaires, économiques ou environnementaux. La présente définition vise à la fois les organismes sans but lucratif qui ont recours à des modèles de gestion pour remplir leur mission et les organismes à but lucratif dont l’objectif premier est d’ordre social.	« entreprise sociale » “social enterprise”
“poverty measures” « indicateurs de pauvreté »	“poverty measures” means both existing measures of low income, such as the Low Income Measure (LIM), the Market Basket Measure (MBM) and Statistics Canada’s Low Income Cutoff (LICO), and measures of social exclusion or deprivation, such as the Canadian Index of Wellbeing (CIW), and any emerging deprivation indices.	« filet de sécurité sociale » La protection cumulative que les programmes de transfert non contributifs fournissent aux personnes vulnérables ou à risque de pauvreté, aussi parfois appelés programmes d’aide sociale ou de sécurité sociale.	« filet de sécurité sociale » “social safety net”
“Secretariat” « secrétariat »	“Secretariat” means the Secretariat for the National Council of Poverty and Social Inclusion established under section 15.1 of the <i>Department of Social Development Act</i> .	« inclusion sociale » La capacité pour une personne ou une famille de participer à la vie de sa collectivité.	« inclusion sociale » “social inclusion”
“social condition” « condition sociale »	“social condition” means the condition of an individual or family that is influenced by physical, social, mental or financial factors that interfere with their ability to acquire the fundamental resources for self-reliance.	« indicateurs de pauvreté » S’entend, d’une part, des indicateurs existants de faible revenu, notamment la Mesure de faible revenu, les Mesures de la pauvreté fondées sur un panier de consommation et le seuil de faible revenu de Statistique Canada, ainsi que des indicateurs d’exclusion sociale ou de privation, notamment l’Indice canadien du mieux-être et, d’autre part, de tout nouvel indicateur de privation.	« indicateurs de pauvreté » “poverty measures”
“social enterprise” « entreprise sociale »	“social enterprise” means a social-mission-driven organization applying market-based strategies to achieve social, cultural, community, economic or environmental outcomes, and includes both non-profit organizations that use business models to pursue their mission and for-profit organizations whose primary purposes are social.	« ministres » Les principaux ministres responsables de la sécurité du revenu, du développement humain, du travail, de la santé publique et du bien-être, ceux responsables de la sécurité du revenu et de la santé agissant à titre de ministres de premier plan.	« ministres » “Ministers”
“social inclusion” « inclusion sociale »	“social inclusion” means the ability of an individual or family to participate in their community.		

“social safety net” «filet de sécurité sociale»	“social safety net” means the accumulative protection provided from non-contributory transfer programs targeted to those at risk or those vulnerable to poverty, which are sometimes referred to as social assistance or social welfare programs.	«pauvreté» La condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société.	«pauvreté» “poverty”
“Strategy” «stratégie»	“Strategy” means the Government of Canada’s ongoing strategy to eliminate poverty and promote social inclusion in Canada.	«secrétariat» Le secrétariat du Conseil national de la pauvreté et de l’inclusion sociale établi aux termes de l’article 15.1 de la <i>Loi sur le ministère du développement social</i> .	«secrétariat» “Secretariat”
		«stratégie» La stratégie à caractère permanent établie par le gouvernement du Canada, qui vise à éliminer la pauvreté et à favoriser l’inclusion sociale au Canada.	«stratégie» “Strategy”

	<div>PART 1</div> <div>STRATEGY</div> <div>ESTABLISHMENT OF STRATEGY</div>	<div>PARTIE 1</div> <div>STRATÉGIE</div> <div>ÉTABLISSEMENT DE LA STRATÉGIE</div>	
Establishment	4. (1) The Government of Canada, through its Ministers, must seek advice from the Council and must, in consultation with the provincial and territorial Ministers and with representatives of the municipalities and Aboriginal communities, non-profit and private-sector providers and civil society organizations, establish and maintain a strategy to eliminate poverty and promote social inclusion.	4. (1) Le gouvernement du Canada, par l’intermédiaire de ses ministres, consulte le Conseil et, en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux, les représentants des municipalités et des collectivités autochtones, ainsi que les organismes sans but lucratif, les fournisseurs du secteur privé et les organisations de la société civile, établit et maintient une stratégie visant à éliminer la pauvreté et à favoriser l’inclusion sociale.	Établissement
Targets	(2) The Strategy must take into account all people living in poverty, the factors that put people at higher-than-average risk of poverty and the consequences of poverty for society at large.	(2) La stratégie prend en compte toutes les personnes vivant dans la pauvreté, les facteurs qui font en sorte que des personnes présentent un risque de pauvreté plus élevé que la moyenne et les conséquences de la pauvreté sur la société en général.	Objectifs
Orientation	(3) The Strategy must meet the following objectives: (a) to strengthen the social and economic safety net; (b) to promote the participation of residents, non-profit organizations and the private-sector providers; (c) to respect human rights; and (d) to reflect the needs of local communities, including Aboriginal communities.	(3) La stratégie vise l’atteinte des objectifs suivants : a) renforcer le filet de sécurité sociale et économique; b) favoriser la participation des résidents, des organismes sans but lucratif et des fournisseurs du secteur privé; c) respecter les droits de la personne; d) tenir compte des besoins des collectivités, notamment des collectivités autochtones.	Orientation

Exemption

(4) Recognizing the unique nature of the jurisdiction of the Government of Quebec with regard to poverty elimination in Quebec society, and notwithstanding any other provision of this Act, the Government of Quebec may choose to be exempted from the application of this Act and, notwithstanding any such decision, must receive the full transfer payment that would otherwise be paid within its territory under this Act.

(4) Compte tenu de la nature spéciale et unique de la compétence du gouvernement du Québec en matière d'élimination de la pauvreté dans la société québécoise et par dérogation aux 5 autres dispositions de la présente loi, le 5 gouvernement du Québec peut choisir de se soustraire à l'application de celle-ci et peut, s'il choisit de le faire, recevoir le paiement de transfert complet qui lui aurait été versé par 10 ailleurs sous le régime de la présente loi. 10

Exemption

CONTENTS OF STRATEGY

Content

5. (1) In order to meet the goal of reducing and eventually eliminating poverty and promoting social inclusion, the Strategy must

(a) include the necessary measures to prevent people from falling into poverty, reduce 15 the incidence, depth and duration of poverty and improve the situation of all people currently living in poverty, including those living in deep poverty or poverty of long duration and those who have multiple needs; 20

(b) include measures to provide income security and access to housing;

(c) include measures to promote the involvement of Canadians in determining and implementing the solutions to poverty; 25

(d) determine an acceptable measurement of poverty for Canada;

(e) set out targets to eliminate poverty in Canada

(i) in the short term, of one to three years, 30

(ii) in the medium term, of four to seven years, and

(iii) in the long term, of eight years or more;

(f) specify actions to be taken by the 35 Government of Canada to address the causes and consequences of poverty and social exclusion;

(g) set out the terms and schedule for the implementation of the actions; 40

(h) identify the departments responsible for the implementation of the actions specified in paragraph (f);

CONTENU DE LA STRATÉGIE

Contenu

5. (1) Afin d'atteindre les objectifs relatifs à la réduction, voire l'élimination, de la pauvreté et à l'inclusion sociale, la stratégie :

a) comprend les mesures nécessaires pour prévenir la pauvreté, réduire l'incidence, le 15 niveau et la durée de celle-ci et améliorer la situation des personnes vivant présentement dans la pauvreté, notamment celles vivant dans un grand état de pauvreté ou depuis longtemps dans la pauvreté ainsi que celles 20 dont les besoins sont multiples;

b) comprend des mesures pour assurer la sécurité du revenu et l'accès à un logement;

c) comprend des mesures pour favoriser la participation des Canadiens à l'élaboration et 25 à la mise en oeuvre de solutions à la pauvreté;

d) établit une mesure acceptable de la pauvreté au Canada;

e) fixe des objectifs afin d'éliminer la 30 pauvreté au Canada :

(i) à court terme, pour une période de un à trois ans,

(ii) à moyen terme, pour une période de quatre à sept ans,

(iii) à long terme, pour une période de huit 35 ans et plus;

f) précise les mesures que le gouvernement du Canada doit prendre pour s'attaquer aux causes et aux conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale; 40

g) fixe les modalités et les délais de la mise en oeuvre des mesures;

Factors

- (i) identify other federal departments, other bodies or interested persons that are to be involved in the implementation of the Strategy;
 - (j) undertake an ongoing analysis of all policies and programs, including future legislation, that may have an impact on the income and well-being of Canadians to ensure that they contribute to poverty elimination goals; and
 - (k) ensure that policies and measures developed under this Strategy are complementary and coherent.
- (2) The Strategy must take the following factors into account:
- (a) the different realities of men and women, determined in particular through gender-based analysis; and
 - (b) the specific needs of urban, rural and remote communities and the factors that put some individuals at higher-than-average risk of poverty, including
 - (i) Aboriginal status and history,
 - (ii) discrimination and racism,
 - (iii) child-rearing and single parenthood,
 - (iv) low-wage, precarious employment,
 - (v) immigration or refugee status,
 - (vi) lack of education or lack of recognition of skills and credentials,
 - (vii) occupational injury,
 - (viii) inadequate supports and services or limited access to supports and services that allow individuals to meet their own and their family's needs and to develop their potential,
 - (ix) prolonged illness and disability, and
 - (x) any other factor that is identified.

- h) désigne les ministères responsables de la mise en oeuvre des mesures prévues à l'alinéa f);
- i) désigne les autres ministères fédéraux et les autres entités ou personnes intéressées devant participer à la mise en oeuvre de la stratégie;
- j) procède à une analyse continue des politiques et des programmes, notamment des projets de loi, qui peuvent avoir une incidence sur le revenu et le bien-être des Canadiens afin de veiller à ce qu'ils contribuent à l'élimination de la pauvreté;
- k) fait en sorte que les politiques et les mesures élaborées conformément à la présente stratégie sont complémentaires et cohérentes.

(2) La stratégie tient compte des facteurs suivants :

- a) les réalités différentes des hommes et des femmes, établies notamment grâce à des analyses différenciées selon les sexes;
- b) les besoins propres aux collectivités urbaines, rurales et éloignées ainsi que les facteurs qui font en sorte que des personnes présentent un risque de pauvreté plus élevé que la moyenne, notamment les facteurs suivants :
 - (i) l'histoire autochtone et le statut d'Autochtone,
 - (ii) la discrimination et le racisme,
 - (iii) l'éducation des enfants et la situation de famille monoparentale,
 - (iv) l'emploi précaire et à faible revenu,
 - (v) le statut d'immigrant ou de réfugié,
 - (vi) le manque d'instruction ou la non-reconnaissance des compétences et des titres de compétences,
 - (vii) les accidents de travail,
 - (viii) le soutien et les services inadéquats ou l'accès insuffisant au soutien et aux services qui permettent aux personnes de satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille et de s'épanouir,

Facteurs

(ix) la maladie et l'invalidité prolongées,

(x) tout autre facteur retenu.

MEASURES

Poverty
measures

6. The Government of Canada must use all relevant poverty measures to prepare, monitor and report on the Strategy, including measures of low income and indicators of poverty and social exclusion.

INDICATEURS

Indicateurs de
pauvreté

6. Le gouvernement du Canada a recours à tous les indicateurs de pauvreté utiles pour concevoir la stratégie, en surveiller l'application 5 et en faire rapport, notamment les mesures de 5 faible revenu et les indicateurs de pauvreté et d'exclusion sociale.

RESEARCH

Research

7. (1) Research for the Strategy must involve the academic sector, those engaged in policy research and groups working with individuals who are experiencing poverty or social exclusion.

RECHERCHE

Recherche

7. (1) Dans le cadre de la stratégie, la recherche est effectuée notamment par des 10 universitaires, des personnes qui se livrent à des recherches en matière de politiques et des 10 groupes travaillant auprès des personnes victimes de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Role of research
in the Strategy

(2) The role of the research must be to compile, integrate and analyze objective information on poverty and social exclusion, as well as on successful and promising practices in poverty reduction and elimination and social 15 inclusion, and to disseminate such information to various stakeholders engaged in the campaign against poverty and social exclusion.

(2) La recherche vise, d'une part, à compiler, 15 à intégrer et à analyser des renseignements objectifs sur la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que sur les méthodes prometteuses et fructueuses visant à réduire et à éliminer la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale et, 20 d'autre part, à diffuser ces renseignements auprès de divers intervenants dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Rôle de la
recherche

New research

(3) New research must include data that is not currently collected or not readily available, 20 especially on social assistance.

(3) La nouvelle recherche comporte des 25 données qui ne sont pas encore recueillies ou 25 rapidement et facilement utilisables, particulièrement sur l'aide sociale.

Nouvelle
recherche

Other poverty
research bodies

8. The Ministers must also consult any poverty research bodies that they consider appropriate in preparing the Strategy.

8. Les ministres consultent également tout autre organisme de recherche sur la pauvreté qu'ils estiment utile à la conception de la 30 stratégie.

Autres
organismes de
recherche sur la
pauvreté

SUPPORT TO COUNCIL

Support to
Council

9. The Ministers must support the Council to 25 ensure that the Strategy has adequate resources to identify additional indicators of poverty and to promote joint efforts to address poverty and social exclusion across Canada.

SOUTIEN AU CONSEIL

Soutien au
Conseil

9. Les ministres soutiennent le Conseil afin de veiller à ce que la stratégie dispose des ressources nécessaires pour fixer d'autres indicateurs de pauvreté et de favoriser les efforts 35 conjoints de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Canada.

	STRATEGY AND FIRST CONSULTATION PAPER	STRATÉGIE ET DOCUMENT DE CONSULTATION	
Completion of the consultation paper	10. A first draft consultation paper leading to the Strategy is to be completed within one year after this Act comes into force.	10. La version préliminaire du document de consultation servant de fondement à la stratégie doit être terminée au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.	Document de consultation
Consultations	11. (1) The Ministers must submit the draft of the Strategy for review and comment to (a) any committee that has been designated or established by Parliament for that purpose; (b) the Council; and (c) the Commissioner.	11. (1) Les ministres présentent, pour examen et avis, la version préliminaire de la stratégie : a) à tout comité que le Parlement désigne ou constitue à cette fin; b) au Conseil; c) au commissaire.	5 Consultations
Public consultations	(2) The Ministers must undertake public consultations on the Strategy beginning with the first draft consultation paper.	(2) Les ministres entreprennent des consultations publiques sur la stratégie en utilisant la version préliminaire du document de consultation.	Consultations publiques
Government assistance	(3) The Government of Canada must provide the necessary resources and support to allow those who live or have lived in poverty to participate in the consultations.	(3) Le gouvernement du Canada fournit les ressources et l'aide nécessaires pour permettre aux personnes qui vivent ou ont vécu dans la pauvreté de participer aux consultations.	Aide du gouvernement
Submission to Governor in Council	12. Within six months after the consultations referred to in subsections 11(1) to (3), but no later than one year after the completion of a first draft under section 10, the Ministers must submit the Strategy to the Governor in Council for approval.	12. Dans les six mois suivant les consultations visées aux paragraphes 11(1) à (3), mais au plus tard un an après la rédaction de la version préliminaire prévue à l'article 10, les ministres présentent la stratégie au gouverneur en conseil pour approbation.	20 Présentation au gouverneur en conseil
Tabling in each House of Parliament	13. The Ministers must table the Strategy together with all poverty data related to the Strategy in each House of Parliament before the first sitting day of September following the approval by the Governor in Council and must report on progress in its goals of poverty elimination and social inclusion.	13. Les ministres déposent la stratégie, ainsi que toutes les données connexes sur la pauvreté, devant chaque chambre du Parlement avant le premier jour de séance de septembre suivant l'approbation du gouverneur en conseil et font rapport des progrès réalisés dans l'atteinte des objectifs relatifs à l'élimination de la pauvreté et à l'inclusion sociale.	Dépôt devant chaque chambre du Parlement
Deemed referred to appropriate committee	14. The Strategy that is tabled in the House of Commons is deemed to be referred to the Standing Committee on Human Resources, Skills and Social Development and the Status of Persons with Disabilities or to any other committee that the House may designate for the purposes of this section. The Strategy that is tabled in the Senate is deemed to be referred to the Standing Committee on Social Affairs, Science and Technology or to any other committee that the Senate may designate for the purposes of this section.	14. Le Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées — ou tout autre comité que la Chambre désigne à cette fin — est saisi d'office de la stratégie déposée devant la Chambre des communes. Le Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie — ou tout autre comité que le Sénat désigne à cette fin — est saisi d'office de la stratégie déposée devant le Sénat.	Comité saisi d'office

MONITORING REPORT

RAPPORT DE SURVEILLANCE

Monitoring
report

15. (1) The Commissioner must monitor the implementation of the Strategy and must submit a monitoring report to the Ministers four years after the tabling of the Strategy under section 13, and every four years thereafter.

15. (1) Le commissaire surveille la mise en oeuvre de la stratégie et en fait rapport aux ministres quatre ans après le dépôt de la stratégie aux termes de l'article 13 et tous les 5 quatre ans par la suite.

Rapport de
surveillance

Consultations

(2) The Commissioner must, in preparing the report, consult with

(2) Lors de la préparation du rapport de surveillance, le commissaire consulte :

Consultations

(a) the Council;

a) le Conseil;

(b) the committee that may be designated or established by Parliament for that purpose; 10

b) le comité que le Parlement a désigné ou constitué à cette fin; 10

(c) social enterprises; and

c) les entreprises sociales;

(d) the public, including people who are living or have lived in poverty and their advocates.

d) le public, notamment les personnes qui vivent ou ont vécu dans la pauvreté et leurs défenseurs.

Revision of the
Strategy

16. The Ministers must, within six months 15 after receiving the monitoring report from the Commissioner, revise the Strategy, taking into account the results of the Strategy and any comments received under subsection 15(2).

16. Dans les six mois suivant la réception du 15 rapport de surveillance du commissaire, les ministres examinent la stratégie en tenant compte des résultats obtenus et des observations formulées en application du paragraphe 15(2).

Examen de la
stratégie

Tabling

17. The Ministers must table, in each House 20 of Parliament before the first sitting day of September following the revision of the Strategy, the following:

17. Avant le premier jour de séance de 20 septembre suivant l'examen de la stratégie, les ministres déposent devant chaque chambre du Parlement :

Dépôt

(a) the revised Strategy;

a) la nouvelle version de la stratégie;

(b) the monitoring report; and 25

b) le rapport de surveillance; 25

(c) the comments received under subsection 15(2).

c) les observations formulées en application du paragraphe 15(2).

PART 2

PARTIE 2

OFFICE OF THE POVERTY ELIMINATION
COMMISSIONERCOMMISSARIAT À L'ÉLIMINATION DE LA
PAUVRETÉ

POVERTY ELIMINATION COMMISSIONER

COMMISSAIRE À L'ÉLIMINATION DE LA
PAUVRETÉOffice of the
Poverty
Elimination
Commissioner

18. The Office of the Poverty Elimination Commissioner must be established under the authority of the Commissioner. 30

18. Le Commissariat à l'élimination de la pauvreté est établi sous l'autorité du commis- 30 saire.

Commissariat à
l'élimination de
la pauvreté

Appointment

19. (1) The Commissioner must be independent of government direction and be appointed by the Governor in Council after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons. 35

19. (1) Le commissaire est indépendant des instructions d'un gouvernement et est nommé par le gouverneur en conseil après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des 35 communes.

Nomination

Tenure of Office	(2) Subject to this section, the Commissioner holds office during good behaviour for a term of six years, but may be removed for cause by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.	(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le commissaire est nommé à titre inamovible pour un mandat de six ans, sauf révocation motivée par le gouverneur en conseil 5 sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.	Durée du mandat et révocation
Further terms	(3) The Commissioner, on the expiration of a first term of office, is eligible to be re-appointed for one further term not exceeding six years.	(3) Le mandat du commissaire ne peut être reconduit qu'une fois pour une période maximale de six ans.	Reconduction du mandat
Interim appointment	(4) In the event of the absence or incapacity of the Commissioner, or if that office is vacant, 10 the Governor in Council may appoint any qualified person to hold that office in the interim for a term not exceeding six months, and that person, while holding office, is to be paid the salary or other remuneration and 15 expenses that may be fixed by the Governor in Council.	(4) En cas d'absence ou d'empêchement du 10 commissaire ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut confier l'intérim à toute personne compétente pour un mandat maximal de six mois et fixer la rémunération et les indemnités auxquelles cette personne aura 15 droit.	Intérim
Powers	20. (1) For the purposes of carrying out the Commissioner's functions under this Act, the Commissioner has all the powers that the 20 Commissioner of the Environment and Sustainable Development has under the <i>Auditor General Act</i> , in addition to the powers the Commissioner may exercise under this Act.	20. (1) Pour l'exécution des fonctions prévues par la présente loi, le commissaire est investi des pouvoirs conférés au commissaire à l'environnement et au développement durable 20 par la <i>Loi sur le vérificateur général</i> , en plus de ceux qui lui sont conférés par la présente loi.	Pouvoirs
Duties and functions	(2) The Commissioner must (a) review and provide recommendations on the draft of the Strategy; (b) develop a monitoring system to assess the progress in implementing the Strategy; (c) identify factors that, because of evolving 30 economic and social conditions, may create new risks of falling into poverty; (d) monitor progress toward and provide advice on reaching the goal to eliminate poverty in Canada; 35 (e) prepare a monitoring report and hold the federal government accountable for its Strategy; (f) forward his or her reports to the Parliamentary Budget Officer and Auditor General 40 and meet with them to better coordinate the implementation of the Strategy;	(2) Le commissaire : a) examine la version préliminaire de la stratégie et formule des recommandations à 25 l'égard de celle-ci; b) conçoit un système de surveillance afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie; c) détermine les facteurs qui, à cause de 30 l'évolution des conditions économiques et sociales, sont susceptibles de créer de nouveaux risques de pauvreté; d) donne des conseils relativement à l'élimination de la pauvreté au Canada et surveille 35 les progrès accomplis à cet égard; e) prépare un rapport de surveillance et exige des comptes du gouvernement fédéral relativement à la stratégie;	Fonctions

(g) meet in person with the Ministers at least twice a year and advise them with respect to the administration of this Act;

(h) work with the Government of Canada to develop its monitoring and reporting system and the gathering and release of poverty data;

(i) help educate the public and make it aware of the Strategy, including its human rights component; and

(j) no later than two years after the first Strategy is tabled in Parliament, determine and make recommendations to the Government on whether the Commissioner or an independent ombudsman must accept and address people's complaints about the efficiency of the programs intended to reduce and eliminate poverty and investigate whether the complaints reflect widespread problems or patterns.

f) fait parvenir ses rapports au directeur parlementaire du budget et au vérificateur général et s'entretient avec ces derniers afin de mieux coordonner la mise en oeuvre de la stratégie;

g) rencontre les ministres au moins deux fois par année pour les conseiller au sujet de l'administration de la présente loi;

h) collabore avec le gouvernement du Canada à l'élaboration d'un système de surveillance et de rapport ainsi qu'à la collecte et à la diffusion des données relatives à la pauvreté;

i) contribue à sensibiliser le public à la stratégie, notamment aux aspects de celle-ci qui concernent les droits de la personne;

j) au plus tard deux ans après le dépôt de la première stratégie au Parlement, détermine si le commissaire ou un ombudsman indépendant doit ou non recevoir et traiter les plaintes du public concernant l'efficacité des programmes visant à réduire et à éliminer la pauvreté, formule des recommandations à l'intention du gouvernement à ce sujet, et mène enquête afin de déterminer si les plaintes mettent ou non en évidence des problèmes répandus ou des tendances.

Salary and expenses

(3) The Commissioner is to be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court, other than the Chief Justice of that Court, and is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the performance of his or her duties under this Act or any other Act of Parliament.

(3) Le commissaire reçoit le même traitement qu'un juge de la Cour fédérale autre que le juge en chef. Il a droit aux frais de déplacement et de séjour raisonnables entraînés par l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale.

Traitement et indemnités

Pension benefits

(4) The Commissioner is deemed to be employed in the public service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*.

(4) Le commissaire est réputé être employé dans la fonction publique pour l'application de la *Loi sur la pension de la fonction publique*.

Prestations de retraite

Other benefits

(5) The Commissioner is deemed to be employed in the federal public administration for the purposes of the *Government Employees Compensation Act* and any regulations made under section 9 of the *Aeronautics Act*.

(5) Le commissaire est réputé appartenir à l'administration publique fédérale pour l'application de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* et des règlements pris en vertu de l'article 9 de la *Loi sur l'aéronautique*.

Autres prestations

STAFF

Staff

21. (1) Such officers and employees as are necessary to enable the Commissioner to perform the duties and functions of the

PERSONNEL

21. (1) Les cadres et employés nécessaires au commissaire pour l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou par

Personnel

Technical assistance

Delegation

Report to Parliament

Transmission of reports

Reference to Parliamentary committee

Authority to enter into agreements and arrangements

Commissioner under this Act or any other Act of Parliament must be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

(2) The Commissioner may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commissioner to advise and assist the Commissioner in the performance of the duties and functions of the Commissioner under this Act or any other Act of Parliament and may, subject to any applicable Treasury Board requirements, policies or guidelines, fix their remuneration and expenses.

22. The Commissioner may authorize any person to exercise or perform, subject to such restrictions or limitations as the Commissioner may specify, any of the powers, duties or functions of the Commissioner under this Act except

(a) the power to delegate under this section; and

(b) the powers, duties or functions set out in section 23.

REPORT TO PARLIAMENT

23. The Commissioner must, within three months after the termination of each financial year, submit an annual report to Parliament on the activities of the Office of the Poverty Elimination Commissioner during that financial year.

24. (1) Every report to Parliament made by the Commissioner under section 23 must be made by being transmitted to the Speaker of the Senate and to the Speaker of the House of Commons for tabling in those Houses.

(2) Every report referred to in subsection (1) must, after it is transmitted for tabling pursuant to that subsection, be referred to the committee designated or established by Parliament for that purpose.

GENERAL AGREEMENTS

25. The Ministers may
(a) enter into agreements or arrangements with any department, board or agency of the Government of Canada or any other public or

toute autre loi fédérale sont nommés conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

(2) Le commissaire peut retenir temporairement les services d'experts ou de spécialistes dont la compétence lui est utile dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale; il peut fixer, sous réserve des exigences, politiques ou directives du Conseil du Trésor, leur rémunération et leurs indemnités.

22. Le commissaire peut, dans les limites qu'il fixe, déléguer les pouvoirs et fonctions que lui confère la présente loi, sauf:

a) le pouvoir de délégation prévu au présent article;

b) les pouvoirs et fonctions énoncés à l'article 23.

RAPPORT AU PARLEMENT

23. Dans les trois mois suivant la fin de chaque exercice, le commissaire présente au Parlement le rapport des activités du Commissariat à l'élimination de la pauvreté au cours de l'exercice.

24. (1) La présentation des rapports du commissaire visés à l'article 23 s'effectue par remise au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes pour dépôt devant leur chambre respective.

(2) Les rapports visés au paragraphe (1) sont, après leur dépôt, renvoyés devant le comité désigné ou constitué par le Parlement à cette fin.

ACCORDS GÉNÉRAUX

25. Les ministres peuvent conclure des arrangements ou accords:

Assistance technique

Pouvoir de délégation

Rapport au Parlement

Remise des rapports

Renvoi à un comité parlementaire

Pouvoir de conclure des arrangements ou accords

private organization or agency to assist the Ministers in carrying out the purposes and provisions of this Act; and

(b) with the approval of the Governor in Council, enter into agreements or arrangements with any provincial, territorial, municipal or Aboriginal government

(i) to facilitate the administration or enforcement of this Act or to provide for administrative fees, and

(ii) to harmonize and administer federal or provincial financial assistance programs.

a) avec tout ministère ou organisme fédéral, ou tout autre organisme des secteurs public ou privé, en vue de faciliter l'application de la présente loi;

b) avec l'agrément du gouverneur en conseil, avec tout gouvernement provincial, territorial ou autochtone ainsi qu'avec toute administration municipale :

(i) pour faciliter la mise en oeuvre ou l'observation de la présente loi ou pour le paiement de frais d'administration,

(ii) en vue de l'harmonisation et de l'administration des programmes d'aide financière fédéraux et provinciaux.

REGULATIONS

Regulations

26. The Governor in Council may make regulations that are necessary for carrying out and giving effect to the provisions of this Act.

RÈGLEMENTS

26. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure qu'il estime nécessaire pour l'application des dispositions de la présente loi.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

R.S., c. H-6

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

27. Section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, social condition, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

27. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

Objet

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la condition sociale, la déficience ou l'état de personne gracée.

	<p>28. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:</p> <p>3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, <u>social condition</u>, disability and conviction for which a pardon has been granted.</p>	<p>28. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, <u>la condition sociale</u>, l'état de personne graciée ou la déficience.</p>	Motifs de distinction illicite
2005, c. 35	<p>DEPARTMENT OF SOCIAL DEVELOPMENT ACT</p> <p>29. Subsection 10(1) of the <i>Department of Social Development Act</i> and the heading 10 before it are replaced by the following:</p> <p><u>NATIONAL COUNCIL OF POVERTY AND SOCIAL INCLUSION</u></p> <p>10. (1) The National Council of Welfare, renamed <u>National Council of Poverty and Social Inclusion</u>, is continued, consisting of a <u>full-time</u> Chairperson and <u>of</u> not more than fifteen other members to be appointed by the Governor in Council to hold office during pleasure for the term, not exceeding <u>six</u> years, that will ensure as far as possible the expiration in any one year of the terms of appointment of fewer than half of 20 the members so appointed.</p> <p>(1.1) The Chairperson shall be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.</p> <p>(1.2) In the event of the absence or incapacity of the Chairperson, or if the office of the Chairperson is vacant, the Governor in Council may appoint another person, on such terms and conditions as the Governor in Council deems appropriate, to act as Chairperson and a person 30 so acting shall have all the powers, duties and functions of the Chairperson under this Part and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council.</p> <p>(1.3) The provisions of the <i>Public Service Superannuation Act</i>, other than those related to tenure of office, apply to the Chairperson, except that a person appointed as Chairperson from outside the public service may, by notice 40</p>	<p>LOI SUR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</p> <p>29. Le paragraphe 10(1) de la <i>Loi sur le 10 ministère du Développement social</i> et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :</p> <p><u>CONSEIL NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'INCLUSION SOCIALE</u></p> <p>10. (1) Est maintenu le Conseil national du bien-être social, renommé <u>Conseil national de la 15 pauvreté et de l'inclusion sociale</u>; il se compose d'un président <u>à plein temps</u> et d'au plus quinze autres membres nommés à titre amovible par le gouverneur en conseil pour des mandats respectifs d'une durée maximale de <u>six</u> ans et 20 échelonnés, dans la mesure du possible, de sorte qu'au cours d'une année quelconque moins de la moitié d'entre eux viennent à expiration.</p> <p>(1.1) Le président reçoit la rémunération et les indemnités fixées par le gouverneur en 25 conseil.</p> <p>(1.2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le gouverneur en conseil peut nommer un remplaçant, aux conditions qu'il estime indiquées. 30 Celui-ci exerce dès lors les pouvoirs et fonctions conférés au président par la présente partie et reçoit la rémunération et les indemnités fixées par le gouverneur en conseil.</p> <p>(1.3) Les dispositions de la <i>Loi sur la 35 pension de la fonction publique</i> qui ne traitent pas d'occupation de poste s'appliquent au président; toutefois, s'il est choisi en dehors de la fonction publique il peut, par avis écrit</p>	2005, ch. 35
Prohibited grounds of discrimination			
National Council of Poverty and Social Inclusion			Conseil national de la pauvreté et de l'inclusion sociale
Salary and expenses			Rémunération et indemnités
Absence or incapacity of Chairperson			Intérim
Superannuation			Régime de pension

in writing given to the President of the Treasury Board not more than sixty days after the date of appointment, elect to participate in the *Diplomatic Service (Special) Superannuation Act*, in which case the provisions of that Act, other than those relating to tenure of office, apply to the Chairperson from the date of appointment and the provisions of the *Public Service Superannuation Act* do not apply.

adressé au président du Conseil du Trésor dans les soixante jours suivant sa date de nomination, choisir de cotiser au régime de pension prévu par la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*; dans ce cas, il est assujéti aux dispositions de cette loi qui ne traitent pas d'occupation de poste.

30. Section 13 of the Act is replaced by the following:

30. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Function

13. It is the function of the Council to advise the Government of Canada in respect of any matters relating to poverty and social inclusion that the Minister may refer to the Council for its consideration or that the Council considers appropriate.

13. Le Conseil a pour mission de conseiller le gouvernement du Canada sur les questions liées à la pauvreté et à l'inclusion sociale que le ministre soumet à son examen ou que le Conseil juge opportun d'aborder.

Mission

Public education and communication

13.1 It is also the function of the Council to carry out public education and communications activities with respect to the Government of Canada's strategy to eliminate poverty and promote social inclusion.

13.1 Le Conseil a aussi pour mission de mener des activités de sensibilisation et de communication relativement à la stratégie établie par le gouvernement du Canada visant à éliminer la pauvreté et à favoriser l'inclusion sociale.

Sensibilisation du public et communication

20

31. The Act is amended by adding the following after section 15:

31. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 15, de ce qui suit :

Establishment of Secretariat

SECRETARIAT

15.1 There is hereby established a Secretariat for the purpose of supporting the National Council of Poverty and Social Inclusion in carrying out its duties and functions.

SECRÉTARIAT

15.1 Est constitué un secrétariat chargé d'appuyer le Conseil national de la pauvreté et de l'inclusion sociale dans l'exécution de ses fonctions.

Secrétariat

Staff

15.2 The Council may hire such officers, clerks and employees as are required for the proper conduct of the work of the Secretariat and they shall be appointed in accordance with the *Public Service Employment Act*.

15.2 Le Conseil peut embaucher le personnel nécessaire à l'exécution des travaux du secrétariat, qui est nommé conformément à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.

Personnel

30

32. Section 39 of the Act is replaced by the following:

National Council
of Poverty and
Social Inclusion

39. A person who holds office as a member of the National Council of Welfare, renamed the National Council of Poverty and Social Inclusion, immediately before the day on which this section comes into force shall continue in office for the remainder of the term for which they were appointed.

32. L'article 39 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

39. Les membres du Conseil national du bien-être social, renommé Conseil national de la pauvreté et de l'inclusion sociale, en poste immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent article sont maintenus en poste jusqu'à la fin du mandat pour lequel ils ont été nommés.

Conseil national
de la pauvreté et
de l'inclusion
sociale



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-234

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-234

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

PROJET DE LOI C-234

An Act to amend the Employment Insurance Act (maximum — special benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (prestations spéciales maximales)

FIRST READING, JUNE 20, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 20 JUIN 2011

MR. FORTIN

M. FORTIN

SUMMARY

This enactment amends the *Employment Insurance Act* to extend the maximum period for which special benefits for illness, injury or quarantine may be paid from 15 weeks to 50 weeks.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de faire passer de quinze à cinquante le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations spéciales peuvent être versées dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

PROJET DE LOI C-234

An Act to amend the Employment Insurance
Act (maximum — special benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
(prestations spéciales maximales)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Paragraph 12(3)(c) of the *Employment
Insurance Act* is replaced by the following:**

(c) because of a prescribed illness, injury or
quarantine is 50; and

1996, ch. 23

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'alinéa 12(3)c) de la *Loi sur
l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui
suit :**

c) dans le cas d'une maladie, d'une blessure
ou d'une mise en quarantaine prévue par
règlement, cinquante semaines;

411334

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-235



C-235

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

PROJET DE LOI C-235

An Act to amend the Criminal Code (failure to inform)

Loi modifiant le Code criminel (non-dénonciation)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MRS. MOURANI

M^{ME} MOURANI

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to make it an offence not to report to the authorities instances of sexual or physical abuse of a child.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction le fait de ne pas dénoncer aux autorités une situation de sévices ou d'abus sexuels sur un enfant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

PROJET DE LOI C-235

An Act to amend the Criminal Code (failure to inform)

Loi modifiant le Code criminel (non-dénonciation)

R.S., c. C-46	Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:	Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :	L.R., ch. C-46
	1. The <i>Criminal Code</i> is amended by adding the following after section 221:	1. Le <i>Code criminel</i> est modifié par adjonction, après l'article 221, de ce qui suit :	
Definition of "child"	221.1 For the purposes of sections 221.2 to 221.4, "child" means a person under the age of eighteen years.	221.1 Pour l'application des articles 221.2 à 221.4, « enfant » s'entend de toute personne âgée de moins de dix-huit ans.	Définition de « enfant »
Failure or negligence	221.2 Every person who, without reasonable cause, fails or neglects to lay an information 10 before the police or report to social services regarding instances in which he or she has reasonable grounds to believe that a child (a) is being or has been subjected to gestures of a sexual nature, with or without physical 15 contact, by one of his or her parents or another person, (b) runs a serious risk of being subjected to gestures of a sexual nature, with or without physical contact, by one of his or her parents 20 or another person, (c) is or has been the victim of physical injury inflicted by one of his or her parents or another person, or (d) runs a serious risk of being the victim of 25 physical injury inflicted by one of his or her parents or another person, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five thousand dollars or to a term of imprisonment not exceeding six months or to both.	221.2 Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines, quiconque, sans motif raisonnable, omet ou néglige de dénoncer à la police ou de 15 signaler aux services sociaux une situation à l'égard de laquelle il a des motifs raisonnables de croire qu'un enfant : a) soit subit ou a subi des gestes à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, de la 20 part de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une autre personne; b) soit encourt un risque sérieux de subir des gestes à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, de la part de l'un ou l'autre 25 de ses parents ou d'une autre personne; c) soit subit ou a subi des sévices aux mains de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une autre personne;	Omission ou négligence

Failure or
negligence—
reputation

221.3 Every person who fails or neglects to report a situation described in section 221.2 in order to prevent prejudice to his or her reputation or the reputation of an organization of which he or she is a member, employee, officer or director is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding fifty thousand dollars or to a term of imprisonment not exceeding eighteen months or to both.

Exceptions

221.4 Sections 221.2 and 221.3 do not apply, in respect of a situation described in section 221.2, to

(a) the victim, even once he or she has reached the age of majority;

(b) the therapist of a victim who has reached the age of majority;

(c) the lawyer who, in the performance of his or her profession, receives information concerning the situation; and

(d) the person who was a minor when he or she learned of the situation.

d) soit encourt un risque sérieux de subir des sévices aux mains de l'un ou l'autre de ses parents ou d'une autre personne.

221.3 Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de cinquante mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines, quiconque omet ou néglige de dénoncer une situation visée à l'article 221.2, et ce, dans le but d'éviter un préjudice à sa réputation ou à la réputation d'un organisme dont il est membre, employé, administrateur ou dirigeant.

221.4 Les articles 221.2 et 221.3 ne s'appliquent pas, s'agissant d'une situation visée à l'article 221.2, aux personnes suivantes :

a) la victime, même devenue majeure;

b) le thérapeute d'une victime devenue majeure;

c) l'avocat qui, dans l'exercice de sa profession, reçoit des informations concernant la situation;

d) la personne qui était mineure quand elle a eu connaissance de la situation.

Omission ou
négligence—
réputation

5

5

10

10

15

15

20

20

25



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-236

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-236

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

PROJET DE LOI C-236

An Act to amend the Public Health Agency of Canada Act
(National Alzheimer Office)

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la santé publique du
Canada (Bureau national de l'Alzheimer)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M^{ME} DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)

SUMMARY

This enactment establishes a National Alzheimer Office within the Public Health Agency of Canada.

SOMMAIRE

Le texte constitue le Bureau national de l'Alzheimer au sein de l'Agence de la santé publique du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

PROJET DE LOI C-236

An Act to amend the Public Health Agency of
Canada Act (National Alzheimer Office)

Loi modifiant la Loi sur l'Agence de la santé
publique du Canada (Bureau national de
l'Alzheimer)

Preamble

Whereas Alzheimer's disease and related
dementias are progressive, degenerative dis-
eases of the brain that result in impairment of
thought processes and memory and changes in
abilities and behaviour, erode independence and
eventually cause death;

Whereas in Canada there are more than
500,000 persons living with Alzheimer's dis-
ease and related dementias;

Whereas, as Canada's population ages, the 10
number of Canadians diagnosed with these
diseases is expected to double within a genera-
tion;

And whereas research, early diagnosis and
support for treatment can lead to positive health 15
outcomes for persons with any form of dementia
and can have a positive impact on the family
and friends who provide care for them;

2006, c. 5

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of 20
Commons of Canada, enacts as follows:

**1. The *Public Health Agency of Canada
Act* is amended by adding the following after
section 12:**

Attendu :

que la maladie d'Alzheimer et les démences
connexes sont des affections évolutives et
dégénératives du cerveau qui provoquent une
détérioration des facultés cognitives et de la 5
mémoire, une perturbation des capacités et du
comportement, une diminution progressive
de l'autonomie et, ultimement, la mort;

qu'au Canada, plus de 500 000 personnes
sont atteintes de la maladie d'Alzheimer ou 10
de démences connexes;

que le nombre de Canadiens à recevoir un
diagnostic de l'une de ces maladies devrait
doubler en une génération en raison du
vieillessement de la population; 15

que la recherche, le diagnostic précoce et le
soutien au traitement peuvent être bénéfiques
pour la santé des personnes atteintes de
démence, quelle qu'en soit la forme, et
peuvent avoir un impact positif sur les 20
membres de la famille et les amis qui leur
fournissent des soins,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte : 25

**1. La *Loi sur l'Agence de la santé publique
du Canada* est modifiée par adjonction, après
l'article 12, de ce qui suit :**

Préambule

2006, ch. 5

	NATIONAL ALZHEIMER OFFICE	BUREAU NATIONAL DE L'ALZHEIMER	
Definition of "ADRD"	12.1 (1) In this section, "ADRD" means Alzheimer's disease and related dementias.	12.1 (1) Au présent article, « MADC » s'entend de la maladie d'Alzheimer et des démences connexes.	Définition de « MADC »
Establishment of Office	(2) There is hereby established within the Agency a National Alzheimer Office.	(2) Est constitué au sein de l'Agence le Bureau national de l'Alzheimer.	Constitution 5
Mandate of Office	(3) The mandate of the National Alzheimer Office is (a) to develop, in conjunction with provincial departments responsible for health matters, a comprehensive national plan to address all aspects of ADRD; 10 (b) to develop, in conjunction with provincial departments responsible for health matters, specific national objectives in order to improve the situation of persons with ADRD and decrease the burden of ADRD on 15 Canadian society, to undertake an annual assessment of Canada's progress in meeting these objectives and to provide Parliament with an annual report — based on this assessment — that includes recommendations as to which remedial actions should be given priority; (c) to establish a standing round table to receive input and advice from Canadians from all walks of life on the development and 25 implementation of a national plan; (d) to take the measures necessary to accelerate the discovery and development of treatments that would prevent, halt or reverse the course of ADRD; 30 (e) to encourage greater investment in all areas of ADRD research and, in particular, basic and applied research on brain imaging, biomarker discovery, disease mechanisms, therapeutic targets and pathways and translational therapeutic applications; 35 (f) to coordinate ADRD research in clinical populations, and to ensure the inclusion in this research of populations at higher risk for ADRD as well as those least likely to receive 40 care;	(3) Le Bureau national de l'Alzheimer est chargé : a) d'élaborer, en conjonction avec les ministères provinciaux de la santé, un plan national exhaustif traitant de tous les aspects de la 10 MADC; b) d'élaborer, en conjonction avec les ministères provinciaux de la santé, des objectifs nationaux précis visant à améliorer la condition des personnes atteintes de MADC et à 15 alléger le fardeau de ces maladies sur la société canadienne, de procéder chaque année à l'évaluation des progrès réalisés par le Canada en vue d'atteindre ces objectifs, et de présenter au Parlement un rapport annuel 20 fondé sur cette évaluation et comportant des recommandations sur les mesures correctives devant être prises en priorité; c) de créer une table ronde permanente chargée de recueillir les commentaires et 25 conseils de Canadiens issus de divers milieux en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un plan national; d) de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la découverte et le développement 30 de traitements destinés à prévenir la MADC ou à freiner ou à renverser la progression de ces maladies; e) d'encourager l'investissement dans tous les secteurs de la recherche sur la MADC et, 35 en particulier, dans la recherche fondamentale et la recherche appliquée sur l'imagerie cérébrale, la découverte des marqueurs biologiques, les mécanismes de la maladie, les voies et les cibles thérapeutiques et les 40 applications thérapeutiques translationnelles;	Mission

(g) to coordinate with international bodies to contribute to the fight against ADRD globally and to build on Canada's existing contributions in this field — including the Canadian Distributed Neuroimaging Platform (CBRAIN), the Canadian Longitudinal Study on Aging and the Ontario Health Study — through outreach and consensus building; 5

(h) to develop and disseminate emerging clinical diagnostic and treatment guidelines based on new research; 10

(i) to assess and disseminate best practices for improving the quality of lives of persons with dementia and their caregivers, including greater integration of care, chronic disease prevention and management and community support and community-care coordination to minimize familial impacts; 15

(j) to develop and disseminate information on the importance of prevention, early intervention and management of ADRD to health care professionals as well as the general public; 20

(k) to make recommendations to the Minister on ways to support and strengthen Canada's capacity to care for persons with dementia by 25

(i) increasing the availability of specialists — including geriatricians, neurologists, psychiatrists and advanced practice nurses — with specialized knowledge of dementia, 30

(ii) improving the diagnostic and treatment capabilities of all frontline professionals,

(iii) making the best use of general and specialized resources through interprofessional collaboration, 35

(iv) supporting patient self-management and caregiver participation in care coordination, and 40

(v) augmenting the capabilities of the voluntary sector through investment and training; and

(l) to make recommendations to the Minister in respect of the development of national guidelines for standards of dementia care that 45

f) de coordonner la recherche sur la MADC au sein des populations cliniques et de veiller à ce que les populations à haut risque et celles qui sont les moins susceptibles de recevoir des soins soient incluses dans cette recherche; 5

g) de coordonner ses efforts avec les organismes internationaux dans la lutte mondiale contre la MADC et de mettre à profit, par une action éducative et la recherche de consensus, les initiatives déjà amorcées par le Canada dans ce domaine — notamment la Canadian Distributed Neuroimaging Platform (CBRAIN), l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement et l'Étude sur la santé Ontario; 15

h) d'élaborer et de diffuser de nouvelles lignes directrices en matière de diagnostic clinique et de traitement fondées sur les nouvelles données scientifiques;

i) d'évaluer et de diffuser les pratiques exemplaires pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de démence et des fournisseurs de soins, y compris en ce qui concerne une meilleure intégration des soins, la prévention et la gestion des maladies chroniques ainsi que la coordination des mesures de soutien et des soins de santé communautaires destinés à alléger le fardeau des familles; 20

j) d'élaborer et de diffuser, à l'intention des professionnels de la santé et de la population en général, des documents d'information traitant de l'importance, d'une part, de la prévention et, d'autre part, de l'intervention et de la prise en charge précoces dans le cas de la MADC; 35

k) de formuler des recommandations au ministre sur les mesures pouvant être prises afin de soutenir et de renforcer la capacité du Canada à prendre soin des personnes atteintes de démence, notamment : 40

(i) accroître la disponibilité des spécialistes — gériatres, neurologues, psychiatres et infirmières en pratique avancée — qui possèdent des connaissances spécialisées sur la démence, 45

	are founded on evidence-based best practices in person-centred care delivery and daily programming.	<p>(ii) améliorer les capacités de diagnostic et de traitement des professionnels de première ligne,</p> <p>(iii) assurer la meilleure utilisation possible des ressources générales et spécialisées par le biais de la collaboration interprofessionnelle, 5</p> <p>(iv) favoriser la prise en charge autonome de la maladie et la participation des fournisseurs de soins à la coordination 10 des soins,</p> <p>(v) augmenter les capacités du secteur bénévole par l'investissement et la formation;</p> <p>D) de formuler des recommandations au 15 ministre relativement à l'élaboration de lignes directrices nationales sur les normes en matière de soin de la démence qui s'inspirent des pratiques exemplaires fondées sur les résultats dans les domaines de la prestation de 20 soins axés sur la personne et de la planification journalière.</p>	
Consultations	<p>(3) In carrying out its mandate under subsection (2), the National Alzheimer Office shall 5 consult with basic and clinical researchers, family caregivers, government agencies, health care professionals and other care providers, the lay advocacy sector and, in particular, the Alzheimer Society of Canada.</p>	<p>(3) Dans l'exécution de sa mission, le 5 Bureau national de l'Alzheimer consulte les chercheurs scientifiques et cliniques, les aidants 25 membres de la famille, les organismes gouvernementaux, les professionnels de la santé et autres fournisseurs de soins, le secteur de 10 l'intervention non professionnelle et, en particulier, la Société Alzheimer du Canada. 30</p>	Consultations



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

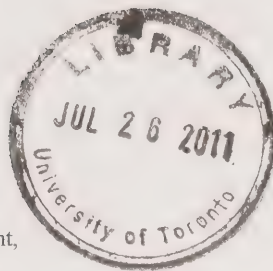
Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-237

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-237

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

PROJET DE LOI C-237

An Act to amend the Fisheries Act (deposit in lakes)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (immersion ou rejet dans un lac)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment prohibits the use of lakes for depositing deleterious substances.

SOMMAIRE

Le texte vise à interdire l'immersion ou le rejet de substances nocives dans un lac.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

PROJET DE LOI C-237

An Act to amend the Fisheries Act (deposit in lakes)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (immersion ou rejet dans un lac)

R.S., c. F-14

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

L.R., ch. F-14

1. Section 36 of the *Fisheries Act* is amended by adding the following after subsection (5):

1. L'article 36 de la *Loi sur les pêches* est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Limitation

(5.1) No lake may be prescribed by regulation for the purpose of authorizing the deposit of any quantity or concentration of a deleterious substance or class thereof.

(5.1) Aucun lac ne peut être désigné par règlement pour l'immersion ou le rejet autorisés de substances nocives ou catégories de celles-ci de quelque quantité ou concentration que ce soit.

Restriction

411193

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-238

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-238

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

PROJET DE LOI C-238

An Act to amend the Income Tax Act (in-home care of
relatives)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (soins à domicile
d'un proche)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow an individual with a live-in relative who is 65 years of age or older, or who has a mental or physical infirmity, to receive a personal tax credit equivalent to the subsidy normally provided by the Government of Canada to a long-term care facility with respect to such a relative.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre à un particulier vivant avec un proche, âgé d'au moins soixante-cinq ans ou souffrant d'une déficience mentale ou physique, de recevoir un crédit d'impôt personnel équivalent à la subvention qu'aurait normalement fournie le gouvernement fédéral à un établissement de soins de longue durée pour ce proche.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

PROJET DE LOI C-238

An Act to amend the Income Tax Act (in-home
care of relatives)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
(soins à domicile d'un proche)

R.S., c.1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The portion of paragraph 118(1)(c.1) of
the *Income Tax Act* after subparagraph (iii) is
replaced by the following:**

the amount that is equal to the amount that
the long-term care facility closest to the
self-contained domestic establishment
would have received from the Government 10
of Canada with respect to the particular
person had that person been a resident of
the facility,

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Le passage de l'alinéa 118(1)c.1) de la
5 *Loi de l'impôt sur le revenu* suivant le sous- 5**
alinéa (iii) est remplacé par ce qui suit :

le montant équivalent à celui que l'éta-
blissement de soins de longue durée le plus
rapproché de l'établissement domestique 10
autonome aurait reçu du gouvernement 10
fédéral à l'égard de cette personne si elle y
avait résidé;

411187

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



C-239

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-239

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-239

PROJET DE LOI C-239

An Act to amend the Criminal Code (peace officers)

Loi modifiant le Code criminel (agents de la paix)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to impose more severe penalties on persons who assault peace officers and to eliminate the possibility of parole for those who murder peace officers.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'imposer des peines plus sévères à la personne qui se livre à des voies de fait sur un agent de la paix et d'éliminer la possibilité de libération conditionnelle pour le meurtrier d'un agent de la paix.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-239

PROJET DE LOI C-239

An Act to amend the Criminal Code (peace officers)

Loi modifiant le Code criminel (agents de la paix)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 235(1) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

235. (1) Subject to subsection (3), every one who commits first degree murder or second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.

(2) Section 235 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (2):

(3) For the purposes of Part XXIII, every one who commits first degree murder where the victim is a peace officer is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to 15 imprisonment for life without eligibility for parole.

2. Subsection 270(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Every one who commits an offence under 20 subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years and to a minimum punishment of imprisonment for a term of four years.

3. (1) Section 745 of the French version of 25 the Act is replaced by the following:

745. Sous réserve de l'article 745.1, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité :

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) Le paragraphe 235(1) du *Code 5 criminel* est remplacé par ce qui suit :

235. (1) Sous réserve du paragraphe (3), quiconque commet un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité. 10

(2) L'article 235 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(3) Pour l'application de la partie XXIII, quiconque commet un meurtre au premier degré 15 sur un agent de la paix est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité sans bénéfice de la libération conditionnelle.

2. Le paragraphe 270(2) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, la peine minimale étant 25 de quatre ans.

3. (1) L'article 745 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

745. Sous réserve de l'article 745.1, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpé- 30 tuité :

Peine pour meurtre

Peine pour le meurtre d'un agent de la paix

Peine

Emprisonnement à perpétuité

Punishment for murder

Punishment for murder of a peace officer

Punishment

Emprisonnement à perpétuité

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas où l'accusé a déjà été reconnu coupable d'une infraction visée aux articles 4 ou 6 de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* qui avait à son origine le meurtre intentionnel, prémédité ou non, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 745.4;

d) pour toute autre infraction, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'application des conditions normalement prévues.

(2) Section 745 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) despite paragraph (a), in respect of a person who has been convicted of first degree murder where the victim is a peace officer, that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole;

4. Subsection 745.6(2) of the Act is replaced by the following:

(2) An application under subsection (1) may not be made by a person who has been convicted of

a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas d'une personne qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

b.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas où l'accusé a déjà été reconnu coupable d'une infraction visée aux articles 4 ou 6 de la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre* qui avait à son origine le meurtre intentionnel, prémédité ou non, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;

c) pour meurtre au deuxième degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de l'article 745.4;

d) pour toute autre infraction, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'application des conditions normalement prévues.

(2) L'article 745 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) malgré l'alinéa a), pour meurtre au premier degré, lorsque la victime est un agent de la paix, la personne qui a été reconnue coupable ne bénéficie pas de la libération conditionnelle;

4. Le paragraphe 745.6(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Une demande visée au paragraphe (1) ne peut être présentée par une personne déclarée coupable :

(a) more than one murder, whether or not proceedings were commenced in respect of any of the murders before another murder was committed; and

(b) first degree murder where the victim is a peace officer.

a) de plus d'un meurtre, que des procédures aient ou non été engagées à l'égard d'un des meurtres au moment de la commission d'un autre meurtre;

b) de meurtre au premier degré, lorsque la victime est un agent de la paix.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-240

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-240

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

PROJET DE LOI C-240

An Act to amend the Income Tax Act (services to a charity or
public authority)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (services à un
organisme de bienfaisance ou une administration pu-
blique)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow taxpayers who provide a minimum of 250 hours of service in a taxation year to a registered charity, a non-profit organization or a municipality or other public authority, and receive for such service no salary, stipend or other remuneration in excess of \$3,000 to deduct \$1,000 in the computation of their taxable income.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* de façon à accorder une déduction de 1 000 \$ dans le calcul du revenu imposable aux contribuables qui, au cours d'une année d'imposition, ont rendu un minimum de 250 heures de services à un organisme de bienfaisance enregistré, une organisation à but non lucratif ou une municipalité ou autre administration publique sans toucher de salaire, traitement ou autre rémunération de plus de 3 000 \$ pour ces services.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

PROJET DE LOI C-240

An Act to amend the Income Tax Act (services
to a charity or public authority)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
(services à un organisme de bienfaisance
ou une administration publique)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 110(1) of the *Income Tax Act* is amended by striking out “and” at the end of subparagraph (j)(iii), by adding “and” at the end of paragraph (k) and by adding the following after paragraph (k):

(l) where the taxpayer provides a minimum
of 250 hours of service in the taxation year to 10
a registered charity, a non-profit organization
or a municipality or other public authority
and does not receive a salary, stipend or other
remuneration in excess of \$3,000 for such
service, an amount equal to \$1,000. 15

**(2) Section 110 of the Act is amended by
adding the following after subsection (1.7):**

(1.8) A deduction under paragraph (1)(l)
shall not be allowed unless a prescribed form 20
certifying the total number of hours of service
performed by the taxpayer for a registered
charity, a non-profit organization or a munici-
pality or other public authority is issued by the
charity, organization, municipality or authority
and is filed with the taxpayer's return of income 25
for the year.

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. (1) Le paragraphe 110(1) de la *Loi de
l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonc- 5
tion, après l'alinéa k), de ce qui suit :**

l) lorsque le contribuable a rendu, au cours
de l'année d'imposition, un minimum de 250
heures de services à un organisme de bien-
faisance enregistré, une organisation à but 10
non lucratif ou une municipalité ou autre
administration publique sans toucher pour ces
services un salaire, un traitement ou autre
rémunération de plus de 3 000 \$, la somme de
1 000 \$. 15

**(2) L'article 110 de la même loi est modifié
par adjonction, après le paragraphe (1.7), de
ce qui suit :**

(1.8) La déduction prévue à l'alinéa (1)l)
n'est permise que si le contribuable présente 20
avec sa déclaration de revenu pour l'année le
formulaire prescrit délivré par l'organisme de
bienfaisance enregistré, l'organisation à but non
lucratif ou la municipalité ou autre adminis-
tration publique à qui il a rendu les services et 25
qui atteste le nombre total d'heures qu'il lui a
consacrées.

Preuve des
heures de
services

Proof of hours

2. Section 230 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

Records and
books of account

(2.2) Every registered charity, non-profit organization or municipality or other public authority that issues a certificate pursuant to subsection 110(1.8) shall keep records and books of account at an address in Canada recorded with the Minister or designated by the Minister containing

(a) a duplicate of each such certificate; and 10

(b) other information in such form as will enable the Minister to verify the hours of service provided to the charity, organization, municipality or authority for which a deduction is available under this Act. 15

2. L'article 230 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit :

Registres et
livres de
comptes

(2.2) Chaque organisme de bienfaisance enregistré, organisation à but non lucratif ou municipalité ou autre administration publique qui délivre des attestations en application du paragraphe 110(1.8) doit tenir des registres et des livres de comptes à une adresse au Canada, enregistrée auprès du ministre ou désignée par lui, qui contiennent ce qui suit :

a) un double de chaque attestation ainsi délivrée;

b) d'autres renseignements sous une forme qui permet au ministre de vérifier le nombre d'heures de services qui ont été rendus à cet organisme, organisation, municipalité ou administration et qui donnent droit à une déduction aux termes de la présente loi. 15



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

C-241



C-241

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

PROJET DE LOI C-241

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Bill of Rights* to include the right to proper housing, at a reasonable cost and free of unreasonable barriers.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit à un logement adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

PROJET DE LOI C-241

An Act to amend the Canadian Bill of Rights
(right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des
droits (droit au logement)

Preamble

Whereas the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the right to enjoy the security and benefits provided by proper housing;

And whereas continued access to proper housing, free of unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Canadian Bill of Rights* is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) the right of the individual to proper housing, at a reasonable cost and free of unreasonable barriers;

Attendu :

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a droit à la sécurité et aux avantages que procure un logement adéquat;

que l'exercice de ce droit passe par l'accès permanent à un logement adéquat, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 1 de la *Déclaration canadienne des droits* est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) le droit de l'individu à un logement adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés;

Préambule

1960, ch. 44

411198

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-242

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-242

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

PROJET DE LOI C-242

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and
the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act
(increase of allowance for survivors and children)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces
canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la
Gendarmerie royale du Canada (augmentation de l'allocation
des survivants et des enfants)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

The purpose of this enactment is to increase the allowance given to the survivors and children of Canadian Forces or Royal Canadian Mounted Police contributors from 50% to 60% of the contributor's annuity or allowance.

SOMMAIRE

Le texte vise à augmenter l'allocation versée au survivant et aux enfants d'un contributeur des Forces canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada afin de la faire passer de 50 % à 60 % de l'annuité ou de l'allocation du contributeur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

PROJET DE LOI C-242

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (increase of allowance for survivors and children)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (augmentation de l'allocation des survivants et des enfants)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-17

**CANADIAN FORCES
SUPERANNUATION ACT**

1. The portion of subsection 25(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

25. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or an annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 15(1)(a)(ii) by the number of years of pensionable service to the contributor's credit, one eighty-third of the product so obtained being referred to in this section as the "basic allowance":

Benefits payable
on death of
retired member

**LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE
DES FORCES CANADIENNES**

1. Le passage du paragraphe 25(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

25. (1) Le survivant et les enfants du contributeur qui, à la date de son décès, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à une allocation annuelle ont droit, à compter de cette date, aux allocations ci-après, calculées sur la base du produit de la solde annuelle moyenne reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 15(1)a)(ii) par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, un quatre-vingt-troisième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base » :

L.R., ch. C-17

Prestations
payables au
décès d'un
contributeur
ayant droit à une
annuité ou à
allocation

R.S., c. R-11

**ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE
SUPERANNUATION ACT**

**LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE
LA GENDARMERIE ROYALE DU
CANADA**

L.R., ch. R-11

2. The portion of subsection 13(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

2. Le passage du paragraphe 13(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Benefits payable
on death

13. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product 10 obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 10(1)(a)(ii), by the number of years of pensionable service to the contributor's credit, one eighty-third of the 15 product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

5 13. (1) Au décès d'un contributeur qui, à cette date, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à une allocation annuelle, le survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations ci-après, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la multiplication de 10 la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 10(1)a(ii), par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, un quatre-vingt-troisième du produit ainsi 15 obtenu étant ci-après appelé « l'allocation de base » :

5 Prestations
payables au
décès

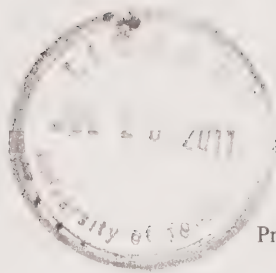


Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-243

C-243

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

PROJET DE LOI C-243

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act, the Judges Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act, the Public Service Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur les juges, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la pension de la fonction publique et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Forces Superannuation Act*, the *Judges Act*, the *Members of Parliament Retiring Allowances Act*, the *Public Service Superannuation Act* and the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* to allow the survivor of a person to receive an annual allowance or an annuity after the death of the person even if the person and the survivor married or began cohabiting in a conjugal relationship after the person attained the age of sixty years or became entitled to an annuity or annual allowance.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, la *Loi sur les juges*, la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, la *Loi sur la pension de la fonction publique* et la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* afin de permettre au survivant d'une personne de recevoir une allocation annuelle ou une pension après le décès de cette dernière, même s'ils se sont mariés ou ont commencé à cohabiter dans une union de type conjugal après que la personne a atteint l'âge de soixante ans ou a acquis le droit de recevoir une pension ou une allocation annuelle.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

PROJET DE LOI C-243

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act, the Judges Act, the Members of Parliament Retiring Allowances Act, the Public Service Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, la Loi sur les juges, la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, la Loi sur la pension de la fonction publique et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Survivor's Annual Allowance Act*.

1. *Loi sur l'allocation annuelle du survivant.*

Titre abrégé

Short title

5

R.S., c. C-17

**CANADIAN FORCES
SUPERANNUATION ACT**

**LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE
DES FORCES CANADIENNES**

L.R., ch. C-17

2. Subsection 31(1) of the *Canadian Forces Superannuation Act* is replaced by the following:

2. Le paragraphe 31(1) de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* est remplacé par ce qui suit :

5

Marriage, etc.,
after 60 years of
age

31. (1) For greater certainty and subject to any other provision of this Part, the survivor of a contributor is entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part even if, at the time the contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of sixty years.

31. (1) Il demeure entendu, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, que le survivant du contributeur a droit à une allocation annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la présente partie même si, au moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal, le contributeur avait atteint l'âge de soixante ans.

Marriage, etc.,
après l'âge de 60
ans

15

R.S., c. J-1

JUDGES ACT

LOI SUR LES JUGES

L.R., ch. J-1

3. Subsection 44(4) of the *Judges Act* is replaced by the following:

3. Le paragraphe 44(4) de la *Loi sur les juges* est remplacé par ce qui suit :

Marriage, etc.,
after ceasing to
hold office

(4) For greater certainty and subject to any other provision of this Act, an annuity shall be granted under this section to the survivor of a judge even if the survivor became the spouse or began to cohabit with the judge in a conjugal relationship after the judge ceased to hold office.

4. Subsection 44.01(7) of the Act is repealed.

R.S., c. M-5

MEMBERS OF PARLIAMENT RETIRING ALLOWANCES ACT

5. Paragraphs (a) and (b) of the definition 10 "survivor" in subsection 2(1) of the *Members of Parliament Retiring Allowances Act* are replaced by the following:

(a) a person who was married to the member or former member immediately before his or 15 her death; or

(b) a person who establishes that he or she was cohabiting in a relationship of a conjugal nature with the member or former member for at least one year immediately before his or 20 her death.

R.S., c. P-36

PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT

6. Subsection 26(1) of the *Public Service Superannuation Act* is replaced by the following:

Marriage, etc.,
after retirement

26. (1) For greater certainty and subject to 25 any other provision of this Part, the survivor of a contributor is entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part even if that contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a 30 conjugal nature after having become entitled under this Part to an annuity or annual allowance.

R.S., c. R-11

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE SUPERANNUATION ACT

7. Subsection 19(1) of the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act* is re- 35 placed by the following:

(4) Il demeure entendu, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, que le survivant du juge a droit à la pension prévue au présent article même s'il a épousé le juge ou a 5 commencé à vivre avec lui dans une relation conjugale après la cessation de fonctions de celui-ci.

4. Le paragraphe 44.01(7) de la même loi est abrogé.

Marriage, etc.,
après la
cessation de
fonctions

LOI SUR LES ALLOCATIONS DE RETRAITE DES PARLEMENTAIRES

5. Les alinéas a) et b) de la définition de 10 «survivant», au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, sont remplacés par ce qui suit :

a) était unie par les liens du mariage à un parlementaire, actuel ou ancien, à son décès; 15

b) établit qu'elle cohabitait dans une union de type conjugal depuis au moins un an avec un parlementaire, actuel ou ancien, à son décès.

L.R., ch. M-5

LOI SUR LA PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

6. Le paragraphe 26(1) de la *Loi sur la 20 pension de la fonction publique* est remplacé par ce qui suit :

26. (1) Il demeure entendu, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, que le survivant du contributeur a droit à une alloca- 25 tion annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la présente partie même si le mariage ou le début de la cohabitation dans une union de type conjugal est postérieur à l'acquisition par le contributeur du droit en vertu de cette partie à 30 une pension ou à une allocation annuelle.

Marriage, etc.,
après la retraite

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

7. Le paragraphe 19(1) de la *Loi sur la 35 pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. R-11

Marriage, etc.,
after sixty years
of age

19. (1) For greater certainty and subject to any other provision of this Part, the survivor of a contributor is entitled to an annual allowance in respect of the contributor under this Part even if, at the time the contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of sixty years.

19. (1) Il demeure entendu, sous réserve des autres dispositions de la présente partie, que le survivant du contributeur a droit à une allocation annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la présente partie même si, au moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal, le contributeur avait atteint l'âge de soixante ans.

Marriage, etc.,
après l'âge de 60
ans



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-244

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-244

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

PROJET DE LOI C-244

An Act to propose and examine a program giving financial assistance to high-school students visiting military memorial sites abroad

Loi visant à proposer et examiner un programme d'aide financière à l'intention des élèves du niveau secondaire qui visitent les lieux commémoratifs militaires à l'étranger

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Canadian Heritage to initiate a process for proposing and considering a program to give financial assistance to groups of high-school students travelling to visit military memorial sites abroad.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre du Patrimoine canadien qu'il mette en place un processus pour proposer et examiner la possibilité d'un programme d'aide financière à l'intention des groupes d'élèves du niveau secondaire qui voyagent à l'étranger pour visiter les lieux commémoratifs militaires.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

PROJET DE LOI C-244

An Act to propose and examine a program giving financial assistance to high-school students visiting military memorial sites abroad

Loi visant à proposer et examiner un programme d'aide financière à l'intention des élèves du niveau secondaire qui visitent les lieux commémoratifs militaires à l'étranger

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Assistance to Students Visiting Military Memorial Sites Abroad Act*.

1. *Loi sur l'aide aux élèves visitant les lieux commémoratifs militaires à l'étranger.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITION

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Canadian Heritage.

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre du Patrimoine canadien.

Définition de
« ministre »

PREPARATION OF REPORT

ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

3. (1) The Minister must, in consultation with

- (a) the Canadian Forces,
- (b) the Royal Canadian Legion,
- (c) the Canadian Merchant Navy Veterans Association Incorporated,
- (d) the National Council of Veterans Associations,
- (e) any other association of war veterans that the Minister designates,
- (f) representatives of ministers of the Crown responsible for education in every province, 20 and

3. (1) Le ministre établit, après avoir consulté les entités et personnes mentionnées ci-après, un rapport proposant un programme d'aide à l'intention des groupes d'élèves du niveau secondaire au Canada qui voyagent à l'étranger pour visiter les lieux commémorant les services et les sacrifices des membres des Forces canadiennes, des membres de la marine marchande et des civils qui ont servi, ont été blessés ou sont morts lors de guerres et de conflits :

Consultation par
le ministre

20

- a) les Forces canadiennes;
- b) la Légion royale canadienne;
- c) Les Anciens combattants de l'Association de la Marine marchande canadienne Incorporée;

(g) such other persons or organizations as the Minister designates,

prepare a report that proposes a program to assist students attending a high school in Canada who are travelling as part of a group to visit sites abroad that memorialize the service and sacrifice of members of the Canadian Forces, members of the merchant navy and civilians who served, suffered injury or died in past wars and conflicts.

Recommendations

(2) The report must include recommendations as to

(a) whether qualifications should be established for participation in the program;

(b) whether the program should have a specified educational element; and

(c) what proportion of the cost of such a visit should be paid from public funds.

REPORT TO PARLIAMENT

Report laid before Parliament

4. The Minister must cause the report described in section 3 to be laid before each House of Parliament not later than the fifth day on which that House is sitting following the first anniversary of the day on which this Act comes into force.

Referral to committee

5. The report laid before a House of Parliament must be automatically referred to the standing committee of the House that normally deals with veterans' affairs for consideration and report to the House.

STATEMENT BY MINISTER

Announcement by Minister re program

6. After the standing committee of each House of Parliament has made a report under section 5 and the House has considered the report, or has sat for 50 days after receiving the report, whichever occurs first, the Minister must make a statement to the House of Commons announcing the steps that will be taken to

d) le Conseil national des associations d'anciens combattants;

e) toute autre association d'anciens combattants qu'il désigne;

f) les représentants des ministres de l'éducation des provinces;

g) toute autre personne ou entité qu'il désigne.

(2) Le rapport contient des recommandations concernant :

a) l'opportunité d'établir des critères d'admissibilité au programme;

b) l'opportunité d'inclure au programme un volet éducatif déterminé;

c) la proportion du coût de ces visites à payer sur les fonds publics.

RAPPORT AU PARLEMENT

Recommendations

4. Le ministre fait déposer le rapport visé à l'article 3 devant chaque chambre du Parlement au plus tard le cinquième jour de séance de celle-ci qui suit le premier anniversaire de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Dépôt du rapport au Parlement

5. Le rapport déposé devant une chambre du Parlement est automatiquement renvoyé, pour étude et rapport, au comité permanent de celle-ci habituellement chargé des questions touchant les anciens combattants.

Renvoi au comité

DÉCLARATION DU MINISTRE

6. Après que le comité permanent de chaque chambre du Parlement a présenté son rapport aux termes de l'article 5 et que celle-ci l'a examiné ou, sinon, a siégé cinquante jours après l'avoir reçu, selon le premier de ces événements, le ministre fait à la Chambre des communes une déclaration annonçant soit la

Annonce du ministre concernant le programme

establish and fund the program or giving reasons why the program will not be established, and must cause a copy of the statement to be laid before the Senate.

prise de mesures visant la création et le financement du programme, soit les motifs pour lesquels le programme ne sera pas créé, et fait déposer un exemplaire de la déclaration devant le Sénat.

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

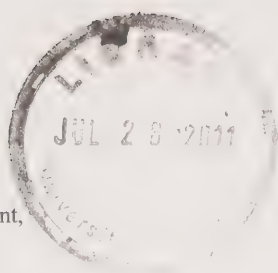
Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-245

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-245

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

PROJET DE LOI C-245

An Act to amend the Income Tax Act (expenses incurred by
caregivers)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dépenses
engagées par les aidants naturels)

FIRST READING, JUNE 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow a taxpayer who provides care to a member of the taxpayer's family — “member of the taxpayer's family” being defined in a broad sense — to deduct the cost of reasonably necessary goods, equipment and services purchased or leased in order to care for the individual if the individual is entitled to an impairment credit under section 118.3 of that Act.

A taxpayer may be a caregiver by voluntary act. It is not necessary that the nearest relative be the caregiver.

Expenses that would be incurred if the member of the taxpayer's family were not impaired, such as for food, household supplies and normal utilities, are excluded.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre au contribuable qui prend soin d'un membre de sa famille — défini dans un sens large — de déduire le coût des biens, équipements et services raisonnablement nécessaires qu'il a achetés ou loués à cette fin pourvu qu'il soit admissible à un crédit d'impôt pour déficience en application de l'article 118.3 de cette loi.

Tout contribuable peut, de son gré, devenir aidant naturel. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse du plus proche parent.

Sont exclues les dépenses — telles les dépenses de nourriture, d'articles ménagers ou de services publics normaux — qui seraient engagées si le membre de la famille du contribuable n'avait pas de déficience.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

PROJET DE LOI C-245

An Act to amend the Income Tax Act (expenses incurred by caregivers)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dépenses engagées par les aidants naturels)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after section 118.4:

Definitions

“caregiver expense”
«*dépense de l'aidant naturel*»

“member of the taxpayer's family”
«*membre de la famille du contribuable*»

118.41 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

“caregiver expense” means the cost of purchasing or leasing any goods, equipment or services prescribed by the regulations that are reasonably necessary to enable the taxpayer to care for an individual mentioned in subsection (2), including special equipment, services or modifications brought to a dwelling in order to feed, protect and care for the individual or to improve the individual's mobility or general well-being, but does not include the cost of food, household supplies, normal utilities and other household expenses that would normally have been incurred by the individual if the individual were not impaired.

“member of the taxpayer's family” includes

- (a) the taxpayer's spouse or common-law partner; and
- (b) the taxpayer's child, grandchild, parent, grandparent, sibling, aunt or uncle, or a person in an equivalent relationship with the taxpayer as a result of
- (i) marriage, or

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi de l'impôt sur le revenu* est 5 modifiée par adjonction, après l'article 118.4, de ce qui suit :

Définitions

118.41 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«*dépense de l'aidant naturel*» S'entend du coût d'achat ou de location de biens, d'équipement ou de services, visés par règlement, raisonnablement nécessaires au contribuable pour lui permettre de prendre soin d'un particulier visé au paragraphe (2), y compris l'équipement spécial, les services ou les modifications apportées à une habitation pour le nourrir, le protéger ou en prendre soin ou pour améliorer sa mobilité ou son bien-être. Sont toutefois exclus de la présente définition le coût de la nourriture, des articles ménagers et des services publics normaux et les autres dépenses ménagères qui auraient normalement été engagées par le particulier s'il n'avait pas eu de déficience.

«*membre de la famille du contribuable*» Vise : 25

a) l'époux ou le conjoint de fait du contribuable;

«*dépense de l'aidant naturel*»
“*caregiver expense*”

«*membre de la famille du contribuable*»
“*member of the taxpayer's family*”

Deduction for
caregiver
expenses

(ii) a common-law relationship.

(2) There may be deducted from the taxable income of a taxpayer for a taxation year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid in the year by the taxpayer for caregiver expenses necessary to care for an individual who was, in the year,

(a) a member of the taxpayer's family;

(b) entitled to a credit under section 118.3 in respect of an impairment; and

(c) as a result of a normal family obligation or the voluntary undertaking by the taxpayer to be a caregiver, dependent on the taxpayer for care by reason of the impairment.

b) le fils, la fille, le petit-fils, la petite-fille, le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le frère, la soeur, la tante ou l'oncle du contribuable ou toute personne qui se trouve liée de façon similaire à celui-ci du fait :

(i) soit d'un mariage,

(ii) soit d'une union de fait.

(2) Peut être déduit du revenu imposable d'un contribuable pour une année d'imposition le total des montants représentant chacun une dépense de l'aidant naturel — engagée par le contribuable au cours de l'année d'imposition — nécessaire pour prendre soin d'un particulier qui, au cours de cette année, remplissait les conditions suivantes :

a) il était un membre de la famille du contribuable;

b) il avait droit à un crédit d'impôt en application de l'article 118.3 du fait d'une déficience;

c) en raison de sa déficience, il était à la charge du contribuable pour ses soins du fait d'une obligation familiale normale ou de la volonté de ce dernier d'être aidant naturel.

Dédution des
dépenses de
l'aidant naturel

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télexcopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-246

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-246

Première session, quarante et unième législature,
60 Élisabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

PROJET DE LOI C-246

An Act to amend the Income Tax Act (hearing impairment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déficience auditive)

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. JULIAN

M. JULIAN

SUMMARY

This enactment amends paragraph 118.4(1)(b) and subparagraph 118.4(1)(c)(iv) of the *Income Tax Act* to establish that the ability of an individual with a hearing impairment to perform a basic activity of daily living is markedly restricted when the individual is unable to hear without the use of assistive listening devices. It also defines a basic activity of daily living in relation to an individual with a hearing impairment.

SOMMAIRE

Le texte modifie l'alinéa 118.4(1)b) et le sous-alinéa 118.4(1)c)(iv) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'établir que la capacité d'un particulier ayant une déficience auditive d'accomplir une activité courante de la vie quotidienne est limitée de façon marquée quand le particulier est incapable d'entendre sans avoir recours à un dispositif technique pour malentendant. Il définit également une activité courante de la vie quotidienne pour un particulier ayant une déficience auditive.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

PROJET DE LOI C-246

An Act to amend the Income Tax Act (hearing
impairment)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu
(déficience auditive)

R.S., 1985, c. 1
(5th Supp.).

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. (1) Paragraph 118.4(1)(b) of the *Income
Tax Act* is replaced by the following:**

(b) except in the case of an individual with a
hearing impairment, an individual's ability to
perform a basic activity of daily living is
markedly restricted only where all or sub-
stantially all of the time, even with therapy 10
and the use of appropriate devices and
medication, the individual is blind or is
unable (or requires an inordinate amount of
time) to perform a basic activity of daily
living; 15

(b.01) in the case of an individual with a
hearing impairment, an individual's ability to
perform a basic activity of daily living is
markedly restricted only where all or sub-
stantially all of the time, the individual is 20
unable to perform a basic activity of daily
living;

**(2) Subparagraph 118.4(1)(c)(iv) of the
Act is replaced by the following:**

L.R., 1985, ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. (1) L'alinéa 118.4(1)b) de la *Loi de
l'impôt sur le revenu* est remplacé par ce qui 5
suit :**

b) sauf s'il s'agit d'un particulier ayant une
déficience auditive, la capacité d'un particu-
lier d'accomplir une activité courante de la
vie quotidienne est limitée de façon marquée 10
seulement si, même avec des soins thérapeu-
tiques et l'aide des appareils et des médica-
ments indiqués, il est toujours ou presque
toujours aveugle ou incapable d'accomplir
une activité courante de la vie quotidienne 15
sans y consacrer un temps excessif;

b.01) s'il s'agit d'un particulier ayant une
déficience auditive, la capacité d'un particu-
lier d'accomplir une activité courante de la
vie quotidienne est limitée de façon marquée 20
seulement s'il est toujours ou presque tou-
jours incapable d'accomplir une activité
courante de la vie quotidienne;

**(2) Le sous-alinéa 118.4(1)c)(iv) de la
même loi est remplacé par ce qui suit : 25**

(iv) hearing so as to understand another person in a normal setting without the use of assistive listening devices,

(iv) le fait d'entendre de façon à comprendre une personne dans des circonstances normales, sans avoir recours à un dispositif technique pour malentendant,



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-247

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-247

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

PROJET DE LOI C-247

An Act to expand the mandate of Service Canada in respect of
the death of a Canadian citizen or Canadian resident

Loi élargissant le mandat de Service Canada en cas de décès
d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. VALERIOTE

M. VALERIOTE

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Human Resources and Skills Development to implement all measures necessary to establish Service Canada as the single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the death of a Canadian citizen or Canadian resident.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences qu'il mette en oeuvre les mesures nécessaires pour faire de Service Canada le point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour toutes les questions liées au décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

PROJET DE LOI C-247

An Act to expand the mandate of Service Canada in respect of the death of a Canadian citizen or Canadian resident

Loi élargissant le mandat de Service Canada en cas de décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien

Preamble

Whereas Service Canada was created in 2005 within the Department of Human Resources and Skills Development with the mandate to provide Canadians with a single point of access to a wide range of government services and programs either in person, by phone, by Internet or by mail;

And whereas it would be of great benefit to Canadians to now expand the mandate of Service Canada to provide those Canadians who have recently lost a loved one with a single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the death of that person;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Service Canada Mandate Expansion Act*.

MANDATE

2. Within one year after this Act comes into force, the Minister of Human Resources and Skills Development must implement all measures necessary to establish Service Canada as the single point of contact for the Government of Canada in respect of all matters relating to the

Attendu :

que Service Canada a été créé en 2005 au sein du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences avec comme mandat d'offrir aux Canadiens un point d'accès unique à un vaste éventail de services et de programmes gouvernementaux soit en personne, par téléphone, par Internet ou par courrier;

qu'il serait à l'avantage de la population canadienne d'élargir le mandat de Service Canada afin d'offrir aux Canadiens qui viennent de perdre un être cher un point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour toutes les questions liées au décès de cette personne,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi élargissant le mandat de Service Canada*.

MANDAT

2. Dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences met en oeuvre les mesures nécessaires pour faire de Service Canada le point de contact unique avec le gouvernement du Canada pour

Préambule

Short title

Single point of contact

Titre abrégé
Point de contact unique

death of a Canadian citizen or Canadian resident, so that an individual acting on behalf of the estate of a Canadian citizen or Canadian resident will only need to communicate with Service Canada in order to resolve all outstanding issues that may exist between the estate and the Government of Canada, including — but not limited to — notification of the Canada Revenue Agency and cancellation of a passport, social insurance number or Old Age Security, Canada Pension Plan or veterans' benefits.

toutes les questions liées au décès d'un citoyen canadien ou d'un résident canadien, de sorte que toute personne agissant au nom de la succession puisse, en communiquant avec Service Canada, effectuer l'ensemble des démarches nécessaires auprès du gouvernement du Canada, notamment aviser l'Agence du revenu du Canada et annuler le passeport, le numéro d'assurance sociale et les prestations au titre de la Sécurité de la vieillesse, du Régime de pensions du Canada et des programmes pour les anciens combattants.

REGULATIONS

Regulations

3. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

RÈGLEMENTS

Règlements

3. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-248



C-248

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

PROJET DE LOI C-248

An Act respecting an Emergency Services Appreciation Day

Loi instituant la Journée de reconnaissance des services
d'urgence

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT

SUMMARY

This enactment designates the third Saturday in July in each and every year as "Emergency Services Appreciation Day".

SOMMAIRE

Le texte désigne le troisième samedi de juillet comme « Journée de reconnaissance des services d'urgence ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

PROJET DE LOI C-248

An Act respecting an Emergency Services
Appreciation Day

Loi instituant la Journée de reconnaissance des
services d'urgence

Preamble

Whereas emergency services are essential and
integral to the existence of Canadian commu-
nities;

Whereas emergency services personnel often
make personal sacrifices to fulfil their obliga- 5
tions and responsibilities;

And whereas the Parliament of Canada
wishes to recognize the sacrifices made by
emergency services personnel, and show its
gratitude for the services these individual 10
provide;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Emergency 15*
Services Appreciation Day Act.

EMERGENCY SERVICES APPRECIATION DAY

Emergency
Services
Appreciation
Day

2. Throughout Canada, in each and every
year, the third Saturday of July is to be known
as "Emergency Services Appreciation Day" in
recognition and support of the work performed 20
by police, fire and emergency ambulance
personnel on a daily basis in communities
across Canada.

Attendu :

que les services d'urgence sont essentiels à
l'existence des collectivités canadiennes et
qu'ils en font partie intégrante;

que les employés des services d'urgence 5
consentent souvent des sacrifices personnels
lorsqu'ils s'acquittent de leurs obligations et
de leurs responsabilités;

que le Parlement du Canada souhaite recon-
naître les sacrifices consentis par ces em- 10
ployés et exprimer sa gratitude pour les
services qu'ils rendent,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte : 15

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Journée de reconnaissance des 5*
services d'urgence.

JOURNÉE DE RECONNAISSANCE DES SERVICES D'URGENCE

2. Le troisième samedi de juillet est, dans
tout le Canada, désigné comme «Journée de
reconnaissance des services d'urgence» pour 20
reconnaître et appuyer le travail quotidien
qu'accomplissent les policiers, les pompiers et
les ambulanciers dans les collectivités canadien-
nes.

Préambule

Titre abrégé

Journée de
reconnaissance
des services
d'urgence

Not a legal
holiday

3. For greater certainty, Emergency Services Appreciation Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

3. Il est entendu que la Journée de reconnaissance des services d'urgence n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-249



First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-249

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

PROJET DE LOI C-249

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on the sale of
home heating fuels)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les
combustibles de chauffage domestique)

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax (GST) on the sale of home heating fuels.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de combustibles de chauffage domestique à l'application de la taxe sur les produits et services (TPS).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

PROJET DE LOI C-249

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST
on the sale of home heating fuels)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune
TPS sur les combustibles de chauffage
domestique)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is
amended by adding the following after
Part X:**

PART XI

HOME HEATING FUELS

1. A supply of fuel, including natural gas,
propane gas, heating oil, kerosene and electric-
ity, for heating a home.

L.R., ch. E-15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe*
d'accise est modifiée par adjonction, après 5
la partie X, de ce qui suit :**

PARTIE XI

COMBUSTIBLES DE CHAUFFAGE DOMESTIQUE

1. La fourniture de combustibles, y compris
le gaz naturel, le gaz propane, l'huile de
chauffage, le kérosène et l'électricité, destinés
au chauffage domestique.

10

411184

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



C-250

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-250

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

PROJET DE LOI C-250

An Act to amend the Income Tax Act (herbal remedies)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (médicaments à
base de plantes)

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

The purpose of this enactment is to expand the list of allowable medical expense deductions in the *Income Tax Act* to include expenses incurred for a herbal remedy prescribed as a substitute for a prescription drug that would qualify as a medical expense under that Act, but which a person cannot use because he or she has severe allergies or sensitivities to that drug.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'ajouter d'autres déductions admissibles au titre des frais médicaux à la liste prévue par la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'inclure les frais engagés pour les médicaments à base de plantes prescrits à titre de substituts d'un médicament d'ordonnance dont les frais seraient admissibles à titre de frais médicaux en vertu de cette loi mais qu'une personne ne peut utiliser en raison d'une allergie grave ou d'une intolérance grave à un tel médicament.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

PROJET DE LOI C-250

An Act to amend the Income Tax Act (herbal remedies)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (médicaments à base de plantes)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 118.2(2) of the *Income Tax Act* is amended by adding the following after paragraph (n):

(n.1) for any herbal remedy that is

(i) purchased for use by a patient who has been certified by a medical practitioner to have a severe allergy or a severe sensitivity to a drug, medicament or other preparation or substance described in paragraph (n), and

(ii) prescribed by a medical practitioner as a substitute for that drug, medicament or other preparation or substance;

2. Subsection 221(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

(a.1) defining "herbal remedy" for the purposes of paragraph 118.2(2)(n.1);

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le paragraphe 118.2(2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifié par adjonction, après l'alinéa n), de ce qui suit :

n.1) pour les médicaments à base de plantes qui :

(i) d'une part, sont achetés afin d'être utilisés par le particulier, son époux ou conjoint de fait ou une personne à charge visée à l'alinéa a) qui, d'après l'attestation d'un médecin, souffre d'une allergie grave ou d'une intolérance grave à un médicament, un produit pharmaceutique ou toute autre préparation ou substance visés à l'alinéa n),

(ii) d'autre part, sont prescrits par le médecin à titre de substitut de ce médicament, de ce produit pharmaceutique ou de cette préparation ou substance;

2. Le paragraphe 221(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

a.1) définir « médicament à base de plantes » pour l'application de l'alinéa 118.2(2)n.1);



411202

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

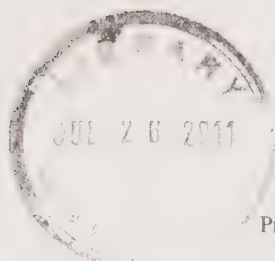
Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-251

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-251

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

PROJET DE LOI C-251

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on reading
materials)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les
articles de lecture)

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax on the sale of reading materials.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* de façon que la vente d'articles de lecture soit soustraite à la taxe sur les produits et services.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

PROJET DE LOI C-251

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST
on reading materials)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune
TPS sur les articles de lecture)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is
amended by adding the following after Part
X:

PART XI

READING MATERIALS

1. A supply of reading materials, whether in
printed or electronic form, including audio and
video recordings of such reading materials.

L.R., ch. E-15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe
d'accise* est modifiée par adjonction, après
la partie X, de ce qui suit :

PARTIE XI

ARTICLES DE LECTURE

1. La fourniture d'articles de lecture, sur
support électronique ou sur support papier,
notamment les enregistrements sonores et vidéo
de textes.

10



411201

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-252

C-252

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

PROJET DE LOI C-252

An Act to amend the Income Tax Act (physical activity and
amateur sport fees)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais liés à la
pratique d'une activité physique et d'un sport amateur)

FIRST READING, JUNE 22, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 22 JUIN 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow the deduction of fees paid by an individual for his or her participation, or the participation of a dependant of the individual, in physical activity or amateur sport.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'autoriser la déduction des frais payés par un particulier pour la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur par lui ou une personne à sa charge.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

PROJET DE LOI C-252

An Act to amend the Income Tax Act (physical activity and amateur sport fees)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais liés à la pratique d'une activité physique et d'un sport amateur)

Preamble

Whereas physical activity and amateur sport are key elements in promoting the physical and mental health of Canadians and need to be encouraged;

Whereas the fees for participating in physical activity or amateur sport are often high;

And whereas tax laws must allow the deduction of those fees in order to lower the tax burden of Canadians;

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after section 118.95:

Credit for the cost of participating in physical activity or amateur sport

118.96 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted an amount determined by the formula

$$A \times B$$

where

A is the appropriate percentage for the year; and

Attendu :

que l'activité physique et le sport amateur sont des éléments clés de la promotion de la santé physique et mentale des Canadiens et doivent être encouragés;

que les frais entraînés par la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur sont souvent élevés;

que les lois fiscales doivent permettre la déduction de ces frais afin d'alléger le fardeau fiscal des Canadiens,

Préambule

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifiée par adjonction, après l'article 118.95, de ce qui suit :

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

118.96 (1) Le montant obtenu par la formule suivante peut être déduit dans le calcul de l'impôt payable par un particulier en vertu de la présente partie pour une année d'imposition :

$$A \times B$$

où :

A représente le taux de base pour l'année;

Crédit pour frais liés à la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur

	B is the total of all fees paid by the individual in the year for the individual or a dependant of the individual to participate in physical activity or amateur sport.	B le total des frais qu'il a payés au cours de l'année pour la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur par lui-même ou une personne à sa charge.	
Definitions	(2) The definitions in this subsection apply in this section.	(2) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.	5 Définitions
"amateur sport" « sport amateur »	"amateur sport" means any sport in which the individual or a dependant participates without receiving any remuneration.	« activité physique » Activité qui exige du participant l'acquisition d'habiletés précises et une dépense énergétique supérieure à celle requise pour accomplir les activités élémentaires de la vie.	« activité physique » "physical activity"
"dependant" « personne à charge »	"dependant" means a person who in a taxation year is the child, grandchild, niece or nephew of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, and who resides with the individual or the individual's spouse or common-law partner in Canada at any time in the year.	« personne à charge » Personne qui, au cours d'une année d'imposition, est l'enfant, le petit-enfant, le neveu ou la nièce du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, et qui réside avec lui, ou avec son époux ou conjoint de fait, au Canada à un moment de l'année.	« personne à charge » "dependant"
"physical activity" « activité physique »	"physical activity" means any activity that requires the person performing it to develop specific skills and expend energy beyond what is required by the person for basic living functions.	« sport amateur » Tout sport que le particulier ou une personne à sa charge pratique sans rémunération.	« sport amateur » "amateur sport"
Filing of vouchers	(3) The individual shall file, with the individual's return of income for the year, vouchers setting out the fees paid by the individual for the participation of the individual or a dependant of the individual in physical activity or amateur sport.	(3) Le particulier doit joindre à sa déclaration de revenu pour l'année les pièces justificatives indiquant les frais qu'il a payés pour la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur par lui-même ou une personne à sa charge.	20 Pièces justificatives
Regulations	(4) The Governor in Council may make regulations prescribing the types of fees that may be deducted under subsection (1).	(4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser le type de frais pouvant être déduits aux termes du paragraphe (1).	25 Règlements



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-253

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-253

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

PROJET DE LOI C-253

An Act to amend the Access to Information Act (response
time)

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information (délai de
réponse)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN

SUMMARY

This enactment amends the *Access to Information Act* to provide that, if a request for access to a record under that Act is still outstanding one hundred days after the request is received, the head of the government institution to which the request was made shall send a report to the person who made the request and to the Information Commissioner, setting out a full explanation of the delay and the projected completion date. The Information Commissioner's annual report to Parliament shall include the number of such outstanding requests and identify the responsible government institutions.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'accès à l'information* afin de prévoir que, dans le cas où une demande de communication de document est encore en suspens cent jours après sa réception, le responsable de l'institution fédérale à qui elle est faite est tenu d'envoyer à l'auteur de la demande et au Commissaire à l'information un rapport donnant une justification complète du retard et la date prévue pour le traitement de la demande. Le rapport annuel que le Commissaire à l'information présente au Parlement doit faire état du nombre de ces demandes et du nom des institutions fédérales qui en sont responsables.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

PROJET DE LOI C-253

An Act to amend the Access to Information Act
(response time)

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information
(délai de réponse)

R.S., c. A-1 Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

L.R., ch. A-1

**1. The *Access to Information Act* is
amended by adding the following after
section 9:**

**1. La *Loi sur l'accès à l'information* est
modifiée par adjonction, après l'article 9, de
ce qui suit :**

9.1 (1) Where a request for access to a
record under this Act is still outstanding one
hundred days after the request is received, the
head of the government institution to which the
request was made shall send a report to the
person who made the request and to the
Information Commissioner setting out a full
explanation of the delay and the projected
completion date.

9.1 (1) Dans le cas où une demande de
communication de document est encore en
suspens cent jours après sa réception, le
responsable de l'institution fédérale à qui elle
est faite envoie à l'auteur de la demande et au
Commissaire à l'information un rapport donnant
une justification complète du retard et la date
prévue pour le traitement de la demande.

(2) The number of requests that were still
outstanding one hundred days after they were
received, and the government institutions res-
ponsible for those requests, shall be included in
the annual report that the Information Commis-
sioner is required to submit to Parliament under
section 38.

(2) Le nombre de demandes encore en
suspens cent jours après leur réception et le
nom des institutions fédérales qui en sont
responsables doivent figurer dans le rapport
annuel que le Commissaire à l'information
présente au Parlement en application de l'article
38.



411114

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

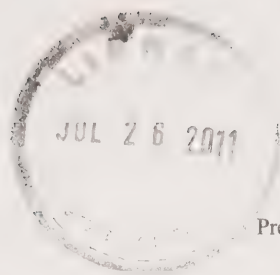
Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-254

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-254

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-254

PROJET DE LOI C-254

An Act to amend the Income Tax Act and the Employment
Insurance Act (severance pay)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et la Loi sur
l'assurance-emploi (indemnité de départ)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to increase the registered retirement savings plan (RRSP) deduction limit to include a taxpayer's one-time contribution of any severance pay to an RRSP.

It also amends the *Employment Insurance Act* to require the Canada Employment Insurance Commission to make regulations to exclude severance pay from the determination of earnings when determining deductions from benefits or the commencement date of the payment of benefits.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu*, afin d'augmenter le maximum déductible au titre des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) pour y inclure la cotisation unique versée par le contribuable à un REER au titre de son indemnité de départ.

En outre, le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin d'exiger que la Commission de l'assurance-emploi du Canada exclut, par règlement, toute indemnité de départ dans le calcul de la rémunération lorsqu'il s'agit de déterminer les déductions à effectuer sur les prestations ou la date du début du versement de celles-ci.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-254

PROJET DE LOI C-254

An Act to amend the Income Tax Act and the
Employment Insurance Act (severance
pay)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu et
la Loi sur l'assurance-emploi (indemnité
de départ)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. 1
(5th Supp.)

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

1. (1) The portion of the definition "RRSP
deduction limit" in subsection 146(1) of the
Income Tax Act before the description of A is
replaced by the following:

1. (1) Le passage de la définition de
5 « maximum déductible au titre des REER » 5
précédant l'élément A, au paragraphe 146(1)
de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, est
remplacé par ce qui suit :

"RRSP deduction limit" of a taxpayer for a
taxation year means the amount determined by
the formula

« maximum déductible au titre des REER » Le
maximum déductible au titre des régimes 10
enregistrés d'épargne-retraite d'un contribuable,
pour une année d'imposition, calculé selon la
formule suivante :

« maximum
déductible au
titre des REER »
"RRSP
deduction limit"

$$A + B + R + \underline{S} - C$$

$$A + B + R + \underline{S} - C$$

where

où :

15

(2) The definition "RRSP deduction limit"
in subsection 146(1) of the Act is amended by
adding the following after the description 15
of R:

(2) La définition de « maximum déductible
au titre des REER », au paragraphe 146(1)
de la même loi, est modifiée par adjonction,
après l'élément R, de ce qui suit :

S is the taxpayer's one-time contribution of
any severance pay to a registered retirement
savings plan;

S la cotisation unique versée par le contri- 20
buable à un régime enregistré d'épargne-
retraite au titre de son indemnité de départ.

(3) The definition "RRSP dollar limit" in 20
subsection 146(1) of the Act is amended by
striking out "and" at the end of paragraph

(3) La définition de « plafond REER », au
paragraphe 146(1) de la même loi, est
modifiée par adjonction, après l'alinéa c), 25
de ce qui suit :

(b), by adding “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) notwithstanding paragraph (a), for the years after the year in which this paragraph comes into force, the money purchase limit for the preceding year plus a one-time contribution of any severance pay by the taxpayer in the preceding year;

d) malgré l’alinéa a), pour les années suivant l’année de l’entrée en vigueur du présent alinéa, la somme du plafond des cotisations déterminées pour l’année précédente et de la cotisation unique versée par le contribuable au cours de l’année précédente au titre de son indemnité de départ.

(4) Subsection 146(1) of the Act is 10 amended by adding the following in alphabetical order:

(4) Le paragraphe 146(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit : 10

“severance pay”
« indemnité de
départ »

“severance pay” means an amount that is paid to a taxpayer as a lump sum by his or her employer in respect of the taxpayer’s loss of an office or 15 employment, otherwise than by dismissal for just cause;

« indemnité de départ » Le montant intégral que le contribuable reçoit de son employeur au moment de la perte de sa charge ou de son emploi qui n’est pas attribuable à un congédiement justifié. 15

« indemnité de
départ »
“severance pay”

1996, c. 23

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L’ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

2. The *Employment Insurance Act* is amended by adding the following after section 54:

2. La *Loi sur l’assurance-emploi* est modifiée par adjonction, après l’article 54, de ce qui suit : 20

Regulations —
exclusion

54.1 The Commission shall, with the approval of the Governor in Council, make regulations excluding any amount paid as severance pay from the determination of earnings for the purposes of determining the amount 25 to be deducted from the benefits payable or the commencement date of the payment of benefits.

54.1 Avec l’agrément du gouverneur en conseil, la Commission exclut, par règlement, 20 tout montant versé à titre d’indemnité de départ dans le calcul de la rémunération lorsqu’il s’agit de déterminer les déductions à effectuer sur les prestations payables ou la date du début du versement de celles-ci. 25

Règlements —
exclusion



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-255

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-255

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-255

PROJET DE LOI C-255

An Act to establish and maintain a national Breast Implant
Registry

Loi prévoyant l'établissement et la tenue d'un registre national
des implants mammaires

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health to appoint a Registrar who must establish and maintain a national Breast Implant Registry. The Registry will contain information relating to persons who have undergone breast implant surgery, including surgery to explant a breast implant, along with a description of the implant and other prescribed information. The information in the Registry will be available only to the Registrar for the purpose of notifying those persons of a risk to their health.

SOMMAIRE

Le texte confie au ministre de la Santé la responsabilité de nommer un directeur qui doit établir et tenir un registre national des implants mammaires. Ce registre contiendra des renseignements sur les personnes qui subissent une chirurgie pour la pose ou l'extraction d'implants mammaires, ainsi que la description des implants et tout autre renseignement réglementaire. Seul le directeur aura accès aux renseignements figurant au registre afin d'être en mesure d'aviser ces personnes des risques pour leur santé.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-255

PROJET DE LOI C-255

An Act to establish and maintain a national
Breast Implant Registry

Loi prévoyant l'établissement et la tenue d'un
registre national des implants mammaires

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Breast
Implant Registry Act*.

1. *Loi sur le Registre des implants mammai-*
5 *res.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this
Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à
la présente loi.

Définitions

“medical
practitioner”
« médecin »

“medical practitioner” means a person lawfully
entitled to practise medicine in the place in
which the practice is carried on by that person. 10

« médecin » Personne légalement autorisée à
exercer la médecine au lieu où elle se livre à cet
exercice. 10

« médecin »
“medical
practitioner”

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister of Health.

« ministre » Le ministre de la Santé.

« ministre »
“Minister”

“prescribed”
Version anglaise
seulement

“prescribed” means prescribed by regulation.

« Registre » Le Registre des implants mam-
maires établi en application du paragraphe 4(1).

« Registre »
“Registry”

“Registry”
« Registre »

“Registry” means the Breast Implant Registry
established under subsection 4(1).

« utilisateur » Personne qui a reçu des implants
mammaires, qu'ils aient ou non été extraits par 15
la suite.

« utilisateur »
“user”

“user”
« utilisateur »

“user” means a person who has had the breast 15
implant implanted, whether or not it has been
explanted.

BREAST IMPLANT REGISTRY

REGISTRE DES IMPLANTS MAMMAIRES

Registrar
appointed

3. The Minister must appoint a Registrar for
the purposes of this Act.

3. Le ministre nomme un directeur pour
l'application de la présente loi.

Nomination du
directeur

Breast Implant
Registry

4. (1) The Registrar must establish and maintain a registry, to be known as the Breast Implant Registry, containing

- (a) information submitted by medical practitioners on persons who have undergone breast implant surgery, including surgery to investigate, adjust or explant a breast implant;
- (b) a record of information supplied by the manufacturer, importer or distributor of a breast implant that identifies any health risk to the user; and
- (c) any other prescribed information.

Operation

(2) The Registrar is responsible for the day-to-day operation of the Registry.

Destruction of
information

(3) The Registrar must destroy information kept in the Registry at the times and in the circumstances that may be prescribed.

Reporting by
medical
practitioners

5. (1) A medical practitioner who performs breast implant surgery on a person, including surgery to investigate, adjust or explant a breast implant, must as soon as possible after completing the surgery, submit to the Registrar the following information:

- (a) the name, date of birth and address of the person who underwent the surgery;
- (b) the medical practitioner's name, the date of the surgery and the name and address of the health care facility at which the surgery was performed;
- (c) in respect of each breast implant that was implanted or explanted,
 - (i) the name and address of the manufacturer of the breast implant,
 - (ii) the lot or serial number and the nominal and actual volume of the breast implant,
 - (iii) the materials used for the casing and filler of the breast implant, and
 - (iv) whether the surgery was to the right or left breast;

4. (1) Le directeur établit et tient un registre, appelé Registre des implants mammaires, qui contient les renseignements suivants :

- a) les renseignements fournis par les médecins au sujet des personnes qui ont subi une chirurgie pour la pose, l'examen, l'ajustement ou l'extraction d'implants mammaires;
- b) une mention de tout renseignement fourni par le fabricant, l'importateur ou le distributeur d'un implant mammaire qui fait état des risques pour la santé de l'utilisateur;
- c) tout autre renseignement réglementaire.

(2) Le directeur est chargé de tenir à jour le Registre.

(3) Le directeur détruit les renseignements conservés dans le Registre aux moments et dans les circonstances prévus par règlement.

5. (1) Le médecin qui effectue une chirurgie pour poser, examiner, ajuster ou extraire des implants mammaires est tenu de communiquer au directeur, le plus tôt possible après la chirurgie, les renseignements suivants :

- a) les nom, date de naissance et adresse de la personne qui a subi la chirurgie;
- b) son propre nom, la date de la chirurgie ainsi que les nom et adresse de l'établissement de santé où la chirurgie a été effectuée;
- c) pour chaque implant mammaire posé ou extrait :
 - (i) les nom et adresse du fabricant de l'implant mammaire,
 - (ii) le numéro de lot ou de série ainsi que le volume nominal et le volume réel de l'implant mammaire,
 - (iii) les matériaux utilisés pour l'enveloppe et le remplissage de l'implant mammaire,
 - (iv) le sein — droit ou gauche — ayant fait l'objet de la chirurgie;
- d) dans le cas de la pose d'implants mammaires, les indications pour la pose de ces implants, la technique utilisée à cette fin, la position des implants mammaires et le type d'incision;

Registre des
implants
mammairesGestion du
RegistreDestruction des
renseignementsRapport du
médecin

	<p>(d) in the case of an implant, the indications for the implantation, the technique used for the implantation, the position of the breast implant and the type of incision for the implantation;</p> <p>(e) in the case of an explant, the indications for the explantation and any intra-operative findings related to the breast implant; and</p> <p>(f) any other prescribed information.</p>	<p>e) dans le cas de l'extraction d'implants mammaires, les indications pour l'extraction et les constatations peropératoires concernant ces implants;</p> <p>f) tout autre renseignement réglementaire.</p>	
Format of report	<p>(2) The information submitted under subsection (1) must be in a format established by the Minister.</p>	<p>(2) Les renseignements prévus au paragraphe (1) sont communiqués en la forme prescrite par le ministre.</p>	Forme du rapport
Obligation to inform	<p>(3) The medical practitioner referred to in subsection (1) must inform the person who is to undergo the surgery of the existence and purpose of the Registry, the requirement to submit information to the Registrar and the subsequent opportunity under section 6 to correct the personal information on file.</p>	<p>(3) Le médecin visé au paragraphe (1) avise la personne qui doit subir la chirurgie de l'existence et de l'objet du Registre, de l'obligation de communiquer les renseignements au directeur et de la possibilité prévue à l'article 6 de corriger les renseignements personnels versés au dossier.</p>	Obligation du médecin
Change in personal information	<p>6. The Registrar must, on receipt of the information submitted under subsection 5(1), provide the person in respect of whom the information is submitted, by notice in writing delivered personally or sent by registered mail, with a copy of the information and a statement advising the person to notify the Registrar of any change in the person's personal information.</p>	<p>6. Sur réception des renseignements visés au paragraphe 5(1), le directeur en remet copie à la personne visée, au moyen d'un avis écrit remis en main propre ou envoyé par courrier recommandé, avec un avis demandant à celle-ci de l'informer de tout changement relatif à ses renseignements personnels.</p>	Changement relatif aux renseignements personnels
Obligation of manufacturer, importer or distributor to report	<p>7. (1) A manufacturer, importer or distributor of a breast implant offered for sale in Canada must notify the Registrar immediately after becoming aware that the implant may present a health risk to the user.</p>	<p>7. (1) Si le fabricant, l'importateur ou le distributeur d'un implant mammaire qui a été mis en vente au Canada se rend compte que cet implant peut présenter un risque pour la santé de l'utilisateur, il est tenu d'en aviser sans délai le directeur.</p>	Obligation du fabricant, de l'importateur ou du distributeur
Information to be provided	<p>(2) The manufacturer, importer or distributor must, as soon as possible after notifying the Registrar in accordance with subsection (1), provide the Registrar with the following:</p> <p>(a) information as to the nature of the health risk that has been identified in respect of the breast implant and the date on and circumstances under which the health risk or potential health risk was discovered;</p> <p>(b) an evaluation of the health risk associated with the breast implant;</p>	<p>(2) Aussitôt que possible après avoir avisé le directeur en application du paragraphe (1), le fabricant, l'importateur ou le distributeur lui transmet les renseignements suivants :</p> <p>a) des renseignements sur la nature du risque pour la santé décelé à l'égard de l'implant mammaire, ainsi que la date et les circonstances de la découverte du risque, réel ou potentiel, pour la santé;</p> <p>b) une évaluation du risque pour la santé que présente l'implant mammaire;</p>	Renseignements à fournir

(c) a copy of any communication issued with respect to that risk; and

(d) any other prescribed information.

Obligation of Registrar to notify persons of risks to health

8. (1) When the Registrar receives a notification under subsection 7(1), or otherwise has reasonable grounds to believe that a breast implant may pose a health risk to the user, the Registrar must, without delay, contact each user listed in the Registry.

c) une copie de chaque communication envoyée à l'égard de ce risque;

d) tout autre renseignement réglementaire.

8. (1) Lorsque le directeur reçoit un avis conformément au paragraphe 7(1) ou a par ailleurs des motifs raisonnables de croire qu'un implant mammaire peut présenter un risque pour la santé de l'utilisateur, il communique sans délai avec chaque utilisateur inscrit au Registre.

Obligation du directeur de signaler les risques pour la santé

Information to be provided

(2) When the Registrar contacts a person under subsection (1), the Registrar must provide to the person any information that the Registrar considers necessary to assist the person in assessing the risk to their health.

(2) Lorsqu'il communique avec une personne en application du paragraphe (1), le directeur lui fournit tous les renseignements qu'il estime nécessaires pour l'aider à évaluer le risque pour sa santé.

Renseignements à fournir

ELECTRONIC FILING

Electronic filing

9. Subject to the regulations, information, notices and documents that are sent to or issued by the Registrar under this or any other Act of Parliament may be sent or issued in electronic or other form in any manner specified by the Registrar.

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

9. Sous réserve des règlements, les renseignements, avis et documents que le directeur envoie ou reçoit sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi fédérale peuvent être transmis sur support électronique ou autre, de la manière précisée par lui.

Transmission électronique

Records of Registrar

10. Information that is required to be kept by the Registrar under subsection 4(1) may

(a) be in bound or loose-leaf form or in photographic film form; or

(b) be entered or recorded by any system of mechanical or electronic data processing or by any other information storage device that is capable of reproducing any required information in intelligible written or printed form within a reasonable time.

10. Les renseignements que le directeur conserve dans le Registre aux termes du paragraphe 4(1) peuvent être :

a) soit dans une reliure ou sous forme de feuilles mobiles ou de films;

b) soit enregistrés à l'aide de tout procédé mécanique ou électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information capable de restituer en clair sous une forme écrite ou imprimée, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés.

Forme des renseignements

PRIVACY AND DISCLOSURE OF INFORMATION

Consent to disclosure

11. Despite section 8 of the *Privacy Act* but subject to sections 12 to 14, information contained in the Registry respecting the identity, personal characteristics and medical history of a person who has undergone breast implant surgery, including surgery to explant a breast implant, is confidential and is to be disclosed only with the written consent of the person,

PROTECTION ET COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

11. Malgré l'article 8 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et sous réserve des articles 12 à 14, les renseignements que contient le Registre au sujet de l'identité, des caractéristiques personnelles et des antécédents médicaux d'une personne ayant subi une chirurgie pour la pose ou l'extraction d'implants mammaires sont confidentiels et ne peuvent être communiqués qu'avec le consentement écrit de la personne, laquelle ne peut

Consentement

which may not be given unless the person giving the consent has been informed of the purpose for which the consent is sought.

Obligation to disclose

12. The Registrar must disclose confidential information contained in the Registry

- (a) for the purpose of complying with a subpoena or warrant issued or order made by a court, person or body with jurisdiction to compel the production of information, or for the purpose of complying with rules of court relating to the production of information; and
- (b) to the extent required by the provisions of any federal or provincial law respecting health and safety that are specified in the regulations.

Discretion to disclose

13. (1) The Registrar may disclose confidential information contained in the Registry

- (a) for the purposes of enforcing this Act;
- (b) to the extent required for the administration of a health care insurance plan within the meaning of the *Canada Health Act*; and
- (c) for the purposes of disciplinary proceedings undertaken by any professional or disciplinary body established under the laws of Canada or a province and specified in the regulations.

Research and statistics

(2) The Registrar may disclose confidential information contained in the Registry to an individual or organization for scientific research or statistical purposes, other than information that identifies any person or information that can reasonably be expected to be used in the identification of any person.

Disclosure to address health risk

14. (1) The Registrar may disclose to a medical practitioner the identity of a person whose name is recorded in the Registry if, in the Registrar's opinion, the disclosure is necessary to address a risk to the health of the person.

No further disclosure

(2) The medical practitioner must not disclose the identity referred to in subsection (1).

donner son consentement qu'après avoir été informée des motifs pour lesquels celui-ci est requis.

12. Le directeur est tenu de communiquer les renseignements confidentiels figurant au Registre :

Communication obligatoire

- a) afin de se conformer à une assignation, un mandat ou une ordonnance d'un tribunal, d'une personne ou d'un organisme ayant compétence pour contraindre à la production de renseignements, ou afin de se conformer à des règles de procédure relatives à la production de renseignements;
- b) dans la mesure où l'exige une disposition — mentionnée dans les règlements — d'un texte législatif fédéral ou provincial portant sur la santé et la sécurité.

13. (1) Le directeur peut communiquer les renseignements confidentiels figurant au Registre :

Communication facultative

- a) dans le cadre du contrôle d'application de la présente loi;
- b) dans la mesure où la communication est requise dans le cadre de la gestion d'un régime d'assurance-santé au sens de la *Loi canadienne sur la santé*;
- c) dans le cadre d'instances disciplinaires introduites par un ordre professionnel ou un organisme disciplinaire constitués sous le régime d'une loi fédérale ou provinciale et visés par les règlements.

(2) Le directeur peut communiquer les renseignements confidentiels figurant au Registre — sauf l'identité d'une personne ou les renseignements dont il est raisonnable de croire qu'ils peuvent servir à identifier une personne — à tout individu ou à toute organisation à des fins statistiques ou de recherche scientifique.

Communication à des fins statistiques ou de recherche

14. (1) Le directeur peut communiquer à un médecin l'identité d'une personne dont le nom est inscrit au Registre s'il l'estime nécessaire pour contrer tout risque pour la santé de celle-ci.

Communication à un médecin

(2) Il est interdit au médecin de communiquer l'identité visée au paragraphe (1).

Communication subséquente interdite

OFFENCES

Offence and
punishment

15. Every person who contravenes any provision of this Act is guilty of an offence and liable

- (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; or
- (b) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

Court order

16. A court that imposes a fine or term of imprisonment on a person in respect of an offence under this Act may, on application by the Attorney General of Canada, order the person not to engage in any activity that, in the court's opinion, may lead to the commission of an offence under this Act.

Consent of
Attorney
General

17. A prosecution for an offence under this Act may be instituted only with the consent of the Attorney General of Canada.

REGULATIONS

Regulations

18. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

- (a) for the purposes of paragraph 4(1)(c), specifying information to be contained in the Registry;
- (b) for the purposes of subsection 4(3), respecting the destruction of information kept in the Registry;
- (c) for the purposes of paragraph 5(1)(f), specifying information to be submitted by a medical practitioner;
- (d) for the purposes of paragraph 7(2)(d), respecting information to be provided by manufacturers, importers or distributors;
- (e) for the purposes of paragraph 12(b), specifying the provisions of any federal or provincial law;
- (f) for the purposes of paragraph 13(1)(c), identifying professional and disciplinary bodies; and

INFRACTIONS

Infractions et
peines

15. Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines;
- b) par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Ordonnance

16. Lorsqu'il inflige une amende ou une peine d'emprisonnement pour infraction à la présente loi, le tribunal peut, à la demande du procureur général du Canada, interdire au contrevenant tout acte qui, à son avis, est susceptible d'entraîner la perpétration d'une infraction à la présente loi.

Consentement
du procureur
général

17. Il ne peut être engagé de poursuite pour infraction à la présente loi sans le consentement du procureur général du Canada.

RÈGLEMENTS

Règlements

18. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment :

- a) pour l'application de l'alinéa 4(1)c), préciser les renseignements que doit contenir le Registre;
- b) pour l'application du paragraphe 4(3), régir la destruction des renseignements conservés dans le Registre;
- c) pour l'application de l'alinéa 5(1)f), déterminer les renseignements devant être communiqués par le médecin;
- d) pour l'application de l'alinéa 7(2)d), préciser les renseignements devant être fournis par les fabricants, les importateurs ou les distributeurs;
- e) pour l'application de l'alinéa 12b), préciser les dispositions visées des textes législatifs fédéraux ou provinciaux;
- f) pour l'application de l'alinéa 13(1)c), désigner les ordres professionnels et organismes disciplinaires;

(g) excluding any type of breast implant from the application of this Act if the Governor in Council is of the opinion that the exclusion is in the public interest and consistent with public health and safety.

5

g) soustraire tout type d'implant mammaire à l'application de la présente loi s'il est d'avis que cette exemption est dans l'intérêt public et est compatible avec la santé et la sécurité publiques.

5

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

ACCESS TO INFORMATION ACT

R.S., c. A-1

19. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":

Registrar of the Breast Implant Registry
Directeur du Registre des implants mammaires

20. Schedule II to the Act is amended by adding, in alphabetical order, a reference to

Breast Implant Registry Act
Loi sur le Registre des implants mammaires

and a corresponding reference to "section 11".

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

L.R., ch. A-1

19. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Directeur du Registre des implants mammaires
Registrar of the Breast Implant Registry

20. L'annexe II de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

Loi sur le Registre des implants mammaires
Breast Implant Registry Act

ainsi que de la mention « article 11 » en regard de ce titre de loi.

R.S., c. P-21

PRIVACY ACT

21. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading "OTHER GOVERNMENT INSTITUTIONS":

Registrar of the Breast Implant Registry
Directeur du Registre des implants mammaires

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

L.R., ch. P-21

21. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « AUTRES INSTITUTIONS FÉDÉRALES », de ce qui suit :

Directeur du Registre des implants mammaires
Registrar of the Breast Implant Registry



C-256

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-256

An Act to amend the Criminal Code (firefighters)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

MS. MATHYSSEN

C-256

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-256

Loi modifiant le Code criminel (pompiers)

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

M^{ME} MATHYSSEN

SUMMARY

The purpose of this enactment is to give greater protection to firefighters under the *Criminal Code*.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'accroître la protection accordée aux pompiers en vertu du *Code criminel*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-256

PROJET DE LOI C-256

An Act to amend the Criminal Code (firefighters)

Loi modifiant le Code criminel (pompiers)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Criminal Code* is amended by adding the following in alphabetical order:

“firefighter”
«pompier»

“firefighter” means any person employed in, or appointed or assigned to, a fire department;

2. Subsection 231(4) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (b), by adding “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a firefighter acting in the course of his or her duties.

3. Subsection 268(2) of the Act is replaced by the following:

(1.1) Every one commits an aggravated assault who wounds, maims, disfigures or endangers the life of a firefighter acting in the course of his or her duties.

Aggravated
assault

(2) Every one who commits an aggravated assault under subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding fourteen years.

Punishment

(2.1) Every one who commits an aggravated assault under subsection (1.1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Punishment

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L’article 2 du *Code criminel* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

«pompier» Toute personne employée par un service d’incendie ou qui y est nommée ou affectée.

L.R., ch. C-46

«pompier»
“firefighter”

2. Le paragraphe 231(4) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) d’un pompier.

3. Le paragraphe 268(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(1.1) Commet des voies de fait graves quiconque blesse, mutile ou défigure un pompier agissant dans l’exercice de ses fonctions ou met la vie de celui-ci en danger.

Voies de fait
graves

(2) Quiconque commet des voies de fait graves aux termes du paragraphe (1) est coupable d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement maximal de quatorze ans.

Peine

(2.1) Quiconque commet des voies de fait graves aux termes du paragraphe (1.1) est coupable d’un acte criminel et passible d’un emprisonnement maximal de dix ans.

Peine

4. Paragraph 270(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) assaults a public officer, peace officer or firefighter engaged in the execution of his or her duty or a person acting in aid of such an officer or firefighter; 5

4. L'alinéa 270(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) soit contre un fonctionnaire public, un agent de la paix ou un pompier agissant dans l'exercice de leurs fonctions, ou une personne 5 qui leur prête main-forte;



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-257

C-257

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-257

PROJET DE LOI C-257

An Act to amend the Food and Drugs Act (mandatory labelling
for genetically modified foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (étiquetage
obligatoire des aliments modifiés génétiquement)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MR. ATAMANENKO

M. ATAMANENKO

SUMMARY

This enactment amends the *Food and Drugs Act* to provide that the Minister of Health is responsible for establishing that a food or one or more of its components are genetically modified. Once this has been established, the Minister is required to have the name of the food published in the *Canada Gazette*. The Minister must also prepare a list of all such foods and have a copy sent at no cost to any person who requests it.

This food and food products containing this food cannot then be sold in a package unless a label containing the following notice is affixed to the package:

This product or one or more of its components have been genetically modified.

In addition, this food and food products containing this food cannot be sold without a package unless a sign in the prescribed form containing the following notice is posted near the food:

Genetically modified

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin de conférer au ministre de la Santé la responsabilité d'établir qu'un aliment ou un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement. Le cas échéant, il fait publier le nom de l'aliment dans la *Gazette du Canada*. Il dresse également une liste de tous les aliments de ce genre et en fait parvenir une copie gratuitement à quiconque en fait la demande.

Il est alors interdit de vendre, dans un emballage, cet aliment ou un produit alimentaire contenant cet aliment, à moins d'apposer sur l'emballage une étiquette portant la mention suivante :

Ce produit ou un ou plusieurs de ses composants ont été modifiés génétiquement.

Il est également interdit de vendre, sans emballage, cet aliment ou un produit alimentaire contenant cet aliment, à moins d'apposer près de l'aliment une affiche, en la forme réglementaire, portant la mention suivante :

Modifié génétiquement

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-257

PROJET DE LOI C-257

An Act to amend the Food and Drugs Act
(mandatory labelling for genetically modified foods)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues
(étiquetage obligatoire des aliments modifiés génétiquement)

R.S., c. F-27

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 2 of the *Food and Drugs Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“genetically modified”
« modifié génétiquement »

“genetically modified”, with respect to a food or one of its components, means that the genetic make-up of the food or component has been modified by a technique that combines DNA fragments of the food or component with DNA fragments from another source in a way that could not occur without the use of modern technology;

2. The Act is amended by adding the following after section 7:

Duty of Minister

7.1 (1) The Minister is responsible for establishing, on the basis of scientific evidence, that a food or one or more of its components are genetically modified.

Publication in
Canada Gazette

(2) As soon as the Minister declares that a food or one or more of its components are genetically modified, the Minister shall cause the name of the food to be published in the *Canada Gazette*.

20

25

L.R., ch. F-27

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L’article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« modifié génétiquement » Se dit d’un aliment ou d’un de ses composants dont le patrimoine génétique a été modifié au moyen d’une technique utilisant la recombinaison de fragments d’ADN de l’aliment ou d’un de ses composants avec des fragments d’origines différentes d’une manière qui ne pourrait se produire sans l’utilisation de la technologie moderne.

« modifié génétiquement »
“genetically modified”

15

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 7, de ce qui suit :

ALIMENTS MODIFIÉS GÉNÉTIQUEMENT

7.1 (1) Le ministre est chargé d’établir, sur le fondement de preuves scientifiques, qu’un aliment ou que l’un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement.

Obligation du ministre

(2) Dès que le ministre déclare qu’un aliment ou que l’un ou plusieurs de ses composants sont modifiés génétiquement, il fait publier le nom de l’aliment dans la *Gazette du Canada*.

Publication dans la *Gazette du Canada*

25

List	(3) The Minister shall prepare a list of all foods whose names have been published in the <i>Canada Gazette</i> under subsection (2) and shall cause a copy to be sent at no cost to any person who requests it.	(3) Le ministre dresse une liste de tous les aliments dont les noms ont été publiés dans la <i>Gazette du Canada</i> en application du paragraphe (2) et en fait parvenir une copie gratuitement à quiconque en fait la demande.	Liste
Internet	(4) The Minister shall cause an electronic version of the list to be posted on a site of the Government of Canada that is accessible online.	(4) Le ministre fait afficher une version électronique de la liste sur un site du gouvernement du Canada accessible en ligne.	Réseau Internet
Access to the Internet	(5) The Minister shall ensure that an electronic version of any list posted online 10 under subsection (4) is accessible, without a password, at no charge and in downloadable form.	(5) Le ministre veille à ce que les intéressés puissent, sans l'utilisation d'un mot de passe, 10 télécharger gratuitement en ligne la liste affichée en application du paragraphe (4).	Accès au réseau Internet
Sale prohibited	7.2 Beginning on the sixteenth day following publication of the name of a food in the <i>Canada Gazette</i> under subsection 7.1(2), no person shall sell the food or a food product of which the food is a component in a package, unless a label in the prescribed form containing the following notice is affixed to the package: 20 This product or one or more of its components have been genetically modified. Ce produit ou un ou plusieurs de ses composants ont été modifiés génétiquement.	7.2 À compter du seizième jour suivant la publication du nom d'un aliment dans la <i>Gazette du Canada</i> en application du paragraphe 7.1(2), il est interdit de vendre, dans un emballage, cet aliment ou un produit alimentaire dont il est un des composants, à moins que ne soit apposée sur l'emballage une étiquette, en la forme réglementaire, portant la mention suivante : Ce produit ou un ou plusieurs de ses composants ont été modifiés génétiquement. This product or one or more of its components have been genetically modified. 25	Vente interdite
Sale prohibited	7.3 Beginning on the sixteenth day following 25 publication of the name of a food in the <i>Canada Gazette</i> under subsection 7.1(2), no person shall sell the food or a food product of which the food is a component without a package, unless a sign in the prescribed form containing the following 30 notice is posted near the food: Genetically modified Modifié génétiquement	7.3 À compter du seizième jour suivant la publication du nom d'un aliment dans la <i>Gazette du Canada</i> en application du paragraphe 7.1(2), il est interdit de vendre, sans emballage, cet aliment ou un produit alimentaire 30 dont il est un des composants, à moins que ne soit apposée près de l'aliment une affiche, en la forme réglementaire, portant la mention suivante : Modifié génétiquement 35 Genetically modified	Vente interdite
3. Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (e): 35		3. Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :	

(e.1) respecting the form of the label referred to in section 7.2 and the sign referred to in section 7.3;

e.1) prévoir la forme de l'étiquette visée à l'article 7.2 et de l'affiche visée à l'article 7.3;



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



C-258

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-258

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-258

PROJET DE LOI C-258

An Act to amend the Parliament of Canada Act and the Canada
Post Corporation Act (use of resources by members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada et la Loi sur la
Société canadienne des postes (utilisation des ressources
par les députés)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MR. ATAMANENKO

M. ATAMANENKO

SUMMARY

This enactment amends the *Parliament of Canada Act* to prohibit the members of the House of Commons from using funds, goods, services or premises made available to them for the carrying out of parliamentary functions to support or oppose the appointment or the election of a person to the board of directors of the Canadian Wheat Board or to that of any federal body. It also amends the *Canada Post Corporation Act* to prohibit those members from transmitting mail free of postage for the same purpose.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le Parlement du Canada* afin d'interdire aux députés d'utiliser les fonds, biens, services et locaux mis à leur disposition dans le cadre de leurs fonctions parlementaires pour appuyer la nomination ou l'élection d'une personne au conseil d'administration de la Commission canadienne du blé ou à celui de tout organisme fédéral, ou pour s'y opposer. Il modifie aussi la *Loi sur la Société canadienne des postes* afin d'interdire aux députés de transmettre des envois en franchise pour les mêmes fins.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-258

PROJET DE LOI C-258

An Act to amend the Parliament of Canada Act
and the Canada Post Corporation Act (use
of resources by members)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada
et la Loi sur la Société canadienne des
postes (utilisation des ressources par les
députés)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. P-1

PARLIAMENT OF CANADA ACT

LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA

L.R., ch. P-1

1. Section 52.6 of the *Parliament of Canada Act* is amended by adding the following after subsection (1):

1. L'article 52.6 de la *Loi sur le Parlement du Canada* est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Prohibited use

(1.1) Despite subsection (1), funds, goods, services or premises may not be used to support or oppose the appointment or election of a person to the board of directors of the Canadian Wheat Board or to that of any federal body.

(1.1) Malgré le paragraphe (1), les fonds, biens, services ou locaux ne peuvent être utilisés dans le but d'appuyer la nomination ou l'élection d'une personne au conseil d'administration de la Commission canadienne du blé ou à celui de tout organisme fédéral, ou de s'y opposer.

Utilisation interdite

R.S., c. C-10

CANADA POST CORPORATION ACT

**LOI SUR LA SOCIÉTÉ CANADIENNE
DES POSTES**

L.R., ch. C-10

2. Section 35 of the *Canada Post Corporation Act* is amended by adding the following after subsection (4):

2. L'article 35 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Prohibited transmission

(4.1) Despite subsections (2) and (3), members of the House of Commons may not transmit mail free of postage to support or

(4.1) Malgré les paragraphes (2) et (3), les députés ne peuvent transmettre en franchise des envois dans le but d'appuyer la nomination ou

Transmission en franchise interdite

oppose the appointment or election of a person to the board of directors of the Canadian Wheat Board or to that of any federal body.

l'élection d'une personne au conseil d'administration de la Commission canadienne du blé ou à celui de tout organisme fédéral, ou de s'y opposer.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-259

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011



C-259

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-259

PROJET DE LOI C-259

An Act to amend the Excise Tax Act (goods and services tax on
school authorities)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (taxe sur les produits et
services pour les administrations scolaires)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MR. ATAMANENKO

M. ATAMANENKO

SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to increase the goods and services tax rebate for school authorities from 68% to 100%.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin d'augmenter de 68 % à 100 % la remise de taxe sur les produits et services pour les administrations scolaires.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-259

PROJET DE LOI C-259

An Act to amend the Excise Tax Act (goods and services tax on school authorities)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (taxe sur les produits et services pour les administrations scolaires)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Paragraph (c) of the definition "specified percentage" in subsection 259(1) of the *Excise Tax Act* is replaced by the following:

(c) in the case of a school authority, 100%,

(2) Paragraph (c) of the definition "specified provincial percentage" in subsection 259(1) of the Act is replaced by the following:

(c) in the case of a school authority resident in Nova Scotia, 100%,

L.R., ch. E-15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) L'alinéa c) de la définition de «pourcentage établi», au paragraphe 259(1) 5 de la *Loi sur la taxe d'accise*, est remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une administration scolaire, 100 %;

(2) L'alinéa c) de la définition de «pour- 10 centage provincial établi», au paragraphe 259(1) de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une administration scolaire qui réside en Nouvelle-Écosse, 100 %; 15

411302

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-260

C-260

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-260

PROJET DE LOI C-260

An Act to amend the Statistics Act (mandatory long-form
census questionnaire)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (questionnaire complet de
recensement obligatoire)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MS. BENNETT

M^{ME} BENNETT

SUMMARY

This enactment amends the *Statistics Act* to provide that the census of population taken under section 19 of that Act must be taken using a long-form census questionnaire that conforms substantially, in length and substantive scope, to the census questionnaires starting in 1971 and at intervals thereafter to meet the requirements of that section. This enactment also removes the punishment of imprisonment for a person convicted of the offence of providing false or misleading information.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la statistique* pour prévoir que le recensement de la population fait aux termes de l'article 19 de cette loi est fait à l'aide d'un questionnaire complet qui doit se conformer essentiellement, par la longueur et la portée fondamentale, aux questionnaires de recensement faits depuis 1971 pour répondre aux dispositions de cet article. Il abolit aussi la peine d'emprisonnement dont est passible quiconque est reconnu coupable d'avoir fourni des renseignements faux ou trompeurs.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-260

PROJET DE LOI C-260

An Act to amend the Statistics Act (mandatory long-form census questionnaire)

Loi modifiant la Loi sur la statistique (questionnaire complet de recensement obligatoire)

R.S., c. S-19

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 19 of the *Statistics Act* is amended by adding the following after subsection (3):

Mandatory long-form census questionnaire

(4) The census taken at the time and in the manner set out in this section must include the use of a long-form census questionnaire and the distribution of that questionnaire to at least 20% of all households or whatever percentage of households is determined to be necessary by the Chief Statistician to ensure an accurate statistical representation of the Canadian population and its constituent groups.

Definition of "long-form census questionnaire"

(5) In this section, "long-form census questionnaire" means a census questionnaire that conforms substantially, in length and substantive scope, to the long-form census questionnaire used to take the census in 1971 and at intervals thereafter to meet the requirements of this section.

2. The portion of section 31 of the Act after paragraph (b) is replaced by the following:

is, for every refusal or neglect, or false answer or deception, guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding five hundred dollars.

L.R., ch. S-19

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 19 de la *Loi sur la statistique* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Questionnaire complet de recensement obligatoire

(4) Le recensement fait au moment et suivant les modalités prévus par le présent article comporte l'utilisation d'un questionnaire complet de recensement et la distribution de ce questionnaire à au moins 20% de tous les ménages ou à tout pourcentage des ménages que le statisticien en chef juge nécessaire pour assurer une représentation statistique exacte de la population canadienne et de ses groupes constitutifs.

(5) Au présent article, « questionnaire complet de recensement » désigne un questionnaire de recensement qui doit se conformer essentiellement, par la longueur et la portée fondamentale, à celui utilisé lors du recensement de 1971 et subséquemment pour répondre aux dispositions du présent article.

Définition de « questionnaire complet de recensement »

2. Le passage de l'article 31 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

31. Est, pour chaque refus, négligence, fausse déclaration ou fraude, coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpa-

Renseignements faux ou illégaux

bilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq cents dollars quiconque, sans excuse légitime :



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-261

First Session, Forty-first Parliament
60 Elizabeth II, 2011



C-261

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-261

PROJET DE LOI C-261

An Act respecting a National Hunting, Trapping and Fishing
Heritage Day

Loi instituant la Journée du patrimoine national en matière de
chasse, de piégeage et de pêche

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MR. NORLOCK

M. NORLOCK

SUMMARY

This enactment designates the third Saturday in September in each and every year as “National Hunting, Trapping and Fishing Heritage Day”.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de désigner le troisième samedi de septembre comme « Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-261

PROJET DE LOI C-261

An Act respecting a National Hunting, Trapping
and Fishing Heritage Day

Loi instituant la Journée du patrimoine national
en matière de chasse, de piégeage et de
pêche

Preamble

Whereas hunting, trapping and fishing are
part of Canada's national heritage;

Whereas the Aboriginal peoples of Canada
have practiced and been sustained by traditional
hunting, trapping and fishing activities for food 5
and for ceremonial and commercial purposes
since time immemorial;

Whereas Canada's hunters, trappers and
fishers have made a significant contribution to
the development of our nation by traversing and 10
mapping the prairies, forests, streams and rivers
from coast to coast to coast;

Whereas millions of Canadians participate in
and enjoy hunting, trapping and fishing;

And whereas hunting, trapping and fishing 15
contribute significantly to the national
economy;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National
Hunting, Trapping and Fishing Heritage Day
Act*.

Attendu :

que la chasse, le piégeage et la pêche
composent une des facettes du patrimoine
national du Canada;

que, de temps immémorial, les peuples 5
autochtones du Canada tirent leur subsistance
des activités traditionnelles de chasse, de
piégeage et de pêche, qu'ils pratiquent à des
fins alimentaires, cérémonielles et commer-
ciales; 10

que les chasseurs, trappeurs et pêcheurs du
Canada ont largement contribué au dévelop-
pement de notre nation en parcourant et en
cartographiant les prairies, les forêts, les
rivières et les fleuves d'un océan aux autres; 15

que des millions de Canadiens s'adonnent à
la chasse, au piégeage et à la pêche pour leur
agrément;

que la chasse, le piégeage et la pêche
apportent une contribution remarquable à 20
l'économie canadienne,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
20 Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Journée du patrimoine national* 25 Titre abrégé
en matière de chasse, de piégeage et de pêche.

NATIONAL HUNTING, TRAPPING AND
FISHING HERITAGE DAYJOURNÉE DU PATRIMOINE NATIONAL EN
MATIÈRE DE CHASSE, DE PIÉGEAGE ET
DE PÊCHE

National
Hunting,
Trapping and
Fishing Heritage
Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the third Saturday in September is to be known as "National Hunting, Trapping and Fishing Heritage Day".

2. Le troisième samedi de septembre est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche ».

Journée du
patrimoine
national en
matière de
chasse, de
piégeage et de
pêche

Not a legal
holiday

3. For greater certainty, National Hunting, Trapping and Fishing Heritage Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

3. Il est entendu que la Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

5 Statut



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-262



C-262

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-262

PROJET DE LOI C-262

An Act to amend the Holidays Act and to make consequential
amendments to other Acts (St. John the Baptist Day)

Loi modifiant la Loi instituant des jours de fête légale et
d'autres lois en conséquence (fête de la Saint-Jean-
Baptiste)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MR. GRAVELLE

M. GRAVELLE

SUMMARY

This enactment establishes St. John the Baptist Day as a national holiday.

SOMMAIRE

Le texte établit la fête de la Saint-Jean-Baptiste comme fête nationale.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-262

PROJET DE LOI C-262

An Act to amend the Holidays Act and to make consequential amendments to other Acts (St. John the Baptist Day)

Loi modifiant la Loi instituant des jours de fête légale et d'autres lois en conséquence (fête de la Saint-Jean-Baptiste)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. H-5

HOLIDAYS ACT

1. The *Holidays Act* is amended by adding the following after section 3:

ST. JOHN THE BAPTIST DAY

3.1 (1) June 24, not being a Sunday, is a legal holiday and shall be kept and observed as such throughout Canada under the name of "*St. John the Baptist Day*".

(2) When June 24 is a Sunday, June 25 is a legal holiday and shall be kept and observed as such throughout Canada under the name of "*St. John the Baptist Day*".

St. John the Baptist Day

When June 24 is a Sunday

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

2. The definition "general holiday" in section 166 of the *Canada Labour Code* is replaced by the following:

"general holiday" means New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Remembrance Day, Christmas Day and Boxing Day and includes any day substituted for any such holiday pursuant to section 195;

"general holiday"
« jours fériés »

LOI INSTITUANT DES JOURS DE FÊTE LÉGALE

1. La *Loi instituant des jours de fête légale* est modifiée par adjonction, après l'article 3, de ce qui suit :

FÊTE DE LA SAINT-JEAN-BAPTISTE

3.1 (1) Le 24 juin est jour de fête légale; il est célébré dans tout le pays sous le nom de « fête de la Saint-Jean-Baptiste ».

(2) Lorsque le 24 juin tombe un dimanche, le jour de fête légale est le 25 juin.

L.R., ch. H-5

Institution de la fête

L.R., ch. L-2

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

2. La définition de « jours fériés », à l'article 166 du *Code canadien du travail*, est remplacée par ce qui suit :

« jours fériés » Le 1^{er} janvier, le vendredi saint, la fête de Victoria, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la fête du Travail, le jour de l'Action de grâces, le jour du Souvenir, le jour de Noël et le lendemain de Noël; s'entend également de tout jour de substitution fixé dans le cadre de l'article 195.

« jours fériés »
"general holiday"

3. Subsection 193(2) of the Act is replaced by the following:

Alternative day
for holiday
falling on non-
working
Saturday or
Sunday

(2) Except as otherwise provided by this Division, when New Year's Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Remembrance Day, Christmas Day or Boxing Day falls on a Sunday or Saturday that is a non-working day, the employee is entitled to and shall be granted a holiday with pay on the working day immediately preceding or following the general holiday. 10

3. Le paragraphe 193(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Jours fériés
tombant un
samedi ou un
dimanche

(2) Sous réserve des autres dispositions de la présente section, l'employé a droit à un congé payé le jour ouvrable précédant ou suivant le 1^{er} 5 janvier, la fête de la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Canada, le jour du Souvenir, le jour de Noël ou le lendemain de Noël quand ces jours fériés tombent un dimanche ou un samedi chômé.

R.S., c. I-21

INTERPRETATION ACT

4. The portion of the definition "holiday" in subsection 35(1) of the *Interpretation Act* before paragraph (a) is replaced by the following:

"holiday"
«jour férié»

"holiday" means any of the following days, 15 namely, Sunday; New Year's Day; Good Friday; Easter Monday; Christmas Day; the birthday or the day fixed by proclamation for the celebration of the birthday of the reigning Sovereign; Victoria Day; Canada Day; the first Monday in 20 September, designated Labour Day; Remembrance Day; St. John the Baptist Day; any day appointed by proclamation to be observed as a day of general prayer or mourning or day of public rejoicing or thanksgiving; and any of the 25 following additional days, namely,

LOI D'INTERPRÉTATION

L.R., ch. I-21

4. Le passage de la définition de «jour 10 férié» précédant l'alinéa a), au paragraphe 35(1) de la *Loi d'interprétation*, est remplacé par ce qui suit :

«jour férié» Outre les dimanches, le 1^{er} janvier, le vendredi saint, le lundi de Pâques, le jour de 15 Noël, l'anniversaire du souverain régnant ou le jour fixé par proclamation pour sa célébration, la fête de Victoria, la fête du Canada, le premier lundi de septembre, désigné comme fête du Travail, le 11 novembre ou jour du Souvenir, la 20 fête de la Saint-Jean-Baptiste, tout jour fixé par proclamation comme jour de prière ou de deuil national ou jour de réjouissances ou d'action de grâces publiques :

«jour férié»
"holiday"



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-263



First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-263

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-263

PROJET DE LOI C-263

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (social
condition)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne
(condition sociale)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011

MS. DAVIES

M^{ME} DAVIES

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* to prohibit discrimination on the grounds of social condition. In doing so, it protects from discrimination people who are experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* afin d'interdire la discrimination fondée sur la condition sociale. Ainsi, il protège contre la discrimination les personnes qui sont défavorisées sur le plan social ou économique en raison notamment de leur source de revenu, de leur profession, de leur niveau de scolarité, de leur état de pauvreté ou du fait qu'elles sont sans abri ou sans logement adéquat.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-263

PROJET DE LOI C-263

An Act to amend the Canadian Human Rights
Act (social condition)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de
la personne (condition sociale)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. H-6

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

**1. Section 2 of the *Canadian Human
Rights Act* is replaced by the following:**

**1. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les
droits de la personne* est remplacé par ce qui
suit :**

Purpose

2. (1) The purpose of this Act is to extend
the laws in Canada to give effect, within the
purview of matters coming within the legislative
authority of Parliament, to the principle that all
individuals should have an opportunity equal
with other individuals to make for themselves
the lives that they are able and wish to have and
to have their needs accommodated, consistent
with their duties and obligations as members of
society, without being hindered in or prevented
from doing so by discriminatory practices based
on race, national or ethnic origin, colour,
religion, age, sex, sexual orientation, marital
status, family status, social condition, disability
or conviction for an offence for which a pardon
has been granted.

Objet

2. (1) La présente loi a pour objet de
compléter la législation canadienne en donnant
effet, dans le champ de compétence du
Parlement du Canada, au principe suivant : le
droit de tous les individus, dans la mesure
compatible avec leurs devoirs et obligations au
sein de la société, à l'égalité des chances
d'épanouissement et à la prise de mesures
visant à la satisfaction de leurs besoins,
indépendamment des considérations fondées
sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la
couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation
sexuelle, l'état matrimonial, la situation de
famille, la condition sociale, la déficience ou
l'état de personne gracée.

Definition of
"social
condition"

(2) In this Act, "social condition" means, in
respect of an individual, the condition of the
individual experiencing social or economic
disadvantage on the basis of their source of
income, occupation, level of education, poverty,
lack of adequate housing, homelessness or any
other similar circumstance.

Définition de
« condition
sociale »

(2) Dans la présente loi, « condition sociale »
s'entend de la condition d'un individu qui est
défavorisé sur le plan social ou économique en
raison notamment de sa source de revenu, de sa
profession, de son niveau de scolarité, de son
état de pauvreté ou du fait qu'il est sans abri ou
sans logement adéquat.

2. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

Prohibited
grounds of
discrimination

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, social condition, disability and conviction for which a pardon has been granted.

2. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Motifs de
distinction
illicite

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la condition sociale, l'état de personne graciée ou la déficience.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

112
13
356

C-264

C-264

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-264

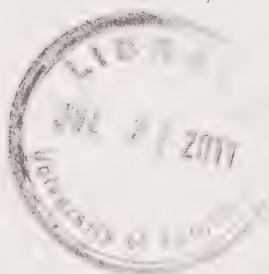
PROJET DE LOI C-264

An Act to amend the Criminal Code (social condition)

Loi modifiant le Code criminel (condition sociale)

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011



MS. DAVIES

M^{ME} DAVIES

SUMMARY

This enactment amends the provisions of the *Criminal Code* that establish principles related to sentencing and describe the aggravating circumstances that require increased sentences to be imposed. The enactment requires an increased sentence where there is evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on the social condition of the victim. It strives to protect people experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

SOMMAIRE

Le texte modifie les dispositions du *Code criminel* qui établissent des principes servant à la détermination de la peine et prévoient les circonstances aggravantes entraînant une peine plus sévère. Il exige l'infliction d'une peine plus sévère dans les cas où il est prouvé que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur la condition sociale de la victime. Il vise donc à protéger les personnes qui sont défavorisées sur le plan social ou économique en raison notamment de leur source de revenu, de leur profession, de leur niveau de scolarité, de leur état de pauvreté ou du fait qu'elles sont sans abri ou sans logement adéquat.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-264

PROJET DE LOI C-264

An Act to amend the Criminal Code (social condition)

Loi modifiant le Code criminel (condition sociale)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following before section 718.2:

718.11 In section 718.2, “social condition” means, in respect of an individual, the condition of the individual experiencing social or economic disadvantage on the basis of their source of income, occupation, level of education, 10 poverty, lack of adequate housing, homelessness or any other similar circumstance.

2. Subparagraph 718.2(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, social condition, sexual orientation or any other similar factor, 20

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le *Code criminel* est modifié par adjonction, avant l’article 718.2, de ce qui suit : 5

718.11 À l’article 718.2, « condition sociale » s’entend de la condition d’un individu qui est défavorisé sur le plan social ou économique en raison notamment de sa source de revenu, de sa profession, de son niveau de 10 scolarité, de son état de pauvreté ou du fait qu’il est sans abri ou sans logement adéquat.

2. Le sous-alinéa 718.2(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) que l’infraction est motivée par des 15 préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l’origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l’âge, la déficience mentale ou physique, la condition sociale 20 ou l’orientation sexuelle,

Definition of
“social
condition”

Définition de
« condition
sociale »



411032

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

C-265

C-265

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-265

PROJET DE LOI C-265

An Act to establish criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs in order to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of those programs

Loi prévoyant les critères et les conditions de l'octroi de fonds pour les programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer la qualité et l'accessibilité de ces programmes, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique

FIRST READING, JUNE 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 JUIN 2011



MS. SITSABAIESAN

M^{ME} SITSABAIESAN

SUMMARY

This enactment establishes criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of such programs before payments are made to a province by the Government of Canada in support of those programs. It also requires the Minister of Human Resources and Skills Development to establish a framework for the division of the total Canada Social Transfer entitlement into two distinct components, the first to be provided to the provinces for the purpose of funding programs targeting social assistance and social services, and the second to be provided to the provinces solely for the purposes of post-secondary education.

SOMMAIRE

Le texte établit des critères et des conditions relativement au financement des programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer leur qualité, leur accessibilité, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique, avant que le gouvernement du Canada n'effectue de versements à une province au soutien de ces programmes. Il exige également que le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences mette en place un régime pour la division, en deux parties distinctes, du montant total payable en vertu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, la première partie étant versée aux provinces pour financer les programmes d'assistance sociale et de services sociaux, et la deuxième, pour financer exclusivement l'enseignement postsecondaire.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-265

PROJET DE LOI C-265

An Act to establish criteria and conditions in respect of funding for post-secondary education programs in order to ensure the quality, accessibility, public administration and accountability of those programs

Loi prévoyant les critères et les conditions de l'octroi de fonds pour les programmes d'enseignement postsecondaire afin d'assurer la qualité et l'accessibilité de ces programmes, la responsabilisation à leur égard ainsi que leur gestion par une administration publique

Preamble

Whereas the Parliament of Canada recognizes that post-secondary education has an important role in the economic, social, cultural and political development of Canada and in the learning and development opportunities of individual Canadians;

Whereas the Parliament of Canada wishes to ensure access by all academically capable applicants to a public post-secondary educational institution that has been sufficiently resourced to accommodate those applicants;

Whereas the Parliament of Canada is committed to protecting the quality of post-secondary education throughout Canada and to facilitating access to post-secondary education for all academically capable applicants

(a) by protecting the principles of free and independent academic inquiry, academic freedom, and the academic and intellectual autonomy of post-secondary educational institutions;

(b) by promoting quality in teaching and research;

Attendu :

que le Parlement du Canada reconnaît le rôle important que joue l'enseignement postsecondaire dans le développement économique, social, culturel et politique du Canada ainsi que dans les possibilités d'apprentissage et de perfectionnement des Canadiens;

qu'il souhaite assurer à tous les candidats aptes aux études l'accès à un établissement d'enseignement postsecondaire public disposant de ressources suffisantes pour répondre à leurs besoins;

qu'il s'engage à préserver la qualité de l'enseignement postsecondaire au Canada et à en favoriser l'accès à tous les candidats aptes aux études ;

a) en protégeant les principes de recherche universitaire libre et indépendante, de liberté universitaire ainsi que d'autonomie pédagogique et intellectuelle des établissements d'enseignement postsecondaire;

b) en favorisant un enseignement et une recherche de qualité;

c) en encourageant et en renforçant les capacités d'enseignement et de recherche actuelles des établissements d'enseigne-

Préambule

(c) by encouraging and strengthening the present teaching and research capacities of post-secondary educational institutions and by ensuring the integrity and independence of that work;

(d) by protecting the right of all academically capable applicants to open and equal access to post-secondary education;

(e) by encouraging measures that remove barriers to post-secondary education due to socio-economic status or membership in a group or class of persons not fully served by existing post-secondary education programs; and

(f) by developing and maintaining financial assistance programs for students;

And whereas the Parliament of Canada wishes to encourage the development of post-secondary education by assisting the provinces in meeting the costs of that education;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

ment postsecondaire et en garantissant l'intégrité et l'indépendance de ces activités;

d) en protégeant le droit de tous les candidats aptes aux études à l'égalité d'accès à l'enseignement postsecondaire;

e) en encourageant des mesures pour contrer les obstacles à l'enseignement postsecondaire auxquels ces personnes font face du fait de leur statut socioéconomique ou de leur appartenance à un groupe ou une catégorie de personnes qui ont des besoins auxquels les programmes actuels en la matière ne répondent pas pleinement;

f) en élaborant et en maintenant des programmes d'aide financière aux étudiants;

que le Parlement du Canada souhaite favoriser le développement de l'enseignement postsecondaire en aidant les provinces à supporter les coûts,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short Title

1. This Act may be cited as the *Canada Post-Secondary Education Act*.

1. *Loi canadienne sur l'enseignement post-secondaire*. Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“cash contribution”
« contribution
pécuniaire »

“cash contribution” means the cash contribution in respect of post-secondary education that may be made to a province under section 6.

« comité permanent » Le comité permanent de la Chambre des communes habituellement chargé des questions concernant les ressources humaines et le développement des compétences.

« comité
permanent »
“Standing
Committee”

“Minister”
« ministre »

“Minister” means the Minister of Human Resources and Skills Development.

« contribution pécuniaire » La contribution pécuniaire au titre de l'enseignement postsecondaire qui peut être versée à une province en application de l'article 6.

« contribution
pécuniaire »
“cash
contribution”

“post-secondary
education”
« enseignement
postsecondaire »

“post-secondary education” means, in relation to a province, every course of study in the province that requires for admission a secondary school diploma or equivalent, is of not less than 24 weeks' duration, and has been certified as a course of study at a post-secondary level by such person or persons as may be designated by the provincial minister.

« enseignement postsecondaire » À l'égard d'une province, programme d'études ayant comme condition d'admission un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent, dont la durée est d'au moins vingt-quatre semaines et

« enseignement
postsecondaire »
“post-secondary
education”

“post-secondary education services” « services d’enseignement postsecondaire »	“post-secondary education services” means the post-secondary educational services provided within a province.	qui est attesté comme programme d’études postsecondaires par une personne désignée par le ministre provincial.	
“provincial minister” « ministre provincial »	“provincial minister” means the minister responsible for post-secondary education in a province.	« ministre » Le ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.	5 « ministre » “Minister”
“Standing Committee” « comité permanent »	“Standing Committee” means the standing committee of the House of Commons that normally considers matters related to human resources and skills development.	5 « ministre provincial » Le ministre responsable de l’enseignement postsecondaire dans la province.	« ministre provincial » “provincial minister”
		« services d’enseignement postsecondaire » Les services d’enseignement postsecondaire offerts 10 dans une province.	« services d’enseignement postsecondaire » “post-secondary education services”

ANNUAL CONTRIBUTION

Cash contribution payable
3. (1) Subject to this Act, a full cash contribution is payable by Canada to each province for each fiscal year.

Non-derogation
(2) For greater certainty, this Act does not abrogate, derogate from or otherwise impair any 15 of the powers, rights, privileges or authorities vested in Canada or the provinces under the *Constitution Act, 1867*.

PURPOSE

Purpose
4. The purpose of this Act is to establish criteria and conditions that must be satisfied 20 before a full cash contribution may be made to a province in respect of post-secondary education programs.

EXEMPTION

Exemption
5. Recognizing the unique nature of the jurisdiction of the Government of Quebec with 25 regard to education, and despite any other provision of this Act, the Government of Quebec may choose to be exempted from the application of this Act and must, if it chooses to do so, receive an unconditional payment of the 30 full cash contribution that would otherwise be paid under section 6.

CONTRIBUTION ANNUELLE

3. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le Canada verse à chaque province, pour chaque exercice, une pleine contribution pécuniaire.

(2) Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte aux pouvoirs, droits et privilèges dévolus au Canada ou aux provinces sous le régime de la *Loi constitutionnelle de 1867*.

OBJET

4. La présente loi a pour objet d’établir les 20 conditions et les critères qui doivent être respectés pour que soit versée à une province la pleine contribution pécuniaire relative aux programmes d’enseignement postsecondaire.

EXEMPTION

5. Compte tenu de la nature spéciale et 25 unique de la compétence du gouvernement du Québec en matière d’éducation, et par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le gouvernement du Québec peut choisir de se soustraire à l’application de celle-ci et doit, s’il 30 choisit de le faire, recevoir le paiement intégral de la contribution pécuniaire, sans condition, à laquelle il aurait droit en vertu de l’article 6.

CASH CONTRIBUTION

CONTRIBUTION PÉCUNIAIRE

Cash
contribution

6. (1) The Minister of Finance may make a cash contribution directly to a province in each fiscal year to support the post-secondary education services of the province if the following criteria are satisfied:

- (a) the operators of the post-secondary educational institutions in the province are accountable to the government of the province for the administration and operation of the post-secondary education services; and 10
- (b) the post-secondary education services provided in the province are of a high quality, publicly administered and accessible.

Accountability

(2) In order to satisfy the criterion relating to accountability, the post-secondary education services of a province must be directly administered by the provincial government or by an institution that is operated on a not-for-profit basis and that

- (a) is accredited, authorized or designated by the government of the province; 20
- (b) reports to that government in respect of the administration and operation of the services; and
- (c) is subject to a public audit of its accounts and financial transactions by the authority that is responsible under provincial law for auditing the accounts of that government. 25

Quality

(3) In order to satisfy the criterion relating to quality, the post-secondary education services of a province must meet the following standards:

- (a) those that relate to the environment in which post-secondary education services are provided, including standards that target faculty-to-student ratios; and 35
- (b) those that target programs and curricula, including standards designed to protect the principles of academic freedom and independent academic inquiry.

Public
administration

(4) In order to satisfy the criterion relating to public administration, the post-secondary education services of a province must be provided on a public and not-for-profit basis. 40

Contribution
pécuniaire

6. (1) À chaque exercice, le ministre des Finances peut verser directement à une province une contribution pécuniaire au soutien des services d'enseignement postsecondaire de la province si les critères suivants sont respectés : 5

- a) les dirigeants des établissements d'enseignement postsecondaire de la province rendent compte au gouvernement provincial de la gestion et du fonctionnement des services d'enseignement postsecondaire; 10
- b) les services d'enseignement postsecondaire offerts dans la province sont de grande qualité, gérés par une administration publique et accessibles.

(2) Pour répondre au critère de reddition de comptes, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être directement gérés par le gouvernement provincial ou par un organisme à but non lucratif qui, à la fois : 15 Reddition de comptes 20

- a) est agréé, autorisé ou désigné par le gouvernement provincial;
- b) rend compte à ce gouvernement de la gestion et du fonctionnement des services;
- c) est assujéti à une vérification publique de ses comptes et opérations financières, effectuée par l'autorité chargée par les lois provinciales de vérifier les comptes de ce gouvernement. 25

(3) Pour répondre au critère de qualité, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent respecter les normes suivantes : 30 Qualité

- a) les normes relatives au milieu où ils sont offerts, notamment à l'égard du taux d'encadrement; 35
- b) les normes — y compris celles visant à protéger les principes de liberté universitaire et de recherche universitaire indépendante — relatives aux programmes d'études. 40

(4) Pour répondre au critère de gestion par une administration publique, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être publics et sans but lucratif.

Gestion publique

Accessibility	<p>(5) In order to satisfy the criterion relating to accessibility, the post-secondary education services of a province must be provided on terms and conditions that</p> <p>(a) ensure reasonable access to all qualified persons in the province, regardless of socio-economic status or membership in a group or class; and</p> <p>(b) ensure that all persons in the province are equally entitled to post-secondary education services appropriate to their needs.</p>	<p>(5) Pour répondre au critère d'accessibilité, les services d'enseignement postsecondaire d'une province doivent être fournis selon des modalités :</p> <p>a) qui les rendent raisonnablement accessibles à toutes les personnes qualifiées d'une province, sans égard à leur statut socioéconomique ou à leur appartenance à un groupe ou une catégorie de personnes;</p> <p>b) qui assurent que, dans une province, chacun soit en droit de recevoir, de façon égale, des services d'enseignement postsecondaire adaptés à ses besoins.</p>	Accessibilité
Cash contribution reduced or withheld	<p>7. (1) When advised by the Minister that the post-secondary education services of a province do not satisfy a criterion or condition described in section 6 in a fiscal year, the Governor in Council may, by order, if the Governor in Council considers it appropriate</p> <p>(a) direct that any cash contribution to that province for a fiscal year be reduced, with respect to each default, by an amount that the Governor in Council considers to be appropriate having regard to the gravity of the default; or</p> <p>(b) direct that the whole of any cash contribution to that province for a fiscal year be withheld.</p>	<p>7. (1) Si le ministre avise une province que ses services d'enseignement postsecondaire ne répondent pas, pendant un exercice donné, à l'un des critères ou à l'une des conditions énoncés à l'article 6, le gouverneur en conseil peut, par décret, s'il l'estime indiqué :</p> <p>a) soit ordonner, pour chaque manquement, que la contribution pécuniaire destinée à la province pour l'exercice soit réduite du montant qu'il estime indiqué, compte tenu de la gravité du manquement;</p> <p>b) soit ordonner la retenue de la totalité de la contribution pécuniaire destinée à la province pour l'exercice.</p>	Réduction ou retenue de la contribution pécuniaire
Order may be repealed	<p>(2) The Governor in Council may repeal or amend any order made under subsection (1) if the Governor in Council is of the opinion that the repeal or amendment is warranted in the circumstances.</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut annuler ou modifier le décret s'il l'estime justifié dans les circonstances.</p>	Annulation du décret
Statement to be laid before Parliament	<p>(3) A copy of each order made under this section, together with a statement of any findings on which the order was based, must be sent to the government of the province concerned, and the Minister must cause the order and statement to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the order is made.</p>	<p>(3) Un exemplaire du décret, accompagné d'un exposé des motifs sur lesquels il est fondé, est envoyé au gouvernement de la province visée; le ministre fait déposer le décret, accompagné de l'exposé des motifs, devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa prise.</p>	Dépôt devant le Parlement
Order not to come into force before 30 days	<p>(4) An order made under subsection (1) must not come into force earlier than 30 days after a copy of the order has been sent to the government of the province concerned under subsection (3).</p>	<p>(4) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) ne peut entrer en vigueur que trente jours après son envoi au gouvernement de la province concernée aux termes du paragraphe (3).</p>	Délai d'entrée en vigueur de trente jours

Cash
contribution
reduced or
withheld

(5) In the case of a continuing failure to satisfy a criterion or condition described in subsection 6(1) or (2), any reduction or withholding of a cash contribution to a province for a fiscal year must be reimposed for the following fiscal year.

(5) En cas de manquement continu à l'un des critères ou à l'une des conditions énoncés aux paragraphes 6(1) ou (2), la réduction ou la retenue de la contribution pécuniaire déjà appliquée à une province pour un exercice est renouvelée pour l'exercice ultérieur.

Réduction ou
retenue de la
contribution
pécuniaire

Timing

(6) Any reduction or withholding of a cash contribution under subsection (1) may be imposed in the fiscal year in which the default that gave rise to the reduction or withholding occurred or in the following fiscal year.

(6) Toute réduction ou retenue d'une contribution pécuniaire au titre du paragraphe (1) peut être appliquée pour l'exercice pendant lequel s'est produit le manquement qui y a donné lieu ou pour l'exercice ultérieur.

Moment de
l'application

REPORT TO PARLIAMENT

Report by
Minister

8. (1) Within two months after the end of a fiscal year, the Minister must report to the Standing Committee on the administration and operation of this Act during that fiscal year, including

RAPPORT AU PARLEMENT

8. (1) Dans les deux mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre fait rapport au comité permanent sur l'application de la présente loi pendant l'exercice, notamment sur :

Rapport du
ministre

- (a) any initiatives and developments relating to post-secondary education;
- (b) the extent to which the post-secondary education objectives of this Act have been satisfied;
- (c) the amount of the cash contribution provided to each province under this Act; and
- (d) any recommendations respecting supplementary cash contributions to a province.

- a) les initiatives et les réalisations à l'égard de l'enseignement postsecondaire;
- b) la mesure dans laquelle les objectifs établis par la présente loi pour l'enseignement postsecondaire ont été satisfaits;
- c) le montant des contributions pécuniaires versées à chaque province en vertu de la présente loi;
- d) toute recommandation quant au versement de contributions pécuniaires supplémentaires à une province.

Contents of
report

(2) The report must also contain a summary of all information in the possession of the Minister that relates to the extent to which the post-secondary education services of each province satisfied the criteria and conditions described in section 6 during the fiscal year, including but not limited to

(2) Le rapport comporte, en outre, un résumé de tous les renseignements que possède le ministre sur la mesure dans laquelle les services d'enseignement postsecondaire de chaque province ont répondu pendant l'exercice aux critères et conditions énoncés à l'article 6, notamment :

Contenu

- (a) a description of the post-secondary education services provided in each province during that fiscal year;
- (b) the amount expended by the government of each province during that fiscal year for the post-secondary education services;
- (c) indicators of availability, such as an analysis of the number of spaces available to groups or classes of persons who, traditionally, have not been served by post-secondary education services;

- a) une description des services d'enseignement postsecondaire offerts dans chaque province pendant l'exercice;
- b) le montant dépensé par chaque gouvernement provincial pendant l'exercice pour les services d'enseignement postsecondaire;
- c) les indicateurs de disponibilité, notamment une analyse du nombre de places disponibles aux groupes ou catégories de

- (d) indicators of affordability, such as average tuition fees charged in each province;

(e) indicators of quality, such as training requirements, average class size and supplies and facilities; and

(f) indicators of accessibility, such as eligibility criteria and the number of students receiving financial aid.
- personnes qui, traditionnellement, avaient des besoins auxquels les services d'enseignement postsecondaire ne répondaient pas;

d) les indicateurs d'abordabilité, notamment les droits de scolarité moyens exigés dans chaque province;

e) les indicateurs de qualité, notamment les exigences en matière de formation, l'effectif moyen des classes et les fournitures et installations;

f) les indicateurs d'accessibilité, notamment les critères d'admissibilité et le nombre d'étudiants qui bénéficient de l'aide financière.

Report to Parliament

(3) The Standing Committee must review the annual report of the Minister under this Act and shall cause its review and recommendations to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the review is completed.

(3) Le comité permanent examine le rapport annuel du ministre et fait déposer son rapport d'examen et ses recommandations devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant l'achèvement de l'examen.

Rapport au Parlement

Committee may seek advice

(4) In conducting its review under subsection (3), the Standing Committee may seek the advice and assistance of any department, agency or association.

(4) Au cours de son examen, le comité permanent peut solliciter des conseils et de l'aide de tout ministère, organisme ou association.

Sollicitation de conseils par le comité

DIVISION OF CANADA SOCIAL TRANSFER

9. (1) Within six months after the day on which this Act comes into force, the Minister must, after consultation with the provinces and with the intention of developing a long-term and predictable funding formula for federal contributions, establish a framework for the division of the total Canada Social Transfer entitlement into two distinct components, the first to be provided to the provinces for the purpose of funding programs in respect of social assistance and social services, including early childhood development and early learning and child care services, and the second to be provided to the provinces solely for the purposes of post-secondary education.

DIVISION DU TRANSFERT CANADIEN EN MATIÈRE DE PROGRAMMES SOCIAUX

9. (1) Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre doit, après consultation avec les provinces et dans le but d'établir un mode de financement prévisible et à long terme relativement aux contributions fédérales, mettre en place un régime pour la division, en deux parties distinctes, du montant total payable en vertu du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, la première partie étant versée aux provinces pour financer les programmes d'assistance sociale et de services sociaux — y compris le développement de la petite enfance, les services éducatifs pour la petite enfance et les services de garde d'enfants —, et la deuxième leur étant versée pour financer exclusivement l'enseignement postsecondaire.

Division du Transfert canadien en matière de programmes sociaux

Implementation

(2) Within 60 days after this Act comes into force, the Minister must implement any remaining measures that must be taken in order to

(2) Dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre met en oeuvre les autres mesures nécessaires — y

Mise en oeuvre

implement the division of the Canada Social Transfer, including amendments to the *Federal-Provincial Fiscal Arrangements Act*.

compris la modification de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* — afin de diviser le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

5

REGULATIONS

Regulations

10. The Governor in Council may make regulations for the purpose of carrying the purposes and provisions of this Act into effect, including regulations respecting the information the Minister may require for the purpose of reporting to Parliament under section 8 and for the purpose of implementing section 9.

10

RÈGLEMENTS

Règlements

10. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour l'application de la présente loi, notamment des règlements concernant les renseignements que le ministre peut exiger pour établir le rapport prévu à l'article 8 et pour mettre en oeuvre l'article 9.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

11
B
356
C-266

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-266

An Act to establish Pope John Paul II Day

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MR. LIZON

411370

C-266

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-266

Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M. LIZON



SUMMARY

This enactment designates the second day of April in each and every year as "Pope John Paul II Day".

SOMMAIRE

Le texte désigne le 2 avril comme « Journée du pape Jean-Paul II ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-266

PROJET DE LOI C-266

An Act to establish Pope John Paul II Day

Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II

Preamble

Whereas Pope John Paul II served as the pontiff of the Roman Catholic Church from October 16, 1978, until his death on April 2, 2005;

Whereas Pope John Paul II is widely 5
recognized as a leading figure in the history of the Roman Catholic Church and the world and played an influential and vital role in promoting international understanding and peace;

Whereas Pope John Paul II loved young 10
persons and was instrumental in establishing World Youth Day in 1985 as a way to inspire youth and encourage them in living out the teachings of Christ;

Whereas Pope John Paul II visited Canada in 15
his capacity as Pope for the first time in 1984 and later in 1987 and 2002;

And whereas Pope John Paul II visited many countries around the world and helped to end 20
communism in Eastern Europe;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Pope John Paul II Day Act*. 25

Short title

Attendu :

que le pape Jean-Paul II a été le souverain pontife de l'Église catholique romaine du 16 octobre 1978 jusqu'à sa mort, le 2 avril 2005;

que le pape Jean-Paul II est largement 5
reconnu comme une figure marquante de l'histoire de l'Église catholique romaine et du monde et qu'il a exercé une influence et joué un rôle crucial dans la promotion de l'harmonie et de la paix entre les nations; 10

que le pape Jean-Paul II aimait les jeunes et a pris une part active dans l'établissement en 1985 de la Journée mondiale de la jeunesse, afin d'inspirer les jeunes et de les encourager à vivre les enseignements du Christ; 15

que le pape Jean-Paul II est venu au Canada en sa qualité de pape pour la première fois en 1984, puis de nouveau en 1987 et en 2002;

que le pape Jean-Paul II s'est rendu dans de nombreux pays et qu'il a contribué à mettre 20
fin au communisme en Europe de l'Est,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la Journée du pape Jean-Paul II*. 25 Titre abrégé

POPE JOHN PAUL II DAY

JOURNÉE DU PAPE JEAN-PAUL II

Pope John Paul
II Day

2. Throughout Canada, in each and every year, the second day of April is to be known as "Pope John Paul II Day".

Not a legal
holiday

3. For greater certainty, Pope John Paul II Day is not a legal holiday or a non-juridical day.

2. Le 2 avril est, dans tout le Canada, désigné comme « Journée du pape Jean-Paul II ».

Journée du pape
Jean-Paul II

3. Il est entendu que la Journée du pape Jean-Paul II n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

A1
B
356
C-267

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-267

An Act respecting the preservation of Canada's water resources

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MR. SCARPALEGGIA

411278

C-267

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-267

Loi concernant la préservation des ressources en eau du Canada

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M. SCARPALEGGIA



SUMMARY

This enactment prohibits the removal of water in bulk from major drainage basins in Canada.

SOMMAIRE

Le texte interdit le captage massif d'eau des grands bassins hydrographiques du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-267

PROJET DE LOI C-267

An Act respecting the preservation of Canada's
water resources

Loi concernant la préservation des ressources en
eau du Canada

Preamble

Whereas Canada must protect the integrity of
its ecosystems from the harmful impacts of
large-scale removals of freshwater from the
nation's major drainage basins;

Whereas future demand for water in North 5
America and around the world will create added
pressures on Canada's freshwater resources;

And whereas protecting Canadians' common
freshwater heritage from the environmental
effects of removal of water in bulk requires a 10
consistent approach across political jurisdic-
tions;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the
advice and consent of the Senate and House of
Commons of Canada, enacts as follows: 15

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada
Water Preservation Act*.

PURPOSE

Purpose

2. The purpose of this Act is to foster the
sustainable use of Canada's water resources and,
in particular, to prevent the removal of water in 20
bulk from major drainage basins in Canada.

Attendu :

que le Canada doit protéger l'intégrité de ses
écosystèmes contre les conséquences néfastes
des prélèvements de grands volumes d'eau
douce des grands bassins hydrographiques 5
canadiens;

que la demande d'eau future en Amérique du
Nord et dans le monde exercera une pression
supplémentaire sur les ressources en eau
douce du Canada; 10

que les sphères politiques doivent agir de
manière cohérente pour protéger le patri-
moine canadien commun d'eau douce contre
les conséquences environnementales du cap-
tage massif d'eau, 15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte : 15

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la préservation de l'eau au* Titre abrégé
Canada. 20

OBJET DE LA LOI

2. La présente loi a pour objet de favoriser
l'utilisation durable des ressources en eau du
Canada et, plus particulièrement, de prévenir le
captage massif d'eau des grands bassins hydro-
graphiques du Canada. 25

INTERPRETATION

Definitions	3. The following definitions apply in this Act.
"major drainage basin" « grand bassin hydrographique »	"major drainage basin" means a major drainage basin as defined in the regulations.
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of the Environment.
"removal of water in bulk" « captage massif d'eau »	"removal of water in bulk" means the removal of water, whether it has been treated or not, from the major drainage basin in which the water is located
	(a) by any means of diversion that includes a pipeline, canal, tunnel, aqueduct or channel; or
	(b) by any other means of diversion by which more than 50,000 litres of water per day is removed from the major drainage basin.

APPLICATION

Binding on the Crown	4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.
Aboriginal and treaty rights	5. For greater certainty, nothing in this Act is to be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .
Non-application of Act	6. This Act does not apply to boundary waters as defined by the <i>International Boundary Waters Treaty Act</i> .

PROHIBITION

Prohibition against bulk removal	7. Subject to sections 8 and 9 and the regulations, it is prohibited to remove water in bulk from a major drainage basin to a location outside the basin.
----------------------------------	---

NON-APPLICATION OF PROHIBITION

Non-application of prohibition	8. (1) Section 7 does not apply in a province in which an order made under subsection (2) is in force.
--------------------------------	--

DÉFINITIONS

3. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
« captage massif d'eau » Le captage d'eau, qu'elle ait été traitée ou non, du grand bassin hydrographique où elle se trouve :	« captage massif d'eau » "removal of water in bulk"
a) soit par tout moyen de dérivation, notamment grâce à un pipeline, un canal, un tunnel, un aqueduc ou un chenal;	
b) soit par tout autre moyen de dérivation permettant le captage de plus de 50 000 litres d'eau par jour du grand bassin hydrographique.	
« grand bassin hydrographique » S'entend au sens des règlements.	« grand bassin hydrographique » "major drainage basin"
« ministre » Le ministre de l'Environnement.	« ministre » "Minister"

CHAMP D'APPLICATION

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.	Obligation de Sa Majesté
5. Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre de l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Droits ancestraux et issus de traités
6. La présente loi ne s'applique pas aux eaux limitrophes au sens de la <i>Loi du traité des eaux limitrophes internationales</i> .	Non-application de la Loi

INTERDICTION

7. Sous réserve des articles 8 et 9 et des règlements, il est interdit de capter massivement de l'eau d'un grand bassin hydrographique pour son transfert à l'extérieur de celui-ci.	Captage massif interdit
--	-------------------------

NON-APPLICATION DE L'INTERDICTION

8. (1) L'article 7 ne s'applique pas aux provinces où un décret pris en vertu du paragraphe (2) est en vigueur.	Non-application de l'interdiction
---	-----------------------------------

Agreement with province	(2) If the Minister and a province agree in writing that there are laws of that province in force that have an effect that is equivalent to that of section 7, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make an order declaring that section 7 does not apply in that province.	(2) Lorsque le ministre et une province conviennent par écrit que celle-ci dispose de lois en vigueur ayant un effet équivalent à celui de l'article 7, le gouverneur en conseil peut, par décret et sur recommandation du ministre, déclarer que cet article ne s'applique pas à cette province.	Accord avec une province
Non-application of prohibition	9. Section 7 does not apply in respect of the removal of water in bulk from a major drainage basin if (a) the removal is done as part of an undertaking that was commenced before the year in which this Act comes into force and the amount of water removed from the basin by means of the undertaking in a calendar year does not exceed the greatest amount of water removed from the basin by means of the undertaking in any calendar year during the period beginning on January 1, 1970, and ending on December 31 of the year before the year in which this Act comes into force; (b) the water that was removed is used in a conveyance such as a vessel, aircraft or train as ballast, for the operation of the conveyance or in respect of people, animals or goods or in the conveyance; (c) the water that was removed is included in a manufactured product, including water and any other beverage placed in bottles or other containers for commercial purposes; or (d) the water that was removed is used in a non-commercial project on a short-term basis for safety, security, firefighting or humanitarian purposes.	9. L'article 7 ne s'applique pas au captage massif d'eau d'un grand bassin hydrographique si, selon le cas : a) le captage est effectué dans le cadre d'une entreprise amorcée avant l'année de l'entrée en vigueur de la présente loi et que le volume d'eau capté dans chaque année civile ne dépasse pas le volume d'eau annuel le plus élevé capté dans le cadre de la même entreprise au cours de la période commençant le 1 ^{er} janvier 1970 et se terminant le 31 décembre de l'année précédant celle de l'entrée en vigueur de la présente loi; b) l'eau captée est utilisée à bord d'un moyen de transport—notamment un navire, un aéronef ou un train—comme lest, pour le fonctionnement du moyen de transport ou pour l'usage des occupants, des animaux ou des marchandises à son bord; c) l'eau captée est incluse dans un produit manufacturé, notamment l'eau et toute autre boisson mises en bouteille ou dans d'autres contenants à des fins commerciales; d) l'eau captée est utilisée de façon temporaire, dans le cadre d'un projet non commercial, pour des motifs de sécurité, pour la lutte contre les incendies ou à des fins humanitaires.	Non-application de l'interdiction

	REGULATIONS	RÈGLEMENTS	
Regulations	10. (1) The Governor in Council must, on the recommendation of the Minister, make regulations generally for carrying out the purposes and provisions of this Act including, in particular, regulations (a) defining the term "major drainage basin"; (b) respecting the use, diversion and removal of water in bulk; and	10. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil prend des règlements pour l'application de la présente loi, notamment des règlements : a) définissant le terme « grand bassin hydrographique »; b) régissant l'utilisation, la dérivation et le captage massif d'eau;	Règlements

	(c) defining the scope of the exceptions provided for in sections 8 and 9 and providing for any other exceptions that the Minister considers necessary for carrying out the purposes and provisions of this Act.	5	c) définissant la portée des exceptions prévues aux articles 8 et 9 et prévoyant toute autre exception que le ministre estime nécessaire pour l'application de la présente loi.	5	
Coming into force of regulations	(2) Any regulations that are made under subsection (1) are to come into force within nine months after this Act comes into force.		(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) entrent en vigueur dans les neuf mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.		Entrée en vigueur des règlements
Proposed regulations to be laid before Parliament	11. (1) Before a regulation is made under section 10, the Minister must lay the proposed regulation before each House of Parliament.	10	11. (1) Le ministre fait déposer tout projet de règlement visé à l'article 10 devant chaque chambre du Parlement.	10	Dépôt des projets de règlement
Review and report by committee	(2) A proposed regulation that is laid before Parliament is to be referred to the appropriate committee of each House, as determined by the rules of that House, and the committee may review the proposed regulation and report its findings to the House.	15	(2) Le comité compétent, d'après le règlement de chacune des chambres du Parlement, est saisi du projet de règlement et peut procéder à l'étude de celui-ci et faire part de ses conclusions à la chambre.	15	Étude en comité et rapport
Making of regulations	(3) A regulation is not to be made before the earliest of (a) 30 sitting days after the proposed regulation is laid before Parliament; (b) 160 calendar days after the proposed regulation is laid before Parliament; and (c) the day after the appropriate committee of each House of Parliament has reported its findings with respect to the proposed regulation.	20	(3) Le règlement ne peut être pris avant le premier en date des jours suivants : a) le trentième jour de séance suivant le dépôt; b) le cent soixantième jour civil suivant le dépôt; c) le lendemain du jour où le comité compétent de chaque chambre du Parlement a présenté son rapport.	25	Date de prise du règlement
Explanation	(4) The Minister must take into account any report of the committee of either House. If a regulation does not incorporate a recommendation of the committee of either House, the Minister must lay before that House a statement of the reasons for not incorporating it.	30	(4) Le ministre tient compte de tout rapport établi au titre du paragraphe (2). S'il n'est pas donné suite à l'une ou l'autre des recommandations que contient un rapport, le ministre dépose devant la chambre d'où provient celui-ci une déclaration motivée à cet égard.	30	Déclaration
Alteration	(5) A proposed regulation that has been laid before Parliament need not again be so laid prior to the making of the regulation, whether it has been altered or not.	35	(5) Il n'est pas nécessaire de déposer de nouveau le projet de règlement, même s'il a subi des amendements.	35	Modification du projet de règlement
Exceptions	12. (1) A regulation may be made without being laid before either House of Parliament if the Minister is of the opinion that (a) the changes made by the regulation to an existing regulation are so immaterial or insubstantial that section 11 should not apply in the circumstances; or	40	12. (1) L'obligation de dépôt ne s'applique pas si le ministre estime : a) soit que, le projet de règlement n'apportant pas de modification de fond notable à des règlements existants, l'article 11 ne devrait pas s'appliquer;	40	Exceptions

Notice of
opinion

(b) the regulation must be made immediately in order to prevent harm to the environment.

b) soit que la prise du règlement doit se faire sans délai en vue de prévenir des dommages à l'environnement.

(2) If a regulation is made without being laid before Parliament, the Minister must lay before each House of Parliament a statement of the Minister's reasons.

(2) Le ministre dépose devant chaque chambre du Parlement une déclaration énonçant les 5 motifs sur lesquels il se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement.

Notification au
Parlement

OFFENCE

Offences and
punishment

13. (1) Every person who contravenes section 7 is guilty of an offence and liable

INFRACTION

13. (1) Quiconque contrevient à l'article 7 commet une infraction et est passible :

Infractions

(a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment 10 for a term of not more than three years, or to both; or

a) sur déclaration de culpabilité par mise en 10 accusation, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines;

(b) on summary conviction, to a fine of not more than \$300,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both. 15

b) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 15 300 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

Continuing
offences

(2) A contravention of section 7 that is committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued. 20

(2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'article 7. 20

Infractions
continues

INJUNCTION

Injunction

14. (1) When, on the application of the Minister, it appears to a court of competent jurisdiction that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting or directed toward the commission of an offence 25 under this Act, the court may issue an injunction ordering any person named in the application

INJONCTION

14. (1) Si, sur demande présentée par le ministre, il conclut à l'existence, l'imminence ou la probabilité d'un fait constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à sa perpétration, le tribunal compétent peut, par 25 ordonnance, enjoindre à la personne nommée dans la demande :

Injonction

(a) to refrain from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of the 30 offence; or

a) de s'abstenir de tout acte susceptible, selon lui, de constituer l'infraction ou de tendre à sa perpétration; 30

(b) to do any act or thing that it appears to the court may prevent the commission of the offence.

b) d'accomplir tout acte susceptible, selon lui, d'empêcher la perpétration de l'infraction.

Notice

(2) No injunction is to be issued under subsection (1) unless 48 hours' notice is given to the party or parties named in the application or the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.

(2) L'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation.

Préavis

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

41
B
B56
C-268

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-268

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on funeral
arrangements)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MR. STOFFER

411194

GOVERNMENT
OF CANADA
C-268

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-268

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les
arrangements de services funéraires)

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M. STOFFER



SUMMARY

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax (GST) on the sale of goods and services under an arrangement for funeral services.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de produits et services aux termes d'arrangements de services funéraires à l'application de la taxe sur les produits et services (TPS).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-268

PROJET DE LOI C-268

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST
on funeral arrangements)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune
TPS sur les arrangements de services
funéraires)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is
amended by adding the following after Part
X:

PART XI

FUNERAL ARRANGEMENTS

1. A supply of goods and services under an
arrangement for funeral services in respect of an
individual, including the provision of a coffin, a
headstone or any other property relating to the
funeral, burial or cremation of the individual
that is provided under the arrangement.

L.R., ch. E-15

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe
d'accise* est modifiée par adjonction, après 5
la partie X, de ce qui suit :

PARTIE XI

ARRANGEMENTS DE SERVICES FUNÉRAIRES

1. La fourniture de biens et services aux
termes d'arrangements de services funéraires
relativement à un particulier, y compris la
livraison d'un cercueil, d'une pierre tombale
ou d'un autre bien lié aux funérailles, à
l'enterrement ou à la crémation du particulier
prévu par les arrangements.



411194

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



1
3
B56

GOVERNMENT
MEMORANDUM

C-269

C-269

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-269

PROJET DE LOI C-269

An Act to amend the Income Tax Act (community service
group membership dues)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (cotisations de
membre d'un groupe de services communautaires)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER



SUMMARY

The purpose of this enactment is to allow members of community service groups a tax credit in respect of their annual membership dues.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de permettre aux membres des groupes de services communautaires d'obtenir un crédit d'impôt pour leurs cotisations annuelles.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-269

PROJET DE LOI C-269

An Act to amend the Income Tax Act (community service group membership dues)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (cotisations de membre d'un groupe de services communautaires)

R.S., c. 1
(5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Income Tax Act* is amended by adding the following after section 118.95:

Tax credit for
community
service group
membership
dues

118.96 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted such amount as the individual claims not exceeding the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

where

- A is the appropriate percentage for the year;
- B is the lesser of \$200 and the total amount of annual dues paid by the individual in the 15 year to maintain his or her membership in one or more community service groups;
- C is the highest percentage referred to in subsection 117(2) that applies in determining tax that might be payable under this Part 20 for the year; and
- D is the total amount of annual dues paid by the individual in the year to maintain his or her membership in one or more community service groups. 25

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi de l'impôt sur le revenu* est modifiée par adjonction, après l'article 5 118.95, de ce qui suit :

118.96 (1) Un particulier peut déduire, dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, un montant qui ne dépasse pas le montant calculé 10 selon la formule suivante :

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

où :

- A représente le taux de base pour l'année;
- B le moins élevé de 200 \$ et du montant total 15 des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour demeurer membre d'un ou de plusieurs groupes de services communautaires;
- C le taux le plus élevé, mentionné au para- 20 graphe 117(2), applicable au calcul de l'impôt qui pourrait être payable en vertu de la présente partie pour l'année;
- D le montant total des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour 25 demeurer membre d'un ou de plusieurs groupes de services communautaires.

Crédit
d'impôt —
cotisations de
membre d'un
groupe de
services
communa-
utaires

Regulations

(2) The Governor in Council may make regulations defining “community service group” and any expressions referred to in that definition for the purposes of subsection (1).

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, définir « groupe de services communautaires » ainsi que tout terme mentionné dans cette définition.

Règlement

5



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-270

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-270

An Act to amend the Financial Administration Act and the
Passport Services Fees Regulations (passports for veter-
ans, members of the Royal Canadian Mounted Police and
their spouses or common-law partners, and seniors)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MR. STOFFER

411188

C-270

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

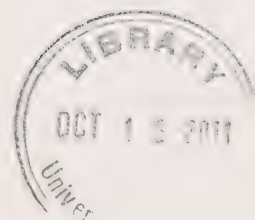
CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-270

Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et le
Règlement sur les droits des services de passeports
(passeports pour les anciens combattants, les membres
de la Gendarmerie royale du Canada et leur époux ou
conjoint de fait ainsi que pour les personnes âgées)

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M. STOFFER



SUMMARY

This enactment amends the *Financial Administration Act* and the *Passport Services Fees Regulations* to provide for free passport services to veterans, members of the Royal Canadian Mounted Police and their spouses or common-law partners. The enactment also provides for seniors to receive those services at a 50% discount.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la gestion des finances publiques* et le *Règlement sur les droits des services de passeports* de façon à permettre aux anciens combattants, aux membres de la Gendarmerie royale du Canada et à leur époux ou conjoint de fait d'obtenir des services de passeports à titre gratuit. Il permet également aux personnes âgées d'obtenir des services de passeports à droits réduits de 50 %.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-270

PROJET DE LOI C-270

An Act to amend the Financial Administration Act and the Passport Services Fees Regulations (passports for veterans, members of the Royal Canadian Mounted Police and their spouses or common-law partners, and seniors)

Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et le Règlement sur les droits des services de passeports (passeports pour les anciens combattants, les membres de la Gendarmerie royale du Canada et leur époux ou conjoint de fait ainsi que pour les personnes âgées)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

1. Paragraph 19.1(a) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

1. L'alinéa 19.1a) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

(a) by regulation prescribe the fees or charges to be paid for a right or privilege conferred by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, by means of a licence, permit or other authorization, by the persons or classes of persons on whom the right or privilege is conferred, including the issuance of a passport to

a) fixer par règlement, pour l'octroi par licence, permis ou autre forme d'autorisation d'un droit ou avantage par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom, le prix à payer, individuellement ou par catégorie, par les attributaires du droit ou de l'avantage, et notamment pour la délivrance d'un passeport :

(i) a veteran, as defined in subsection 2(1) of the *War Veterans Allowance Act*, or the spouse or common-law partner of a veteran,

(i) à un ancien combattant, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ou à son époux ou conjoint de fait,

(ii) a member of the Royal Canadian Mounted Police or the spouse or common-law partner of a member, and

(ii) à un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou à son époux ou conjoint de fait,

(iii) persons 65 years of age or more; or

(iii) à une personne âgée de soixante-cinq ans ou plus;

PASSPORT SERVICES FEES REGULATIONS

2. Subsection 2(1) of the *Passport Services Fees Regulations* is replaced by the following:

2. (1) Subject to section 3, every person who requests that a passport service set out in column 1 of the schedule be performed shall pay

(a) if the person is less than 65 years of age, the fee set out in column 2; or

(b) if the person is 65 years of age or more, 50% of the fee set out in column 2. 10

3. The portion of section 3 of the *Regulations* before paragraph (b) is replaced by the following:

3. No fee is payable in respect of

(a) a passport service performed for 15

(i) a destitute person,

(ii) a child or mentally incompetent person living in an institution in another country,

(iii) a veteran, as defined in subsection 2(1) of the *War Veterans Allowance Act*, or 20 the spouse or common-law partner of a veteran, or

(iv) a member of the Royal Canadian Mounted Police or the spouse or common-law partner of a member; or 25

RÈGLEMENT SUR LES DROITS DES SERVICES DE PASSEPORTS

2. Le paragraphe 2(1) du *Règlement sur les droits des services de passeports* est remplacé par ce qui suit :

2. (1) Sous réserve de l'article 3, toute personne qui demande la prestation d'un service 5 de passeport mentionné à la colonne 1 de l'annexe paie le droit suivant :

a) si la personne est âgée de moins de soixante-cinq ans, le droit indiqué à la colonne 2; 10

b) si la personne est âgée de soixante-cinq ans ou plus, 50 % du droit indiqué à la colonne 2.

3. Le passage de l'article 3 du même règlement précédant l'alinéa b) est remplacé 15 par ce qui suit :

3. Aucun droit n'est exigible quant à l'un ou l'autre des services de passeports suivants :

a) un service de passeport lorsqu'il est effectué pour l'une des personnes suivantes : 20

(i) une personne dans l'indigence,

(ii) un enfant ou une personne mentalement malade vivant dans une institution dans un pays étranger,

(iii) un ancien combattant, au sens du 25 paragraphe 2(1) de la *Loi sur les allocations aux anciens combattants*, ou son époux ou conjoint de fait,

(iv) un membre de la Gendarmerie royale du Canada ou son époux ou conjoint de 30 fait;



1
B
B56
C-271

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-271

An Act to prevent the use of the Internet to distribute
pornographic material involving children

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MR. STOFFER

411185

C-271

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-271

Loi visant à interdire l'utilisation d'Internet pour la diffusion de
documents pornographiques impliquant des enfants

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M. STOFFER



SUMMARY

This enactment provides for the licensing of Internet service providers by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (C.R.T.C.) on conditions to be set by the Minister of Industry by regulation. It also requires service providers to co-operate in minimizing the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography or the facilitation of a sex offence involving a child.

Anyone who uses the Internet to facilitate any of the designated sex offences involving children is guilty of an offence.

Internet service providers may be required to block access to identified portions of the Internet that carry child pornography.

The Minister may enter into agreements with provinces or foreign states to assist in achieving the purposes of the Act. Special powers under search warrants may be prescribed by the Minister to facilitate electronic searches.

SOMMAIRE

Le texte prévoit la délivrance, par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (C.R.T.C.), de licences aux fournisseurs d'accès Internet à des conditions établies par le ministre de l'Industrie par voie de règlement. Il rend obligatoire l'intervention des fournisseurs d'accès afin de restreindre le recours au réseau pour publier ou diffuser de la pornographie juvénile ou pour faciliter la perpétration d'une infraction sexuelle impliquant un enfant.

Est coupable d'une infraction quiconque a recours à Internet pour faciliter la perpétration d'une infraction sexuelle désignée concernant un enfant.

Les fournisseurs d'accès Internet peuvent être tenus d'interdire l'accès à certains secteurs d'Internet qui comportent de la pornographie juvénile.

Le ministre peut conclure des accords avec les provinces ou des États étrangers pour aider à l'application de la loi. Il peut accorder par règlement les pouvoirs spéciaux nécessaires à l'exécution de mandats pour permettre la fouille de matériel électronique.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-271

PROJET DE LOI C-271

An Act to prevent the use of the Internet to
distribute pornographic material involving
children

Loi visant à interdire l'utilisation d'Internet pour
la diffusion de documents pornographiques
impliquant des enfants

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Internet
Child Pornography Prevention Act*.

1. *Loi sur la prévention de la pornographie
5 juvénile dans Internet.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this
Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à
la présente loi.

Définitions

“child
pornography”
« pornographie
juvénile »

“child pornography” has the same meaning as in
section 163.1 of the *Criminal Code*.

« abonné » Personne qui utilise les services d'un
fournisseur d'accès Internet, ou qui conclut un
accord avec lui, pour avoir accès à Internet. 10

« abonné »
“subscriber”

“Commission”
« Conseil »

“Commission” means the Canadian Radio- 10
television and Telecommunications Commis-
sion established by the *Canadian Radio-televi-
sion and Telecommunications Commission Act*.

« Conseil » Le Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes constitué
par la *Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes*.

« Conseil »
“Commission”

“designated
offence
involving a
child”
« infraction
désignée
concernant un
enfant »

“designated offence involving a child” means an
offence under any of the following provisions of 15
the *Criminal Code*, where the victim was 14
years of age or more but under the age of 18
years at the time of the commission of the
offence and the offender was in a position of
trust or authority towards the victim or was a 20
person with whom the victim was in a relation-
ship of dependency, or where the victim was
under the age of 14 years at the time of the
commission of the offence:

« fournisseur d'accès Internet » Personne qui 15
fournit des services permettant l'accès à In-
ternet, que ce soit gratuitement ou contre
rémunération.

« fournisseur
d'accès
Internet »
“Internet service
provider”

« infraction désignée concernant un enfant »
Infraction à l'une des dispositions ci-après du 20
Code criminel dont la victime était soit âgée
d'au moins quatorze ans mais de moins de dix-
huit ans à la date de l'infraction et dont l'auteur
était dans une situation d'autorité ou de
confiance par rapport à la victime — ou celle- 25

« infraction
désignée
concernant un
enfant »
“designated
offence involving
a child”

(a) section 151 (sexual interference);

25

- (b) section 152 (invitation to sexual touching);
- (c) section 153 (sexual exploitation);
- (d) section 155 (incest);
- (e) section 159 (anal intercourse);
- (f) subsection 160(2) or (3) (compelling commission of bestiality or bestiality in presence of or by child);
- (g) section 170 (parent or guardian procuring sexual activity);
- (h) section 172 (corrupting children);
- (i) subsection 173(2) (exposure to person under age of 16 years);
- (j) section 271 (sexual assault);
- (k) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm); and
- (l) section 273 (aggravated sexual assault).

"Internet service provider"
« fournisseur d'accès Internet »

"Internet service provider" means a person who provides a service that facilitates access to the Internet, whether or not the service is provided free or for a charge.

"Minister"
« ministre »

"Minister" means the Minister of Industry.

"prescribed"
Version anglaise seulement

"prescribed" means prescribed by regulation.

"subscriber"
« abonné »

"subscriber" means a person who contracts with or uses the services of an Internet service provider to obtain access to the Internet.

ci était dans une situation de dépendance par rapport à l'auteur de l'infraction —, soit âgée de moins de quatorze ans à la date de l'infraction :

- a) article 151 (contacts sexuels);
- b) article 152 (incitation à des contacts sexuels);
- c) article 153 (exploitation sexuelle);
- d) article 155 (inceste);
- e) article 159 (relations sexuelles anales);
- f) paragraphes 160(2) ou (3) (usage de la force pour commettre un acte de bestialité ou bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci);
- g) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur);
- h) article 172 (corruption d'enfants);
- i) paragraphe 173(2) (exhibitionnisme devant un enfant de moins de seize ans);
- j) article 271 (agression sexuelle);
- k) article 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles);
- l) article 273 (agression sexuelle grave).

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre »
"Minister"

« pornographie juvénile » S'entend au sens de l'article 163.1 du *Code criminel*.

« pornographie juvénile »
"child pornography"

PURPOSE

Purpose of Act

3. The purpose of this Act is to prevent the use of the Internet to promote, display, describe or facilitate participation in unlawful sexual activity involving young persons.

OBJET

Objet

3. La présente loi a pour objet d'interdire le recours à Internet pour promouvoir, représenter ou décrire illégalement des activités sexuelles illicites impliquant des enfants ou pour faciliter la participation à de telles activités.

LICENCE		LICENCE	
Service providers licensed	<p>4. (1) No person must offer the services of, or operate as, an Internet service provider unless the person has been granted a licence to operate as an Internet service provider in accordance with subsection (2).</p>	<p>4. (1) Nul ne peut offrir des services de fournisseur d'accès Internet ou exploiter une entreprise offrant ces services s'il n'a obtenu une licence pour exploiter une entreprise offrant des services de fournisseur d'accès Internet conformément au paragraphe (2).</p>	Obligation d'obtenir une licence
Granting a licence	<p>(2) The Commission must grant a licence to operate as an Internet service provider to any applicant who meets the prescribed requirements and who has submitted to the Commission</p> <p>(a) an application in the prescribed form and manner; and</p> <p>(b) a written undertaking to report the prescribed information in accordance with the regulations.</p>	<p>(2) Le Conseil délivre une licence pour exploiter une entreprise offrant des services de fournisseur d'accès Internet à tout demandeur qui répond aux exigences réglementaires et qui a soumis au Conseil :</p> <p>a) une demande selon la procédure et la forme réglementaires;</p> <p>b) un engagement écrit de fournir les renseignements réglementaires conformément aux règlements.</p>	Délivrance d'une licence
Licence cancelled	<p>(3) The Commission may cancel a licence granted under subsection (2) if the licensee or, where the licensee is a corporation, a director or officer of the corporation is convicted of an offence under section 163.1 of the <i>Criminal Code</i> or a designated offence involving a child, or commits an offence under this Act.</p>	<p>(3) Le Conseil peut annuler la licence délivrée aux termes du paragraphe (2) si le titulaire — ou un dirigeant ou un administrateur du titulaire, si celui-ci est une personne morale — est déclaré coupable d'une infraction à l'article 163.1 du <i>Code criminel</i> ou d'une infraction désignée concernant un enfant, ou s'il commet une infraction à la présente loi.</p>	Annulation de la licence
PROHIBITION		INTERDICTION	
Prohibited service	<p>5. (1) No Internet service provider must knowingly permit the use of its service</p> <p>(a) for placing child pornography on the Internet or for viewing, reading, copying or retrieving child pornography from the Internet;</p> <p>(b) by any person who the provider knows has been convicted of an offence under this Act within the previous seven years; or</p> <p>(c) by any person who the provider knows has used the Internet within the previous seven years for a purpose that would be an offence under this Act.</p>	<p>5. (1) Il est interdit à tout fournisseur d'accès Internet de permettre sciemment que ses services :</p> <p>a) servent à la diffusion, la visualisation, la lecture, la reproduction ou la récupération de pornographie juvénile par Internet;</p> <p>b) soient utilisés par une personne qu'il sait avoir été reconnue coupable d'une infraction à la présente loi au cours des sept années précédentes;</p> <p>c) soient utilisés par une personne qu'il sait avoir utilisé Internet au cours des sept années précédentes à des fins qui seraient considérées comme une infraction à la présente loi.</p>	Services interdits
Use of Internet for child pornography	<p>(2) No person must place child pornography on the Internet for the purpose of communicating it to another person or making it accessible</p>	<p>(2) Nul ne peut diffuser de la pornographie juvénile dans Internet pour la communiquer à quelqu'un ou pour permettre à quelqu'un de la</p>	Diffusion de pornographie juvénile dans Internet

to another person for viewing, reading, copying or retrieval, whether such access is open or restricted by any means.

visualiser, la lire, la reproduire ou la récupérer, que l'accès en soit libre ou restreint de quelque façon.

Possession of pornography from Internet

(3) No person must possess any child pornography retrieved from the Internet.

(3) Il est interdit de posséder de la pornographie juvénile provenant d'Internet.

Possession de pornographie provenant d'Internet

Use of Internet to contact person

(4) No person must use the Internet to contact a person for the purpose of facilitating a designated offence involving a child.

(4) Il est interdit de contacter par Internet une personne en vue de faciliter la perpétration d'une infraction désignée concernant un enfant.

Utilisation d'Internet pour contacter une personne

Person contacted

(5) No person must respond to a contact that is made using the Internet for the purpose of facilitating a designated offence involving a child.

(5) Il est interdit de répondre à un contact établi par Internet pour faciliter la perpétration d'une infraction désignée concernant un enfant.

Personne contactée

OFFENCE

Offence and punishment

6. (1) A person who contravenes any of subsections 5(1) to (5) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

6. (1) Toute personne qui contrevient à l'un des paragraphes 5(1) à (5) est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans, ou de l'une de ces peines.

Infraction et peine

Directors and officers

(2) If a corporation commits an offence under subsection (1), a director or officer of that corporation who is aware of the circumstances on which the offence is based before it is committed, or becomes aware of them while it is being committed, is also guilty of the offence and liable to the punishments provided in subsection (1).

(2) Tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale qui a connaissance des circonstances dans lesquelles cette personne morale commet une infraction au paragraphe (1), avant qu'elle soit commise ou pendant qu'elle est commise, est lui-même coupable de l'infraction et passible des peines prévues à ce 25 paragraphe.

Administrateurs et dirigeants

Exception

(3) An Internet service provider is not guilty of an offence under subsection (1) if, immediately after becoming aware that a person is using its service to commit an offence under this Act, the provider

(3) N'est pas coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) le fournisseur d'accès Internet qui apprend qu'une personne utilise ses services pour commettre une infraction à la présente loi 30 et qui, sans tarder :

Exception

(a) terminates its service to that person;

a) interrompt ses services auprès de cette personne;

(b) takes all reasonable steps to remove or prevent access to any material unlawfully placed on the Internet by that person; and

b) prend toutes les mesures raisonnables pour supprimer d'Internet tout document qui s'y trouve illégalement ou pour en interdire l'accès;

(c) advises the Minister of the identity of that person, the nature of the material and the means whereby it may be accessed by others.

c) informe le ministre de l'identité de la personne, de la nature du document et des moyens d'accès dont d'autres peuvent disposer.

Access blocked	7. The Minister may order an Internet service provider to use all means that are reasonably available to the Internet service provider to prevent access by its subscribers to any material on the Internet that the Minister, after reasonable inquiry, determines to be child pornography.	7. Le ministre peut ordonner au fournisseur d'accès Internet de prendre tous les moyens raisonnables à sa disposition pour empêcher les abonnés d'avoir accès à tout document qui se trouve dans Internet et que le ministre déclare, après enquête raisonnable, être de la pornographie juvénile.	Censure
Offence and penalty	8. (1) An Internet service provider who refuses or fails to comply with an order made under section 7 is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.	8. (1) Tout fournisseur d'accès Internet qui refuse ou omet de se conformer à l'ordre donné en vertu de l'article 7 est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.	Infraction et peine
Directors and officers	(2) If a corporation that is an Internet service provider commits an offence under subsection (1), a director or officer of that corporation is also guilty of the offence and liable to the punishments provided in that subsection.	(2) Tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale qui est un fournisseur d'accès Internet et qui commet une infraction au paragraphe (1) est lui-même coupable d'une infraction et passible des peines prévues à ce 20 paragraphe.	Administrateurs et dirigeants

AGREEMENTS

ACCORDS

Agreements	9. The Minister may enter, with a province or a foreign state, into exchange of information and co-operation agreements to prevent or minimize the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography or for facilitating the commission of an offence under the <i>Criminal Code</i> or this Act or a similar law of the province or foreign state.	9. Le ministre peut conclure des accords de collaboration et d'échange de renseignements avec les provinces ou des États étrangers dans le but de prévenir ou de réduire l'utilisation d'Internet pour publier ou diffuser de la pornographie juvénile ou pour faciliter la perpétration d'une infraction au <i>Code criminel</i> ou à la présente loi ou une loi semblable de la province ou de l'État étranger.	Accords
------------	---	---	---------

WARRANTS

MANDAT DE PERQUISITION

Warrants	10. (1) The Minister may prescribe any special powers that are reasonably necessary in the opinion of the Minister to facilitate searches of electronic data or systems or storage in the execution of a search warrant issued under section 487 of the <i>Criminal Code</i> in respect of an offence or suspected offence under this Act.	10. (1) Le ministre peut prévoir, par règlement, les pouvoirs spéciaux qu'il juge raisonnablement nécessaires pour faciliter les recherches dans les données, les mémoires ou les systèmes informatiques lors de l'exécution d'un mandat de perquisition délivré en vertu de l'article 487 du <i>Code criminel</i> relativement à une infraction constatée ou présumée à la présente loi.	Mandat de perquisition
Warrant subject to usual principles	(2) A warrant conferring any powers prescribed under subsection (1) is subject to the same principles respecting authorization and grounds for suspicion as, and to the procedures and conditions required in respect of, a search warrant under the <i>Criminal Code</i> .	(2) Le mandat comportant les pouvoirs visés au paragraphe (1) est soumis aux mêmes principes relatifs à l'autorisation et aux motifs de soupçon — et aux mêmes procédures et conditions — qu'un mandat de perquisition aux termes du <i>Code criminel</i> .	Mandat soumis aux règles ordinaires

REGULATIONS

Regulations

- 11. The Minister may make regulations prescribing**
- (a) the form and manner of making an application for a licence under section 4;
 - (b) any financial and technical resources that an applicant must show to the Commission in order to be granted a licence under section 4;
 - (c) any information that a person who is granted a licence under section 4 is required to report to the Commission for the purposes of this Act;
 - (d) any special powers that may be conferred by a search warrant issued for the purposes of subsection 10(1); and
 - (e) anything that by this Act is to be prescribed.

RÈGLEMENTS

Règlements

- 11. Le ministre peut, par règlement, prévoir :**
- a) la procédure et la forme des demandes de licence visées à l'article 4;
 - b) les ressources financières et techniques dont le demandeur doit faire état devant le Conseil pour obtenir la licence visée à l'article 4;
 - c) les renseignements que les titulaires d'une licence visée à l'article 4 doivent fournir au Conseil pour l'application de la présente loi;
 - d) les pouvoirs spéciaux nécessaires à l'exécution des mandats de perquisition délivrés en application du paragraphe 10(1);
 - e) toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

11
3
B56

Government
Publication

C-272

C-272

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-272

PROJET DE LOI C-272

An Act to amend the Employment Insurance Act and the
Canada Labour Code (compassionate care benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et le Code canadien
du travail (prestations de soignant)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MR. STOFFER

M. STOFFER



SUMMARY

The purpose of this enactment is to extend the benefit period and the maximum number of weeks of benefits payable to persons on compassionate care leave.

SOMMAIRE

Le texte vise à prolonger la période de prestations et le nombre maximum de semaines de prestations dont peuvent bénéficier les personnes en congé de soignant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-272

PROJET DE LOI C-272

An Act to amend the Employment Insurance Act and the Canada Labour Code (compassionate care benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et le Code canadien du travail (prestations de soignant)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

1. Paragraphs 10(15)(b) and (c) of the *Employment Insurance Act* are replaced by the following:

1. Les alinéas 10(15)b) et c) de la *Loi sur l'assurance-emploi* sont remplacés par ce qui suit :

(b) no extension under subsection (13.1) or (13.2) may result in a benefit period of more than 78 weeks; and

b) soixante-dix-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (13.1) ou (13.2);

(c) no extension under subsection (13.3) may result in a benefit period of more than 93 weeks.

c) quatre-vingt-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (13.3).

2. (1) Paragraph 12(3)(d) of the Act is replaced by the following:

2. (1) L'alinéa 12(3)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(d) because the claimant is providing care or support to one or more family members described in subsection 23.1(2), is 26.

d) dans le cas de soins ou de soutien à 15 donner à un ou plusieurs membres de la famille visés au paragraphe 23.1(2), vingt-six semaines.

(2) Subsection 12(4.1) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 12(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4.1) Even if more than one claim is made, or certificate is issued, in respect of the same family member, the maximum number of weeks of benefits payable under section 23.1 is 26 weeks during the period of 52 weeks beginning with the first day of the week referred to in paragraph 23.1(4)(a).

(4.1) Même si plus d'une demande de prestations est présentée ou plus d'un certificat est délivré relativement au même membre de la famille, les prestations prévues à l'article 23.1 ne peuvent être versées pendant plus de vingt-six semaines au cours de la période de cinquante-deux semaines qui commence au début de la semaine visée à l'alinéa 23.1(4)a).

Maximum —
compassionate
care benefits

Maximum :
prestations de
soignant

(3) Paragraphs 12(5)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) is extended under subsection 10(13.1) or (13.2), the maximum number of combined weeks is 76; and

(c) is extended under subsection 10(13.3), the maximum number of combined weeks is 91.

3. Paragraphs 23(3.3)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) for an extension under subsection (3.21) or (3.22), 78 weeks; and

(c) for an extension under subsection (3.23), 93 weeks.

4. (1) The portion of paragraph 23.1(2)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

(a) a family member of the claimant has a serious medical condition with a significant risk of death within 52 weeks

(2) Subparagraph 23.1(4)(b)(iii) of the Act is replaced by the following:

(iii) the expiration of 52 weeks following the first day of the week referred to in paragraph (a).

(3) Les alinéas 12(5)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) soixante-seize, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes 10(13.1) ou (13.2);

c) quatre-vingt-onze, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13.3).

3. Les alinéas 23(3.3)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) soixante-dix-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (3.21) ou (3.22);

c) quatre-vingt-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (3.23).

4. (1) Le passage de l'alinéa 23.1(2)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :

a) un membre de la famille du prestataire est gravement malade et le risque de décès est important au cours des cinquante-deux semaines qui suivent :

(2) Le sous-alinéa 23.1(4)b)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) la période de cinquante-deux semaines qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa a) prend fin.

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

5. (1) The portion of subsection 206.3(2) of the Canada Labour Code before paragraph (a) is replaced by the following:

(2) Subject to subsections (3) to (8), every employee is entitled to and shall be granted a leave of absence from employment of up to 52 weeks to provide care or support to a family member of the employee if a qualified medical practitioner issues a certificate stating that the family member has a serious medical condition with a significant risk of death within 52 weeks from

(2) Subparagraph 206.3(3)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

5. (1) Le passage du paragraphe 206.3(2) du Code canadien du travail précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve des paragraphes (3) à (8), l'employé a droit à un congé d'au plus cinquante-deux semaines pour offrir des soins ou du soutien à un membre de la famille dans le cas où un médecin qualifié délivre un certificat attestant que ce membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès est important au cours des cinquante-deux semaines suivant :

(2) Le sous-alinéa 206.3(3)b)(ii) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Entitlement to leave

L.R., ch. L-2

Modalités d'attribution

(ii) the expiration of 52 weeks following the first day of the week referred to in paragraph (a).

(ii) la période de cinquante-deux semaines qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa a) prend fin.

(3) Subsection 206.3(7) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 206.3(7) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :

5

(7) The aggregate amount of leave that may be taken by two or more employees under this section in respect of the care or support of the same family member shall not exceed 52 weeks in the period referred to in subsection (3).

(7) La durée maximale de l'ensemble des congés que peuvent prendre aux termes du présent article plusieurs employés pour le même membre de la famille pendant la période visée 10 au paragraphe (3) est de cinquante-deux semaines.

Durée maximale du congé plusieurs employés

Aggregate leave more than one employee



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

171
XB
- B56

CONVENTION
PARLIAMENTAIRE

C-273

C-273

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-273

PROJET DE LOI C-273

An Act to amend the Criminal Code (cyberbullying)

Loi modifiant le Code criminel (cyberintimidation)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MS. FRY

M^{ME} FRY



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* in order to clarify that cyberbullying is an offence.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction la cyberintimidation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-273

PROJET DE LOI C-273

An Act to amend the Criminal Code (cyberbul-
lying)

Loi modifiant le Code criminel (cyberintimida-
tion)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 264 of the *Criminal Code* is
amended by adding the following after
subsection (2):**

Communication
by means of
computer

(2.1) For greater certainty, paragraphs (2)(b)
and (d) apply in respect of conduct that is
communicated by means of a computer or a
group of interconnected or related computers, 10
including the Internet, or any similar means of
communication.

**2. Section 298 of the Act is amended by
adding the following after subsection (2):**

Publication by
means of
computer

(3) For greater certainty, this section applies 15
in respect of a matter that is published by means
of a computer or a group of interconnected or
related computers, including the Internet, or any
similar means of communication.

**3. Section 372 of the Act is replaced by the 20
following:**

False messages

372. (1) Every one who, with intent to injure
or alarm any person, conveys or causes or
procures to be conveyed by letter, telegram,
telephone, cable, radio, computer or a group of 25
interconnected or related computers, including
the Internet, or otherwise, information that he

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'article 264 du *Code criminel* est
modifié par adjonction, après le paragraphe 5
(2), de ce qui suit :**

Communication
au moyen d'un
ordinateur

(2.1) Il demeure entendu que les alinéas (2)b)
et d) s'appliquent aux actes comportant l'utili-
sation d'un ordinateur, d'un ensemble d'ordina-
teurs connectés ou reliés les uns aux autres, y 10
compris l'Internet, ou de tout moyen de
communication semblable.

**2. L'article 298 de la même loi est modifié
par adjonction, après le paragraphe (2), de ce
qui suit :** 15

Publication au
moyen d'un
ordinateur

(3) Il demeure entendu que le présent article
s'applique à une matière publiée au moyen d'un
ordinateur, d'un ensemble d'ordinateurs
connectés ou reliés les uns aux autres, y compris
l'Internet, ou de tout moyen de communication 20
semblable.

**3. L'article 372 de la même loi est rem-
placé par ce qui suit :**

Faux messages

372. (1) Est coupable d'un acte criminel et
passible d'un emprisonnement maximal de deux 25
ans quiconque, avec l'intention de nuire à
quelqu'un ou de l'alarmer, transmet ou fait en
sorte ou obtient que soient transmis, par lettre,
télégramme, téléphone, câble ou radio ou au
moyen d'un ordinateur ou d'un ensemble 30

knows is false is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years.

Indecent
telephone calls
or messages

(2) Every one who, with intent to alarm or annoy any person, makes any indecent telephone call or sends any indecent electronic message to that person is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Harassing
telephone calls
or messages

(3) Every one who, without lawful excuse and with intent to harass any person, makes or causes to be made repeated telephone calls or sends repeated electronic messages to that person is guilty of an offence punishable on summary conviction.

d'ordinateurs connectés ou reliés les uns aux autres, y compris l'Internet, ou autrement, des renseignements qu'il sait être faux.

(2) Est coupable d'une infraction punissable 5 sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, avec l'intention d'alarmer ou d'ennuyer quelqu'un, lui tient au cours d'un appel téléphonique ou par un message électronique des propos indécents.

Appels
téléphoniques ou
messages
indécents

(3) Est coupable d'une infraction punissable 10 sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque, sans excuse légitime et avec l'intention de harceler quelqu'un, lui fait ou fait en sorte que lui soient faits des appels téléphoniques répétés ou lui envoie des messages électroniques répétés.

Appels
téléphoniques ou
messages
harcelants



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

1
3
B56

Document
Publication

C-274

C-274

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-274

PROJET DE LOI C-274

An Act to amend the Criminal Code (animal cruelty)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MS. FRY

M^{ME} FRY



SUMMARY

This enactment adds a new Part to the *Criminal Code* for animal cruelty offences and repeals the existing provisions relating to animal cruelty that are found in Part XI of the Code (Wilful and Forbidden Acts in respect of Certain Property).

SOMMAIRE

Le texte ajoute au *Code criminel* une nouvelle partie traitant des infractions concernant la cruauté envers les animaux, et en abroge les dispositions existantes relatives à la cruauté envers les animaux qui figurent à la partie XI (Actes volontaires et prohibés concernant certains biens).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-274

PROJET DE LOI C-274

An Act to amend the Criminal Code (animal
cruelty)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers
les animaux)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Criminal Code* is amended by
adding the following after section 182:**

PART V.1

CRUELTY TO ANIMALS

182.1 In this Part, “animal” means a verte-
brate, other than a human being.

182.2 (1) Every one commits an offence
who, wilfully or recklessly,

(a) causes or, being the owner, permits to be
caused unnecessary pain, suffering or injury
to an animal;

(b) kills an animal without lawful excuse;

(c) in any manner encourages, promotes,
arranges, assists at or receives money for
the fighting or baiting of animals, including
the keeping or management of premises for
the purpose of animal fighting or training an
animal to fight another animal;

(d) without reasonable excuse, administers a
poisonous or injurious drug or substance to a
domestic animal, or an animal wild by nature
that is kept in captivity, or, being the owner of
such an animal, permits a poisonous or
injurious drug or substance to be adminis-
tered to it;

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Le *Code criminel* est modifié par ad-
5 jonction, après l’article 182, de ce qui suit :**

PARTIE V.1

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

182.1 Dans la présente partie, « animal »
s’entend de tout vertébré, à l’exception de l’être
humain.

182.2 (1) Commet une infraction quiconque,
volontairement ou sans se soucier des consé-
quences de son acte :

a) cause à un animal ou, s’il en est le
propriétaire, permet que lui soient causées de
la douleur, des souffrances ou des blessures
inutiles;

b) tue un animal sans excuse légitime;

c) de quelque façon que ce soit, encourage
ou organise le combat ou le harcèlement
d’animaux — notamment par l’entretien ou la
gestion d’un lieu pour le combat d’animaux
ou le dressage d’un animal pour en combattre
un autre —, en fait la promotion, y assiste ou
reçoit de l’argent à cet égard;

d) sans excuse raisonnable, administre une
drogue ou substance empoisonnée ou nocive
à un animal domestique ou à un animal
sauvage en captivité ou, étant le propriétaire

Définition de
« animal »

Tuer ou blesser
des animaux

15

25

	<p>(e) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for or takes part in any meeting, competition, exhibition, pastime, practice, display or event at or in the course of which captive animals are liberated by hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot at the moment they are liberated; or</p> <p>(f) being the owner, occupier or person in charge of any premises, permits the premises or any part of the premises to be used in the course of an activity referred to in paragraph (c) or (e).</p>	<p>d'un tel animal, permet qu'une drogue ou substance empoisonnée ou nocive lui soit administrée;</p> <p>e) organise, dirige ou facilite tout événement — notamment une réunion, un concours, une exposition, un divertissement, un exercice, une démonstration — au cours duquel des animaux captifs sont mis en liberté manuellement ou par actionnement d'une trappe ou d'un dispositif ou par tout autre moyen afin d'être tirés au moment de leur libération, ou fait la promotion d'un tel événement, y prend part ou reçoit de l'argent pour celui-ci;</p> <p>f) s'il est le propriétaire ou l'occupant d'un lieu ou la personne en ayant la charge, permet que tout ou partie de celui-ci soit utilisé dans le cadre d'une activité visée à l'un des alinéas c) et e).</p>
Punishment	<p>(2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of</p> <p>(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or</p> <p>(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.</p>	<p>(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :</p> <p>a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;</p> <p>b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.</p>
Failing to provide adequate care	<p>182.3 (1) Every one commits an offence who</p> <p>(a) being the owner, or the person having the custody or control of an animal, wilfully or recklessly abandons it or negligently fails to provide suitable and adequate food, water, air, shelter and care for it; or</p> <p>(b) injures an animal while it is being conveyed.</p>	<p>182.3 (1) Commet une infraction quiconque :</p> <p>a) s'il est le propriétaire d'un animal ou la personne qui en a la garde ou le contrôle, l'abandonne volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte ou, par négligence, omet de lui fournir la nourriture, l'eau, l'air, l'abri et les soins convenables et suffisants;</p> <p>b) cause une blessure à un animal lors de son transport.</p>
Definition of "negligently"	<p>(2) For the purposes of subsection (1), "negligently" means departing markedly from the standard of care that a reasonable person would use.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), « par négligence » s'entend d'un comportement qui s'écarte de façon marquée de la norme de diligence qu'une personne raisonnable adopterait.</p>
Punishment	<p>(3) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of</p>	<p>(3) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :</p>

Omission
d'accorder des
soins
convenables

Définition de
« par
négligence »

	<p>(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than two years; or</p> <p>(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five thousand dollars or imprisonment for a term of not more than six months or to both.</p>	<p>a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;</p> <p>b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>	
Order of prohibition or restitution	<p>182.4 (1) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection 182.2(2) or 182.3(3),</p>	<p>182.4 (1) Le tribunal peut, en plus de toute autre peine infligée en vertu des paragraphes 182.2(2) ou 182.3(3):</p>	Ordonnance de prohibition ou de dédommagement
	<p>(a) make an order prohibiting the offender from owning, having the custody or control of or residing in the same premises as an animal during any period that the court considers appropriate, but in the case of a second or subsequent offence under either of those subsections, for a minimum of five years; and</p> <p>(b) on application of the Attorney General or on its own motion, order that the offender pay to a person or an organization that has taken care of an animal as a result of the commission of the offence the reasonable costs that the person or organization incurred in respect of the animal, if the costs are readily ascertainable.</p>	<p>a) rendre une ordonnance interdisant au contrevenant, pour la période qu'il estime indiquée, d'être propriétaire d'un animal, d'en avoir la garde ou le contrôle ou d'habiter un lieu où se trouve un animal, la durée de celle-ci étant, en cas de récidive relativement à une infraction à l'un ou l'autre de ces paragraphes, d'au moins cinq ans;</p> <p>b) à la demande du procureur général ou d'office, ordonner au contrevenant de rembourser à la personne ou à l'organisme qui a pris soin de l'animal les frais raisonnables engagés par suite de la perpétration de l'infraction, si ceux-ci sont facilement déterminables.</p>	
Breach of order	<p>(2) Every one who contravenes an order made under paragraph (1)(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction.</p>	<p>(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a).</p>	Violation de l'ordonnance
Application	<p>(3) Sections 740 to 741.2 apply, with any modifications that the circumstances require, to orders made under paragraph (1)(b).</p>	<p>(3) Les articles 740 à 741.2 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance prononcée en vertu de l'alinéa (1)b).</p>	Application
Common law defences	<p>182.5 For greater certainty, the defences set out in subsection 429(2) apply, to the extent that they are relevant, in respect of proceedings for an offence under this Part.</p>	<p>182.5 Il est entendu que les moyens de défense prévus au paragraphe 429(2) s'appliquent, dans la mesure où ils sont pertinents, à toute procédure relative à une infraction à la présente partie.</p>	Moyens de défense en common law
Aboriginal rights	<p>182.6 For greater certainty, nothing in this Part shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i>.</p>	<p>182.6 Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre de l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i>.</p>	Droits existants des autochtones

Definition of "law enforcement animal"	182.7 (1) In this section, "law enforcement animal" means a dog, a horse or any other animal used by a peace officer or public officer in the execution of their duties.	182.7 (1) Au présent article, « animal d'assistance policière » s'entend d'un animal, notamment d'un chien ou d'un cheval, dont se sert un agent de la paix ou un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions.	Définition de « animal d'assistance policière »
Poisoning, injuring or killing law enforcement animals	(2) Every one commits an offence who wilfully or recklessly poisons, injures or kills a law enforcement animal while it is accompanying a peace officer or public officer who is engaged in the execution of their duties or a person acting in aid of such an officer.	(2) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte, empoisonne, blesse ou tue un animal d'assistance policière qui accompagne un agent de la paix ou un fonctionnaire public — ou toute personne assistant l'un ou l'autre — dans l'exercice de ses fonctions.	Empoisonner, blesser ou tuer un animal d'assistance policière
Punishment	(3) Every one who commits an offence under subsection (2) is guilty of (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.	(3) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (2) est coupable : a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans; b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.	Peine
	2. Subsection 429(2) of the Act is replaced by the following:	2. Le paragraphe 429(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Colour of right	(2) No person shall be convicted of an offence under sections 430 to 443 where the person proves that he or she acted with legal justification or excuse and with colour of right.	(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée à l'un des articles 430 à 443 s'il prouve qu'il a agi avec une justification ou une excuse légale et avec apparence de droit.	Apparence de droit
	3. The heading before section 444 and sections 444 to 447.1 of the Act are repealed.	3. L'intertitre précédant l'article 444 et les articles 444 à 447.1 de la même loi sont abrogés.	



41
B
- B56

C-275

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-275

An Act to amend the Hazardous Products Act (recreational
snow sport helmets)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

MS. FRY

411308

C-275

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-275

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux (casques pour
sports de neige récréatifs)

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

M^{ME} FRY



SUMMARY

This enactment prohibits the advertising, sale or import into Canada of recreational snow sport helmets that do not meet the requirements of the applicable Canadian Standards Association standard.

SOMMAIRE

Le texte interdit la vente, l'importation et la publicité au Canada de casques pour la pratique récréative d'un sport de neige qui ne satisfont pas aux exigences de la norme applicable de l'Association canadienne de normalisation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-275

PROJET DE LOI C-275

An Act to amend the Hazardous Products Act
(recreational snow sport helmets)

Loi modifiant la Loi sur les produits dangereux
(casques pour sports de neige récréatifs)

R.S., c. H-3

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Part I of Schedule I to the Hazardous Products Act is amended by adding the following in numerical order:

43. Helmets that are designed for use in non-motorized recreational snow sports and that do not meet the requirements of the Canadian Standards Association standard CSA-Z263.1, 10 entitled "Recreational alpine skiing and snowboarding helmets", as amended from time to time.

L.R., ch. H-3

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La partie I de l'annexe I de la Loi sur les produits dangereux est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

43. Casques conçus pour la pratique récréative d'un sport de neige non motorisé qui ne satisfont pas aux exigences de la norme CSA-Z263.1 de l'Association canadienne de 10 normalisation, intitulée « Casques de ski alpin et de planche à neige à usage récréatif », compte tenu de ses modifications successives.

411308

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

11
B
B56

Produced
Publication

C-276

C-276

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Canadian Human Rights Act and the
Criminal Code (gender identity and gender expression)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et
le Code criminel (identité et expression sexuelles)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MS. FRY

M^{ME} FRY



SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* to include gender identity and gender expression as prohibited grounds of discrimination.

It also amends the *Criminal Code* to include gender identity and gender expression as distinguishing characteristics protected under section 318 and as aggravating circumstances to be taken into consideration under section 718.2 at the time of sentencing.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* afin d'intégrer l'identité et l'expression sexuelles à la liste des motifs de distinction illicite.

Il modifie également le *Code criminel* afin d'intégrer l'identité et l'expression sexuelles à la liste des caractéristiques distinctives protégées par l'article 318 et à celle des circonstances aggravantes dont il faut tenir compte pour déterminer la peine à infliger en application de l'article 718.2.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-276

PROJET DE LOI C-276

An Act to amend the Canadian Human Rights Act and the Criminal Code (gender identity and gender expression)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel (identité et expression sexuelles)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

1. Section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

1. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, marital status, family status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience ou l'état de personne graciée.

2. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity, gender

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe,

Motifs de distinction illicite

Objet

20

R.S., c. H-6

Purpose

Prohibited grounds of discrimination

expression, marital status, family status, disability and conviction for which a pardon has been granted.

l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

3. Subsection 318(4) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Definition of
"identifiable
group"

(4) In this section, "identifiable group" means any section of the public distinguished by colour, race, religion, ethnic origin, gender identity, gender expression or sexual orientation.

4. Subparagraph 718.2(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, colour, religion, sex, age, mental or physical disability, gender identity, gender expression, sexual orientation, or any other similar factor,

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

3. Le paragraphe 318(4) du *Code criminel* 5 est remplacé par ce qui suit :

5

(4) Au présent article, « groupe identifiable » désigne toute section du public qui se différencie des autres par la couleur, la race, la religion, l'origine ethnique, l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles.

10

4. Le sous-alinéa 718.2a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique, l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles,

Définition de
« groupe
identifiable »



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

11
B
B50

Copyright
Publication

C-277

C-277

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-277

PROJET DE LOI C-277

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

FIRST READING, SEPTEMBER 19, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 19 SEPTEMBRE 2011

MS. FRY

M^{ME} FRY



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* by expanding the scope of animal cruelty offences.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* de façon à étendre la portée des infractions concernant la cruauté envers les animaux.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-277

PROJET DE LOI C-277

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 182:

PART V.1

CRUELTY TO ANIMALS

Definition of
"animal"

182.1 In this Part, "animal" means a vertebrate, other than a human being.

Killing or
harming animals

182.2 (1) Every one commits an offence who, wilfully or recklessly,

(a) causes or, being the owner, permits to be 10 caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal;

(b) kills an animal or, being the owner, permits an animal to be killed, brutally or viciously, regardless of whether the animal 15 dies immediately;

(c) kills an animal without lawful excuse;

(d) without lawful excuse, poisons an animal, places poison in such a position that it may easily be consumed by an animal, 20 administers an injurious drug or substance to an animal or, being the owner, permits anyone to do any of those things;

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le *Code criminel* est modifié par ad- 5 jonction, après l'article 182, de ce qui suit :

PARTIE V.1

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

Définition de
« animal »

182.1 Dans la présente partie, « animal » s'entend de tout vertébré, à l'exception de l'être humain.

182.2 (1) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des consé- 10 quences de son acte :

Tuer ou blesser
des animaux

a) cause à un animal ou, s'il en est le propriétaire, permet que lui soient causées de la douleur, des souffrances ou des blessures inutiles; 15

b) tue sauvagement ou cruellement un animal — que la mort soit immédiate ou non — ou, s'il en est le propriétaire, permet qu'il soit tué ainsi;

c) tue un animal sans excuse légitime; 20

d) sans excuse légitime, empoisonne un animal, place du poison de manière qu'il puisse être facilement consommé par un animal ou administre une drogue ou substance nocive à un animal ou, s'il en est le 25 propriétaire, permet à quiconque de le faire;

(e) in any manner encourages, promotes, arranges, assists at or receives money for the fighting or baiting of animals, including training an animal to fight another animal;

(f) makes, maintains, keeps or allows to be made, maintained or kept a cockpit or any other arena for the fighting of animals on premises that he or she owns or occupies;

(g) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for or takes part in any meeting, competition, exhibition, pastime, practice, display or event at or in the course of which captive animals are liberated by hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot at the moment they are liberated; or

(h) being the owner, occupier or person in charge of any premises, permits the premises or any part of the premises to be used in the course of an activity referred to in paragraph (e) or (g).

e) de quelque façon que ce soit, encourage ou organise le combat ou le harcèlement d'animaux — notamment en dressant un animal pour en combattre un autre —, en fait la promotion, y assiste ou reçoit de l'argent à cet égard;

f) fait, entretient ou garde une arène pour les combats d'animaux sur les lieux qu'il possède ou occupe, ou permet qu'une telle arène soit faite, entretenue ou gardée sur ces lieux;

g) organise, dirige ou facilite tout événement — notamment une réunion, un concours, une exposition, un divertissement, un exercice, une démonstration — au cours duquel des animaux captifs sont mis en liberté manuellement ou par actionnement d'une trappe ou d'un dispositif ou par tout autre moyen afin d'être tirés au moment de leur libération, ou fait la promotion d'un tel événement, y prend part ou reçoit de l'argent pour celui-ci;

h) s'il est le propriétaire ou l'occupant d'un lieu, ou la personne en ayant la charge, permet que tout ou partie de celui-ci soit utilisé dans le cadre d'une activité visée à l'un des alinéas e) et g).

Punishment

(2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or

(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.

Failing to provide adequate care

182.3 (1) Every one commits an offence who

(a) negligently causes unnecessary pain, suffering or injury to an animal;

(b) being the owner, or the person having the custody or control of an animal, wilfully or recklessly abandons it or negligently fails to provide suitable and adequate food, water, air, shelter and care for it; or

(c) negligently injures an animal while it is being conveyed.

(2) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :

Peine

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.

182.3 (1) Commet une infraction quiconque :

Omission d'accorder des soins convenables

a) par négligence, cause à un animal de la douleur, des souffrances ou des blessures inutiles;

b) s'il est le propriétaire d'un animal ou la personne qui en a la garde ou le contrôle, l'abandonne volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte ou, par

		<p>négligence, omet de lui fournir la nourriture, l'eau, l'air, l'abri et les soins convenables et suffisants;</p> <p>c) par négligence, cause une blessure à un animal lors de son transport.</p>	5	
Definition of "negligently"	<p>(2) For the purposes of subsection (1), "negligently" means departing markedly from the standard of care that a reasonable person would use.</p>	<p>(2) Pour l'application du paragraphe (1), « par négligence » s'entend d'un comportement qui s'écarte de façon marquée de la norme de diligence qu'une personne raisonnable adopterait.</p>	10	Définition de « par négligence »
Punishment	<p>(3) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of</p> <p>(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than two years; or</p> <p>(b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five thousand dollars or imprisonment for a term of not more than six months or to both.</p>	<p>(3) Quiconque commet une infraction visée au paragraphe (1) est coupable :</p> <p>a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;</p> <p>b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.</p>	15	Peine
Order of prohibition or restitution	<p>182.4 (1) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection 182.2(2) or 182.3(3),</p> <p>(a) make an order prohibiting the offender from owning, having the custody or control of or residing in the same premises as an animal for any period that the court considers appropriate, and in the case of a second or subsequent offence under either of those subsections, for a minimum of five years; and</p> <p>(b) on application of the Attorney General or on its own motion, order that the offender pay to a person or an organization that has taken care of an animal as a result of the commission of the offence the reasonable costs that the person or organization incurred in respect of the animal, if the costs are readily ascertainable.</p>	<p>182.4 (1) Le tribunal peut, en plus de toute autre peine infligée en vertu des paragraphes 182.2(2) ou 182.3(3) :</p> <p>a) rendre une ordonnance interdisant au contrevenant, pour la période qu'il estime indiquée, d'être propriétaire d'un animal, d'en avoir la garde ou le contrôle ou d'habiter un lieu où se trouve un animal, la durée de cette période étant, en cas de récidive relativement à une infraction à l'un ou l'autre de ces paragraphes, d'au moins cinq ans;</p> <p>b) à la demande du procureur général ou d'office, ordonner au contrevenant de rembourser à la personne ou à l'organisme qui a pris soin de l'animal les frais raisonnables engagés par suite de la perpétration de l'infraction, si ceux-ci sont faciles à déterminer.</p>	20	Ordonnance de prohibition ou de dédommagement
Breach of order	<p>(2) Every one who contravenes an order made under paragraph (1)(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction.</p>	<p>(2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a).</p>	30	Violation de l'ordonnance
Application	<p>(3) Sections 740 to 741.2 apply, with any modifications that the circumstances require, to orders made under paragraph (1)(b).</p>	<p>(3) Les articles 740 à 741.2 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance prononcée en vertu de l'alinéa (1)b).</p>	40	Application

Common law defences	182.5 For greater certainty, the defences set out in subsection 429(2) apply, to the extent that they are relevant, in respect of proceedings for an offence under this Part.	182.5 Il est entendu que les moyens de défense prévus au paragraphe 429(2) s'appliquent, dans la mesure où ils sont pertinents, à toute procédure relative à une infraction à la présente partie.	Moyens de défense en common law
Aboriginal rights	182.6 For greater certainty, nothing in this Part shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of the <i>Constitution Act, 1982</i> .	182.6 Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre de l'article 35 de la <i>Loi constitutionnelle de 1982</i> .	Droits existants des autochtones
Definition of "law enforcement animal"	182.7 (1) In this section, "law enforcement animal" means a dog, a horse or any other animal used by a peace officer or public officer in the execution of their duties.	182.7 (1) Au présent article, « animal d'assistance policière » s'entend d'un animal, notamment d'un chien ou d'un cheval, dont sert un agent de la paix ou un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions.	Définition de « animal d'assistance policière »
Poisoning, injuring or killing law enforcement animals	(2) Every one commits an offence who wilfully or recklessly poisons, injures or kills a law enforcement animal while it is accompanying a peace officer or public officer who is engaged in the execution of their duties or a person acting in aid of such an officer.	(2) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte, empoisonne, blesse ou tue un animal d'assistance policière qui accompagne un agent de la paix ou un fonctionnaire public — ou toute personne assistant l'un ou l'autre — dans l'exercice de ses fonctions.	Empoisonner, blesser ou tuer un animal d'assistance policière
Punishment	(3) Every one who commits an offence under subsection (2) is guilty of (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.	(3) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (2) est coupable : a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans; b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.	Peine
Order of restitution	(4) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection (3), order the accused to pay all reasonable costs associated with the loss of or injury to the law enforcement animal as a result of the commission of the offence, if the costs are readily ascertainable.	(4) Au moment de la détermination de la peine infligée aux termes du paragraphe (3), le tribunal peut également ordonner à l'accusé de rembourser les frais raisonnables qui découlent de la perte de l'animal d'assistance policière ou des blessures qui lui ont été causées et qui sont engagés par suite de la perpétration de l'infraction, s'ils sont facilement déterminables.	Dédommagement

2. Subsection 429(2) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 429(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Colour of right	(2) No person shall be convicted of an offence under sections 430 to 443 where the person proves that he or she acted with legal justification or excuse and with colour of right.	(2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction visée à l'un des articles 430 à 443 s'il prouve qu'il a agi avec une justification ou une excuse légale et avec apparence de droit.	Apparence de droit
	3. The heading before section 444 and sections 444 to 447.1 of the Act are repealed:	3. L'intertitre précédant l'article 444 et les articles 444 à 447.1 de la même loi sont abrogés.	



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

A1
B
B56

Library
University of Toronto

C-278

C-278

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act respecting a day to increase public awareness about
epilepsy

Loi instituant une journée destinée à sensibiliser davantage le
public à l'épilepsie

FIRST READING, SEPTEMBER 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 SEPTEMBRE 2011

MR. REGAN

M. REGAN



SUMMARY

This enactment designates the 26th day of March in each and every year as “Purple Day”.

SOMMAIRE

Le texte désigne le 26 mars comme « Journée pourpre ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act respecting a day to increase public awareness about epilepsy

Loi instituant une journée destinée à sensibiliser davantage le public à l'épilepsie

Preamble

Whereas the Parliament of Canada wishes to assist in efforts to educate and increase awareness, among members of the public, about people living with epilepsy;

Attendu :

que le Parlement du Canada souhaite appuyer les efforts visant à informer le public au sujet des personnes atteintes d'épilepsie et à le sensibiliser davantage à cette maladie,

Préambule

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

5 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short Title

1. This Act may be cited as the *Purple Day Act*.

1. *Loi sur la Journée pourpre.*

Titre abrégé

PURPLE DAY

JOURNÉE POURPRE

Purple Day

2. Throughout Canada, in each and every 10 year, the 26th day of March is to be known as "Purple Day".

2. Le 26 mars est, dans tout le Canada, 10 Journée pourpre désigné comme « Journée pourpre ».

Wearing purple

3. On the 26th day of March, people are encouraged to wear the colour purple to indicate their support for people with epilepsy and to 15 increase public awareness of this disorder.

3. Chacun est invité à porter, le 26 mars, des vêtements de couleur pourpre afin de marquer son appui aux personnes atteintes d'épilepsie et de sensibiliser davantage le public à cette 15 maladie.

Vêtements de couleur pourpre

Not a legal holiday

4. For greater certainty, Purple Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

4. Il est entendu que la Journée pourpre n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut



411329

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

B556

C-278

C-278

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act respecting a day to increase public awareness about
epilepsy

Loi instituant une journée destinée à sensibiliser davantage le
public à l'épilepsie

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 9, 2012

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 9 MARS 2012



SUMMARY

This enactment designates the 26th day of March in each and every year as “Purple Day”.

SOMMAIRE

Le texte désigne le 26 mars comme « Journée lavande ».

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-278

PROJET DE LOI C-278

An Act respecting a day to increase public awareness about epilepsy

Loi instituant une journée destinée à sensibiliser davantage le public à l'épilepsie

Preamble

Whereas the Parliament of Canada wishes to assist in efforts to educate and increase awareness, among members of the public, about people living with epilepsy;

Attendu :

que le Parlement du Canada souhaite appuyer les efforts visant à informer le public au sujet des personnes atteintes d'épilepsie et à le sensibiliser davantage à leur condition,

Préambule

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

5 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Purple Day Act*.

1. *Loi sur la Journée lavande*.

Titre abrégé

PURPLE DAY

JOURNÉE LAVANDE

Purple Day

2. Throughout Canada, in each and every 10 year, the 26th day of March is to be known as "Purple Day".

2. Le 26 mars est, dans tout le Canada, 10 Journée lavande désigné comme « Journée lavande ».

Wearing purple

3. On the 26th day of March, people are encouraged to wear the colour purple to indicate their support for people with epilepsy and to 15 increase public awareness of this disorder.

3. Chacun est invité à porter, le 26 mars, des vêtements de couleur lavande afin de marquer son appui aux personnes atteintes d'épilepsie et de sensibiliser davantage le public à leur 15 condition.

Vêtements de couleur lavande

Not a legal holiday

4. For greater certainty, Purple Day is not a legal holiday or a non-judicial day.

4. Il est entendu que la Journée lavande n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

Statut

411329

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:

Disponible auprès de :

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

http://publications.gc.ca



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

1
3
356
C-279

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-279

An Act to amend the Canadian Human Rights Act and the
Criminal Code (gender identity and gender expression)

FIRST READING, SEPTEMBER 21, 2011

MR. GARRISON

C-279

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-279

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et
le Code criminel (identité et expression sexuelles)

PREMIÈRE LECTURE LE 21 SEPTEMBRE 2011

M. GARRISON



SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* to include gender identity and gender expression as prohibited grounds of discrimination.

It also amends the *Criminal Code* to include gender identity and gender expression as distinguishing characteristics protected under section 318 and as aggravating circumstances to be taken into consideration under section 718.2 at the time of sentencing.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* afin d'intégrer l'identité et l'expression sexuelles à la liste des motifs de distinction illicite.

Il modifie également le *Code criminel* afin d'intégrer l'identité et l'expression sexuelles à la liste des caractéristiques distinctives protégées par l'article 318 et à celle des circonstances aggravantes dont il faut tenir compte pour déterminer la peine à infliger en application de l'article 718.2.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-279

PROJET DE LOI C-279

An Act to amend the Canadian Human Rights Act and the Criminal Code (gender identity and gender expression)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel (identité et expression sexuelles)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

1. Section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

1. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity, gender expression, marital status, family status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted.

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience ou l'état de personne graciée.

Objet

2. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity, gender

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe,

Motifs de distinction illicite

R.S., c. H-6

Purpose

Prohibited grounds of discrimination

expression, marital status, family status, disability and conviction for which a pardon has been granted.

l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

3. Subsection 318(4) of the *Criminal Code* is replaced by the following:

Definition of
"identifiable
group"

(4) In this section, "identifiable group" means any section of the public distinguished by colour, race, religion, ethnic origin, gender identity, gender expression or sexual orientation.

4. Subparagraph 718.2(a)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) evidence that the offence was motivated by bias, prejudice or hate based on race, national or ethnic origin, language, 15 colour, religion, sex, age, mental or physical disability, gender identity, gender expression, sexual orientation, or any other similar factor,

Coming into
force

5. This Act comes into force 30 days after 20 the day on which it receives royal assent.

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

3. Le paragraphe 318(4) du *Code criminel* 5 est remplacé par ce qui suit :

5

(4) Au présent article, « groupe identifiable » désigne toute section du public qui se différencie des autres par la couleur, la race, la religion, l'origine ethnique, l'identité, l'expression ou 10 l'orientation sexuelles.

Définition de
« groupe
identifiable »

4. Le sous-alinéa 718.2(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) que l'infraction est motivée par des préjugés ou de la haine fondés sur des facteurs tels que la race, l'origine nationale 15 ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, la déficience mentale ou physique, l'identité, l'expression ou l'orientation sexuelles,

10

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. This Act comes into force 30 days after 20 the day on which it receives royal assent.

5. La présente loi entre en vigueur trente 20 jours après la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

3
356

Gouvernement
Publication

C-280

C-280

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-280

PROJET DE LOI C-280

An Act to establish a National Strategy for Chronic
Cerebrospinal Venous Insufficiency (CCSVI)

Loi établissant une stratégie nationale concernant l'insuffisance
veineuse céphalorachidienne chronique (IVCC)

FIRST READING, SEPTEMBER 21, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 21 SEPTEMBRE 2011

MS. DUNCAN (*Etobicoke North*)

M^{ME} DUNCAN (*Etobicoke-Nord*)



SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health to convene a conference with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of establishing a national strategy to ensure clinical trials are started for the treatment of chronic cerebrospinal venous insufficiency (CCSVI) and to estimate the funding necessary to undertake those clinical trials in Canada and to track individuals who have been treated for CCSVI.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé qu'il convoque une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé dans le but d'établir une stratégie nationale visant à assurer la mise sur pied d'essais cliniques sur le traitement de l'insuffisance veineuse céphalorachidienne chronique (IVCC) et à estimer les fonds nécessaires pour le déroulement de ces essais cliniques au Canada et pour le suivi des personnes ayant reçu le traitement de l'IVCC.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-280

PROJET DE LOI C-280

An Act to establish a National Strategy for
Chronic Cerebrospinal Venous Insuffi-
ciency (CCSVI)

Loi établissant une stratégie nationale concer-
nant l'insuffisance veineuse céphalorachi-
dienne chronique (IVCC)

Preamble

Whereas there is increasing scientific study of
chronic cerebrospinal venous insufficiency
(CCSVI), as demonstrated by published peer-
reviewed articles, as well as presentations
at major scientific conferences on CCSVI—namely those which took place in
Hamilton, Canada (February 2010), New York,
United States (July 2010), Washington, United
States (October 2010), Katowice, Poland
(March 2011), Bologna, Italy (March 2011),
Chicago, United States (April 2011) and San
Diego, United States (May 2011);

Whereas many different groups in countries
all over the world (e.g. Greece, Poland, Jordan,
United States) have shown, by means of gold
standard catheter venography, the presence of
CCSVI in more than 90% of individuals who
have multiple sclerosis (MS), and an interna-
tional, multicentre study of more than 705 cases
has shown, using echo-colour-Doppler, the
presence of CCSVI in 86% of individuals who
have MS;

Whereas over 12,500 individuals with
CCSVI have been treated in over 50 countries,
and individuals who received treatment for
CCSVI have reduced brain fog, reduced fatigue
and improved circulation and motor skills, as
demonstrated by improved Expanded Disability
Status Scale scores, improved MS Quality of
Life scores and improved Modified Fatigue
Impact Scale scores;

Attendu :

que les études scientifiques sur l'insuffisance
veineuse céphalorachidienne chronique
(IVCC) sont de plus en plus nombreuses,
comme en témoignent les articles évalués par
les pairs qui ont été publiés et les exposés
présentés à l'occasion d'importantes confé-
rences scientifiques sur l'IVCC qui ont eu
lieu à Hamilton (Canada), en février 2010, à
New York (États-Unis) en juillet 2010, à
Washington (États-Unis) en octobre 2010, à
Katowice (Pologne) en mars 2011, à Bologne
(Italie) en mars 2011, à Chicago (États-Unis)
en avril 2011 et à San Diego (États-Unis) en
mai 2011;

que de nombreux différents groupes de par le
monde (notamment en Grèce, en Pologne, en
Jordanie et aux États-Unis) ont montré, par la
technique de la phlébographie par cathé-
ter — la norme d'excellence —, que l'IVCC
est présente chez plus de 90 % des personnes
atteintes de sclérose en plaques, et qu'une
étude internationale multicentrique par écho-
doppler couleur de plus de 705 cas a révélé
que 86 % des personnes atteintes de sclérose
en plaques souffrent d'IVCC;

que plus de 12 500 personnes atteintes
d'IVCC ont été traitées dans plus de 50 pays
et qu'elles signalent une réduction du brouil-
lard cérébral et de la fatigue ainsi qu'une
amélioration de la circulation et de la

Préambule

Whereas clinical trials have demonstrated the safety of using balloon angioplasty in treating CCSVI;

Whereas every individual with MS is different, with different venous anatomy, a different course of MS and a different length of illness, and some individuals experience an improvement in symptoms after receiving the treatment for CCSVI;

Whereas multiple clinical trials on the treatment for CCSVI are underway in the United States and in other countries;

Whereas the cancelling of medical appointments and mandatory tests, the denial of treatment and the threatening of individuals following treatment for CCSVI is continuing;

And whereas the Parliament of Canada recognizes that every year 400 Canadians who suffer from MS die, many by taking their own life, and that any delay in starting clinical trials on the treatment for CCSVI may mean more damage to individuals suffering from MS, and possibly the difference between walking and not walking, living independently and living in care, or living and dying;

motricité, mesurées par l'amélioration des résultats obtenus à l'aide de l'échelle étendue du statut d'invalidité, du questionnaire sur la qualité de vie dans la sclérose en plaques et de l'échelle d'évaluation des répercussions de la fatigue;

que des essais cliniques ont démontré le caractère sécuritaire de l'angioplastie par ballonnet dans le traitement de l'IVCC;

que, bien que l'anatomie veineuse, l'évolution de la sclérose en plaques et la durée de la maladie varient d'une personne à l'autre, certaines d'entre elles ressentent une diminution des symptômes après avoir reçu le traitement de l'IVCC;

que de multiples essais cliniques sur le traitement de l'IVCC sont en cours aux États-Unis et dans d'autres pays;

que des personnes ayant reçu le traitement de l'IVCC continuent de voir leurs rendez-vous médicaux et leurs tests obligatoires annulés, de se voir refuser des traitements et de faire l'objet de menaces;

que le Parlement du Canada reconnaît que, chaque année, 400 Canadiens meurent de la sclérose en plaques — dont bon nombre par suicide — et que tout retard à procéder aux essais cliniques sur le traitement de l'IVCC risque d'entraîner la détérioration de l'état des personnes atteintes de sclérose en plaques et de faire la différence entre marcher et ne pas marcher, entre vivre en autonomie et dépendre des autres pour vivre, et entre vivre et mourir,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Chronic Cerebrospinal Venous Insufficiency (CCSVI) Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale relative à l'insuffisance veineuse céphalorachidienne chronique (IVCC)*.

Titre abrégé

40

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"CCSVI" «IVCC»	"CCSVI" means chronic cerebrospinal venous insufficiency.	«IVCC» Insuffisance veineuse céphalorachidienne chronique.	«IVCC» "CCSVI"
"Minister" «ministre»	"Minister" means the Minister of Health.	«ministre» Le ministre de la Santé.	«ministre» "Minister"
"treatment for CCSVI" «traitement de l'IVCC»	"treatment for CCSVI" means the medical procedure that uses balloon angioplasty to widen constricted veins in order to improve blood flow from the brain.	«traitement de l'IVCC» Intervention médicale consistant à utiliser l'angioplastie par ballonnet pour élargir des veines obstruées afin d'améliorer la circulation sanguine depuis le cerveau.	«traitement de l'IVCC» "treatment for CCSVI"

NATIONAL STRATEGY

STRATÉGIE NATIONALE

Conference	<p>3. The Minister must, within 30 days after this Act comes into force, convene a conference with the provincial and territorial ministers responsible for health for the purpose of establishing a national strategy for CCSVI in order to, among other things,</p> <p>(a) ensure that proper health care is not refused to a person on the ground that the person is seeking, or has obtained, the treatment for CCSVI outside Canada, whether or not that treatment is offered in Canada;</p> <p>(b) identify the most appropriate level of clinical trials for the treatment of CCSVI to undertake in Canada in order to place Canada at the forefront of the international research;</p> <p>(c) estimate by January 1, 2012 the funding required to</p> <p>(i) undertake, by March 1, 2012, clinical trials for the treatment for CCSVI in multiple centres across Canada, and</p> <p>(ii) track individuals who have received the treatment for CCSVI, whether or not that treatment was received in Canada;</p> <p>(d) establish, by December 1, 2011, an advisory panel, to be composed of experts who have been or are actively engaged in imaging or treating individuals with CCSVI and of an individual who has been treated for CCSVI, to</p> <p>(i) advise the Minister on the treatment for CCSVI,</p> <p>(ii) identify criteria for a call for further research proposals on clinical trials for the treatment for CCSVI,</p>	<p>3. Dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre convoque une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé dans le but d'établir une stratégie nationale sur l'IVCC qui a notamment pour objet :</p> <p>a) de veiller à ce que les intéressés ne se voient pas refuser de soins au motif qu'ils tentent d'obtenir ou ont obtenu le traitement de l'IVCC à l'extérieur du Canada, que ce traitement soit offert ou non au Canada;</p> <p>b) d'établir le niveau auquel il convient le mieux d'entreprendre au pays des essais cliniques sur le traitement de l'IVCC afin de placer le Canada à la pointe de la recherche internationale;</p> <p>c) de procéder à l'estimation, au plus tard le 1^{er} janvier 2012, des fonds nécessaires pour :</p> <p>(i) entreprendre, au plus tard le 1^{er} mars 2012, des essais cliniques sur le traitement de l'IVCC dans de nombreux centres au Canada,</p> <p>(ii) assurer le suivi des personnes qui ont reçu le traitement de l'IVCC, que ce traitement ait été ou non obtenu au Canada;</p> <p>d) d'établir, au plus tard le 1^{er} décembre 2011, un comité consultatif composé d'experts qui ont participé ou participent activement à l'imagerie ou au traitement de personnes atteintes d'IVCC ainsi que d'une personne ayant reçu le traitement de l'IVCC afin :</p> <p>(i) de conseiller le ministre sur le traitement de l'IVCC,</p>	Conférence
------------	--	--	------------

(iii) advise on the basis for selecting the best research proposals to fund,

(iv) advise on the development of appropriate standards for diagnosing and treating CCSVI,

(v) advise on the appropriate training and expertise required for individuals performing that diagnosis and of those providing that treatment, and

(vi) advise on the most appropriate and efficient mechanisms for tracking individuals who undergo the treatment for CCSVI to ensure the accumulation of knowledge relating to the treatment's efficacy, its effect on the individual's quality of life, the duration of that effect, the need for any repeat treatment for CCSVI and whether there were any side effects or risks that should be considered in future decisions to provide that treatment; and

(e) ensure that clinical trials referred to in paragraph (b) begin in Canada by March 1, 2012.

(ii) d'établir les critères d'un appel de projets de recherche visant des essais cliniques sur le traitement de l'IVCC,

(iii) de donner des conseils sur la sélection des meilleurs projets de recherche à financer,

(iv) de donner des conseils sur l'élaboration de normes appropriées concernant le diagnostic et le traitement de l'IVCC,

(v) de donner des conseils sur la formation et les compétences à exiger des personnes responsables du diagnostic et du traitement de l'IVCC,

(vi) de donner des conseils sur les moyens les plus indiqués et efficaces d'assurer le suivi des personnes qui reçoivent le traitement de l'IVCC pour assurer l'accumulation de connaissances sur l'efficacité du traitement, les effets de celui-ci sur leur qualité de vie, la durée de ces effets, la nécessité de répéter le traitement ainsi que les effets secondaires ou les risques à prendre en considération dans toute décision ultérieure de fournir ce traitement;

e) de faire en sorte que les essais cliniques visés à l'alinéa b) soient entrepris au Canada au plus tard le 1^{er} mars 2012.

Preparation and
publication of
report

4. The Minister must prepare a report setting out the national strategy and publish it on the departmental website within one year after the conclusion of the conference referred to in section 3.

Report to
Parliament

5. The Minister must cause a copy of the report referred to in section 4 to be laid before each House of Parliament on any of the first 90 days on which that House is sitting after the report has been published on the departmental website.

4. Le ministre établit un rapport énonçant la stratégie nationale et le publie sur le site Web de son ministère dans l'année suivant la fin de la conférence visée à l'article 3.

Établissement et
publication d'un
rapport

5. Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport prévu à l'article 4 devant chaque chambre du Parlement dans les quatre-vingt-dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa publication sur le site Web du ministère.

Rapport au
Parlement

REVIEW AND REPORT

Review and
report

6. The Government of Canada must
(a) complete a review of the effectiveness of the national strategy no later than five years after the day on which the report referred to in section 4 is published on the departmental website; and

EXAMEN ET RAPPORT

6. Le gouvernement du Canada :
a) effectue un examen de l'efficacité de la stratégie nationale dans les cinq ans suivant la date de la publication du rapport visé à l'article 4 sur le site Web du ministère;

Examen et
rapport

(b) table a report of its findings before each House of Parliament within the next ten sitting days after the day on which the review is completed.

b) dépose un rapport de ses conclusions devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'examen.

REGULATIONS

RÈGLEMENTS

Regulations

7. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

5 7. Le gouverneur en conseil peut, par 5 Règlements règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

A1
18
- B5

C-281

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-281

An Act to amend the Canada Transportation Act (discontinu-
ance of listed sidings)

FIRST READING, SEPTEMBER 21, 2011

MR. GOODALE

C-281

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-281

Loi modifiant la Loi sur les transports au Canada (cessation
d'exploitation de voies d'évitement désignées)

PREMIÈRE LECTURE LE 21 SEPTEMBRE 2011

M. GOODALE



SUMMARY

This enactment amends the *Canada Transportation Act* to provide a new procedure to be followed by railway companies seeking to discontinue the operation of a listed siding that is used by producers of grain to load and transport grain by railway cars.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les transports au Canada* afin d'imposer une nouvelle procédure aux compagnies de chemin de fer qui entendent cesser d'exploiter des voies d'évitement désignées que les producteurs de grain utilisent pour le chargement et le transport du grain par wagons.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-281

PROJET DE LOI C-281

An Act to amend the Canada Transportation Act
(discontinuance of listed sidings)

Loi modifiant la Loi sur les transports au
Canada (cessation d'exploitation de voies
d'évitement désignées)

1996, c. 10

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Canada Transportation Act* is
amended by adding the following after
section 142:**

142.1 (1) In this section, "listed siding"
means any siding that has, at any time on or
after January 1, 2010, been included in a list
prepared pursuant to subsection 151.1(1).

(2) Within 60 days after the coming into
force of this section and every three years
thereafter, a railway company shall prepare a
plan in respect of all listed sidings indicating
whether the company intends to continue to
operate each listed siding or to discontinue
operating the listed siding.

(3) The plan shall remain in effect from the
time of its preparation until December 31 of the
third year after the year in which it was
prepared.

(4) The railway company shall publish the
plan prepared under subsection (2) on its
Internet site and make it available for public
inspection in offices of the company that it
designates for this purpose.

(5) A railway company shall not discontinue
operating a listed siding unless the railway
company has, for at least three years, indicated

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes
du Canada, édicte :

**1. La *Loi sur les transports au Canada* est
modifiée par adjonction, après l'article 142, 5
de ce qui suit :**

142.1 (1) Au présent article, « voie d'évite-
ment désignée » s'entend de toute voie d'évite-
ment qui est inscrite le 1^{er} janvier 2010 ou après
cette date sur la liste établie conformément au 10
paragraphe 151.1(1).

(2) Dans les soixante jours suivant l'entrée
en vigueur du présent article et tous les trois ans
par la suite, la compagnie de chemin de fer
établit un plan concernant les voies d'évitement 15
désignées qui énumère celles qu'elle entend
continuer à exploiter et celles dont elle entend
cesser l'exploitation.

(3) Le plan entre en vigueur dès son
établissement et le demeure jusqu'au 31 dé- 20
cembre de la troisième année suivant celle de
son établissement.

(4) La compagnie de chemin de fer publie le
plan visé au paragraphe (2) sur son site Internet
et le met à la disposition du public pour 25
consultation à ceux de ses bureaux qu'elle
désigne à cette fin.

(5) La compagnie de chemin de fer ne peut
cesser d'exploiter une voie d'évitement dési-
gnée que si elle a indiqué son intention de ce 30

1996, ch. 10

Définition de
« voie
d'évitement
désignée »

Plan relatif aux
voies
d'évitement
désignées

Durée de validité
du plan

Publication du
plan

Restriction
voies
d'évitement
désignées

its intention to discontinue operating the listed siding in the plan referred to in subsection (2) and the Agency has authorized the company to discontinue that listed siding.

Authorization to
discontinue a
listed siding

(6) On application by a railway company, the Agency may authorize the railway company to discontinue a listed siding if

(a) the Agency is satisfied that the railway company has demonstrated that the discontinuance of the listed siding is in the public interest, having regard in particular to the right of producers to be allocated railway cars under subsection 87(2) of the *Canada Grain Act*;

(b) at least 90 days notice of the Agency's consideration of the matter has been given by the railway company to the public, by publication of an announcement in at least two newspapers of general circulation in the area where the listed siding is located; and

(c) any government, individual or community-based group that may reasonably be expected to have an interest in the continued operation of the listed siding, and any other parties the Agency considers appropriate, have been given an adequate opportunity to make submissions to the Agency with respect to the proposed discontinuance of the listed siding.

Sale, lease or
other transfer of
listed siding

(7) If the federal government, a provincial, municipal or district government, or a community-based group endorsed in writing by any such government has written to a railway company or to the Agency to express an interest in acquiring all or a portion of a listed siding for the purpose of continuing to operate that siding or portion of that siding, the provisions of this Division relating to the sale, lease or other transfer of railway lines shall apply to the sale, lease or other transfer of the listed siding, with such modifications as the Agency deems appropriate.

faire dans le plan visé au paragraphe (2) pendant au moins trois ans et que l'Office l'a autorisée à cesser d'exploiter cette voie d'évitement.

Autorisation de
l'Office

(6) Sur demande de la compagnie de chemin de fer, l'Office peut l'autoriser à cesser d'exploiter une voie d'évitement désignée si les conditions suivantes sont réunies :

a) l'Office estime que la compagnie de chemin de fer a démontré qu'il est dans l'intérêt public de cesser d'exploiter cette voie d'évitement désignée, compte tenu notamment du droit qu'ont les producteurs de se voir affecter des wagons au titre du paragraphe 87(2) de la *Loi sur les grains du Canada*;

b) la compagnie de chemin de fer a donné au public un préavis d'au moins quatre-vingt-dix jours de l'étude de la question par l'Office en publiant un avis à cet effet dans au moins deux journaux à grande diffusion dans la région concernée;

c) tout gouvernement, administration, particulier ou groupe communautaire qui peut vraisemblablement être intéressé par la continuation de l'exploitation de la voie d'évitement désignée, ainsi que tout autre intéressé que l'Office estime indiqué, ont eu la possibilité de présenter à celui-ci des observations sur la cessation d'exploitation proposée de cette voie d'évitement désignée.

Transfert de la
voie d'évitement
désignée

(7) Si le gouvernement fédéral, un gouvernement provincial, une administration municipale ou un groupe communautaire appuyé par écrit par un tel gouvernement ou une telle administration a informé par écrit la compagnie de chemin de fer ou l'Office qu'il serait intéressé à acquérir, en vue d'en continuer l'exploitation, tout ou partie d'une voie d'évitement désignée, les dispositions de la présente section relatives au transfert de lignes, notamment par vente ou cession, s'appliquent au transfert, notamment par vente ou cession, de la voie d'évitement désignée, avec les adaptations que l'Office estime indiquées.

Payment for
discontinuance
of listed siding

(8) A railway company that discontinues operating a listed siding, or portion of one, that is in a municipality or district shall, commencing on the date on which the application referred to in subsection (6) was made, make three annual payments to the municipality or district in the amount of \$10,000 for each mile of the listed siding or portion in the municipality or district.

(8) La compagnie de chemin de fer qui cesse d'exploiter une voie d'évitement désignée, ou une partie de celle-ci, passant dans une municipalité fait à cette dernière trois versements annuels à compter de la date où est présentée la demande visée au paragraphe (6). Chaque versement est égal au produit de 10 000 \$ et du nombre de milles de la voie d'évitement désignée ou de la partie de celle-ci situés dans le territoire de la municipalité.

Versements pour
la cessation
d'exploitation

2. Subsection 151.1(3) of the Act is repealed.

2. Le paragraphe 151.1(3) de la même loi est abrogé.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

11
B
B56

Library
Parliament

C-282

C-282

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-282

PROJET DE LOI C-282

An Act to amend the Excise Tax Act (feminine hygiene products)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (produits d'hygiène féminine)

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN

411117



SUMMARY

The purpose of this enactment is to exempt the sale of feminine hygiene products from the goods and services tax (GST).

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'exempter la vente de produits d'hygiène féminine de la taxe sur les produits et services (TPS).

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-282

PROJET DE LOI C-282

An Act to amend the Excise Tax Act (feminine hygiene products)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (produits d'hygiène féminine)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the *Excise Tax Act* is amended by adding the following after Part X:

PART XI

FEMININE HYGIENE PRODUCTS

1. A supply of feminine hygiene products, including sanitary napkins and tampons.

10

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'annexe VI de la *Loi sur la taxe d'accise* est modifiée par adjonction, après la partie X, de ce qui suit :

L.R., ch. E-15

PARTIE XI

PRODUITS D'HYGIÈNE FÉMININE

1. La fourniture de produits d'hygiène féminine, notamment les serviettes sanitaires et les tampons.

411117

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

B
B56
C-283

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-283

An Act to establish the office of the Veterans' Ombudsman

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

MS. MATHYSSEN

411125

C-283

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-283

Loi constituant le poste d'ombudsman des anciens combattants

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

M^{ME} MATHYSSEN



SUMMARY

This enactment establishes the office of the Veterans' Ombudsman and provides a mandate and a legislative framework for the Ombudsman to review certain matters relating to veterans and other clients, the exercise of the powers, duties and functions of the Minister of Veterans Affairs under the *Department of Veterans Affairs Act* and systemic issues that relate to the operation of the Veterans Review and Appeal Board.

SOMMAIRE

Le texte constitue le poste d'ombudsman des anciens combattants et en définit le mandat. Il établit un cadre législatif pour l'examen, par l'ombudsman, de certaines questions concernant les anciens combattants et d'autres clients, l'exercice des pouvoirs et fonctions du ministre des Anciens Combattants énoncés dans la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, et les problèmes d'ordre systémique relatifs au fonctionnement du Tribunal des anciens combattants.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-283

PROJET DE LOI C-283

An Act to establish the office of the Veterans' Ombudsman

Loi constituant le poste d'ombudsman des anciens combattants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Independent and Effective Office of the Veterans' Ombudsman Act*.

1. *Loi sur l'indépendance et l'efficacité de l'ombudsman des anciens combattants.*

Titre abrégé

5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Board”
« Tribunal »

“Board” means the Veterans Review and Appeal Board established by section 4 of the *Veterans 10 Review and Appeal Board Act*.

« client » Client du ministère, notamment :

« client »
“client”

“Canadian Forces”
« Forces canadiennes »

“Canadian Forces” means the armed forces referred to in section 14 of the *National Defence Act*, and includes any predecessors of the naval, army or air forces of Canada or Newfoundland. 15

a) les anciens combattants ayant servi en temps de guerre, les anciens combattants et 10 les militaires des Forces canadiennes (force régulière et réserve), de même que les membres actifs et à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada;

“client”
« client »

“client” means any client of the Department, including

b) les époux et conjoints de fait, les autres 15 membres de la famille, les survivants, les principaux dispensateurs de soins ainsi que toute personne à charge d'une personne visée à l'alinéa a).

(a) veterans with war service, veterans and serving members of the Canadian Forces (regular and reserve) and members and 20 former members of the Royal Canadian Mounted Police; and

« demande » Demande d'enquête ou plainte 20 relative à toute question liée au mandat de l'ombudsman. « demande »
“request”

(b) spouses, common-law partners, other family members, survivors, primary caregivers and any dependants of the persons 25 referred to in paragraph (a).

"Department" « ministère »	"Department" means the Department of Veterans Affairs.	« Forces canadiennes » Les forces armées visées à l'article 14 de la <i>Loi sur la défense nationale</i> , ainsi que les forces navales, les forces de l'armée ou les forces aériennes du Canada ou de Terre-Neuve qui les ont précédées.	« Forces canadiennes » "Canadian Forces"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Veterans Affairs.		
"Ombudsman" « ombudsman »	"Ombudsman" means the Veterans' Ombudsman.	5 « ministère » Le ministère des Anciens Combattants.	« ministère » "Department"
"representative" « représentant »	"representative" means a person authorized in writing by a client or authorized pursuant to the laws of Canada or a province to manage the client's affairs, but does not include an employee of the federal public administration acting within the scope of their employment or, in particular, an advocate or employee of the Bureau of Pensions Advocates referred to in subsection 6.1(1) of the <i>Department of Veterans Affairs Act</i> .	« ministre » Le ministre des Anciens Combattants.	« ministre » "Minister"
		10 « ombudsman » L'ombudsman des anciens combattants.	10 « ombudsman » "Ombudsman"
		« représentant » Personne autorisée à gérer les affaires d'un client, soit par écrit par ce dernier, soit conformément à une loi fédérale ou provinciale, à l'exclusion des employés de l'administration publique fédérale agissant dans le cadre de leurs fonctions, notamment les employés ou les avocats du Bureau de services juridiques des pensions visé au paragraphe 6.1(1) de la <i>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</i> .	« représentant » "representative"
"request" « demande »	"request" means a request to investigate any matter relating to the mandate of the Ombudsman and includes a complaint about any such matters.	15 20 25 « Tribunal » Le Tribunal des anciens combattants constitué par l'article 4 de la <i>Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> .	« Tribunal » "Board"

CONSTRUCTION

Construction

3. The provisions of this Act and of any other Act of Parliament or of any regulations made under this or any other Act of Parliament conferring or imposing jurisdiction, powers, duties or functions on the office of the Ombudsman must be liberally construed and interpreted to the end that the recognized obligation of the people and Government of Canada to those who have served this country so well may be fulfilled.

30

PRINCIPE GÉNÉRAL

Principe général

3. Les dispositions de la présente loi et de toute autre loi fédérale, ainsi que de leurs règlements, qui établissent la compétence de l'ombudsman ou lui confèrent des pouvoirs et fonctions doivent s'interpréter de façon large, compte tenu des obligations que le peuple et le gouvernement du Canada reconnaissent avoir à l'égard de ceux qui ont si bien servi leur pays.

VETERANS' OMBUDSMAN

Office of the Veterans' Ombudsman continued

4. (1) The office of the Veterans' Ombudsman referred to in Order in Council P.C. 2007-530 dated April 3, 2007 is continued.

Mandate

(2) The mandate of the Ombudsman is to

OMBUDSMAN DES ANCIENS COMBATTANTS

4. (1) Est maintenu le poste d'ombudsman des anciens combattants visé par le décret C.P. 2007-530 du 3 avril 2007.

Poste d'ombudsman

(2) L'ombudsman a pour mandat :

Mandat

- (a) investigate and address requests from clients and their representatives arising from the application of any legislative provisions relating to them;
- (b) investigate the exercise of powers, duties and functions of the Minister set out in the *Department of Veterans Affairs Act*;
- (c) investigate emerging and systemic issues that are related to programs and services provided or administered by the Department or by third parties on the Department's behalf and that have a negative impact on clients;
- (d) investigate and address complaints from clients and their representatives related to programs and services provided or administered by the Department or by third parties on the Department's behalf, including individual decisions related to the programs and services for which there is no right of appeal to the Board;
- (e) identify and investigate systemic issues related to the Board; and
- (f) facilitate access by clients to programs and services provided or administered by the Department or by third parties on the Department's behalf by providing them with information and referrals.

- a) d'enquêter sur les demandes des clients et de leurs représentants découlant de l'application de toute disposition législative les concernant, et de traiter ces demandes;
- b) d'enquêter sur l'exercice des pouvoirs et des fonctions du ministre énoncés dans la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*;
- c) d'enquêter sur tout problème nouveau ou d'ordre systémique qui est lié aux programmes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom et qui a une incidence négative sur les clients;
- d) d'enquêter sur les plaintes des clients et de leurs représentants relatives aux programmes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom, et de traiter ces plaintes, notamment les décisions particulières liées aux programmes et aux services pour lesquels aucun droit d'appel devant le Tribunal n'est prévu;
- e) de déceler les problèmes d'ordre systémique liés au Tribunal et d'enquêter sur ceux-ci;
- f) de faciliter l'accès pour les clients aux programmes et aux services offerts ou administrés par le ministère ou par un tiers agissant en son nom en leur fournissant de l'information et des services d'aiguillage.

Appointment	5. (1) The Governor in Council must appoint a Veterans' Ombudsman.	5. (1) Le gouverneur en conseil nomme l'ombudsman des anciens combattants.	Nomination
Eligibility	(2) The Governor in Council must, in making an appointment under subsection (1), give priority to candidates who are veterans of the Canadian Forces or who have experience and knowledge of veterans' issues.	(2) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil donne priorité aux candidats qui sont des anciens combattants des Forces canadiennes ou qui ont de l'expérience et une connaissance des enjeux concernant les anciens combattants.	Admissibilité
Citizenship status	(3) The Ombudsman must be a Canadian citizen or a permanent resident of Canada.	(3) L'ombudsman est citoyen canadien ou résident permanent du Canada.	Citoyenneté
Remuneration	(4) The Ombudsman must receive such remuneration, benefits and reimbursement of expenses as is ordered by the Governor in Council.	(4) L'ombudsman reçoit la rémunération, les avantages et le remboursement des dépenses ordonnés par le gouverneur en conseil.	Rémunération

Term of office	6. (1) The Ombudsman holds office during good behaviour for a term of five years that may be renewed for a further term of three years.	6. (1) L'ombudsman est nommé à titre inamovible pour un mandat de cinq ans, renouvelable pour un second mandat de trois ans.	Durée du mandat
Rank of a deputy head	(2) The Ombudsman must have the rank and all the powers of a deputy head of a department.	(2) L'ombudsman a rang d'administrateur 5 général de ministère et en a tous les pouvoirs.	5 Rang d'administrateur général
Removal for cause	(3) The Ombudsman may be removed for cause at any time by the Governor in Council.	(3) L'ombudsman est nommé sous réserve de révocation motivée par le gouverneur en conseil.	Révocation motivée
Full-time	(4) The Ombudsman must engage exclusively in the duties and functions of his or her office under this Act or any other Act of Parliament and shall not hold any other office under Her Majesty the Queen in right of Canada or a province for reward or engage in any other employment for reward.	(4) L'ombudsman se consacre exclusivement 10 à la charge que lui confère la présente loi ou toute autre loi fédérale, à l'exclusion de toute charge rétribuée au service de Sa Majesté la Reine du chef du Canada ou des provinces ou de tout autre emploi rétribué.	10 Temps plein 15
Acting Ombudsman	(5) In the event of the absence, incapacity or 15 death of the Ombudsman, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, appoint another person to act as Ombudsman until the Ombudsman returns or another Ombudsman is appointed, as the case 20 may be.	(5) En cas d'absence, d'empêchement ou de mort de l'ombudsman, le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer une autre personne qui s'acquittera des fonctions de l'ombudsman jusqu'à ce que 20 celui-ci reprenne ses fonctions ou jusqu'à ce qu'un autre ombudsman soit nommé, selon le cas.	Ombudsman par intérim
Staff	7. (1) The Ombudsman must be assisted in the performance of his or her duties under this Act or under any other Act of Parliament by officers and employees appointed pursuant to 25 the <i>Public Service Employment Act</i> .	7. (1) Le personnel qui assiste l'ombudsman dans l'exercice des fonctions que lui confèrent 25 la présente loi ou toute autre loi fédérale est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Personnel
Delegation	(2) Subject to any other Act of Parliament, the Ombudsman may delegate to any person referred to in subsection (1) any power, duty or function conferred on the Ombudsman under 30 this Act or any other enactment.	(2) Sous réserve de toute autre loi fédérale, l'ombudsman peut déléguer à toute personne 30 visée au paragraphe (1) les pouvoirs et fonctions que lui confèrent la présente loi ou tout autre texte législatif.	Délégation
Technical assistance	(3) The Ombudsman may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Ombudsman, 35 in order to advise and assist the Ombudsman in the performance of his or her functions and duties under this Act.	(3) L'ombudsman peut retenir temporaire- ment les services d'experts ou de spécialistes 35 dont la compétence lui est utile dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente loi.	Assistance technique
Budget	8. (1) The Ombudsman must, before each fiscal year, prepare a budget sufficient to permit 40 him or her to carry out his or her mandate.	8. (1) Avant chaque exercice, l'ombudsman établit le budget nécessaire à l'exercice de son mandat.	Budget 40

Submission to Treasury Board	(2) The Ombudsman must submit the budget to the Treasury Board for its consideration and approval.	(2) L'ombudsman soumet le budget à l'aval du Conseil du Trésor.	Approbation
Estimates to be prepared	(3) After the Treasury Board has approved a budget under subsection (2), the Ombudsman must prepare an estimate of the sums that will be required to pay the charges and expenses of his or her office during the fiscal year.	(3) Après l'approbation par le Conseil du Trésor du budget visé au paragraphe (2), l'ombudsman dresse un état estimatif des sommes à affecter au paiement des frais du bureau au cours de l'exercice.	État estimatif
Inclusion in Government estimates	(4) Before the fiscal year, the Ombudsman must submit the estimate to the President of the Treasury Board, who shall lay it before the House of Commons with the estimates of the Government for the fiscal year.	(4) Avant chaque exercice, l'ombudsman soumet l'état estimatif au président du Conseil du Trésor, qui le dépose devant la Chambre des communes avec les prévisions budgétaires du gouvernement pour l'exercice.	Adjonction au budget et dépôt

POWERS

POUVOIRS

Powers	9. The Ombudsman has all the powers of a commissioner under Part II of the <i>Inquiries Act</i> in conducting an investigation.	9. Dans le cadre d'une enquête, l'ombudsman a tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la partie II de la <i>Loi sur les enquêtes</i> .	Pouvoirs
Resolution of issues	10. The Ombudsman must attempt to resolve all matters within his or her mandate at the level at which they can most efficiently and effectively be resolved and may communicate with appropriate government officials for that purpose.	10. L'ombudsman tente de résoudre tout problème qui relève de son mandat au niveau présentant la solution la plus efficace possible et, à cette fin, il peut communiquer avec les fonctionnaires compétents du gouvernement.	Résolution de problèmes
Protection from prosecution	11. No criminal or civil proceedings lie against the Ombudsman, or against any person acting on behalf or under the direction of the Ombudsman, for anything done, reported or said in good faith in the course of the performance or purported performance of the Ombudsman's powers, duties or functions under this or any other Act of Parliament.	11. L'ombudsman et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité civile ou pénale pour les actes accomplis, les rapports ou comptes rendus établis et les paroles prononcées de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs et fonctions que lui confèrent la présente loi ou toute autre loi fédérale.	Immunité de l'ombudsman

INVESTIGATION

ENQUÊTE

Investigation	12. (1) The Ombudsman must commence an investigation in response to any request received from (a) the Minister; or (b) a client or his or her representative.	12. (1) L'ombudsman ouvre une enquête à la suite de toute demande reçue : a) soit du ministre; b) soit d'un client ou de son représentant.	Enquête
Investigation on Ombudsman's initiative	(2) If the Ombudsman is satisfied that there are reasonable grounds to investigate a matter under this Act, the Ombudsman may on his or her own initiative commence an investigation in respect of that matter.	(2) L'ombudsman peut lui-même prendre l'initiative d'une enquête s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une enquête doit être menée sur une question relative à l'application de la présente loi.	Initiative de l'ombudsman

Discretion of the Ombudsman	(3) The Ombudsman may	(3) L'ombudsman peut :	Pouvoir discrétionnaire
	(a) determine how an investigation is to be conducted; and	a) choisir les modalités de l'enquête;	
	(b) determine whether an investigation should be terminated before completion.	b) déterminer s'il convient de mettre fin à l'enquête en cours de processus.	
Factors to be taken into account	(4) In exercising his or her discretion under subsection (3), the Ombudsman shall consider such factors as	(4) Dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire que lui confère le paragraphe (3), l'ombudsman tient compte des facteurs suivants :	5 Facteurs
	(a) the time elapsed since the matter leading to the request arose;	a) le temps écoulé depuis que les faits ayant donné lieu à la demande sont survenus;	10
	(b) the time elapsed since the requester became aware of the matter;	b) le temps écoulé depuis que le demandeur a pris connaissance des faits;	
	(c) the nature and seriousness of the matter;	c) la nature et la gravité des faits;	
	(d) the question of whether the request was made in good faith; and	d) la question de savoir si la demande a été faite de bonne foi;	15
	(e) the availability of alternate redress mechanisms with respect to the request.	e) l'existence d'autres recours permettant de régler la demande.	
Refusal to investigate a request	13. The Ombudsman may refuse to commence an investigation in response to a request if he or she is of the opinion that the subject matter of the request is	13. L'ombudsman peut, à son appréciation, refuser d'ouvrir une enquête à la suite d'une demande dans l'un ou l'autre des cas suivants :	Refus d'instruire
	(a) beyond the jurisdiction of the Ombudsman; or	a) l'objet de la demande ne relève pas de sa compétence;	
	(b) frivolous or vexatious in nature.	b) l'objet de la demande est de nature frivole ou vexatoire.	
Limitations	14. The Ombudsman must not commence an investigation in response to any request that, in the Ombudsman's opinion, relates to	14. L'ombudsman n'ouvre pas d'enquête à la suite d'une demande qu'il estime liée aux sujets suivants :	Limites du mandat
	(a) any decision of the Minister for which there is a right of review or appeal to the Board;	a) toute décision du ministre pour laquelle un droit de révision ou d'appel peut être exercé devant le Tribunal;	30
	(b) any decision of the Board made in the exercise of its exclusive jurisdiction under the <i>Veterans Review and Appeal Board Act</i> ;	b) toute décision du Tribunal rendue dans l'exercice de sa compétence exclusive en vertu de la <i>Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> ;	30
	(c) legal advice provided by the Bureau of Pensions Advocates in the preparation of applications for review or appeal or applications for reconsideration under the <i>Veterans Review and Appeal Board Act</i> or in the representation of the Bureau's clients at proceedings under that Act;	c) les conseils juridiques formulés par le Bureau de services juridiques des pensions dans le cadre des demandes de révision, d'appel ou de réexamen prévues par la <i>Loi sur le Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i> ou dans le cadre de la représentation des clients de ce Bureau aux audiences prévues par cette loi;	35
	(d) any court decision or decision of a judge;		40

- (e) matters within the exclusive jurisdiction of the Royal Canadian Mounted Police, apart from those matters that have been expressly assigned to be administered by the Department;
- (f) legal advice provided to the Government of Canada or to the Board; or
- (g) confidences of the Queen's Privy Council for Canada.

- d) toute décision rendue par un tribunal ou un juge;
- e) toute question qui relève de la compétence exclusive de la Gendarmerie royale du Canada et qui n'a pas été formellement confiée au ministère;
- f) les conseils juridiques donnés au gouvernement du Canada ou au Tribunal;
- g) les renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Systemic or recurrent issues

15. Notwithstanding section 14, the Ombudsman may investigate systemic or recurrent issues that relate to the operation of the Board and make recommendations in respect of those issues.

15. Malgré l'article 14, l'ombudsman peut enquêter sur les problèmes récurrents ou d'ordre systémique se rapportant au fonctionnement du Tribunal et formuler des recommandations à cet égard.

Problèmes récurrents ou d'ordre systémique

ALTERNATIVE DISPUTE RESOLUTION

RÈGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES DIFFÉRENDS

Use of alternative dispute resolution methods

16. (1) For the purposes of dealing with requests made under this Act, the Ombudsman must establish mediation processes to address these requests.

16. (1) En vue du traitement des demandes faites sous le régime de la présente loi, l'ombudsman élabore des mécanismes de médiation.

Règlement extrajudiciaire des différends

Mediation

(2) If a requester consents to mediation, the Government of Canada officials referred to in the request must not refuse to participate in mediation.

(2) Les fonctionnaires du gouvernement du Canada mentionnés dans la demande ne peuvent refuser de prendre part à la médiation à laquelle consent le demandeur.

Médiation

Settlement

(3) A settlement that includes a remedy for the requester must be arrived at by mutual consent of the requester and the person with authority to implement this remedy.

(3) Un règlement prévoyant les mesures de réparation à prendre à l'égard du demandeur doit être conclu mutuellement par le demandeur et la personne qui a le pouvoir de prendre ces mesures.

Règlement

Settlement — disciplinary action

(4) A settlement may provide for disciplinary action against any person.

(4) Le règlement peut prévoir la prise de mesures disciplinaires à l'égard de toute personne.

Règlement — prise de mesures disciplinaires

Formal investigation

17. (1) If mediation does not result in a satisfactory resolution of a request, the Ombudsman must conduct a formal investigation of the request.

17. (1) Si le recours à la médiation ne permet pas de résoudre la demande de façon satisfaisante, l'ombudsman mène une enquête officielle relativement à cette demande.

Enquête officielle

Report

(2) The Ombudsman's report of the investigation may include the following recommendations:

(2) L'ombudsman peut, dans son rapport, formuler des recommandations sur les sujets suivants :

Rapport

- (a) disciplinary action if appropriate;
- (b) any necessary policy, regulatory or legislative change; or
- (c) compensation for the affected party.

- a) les mesures disciplinaires devant être prises, le cas échéant;

Personal
information

(3) The report referred to in subsection (2) must be made available to the public and must include

- (a) the name of any person subject to a recommendation for disciplinary action; and
- (b) the name of the requester, with his or her consent.

Results of
investigation

18. The Ombudsman must inform the requester of the results of an investigation or any action taken in response to the request.

ACCESS TO INFORMATION

Access to
documents,
records or
personnel

19. The Ombudsman must be allowed access to any document, record or personnel of any government department that has been contacted by the Ombudsman in the course of carrying out his or her mandate subject only to any limitations that exist under the following legislation, policy and privileges:

- (a) the *Privacy Act*;
- (b) the Policy on Government Security;
- (c) the police informant identity privilege;
- (d) the spousal privilege;
- (e) the solicitor-client privilege; and
- (f) the penitential communications.

Confidential
information

20. The Ombudsman and persons acting on the Ombudsman's behalf must not disclose any information that is acquired while carrying out the Ombudsman's mandate without the permission of any person affected, unless the disclosure is in accordance with an Act of Parliament.

b) au besoin, les changements devant être apportés aux politiques, à la réglementation ou à la législation;

c) le dédommagement devant être accordé à la partie touchée.

5

(3) Le rapport visé au paragraphe (2) est mis à la disposition du public et précise notamment les renseignements suivants :

- a) le nom des personnes visées par toute recommandation prévoyant la prise de mesures disciplinaires;
- b) le nom du demandeur, si celui-ci consent à ce qu'il soit divulgué.

Renseignements
personnels

18. L'ombudsman informe le demandeur du résultat de son enquête ou des mesures qu'il a prises pour donner suite à sa demande.

Résultat de
l'enquête

ACCÈS À L'INFORMATION

19. L'ombudsman a accès aux documents, aux dossiers et aux membres du personnel de tous les ministères avec qui il a communiqué dans l'exercice de son mandat, sous réserve uniquement des exceptions prévues par les lois, politiques et privilèges suivants :

- a) la *Loi sur la protection des renseignements personnels*;
- b) la Politique sur la sécurité du gouvernement;
- c) le privilège de protection de l'identité des informateurs de police;
- d) le privilège du conjoint;
- e) le secret professionnel de l'avocat;
- f) le secret des communications en confession.

Accès aux
documents,
dossiers et
membres du
personnel

30

20. L'ombudsman et les personnes agissant en son nom ne peuvent communiquer les renseignements qu'ils ont obtenus dans l'exercice du mandat de l'ombudsman sans le consentement des personnes concernées, sauf en conformité avec une loi fédérale.

Confidentialité

30

ADVISORY COMMITTEES

COMITÉS CONSULTATIFS

Advisory
committees

21. (1) The Ombudsman may, as necessary, establish committees to assist the Ombudsman in dealing with general or specific situations or issues that arise in carrying out the Ombudsman's mandate under this Act.

21. (1) L'ombudsman peut, au besoin, établir des comités pour l'aider à traiter des situations ou questions générales ou particulières dans l'exercice du mandat que lui confère la 5 présente loi.

Comités
consultatifs

5

Composition of
committee

(2) The composition of the committee must be determined by the Ombudsman, taking into consideration the need for significant representation from veterans' and stakeholders' groups and from those veterans who do not belong to a 10 veterans association or advocacy group.

(2) L'ombudsman détermine la composition du comité en prenant en considération la nécessité que les groupes d'anciens combattants et d'intéressés ainsi que les anciens combattants n'appartenant pas à une association ou à un 10 groupe de défense d'anciens combattants y soient représentés dans une proportion importante.

Composition du
comité

REPORTS

RAPPORTS

Annual report

22. (1) The Ombudsman must prepare an annual report on his or her activities that shall include a statement as to whether the Ombudsman received all the information that he or she 15 requested during the calendar year in the course of carrying out his or her duties under this Act.

22. (1) L'ombudsman prépare un rapport annuel de ses activités dans lequel il signale 15 s'il a reçu tous les renseignements qu'il a demandés au cours de l'année civile dans l'exercice de ses fonctions.

Rapport annuel

Report to be
tabled in
Parliament

(2) The Ombudsman must submit the annual report to the Minister, who must table it in both Houses of Parliament within the first 60 sitting 20 days of each House following the completion of the report.

(2) L'ombudsman présente le rapport annuel au ministre, qui le dépose devant le Sénat et la 20 Chambre des communes dans les soixante premiers jours de séance suivant l'achèvement du rapport.

Rapport au
ParlementPublication of
annual report

(3) As soon as an annual report has been tabled under subsection (2), the Ombudsman must make it available to the public.

(3) Dès que le rapport a été déposé conformément au paragraphe (2), l'ombudsman le 25 rend public.

Publication du
rapport annuelOther reports
and
recommendations

23. (1) The Ombudsman may at any time submit an additional report to the Minister, which may include recommendations, concerning any investigation or other matter that is within the Ombudsman's mandate.

23. (1) L'ombudsman peut à tout moment présenter au ministre d'autres rapports — pouvant contenir des recommandations — au sujet de toute enquête ou de toute question qui relève 30 de son mandat.

Autres rapports
et
recommandationsCommittees of
both Houses

(2) The Minister must, within 60 days after receiving a report referred to in subsection (1), refer it for review by an appropriate committee of each House simultaneously or to an appropriate joint committee of both Houses.

(2) Le ministre, dans les soixante jours suivant la réception d'un rapport visé au paragraphe (1), le renvoie pour examen à un comité compétent de chaque chambre simulta- 35 nément ou à un comité mixte compétent.

Comités

Recommendations
not binding

(3) Any recommendations made by the Ombudsman under subsection (1) are not binding on the Minister.

(3) Les recommandations formulées par l'ombudsman en vertu du paragraphe (1) ne lient pas le ministre.

Recommandations
non
contraignantesMinister's
response

(4) Where the Ombudsman has issued a report recommending that the Minister take a 40 certain action, the Minister must, within 60 days

(4) Lorsque l'ombudsman a remis un rapport 40 recommandant que le ministre prenne certaines mesures, celui-ci doit, dans les soixante jours

Réponse du
ministre

after receiving the report, inform the Ombudsman as to what action is contemplated or being taken with respect to the recommendations or explain why the recommended action will not be taken.

Publication of reports after 60 days

(5) The Ombudsman may make any report, other than the annual report, available to the public on the expiry of 60 days after it has been submitted to the Minister.

Inclusion of comments in reports

24. (1) If it appears to the Ombudsman that 10 information in an annual report or any additional report would adversely affect any person or organization, the Ombudsman must give those affected an opportunity to comment and must include a fair and accurate summary of the 15 comments in the report.

Personal information

(2) With respect to the inclusion of any personal information in an annual report or any additional report, the Ombudsman must comply with the relevant provisions of the *Access to 20 Information Act* and the *Privacy Act* and any other applicable Act of Parliament.

REGULATIONS

Regulations

25. The Governor in Council may make regulations prescribing any matter or thing that by this Act is to be or may be prescribed and 25 generally to carry out the purposes and provisions of this Act.

FIVE-YEAR REVIEW

Five-year review

26. (1) Within five years after this Act receives royal assent, a comprehensive review of the provisions, operation and administration 30 of this Act must be undertaken by the Standing Committee on Veterans Affairs of the House of Commons or such other committee as the House may designate for the purposes of this section.

suivant la réception du rapport, informer l'ombudsman des mesures qu'il entend prendre ou qu'il a prises à la suite des recommandations ou donner les raisons pour lesquelles les 5 mesures recommandées ne seront pas prises. 5

Publication des rapports après soixante jours

(5) L'ombudsman peut mettre à la disposition du public tout rapport, autre que le rapport annuel, à l'expiration de la période de soixante jours suivant sa présentation au ministre.

Observations

24. (1) S'il estime que les renseignements 10 contenus dans le rapport annuel ou dans un autre rapport risquent d'avoir une incidence négative sur des personnes ou organisations, l'ombudsman donne à celles-ci la possibilité de se faire entendre et il inclut dans le rapport un 15 résumé juste et fidèle de ses observations.

Renseignements personnels

(2) En ce qui a trait aux renseignements personnels figurant dans le rapport annuel ou tout autre rapport, l'ombudsman doit se conformer aux dispositions pertinentes de la *Loi sur 20 l'accès à l'information*, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de toute autre loi fédérale applicable.

RÈGLEMENTS

Règlements

25. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'ordre règle- 25 mentaire prévue par la présente loi et toute autre mesure d'application de la présente loi.

EXAMEN QUINQUENNAL

Examen quinquennal

26. (1) Dans les cinq ans suivant la sanction de la présente loi, un examen approfondi des dispositions et de l'application de celle-ci doit 30 être fait par le Comité permanent des anciens combattants de la Chambre des communes ou tout autre comité que la Chambre désigne pour l'application du présent article.

Report

(2) The committee referred to in subsection (1) must, within one year after a review is undertaken pursuant to that subsection, or within such further time as may be authorized by the House of Commons, submit a report on the review to Parliament, including a statement of any changes that the committee recommends.

Rapport

(2) Dans l'année qui suit le début de son examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport au 5 Parlement, accompagné des modifications qu'il 5 recommande.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

A1
X6
-B56
C-284

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-284

An Act respecting Status of Women Canada

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

MS. MATHYSSEN

411045

C-284

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-284

Loi concernant Condition féminine Canada

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

M^{ME} MATHYSSEN



SUMMARY

This enactment describes the mandate of the federal organisation known as Status of Women Canada. It also establishes the Advisory Council for Status of Women Canada.

SOMMAIRE

Le texte énonce le mandat de l'organisme fédéral portant le nom de Condition féminine Canada. Il prévoit également l'établissement du Conseil consultatif de Condition féminine Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-284

PROJET DE LOI C-284

An Act respecting Status of Women Canada

Loi concernant Condition féminine Canada

Preamble

Whereas a Royal Commission on the Status of Women in Canada established on February 16, 1967, to inquire into and report on the status of women in Canada made significant recommendations on steps to be taken by the federal government to ensure women equal opportunities with men in all aspects of Canadian society, having regard to the distribution of legislative powers under the Constitution of Canada, particularly with reference to federal statutes, regulations and policies that concern or affect the rights and activities of women;

Whereas Canada is a party to the Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women and encourages the advancement and full participation of women in all spheres of life;

Whereas all Canadians are committed to promoting gender equality in a manner consistent with the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*;

Whereas it is in the interest of Canadians to identify and raise awareness on issues that affect the social, economic and democratic rights of women;

Whereas concerted action by Canadians to increase respect for women's rights enhances the lives of all Canadians;

And whereas the Office of the Coordinator, Status of Women, was designated as a department for the purposes of the *Financial Admin-*

Attendu :

que la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, établie le 16 février 1967 afin d'enquêter et de faire rapport sur la situation des femmes au Canada, a formulé d'importantes recommandations sur les mesures devant être prises par le gouvernement fédéral en vue de garantir aux femmes des chances égales dans tous les aspects de la société canadienne, compte tenu du partage des pouvoirs législatifs établi par la Constitution du Canada, en particulier en ce qui a trait aux lois, à la réglementation et aux politiques fédérales qui ont une incidence sur les droits et les activités des femmes;

que le Canada est partie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et encourage l'avancement et la pleine participation des femmes dans toutes les sphères de la vie;

que tous les Canadiens ont à coeur de promouvoir l'égalité des sexes dans le respect de la *Charte canadienne des droits et libertés*; qu'il est dans l'intérêt des Canadiens de déterminer ce qui fait obstacle aux droits sociaux, économiques et démocratiques des femmes et d'accroître la sensibilisation à l'égard de ces problèmes;

que la prise de mesures concertées en vue d'accroître le respect des droits des femmes pour effet d'améliorer la vie de tous les Canadiens;

Préambule

istration Act and the Public Service Employment Act pursuant to Order in Council P.C. 1976-779 of April 1, 1976;

que le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme est désigné comme ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* aux termes du décret en conseil C.P. 1976-779, pris le 1^{er} avril 1976, 5

Now therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte : 10

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title 1. This Act may be cited as the *Status of Women Canada Act*.

1. *Loi sur Condition féminine Canada*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions 2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à 10 la présente loi.

Définitions

"Council" « Conseil » "Council" means the Advisory Council for Status of Women Canada established by the Minister under section 5.

« Condition féminine Canada » Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme, 15 désigné comme ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* aux termes du décret en conseil C.P. 1976-779, pris le 1^{er} avril 1976. 20

« Condition féminine Canada » "Status of Women Canada"

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister responsible for Status of Women Canada.

15

"Status of Women Canada" « Condition féminine Canada » "Status of Women Canada" means the Office of the Coordinator, Status of Women, designated as a department for the purposes of the *Financial Administration Act* and the *Public Service Employment Act* pursuant to Order in Council P.C. 1976-779 of April 1, 1976.

« Conseil » Le Conseil consultatif de Condition féminine Canada constitué par le ministre en vertu de l'article 5.

« Conseil » "Council"

« ministre » Le ministre responsable de Condition féminine Canada. 25

« ministre » "Minister"

Office continued 3. The Office of the Coordinator, Status of Women, referred to in section 2 is continued.

3. Est maintenu le Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme visé à l'article 2.

Bureau maintenu

MANDATE OF STATUS OF WOMEN CANADA

MANDAT DE CONDITION FÉMININE CANADA

Mandate 4. The mandate of Status of Women Canada is to

4. Condition féminine Canada a pour man- 25 dat :

Mandat

(a) promote gender equality and the advancement and full participation of women in the economic, social, cultural and political life of the country;

a) de promouvoir l'égalité des sexes ainsi 30 que l'avancement et la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays;

(b) coordinate federal policy development 30 relating to the status of women's equality and human rights;

b) de coordonner l'élaboration de la politique 35 fédérale concernant la situation de l'égalité et des droits des femmes;

(c) advise and assist the Minister in the coordination and promotion of governmental activities related to the status of women;

(d) encourage gender-sensitive policy making across the federal government, provide gender-based analysis training, tools and resources and evaluate their integration into the legislation, policies, programs and practices of the federal government;

(e) conduct an on-going review and evaluation of the federal government's progress in advancing the status of women, with a focus on their economic autonomy and well-being and physical and psychological well-being, democratic participation and equal representation in elected and public offices at all levels of government and on reduction of violence against women and children;

(f) administer and fund programs that encourage and support action to further the advancement of women, including research and advocacy related to these programs;

(g) engage in consultations with the federal government, international agencies and Canadian organizations, communities, educational institutions, voluntary organizations, employers, unions and individual citizens; and

(h) monitor changing public attitudes towards the status of women and identify new needs and systemic barriers impeding women's progress and make recommendations for improvements to the existing laws of Canada in this regard.

c) de conseiller et d'appuyer le ministre dans la coordination et la promotion des activités gouvernementales liées à la condition féminine;

d) d'encourager l'élaboration de politiques qui tiennent compte de la spécificité des sexes dans l'ensemble de l'administration fédérale, de fournir de la formation, des outils et des ressources en matière d'analyse comparative entre les sexes et d'en évaluer l'intégration dans les lois, les politiques, les programmes et les pratiques fédéraux;

e) de procéder à l'examen continu des résultats obtenus par le gouvernement fédéral dans l'avancement de la condition féminine, en mettant l'accent sur l'autonomie économique et le bien-être économique, physique et psychologique des femmes, la participation des femmes à la vie démocratique, la représentation égale des femmes parmi les élus et les titulaires de charge publique à tous les niveaux de l'administration fédérale et la réduction de la violence contre les femmes et les enfants;

f) d'administrer et de financer, d'une part, des programmes favorisant la prise de mesures qui contribuent à l'avancement des femmes et, d'autre part, les activités de recherche et de sensibilisation qui s'y rattachent;

g) de tenir des consultations avec le gouvernement fédéral, des organismes canadiens et internationaux, des collectivités, des établissements d'enseignement, des organisations bénévoles, des employeurs, des syndicats et des citoyens;

h) de suivre l'évolution des mentalités en ce qui a trait à la condition féminine, de cerner les nouveaux besoins ainsi que les obstacles systémiques qui nuisent à l'avancement des femmes et de formuler des recommandations en vue d'améliorer la législation canadienne à cet égard.

ADVISORY COUNCIL

CONSEIL CONSULTATIF

Advisory
Council

5. (1) The Minister must establish the Council, the members of which are to be appointed by him or her, in accordance with subsection (3).

5. (1) Le ministre constitue le Conseil dont les membres sont nommés par lui conformément au paragraphe (3).

Conseil
consultatifMandate of
Council

(2) The mandate of the Council is to

5 (2) Le Conseil a pour mission :

Mission

(a) advise the Minister and federal government officials and to make recommendations on matters relating to the status of women that the Minister or federal government official refer to the Council or that the Council deems appropriate;

a) de conseiller le ministre et les fonctionnaires fédéraux, et de formuler des recommandations sur toute question liée à la condition féminine qu'il estime indiquée ou qui lui a été soumise par le ministre ou un fonctionnaire fédéral;

10

(b) establish Council policy;

b) d'élaborer ses politiques;

(c) publish matters of interest and concern to women, including its own findings and recommendations;

c) de publier des documents sur des sujets présentant un intérêt pour les femmes, y compris ses propres conclusions et recommandations;

15

(d) carry out research on issues identified by the Council that would facilitate responses to the federal government's legislative agenda;

d) de mener des recherches sur les questions choisies par lui qui l'aideront à prendre position sur les mesures législatives mises de l'avant par le gouvernement fédéral;

(e) monitor research and the implementation of Council recommendations adopted by the federal government;

e) de surveiller les recherches et la mise en oeuvre de celles de ses recommandations qui sont adoptées par le gouvernement fédéral;

(f) represent the Council and liaise with women, as well as with local, provincial and territorial organizations on women's issues; and

f) de se faire représenter et d'assurer une liaison auprès des femmes et des organismes locaux, provinciaux et territoriaux relative- ment aux questions concernant les femmes;

25

(g) organize meetings and consultations with women's groups.

g) de tenir des réunions et des consultations avec des organisations féminines.

Composition of
Council

(3) The Council is to consist of up to 30 members and the Minister must make all reasonable efforts to ensure that the Council's membership

(3) Le Conseil est composé d'au plus trente membres, et le ministre prend toutes les mesures raisonnables pour y assurer la représentation :

Composition du
Conseil

(a) reflects a broad range of experience relating to the social, economic and democratic rights of women in Canada; and

a) d'un vaste éventail d'expérience en ce qui concerne les droits sociaux, économiques et démocratiques des femmes au Canada;

(b) includes representatives from the various regional, cultural and linguistic groups of Canada, including representatives of Aboriginal people and disabled persons.

b) de divers groupes régionaux, culturels et linguistiques du Canada, y compris une représentation des peuples autochtones et des personnes handicapées.

35

Term of office	(4) A member of the Council is to be appointed to hold office for a term not exceeding four years and is eligible for reappointment for one or more additional terms in the same capacity.	(4) Le mandat des membres du Conseil est d'une durée maximale de quatre ans et est renouvelable, à des fonctions identiques, plus d'une fois.	Durée du mandat
Removal for cause	(5) The members of the Council may be removed by the Minister at any time for cause.	(5) Les membres du Conseil peuvent faire l'objet d'une révocation motivée de la part du ministre.	5 Révocation motivée
President and Vice-presidents	(6) The Minister must appoint a President and three Vice-Presidents from among the members of the Council.	(6) Le ministre choisit un président et trois vice-présidents parmi les membres du Conseil.	Président et vice-présidents
Regional representation	(7) The Minister must appoint three Vice-Presidents to represent, respectively, (a) the four Western provinces; (b) southern Ontario and Quebec and the four Atlantic provinces; and (c) northern Ontario and Quebec and the three territories.	(7) Les trois vice-présidents représentent 10 respectivement : a) les quatre provinces de l'Ouest; b) le sud de l'Ontario et du Québec et les quatre provinces de l'Atlantique; c) le nord de l'Ontario et du Québec et les 15 trois territoires.	Représentation régionale
Remuneration of President and Vice-Presidents	(8) The President and three Vice-Presidents may be paid remuneration and expenses for their services in amounts that the Minister may 20 set.	(8) Le président et les trois vice-présidents peuvent recevoir la rémunération et les indemnités que fixe le ministre.	Rémunération du président et des vice-présidents
Volunteer members	(9) The representatives appointed to the Council, other than the President and the three Vice-presidents, are to hold office without remuneration and must not be reimbursed for 25 expenses incurred in the course of their duties.	(9) Les autres représentants nommés au 20 Conseil exercent leurs fonctions sans aucune rémunération et ne peuvent se faire rembourser les frais entraînés par l'exercice de ces fonctions.	Membres non rémunérés

REPORT

Report to Parliament

6. The President of the Council must, within three months after the termination of each financial year, prepare and lay before Parliament a report on the activities of the Council during 30 that financial year.

RAPPORT

Rapport au Parlement

6. Dans les trois mois qui suivent la fin de 25 chaque exercice, le président du Conseil établit et présente au Parlement le rapport des activités du Conseil au cours de l'exercice.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

11
3
B56

Copyright
Publication

C-285

C-285

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-285

PROJET DE LOI C-285

An Act to amend the Criminal Code (hate propaganda)

Loi modifiant le Code criminel (propagande haineuse)

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN

411122



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to expand the definition of “identifiable group” in relation to hate propaganda to include any section of the public distinguished by sex.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ajouter à la définition de « groupe identifiable » — en ce qui a trait à la propagande haineuse — toute section du public qui se différencie des autres par le sexe.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-285

PROJET DE LOI C-285

An Act to amend the Criminal Code (hate
propaganda)

Loi modifiant le Code criminel (propagande
haineuse)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Subsection 318(4) of the *Criminal Code*
is replaced by the following:**

Definition of
“identifiable
group”

(4) In this section, “identifiable group”
means any section of the public distinguished
by colour, race, religion, ethnic origin, sex or
sexual orientation.

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Le paragraphe 318(4) du *Code criminel*
5 est remplacé par ce qui suit :**

5

(4) Au présent article, « groupe identifia-
ble » désigne toute section du public qui se
différencie des autres par la couleur, la race, la
religion, l’origine ethnique, le sexe ou l’orien-
tation sexuelle.

Définition de
« groupe
identifiable »

10



411122

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

356
C-286

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-286

C-286

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-286

An Act to amend the Employment Insurance Act
(compassionate care benefits for dependent children)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (prestations de
soignant pour enfants à charge)

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

MS. MATHYSSEN

M^{ME} MATHYSSEN



SUMMARY

This enactment amends the *Employment Insurance Act* to increase the period during which a claimant can receive special benefits for the care or support of a family member from six weeks to 15.

The enactment also provides special benefits for a claimant who is caring for a dependent child with a serious medical condition who must receive health care outside the region in which the child lives.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de porter de six à quinze semaines la période des prestations spéciales versées à un prestataire dans le cas de soins ou de soutien à donner à des membres de la famille.

Il prévoit également le versement de prestations spéciales au prestataire qui prend soin d'un enfant à charge gravement malade qui doit recevoir des soins de santé à l'extérieur de sa région de résidence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-286

PROJET DE LOI C-286

An Act to amend the Employment Insurance Act (compassionate care benefits for dependent children)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (prestations de soignant pour enfants à charge)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Paragraph 12(3)(d) of the *Employment Insurance Act* is replaced by the following:

1. L'alinéa 12(3)d) de la *Loi sur l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui suit :

(d) because the claimant is providing care or support to one or more family members described in subsection 23.1(2), is 15.

d) dans le cas de soins ou de soutien à donner à un ou plusieurs membres de la famille visés au paragraphe 23.1(2), quinze semaines.

2. (1) Paragraph 23.1(1)(b) of the Act is replaced by the following:

2. (1) L'alinéa 23.1(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) a child of the individual, a child of the individual's spouse or common-law partner, a dependent child of the individual or a dependent child of the individual's spouse or common-law partner;

b) de son enfant, de l'enfant de son époux ou conjoint de fait, de son enfant à charge ou de l'enfant à charge de son époux ou conjoint de fait;

(2) Paragraphs 23.1(2)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 23.1(2)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

- (a) a family member of the claimant
- (i) has a serious medical condition with a significant risk of death within 26 weeks
- (A) from the day the certificate is issued,
- (B) in the case of a claim that is made before the day the certificate is issued, from the day from which the medical doctor certifies the family member's medical condition, or

- a) ou bien un membre de la famille du prestataire, à la fois :
- (i) est gravement malade et le risque de décès est important au cours des vingt-six semaines qui suivent :

(A) soit le jour de la délivrance du certificat,

(C) in the case of a claim that is regarded to have been made on an earlier day under subsection 10(4) or (5), from that earlier day, and

(ii) requires the care or support of one or more other family members; or

(b) a dependent child of the claimant has a serious medical condition and must receive health care that is not available in the region where the child lives but that is offered in an institution that is more than 40 kilometres from the child's place of residence.

(B) soit le jour où le médecin atteste que le membre de la famille est gravement malade, dans le cas où la demande de prestations est présentée avant le jour de la délivrance du certificat,

(C) soit le jour déterminé conformément aux paragraphes 10(4) ou (5), dans le cas où une demande est considérée comme ayant été présentée à une date antérieure au titre d'un de ces paragraphes,

(ii) requiert les soins ou le soutien d'un ou de plusieurs autres membres de sa famille;

b) ou bien un enfant à charge du prestataire est gravement malade et doit recevoir des soins de santé qui ne sont pas disponibles dans la région où il réside mais sont offerts dans un établissement situé à l'extérieur d'un rayon de quarante kilomètres de son lieu de résidence.

(3) Section 23.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2.1) For the purposes of subsection (2), "dependent child" means a child of the claimant or a child of the claimant's spouse or common-law partner who

(a) is less than 18 years of age;

(b) is 18 or more years of age but less than 25 years of age and is in full-time attendance at a school or university as defined by regulation; or

(c) is a child other than a child described in paragraph (b), is 18 or more years of age and is disabled, having been disabled without interruption since reaching 18 years of age.

(4) Paragraph 23.1(5)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) the certificate referred to in subsection (2) must state that the family member has a serious medical condition with a significant risk of death within that period or that the dependent child has a serious medical condition; and

(3) L'article 23.1 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

(2.1) Pour l'application du paragraphe (2), « enfant à charge » s'entend de l'enfant du prestataire, ou de celui de son époux ou conjoint de fait, qui :

a) soit est âgé de moins de dix-huit ans;

b) soit est âgé de dix-huit ans ou plus mais de moins de vingt-cinq ans et fréquente à plein temps une école ou une université selon la définition qu'en donnent les règlements;

c) soit est un enfant non visé à l'alinéa b), âgé de dix-huit ans ou plus et invalide, ayant été frappé d'invalidité sans interruption depuis le moment où il a atteint l'âge de dix-huit ans.

(4) L'alinéa 23.1(5)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) le certificat visé au paragraphe (2) doit attester soit que le membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès au cours de cette période est important, soit que l'enfant à charge du prestataire est gravement malade;

Definition of
"dependent
child"

Définition de
« enfant à
charge »

3. Paragraph 54(f.3) of the Act is replaced by the following:

(f.3) defining and determining what is care or support for the purposes of subparagraph 23.1(2)(a)(ii) and paragraph 152.06(1)(b);

3. L'alinéa 54f.3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5 f.3) définissant et déterminant ce qui constitue des soins ou du soutien pour l'application du sous-alinéa 23.1(2)a)(ii) et de l'alinéa 152.06(1)b);



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

356
C-287

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-287

An Act respecting a Senior Consumer Price Index

FIRST READING, SEPTEMBER 23, 2011

MS. MATHYSSEN

C-287

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-287

Loi concernant l'indice des prix à la consommation pour aînés

PREMIÈRE LECTURE LE 23 SEPTEMBRE 2011

M^{ME} MATHYSSEN



SUMMARY

This enactment requires the Chief Statistician of Canada to prepare a consumer price index for senior citizens to reflect the characteristics of consumer spending by persons aged 60 years and older.

It also makes amendments to the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act* to provide that the pensions provided under those Acts are indexed in accordance with this Senior Consumer Price Index.

SOMMAIRE

Le texte exige que le statisticien en chef du Canada établisse un indice des prix à la consommation pour les aînés basé sur les dépenses des consommateurs âgés de soixante ans et plus.

Il modifie également le *Régime de pensions du Canada* et la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* afin de prévoir l'indexation des pensions versées sous le régime de ces deux lois sur l'indice des prix à la consommation pour aînés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-287

PROJET DE LOI C-287

An Act respecting a Senior Consumer Price Index

Loi concernant l'indice des prix à la consommation pour aînés

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Senior Consumer Price Index Act*.

1. *Loi sur l'indice des prix à la consommation pour aînés*.

Titre abrégé

5

PRICE INDEX

INDICE DES PRIX

Senior Consumer Price Index

2. Six months after the day on which this Act comes into force, the Chief Statistician of Canada must, under the authority conferred by section 22 of the *Statistics Act*, prepare and publish for each calendar month a price index 10 that reflects the characteristics of consumer spending by persons aged 60 years and older.

2. Six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, le statisticien en chef du Canada, en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la statistique*, établit et publie pour chaque mois civil un indice des prix basé sur les dépenses des 10 consommateurs âgés de soixante ans et plus.

Indice des prix à la consommation pour aînés

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

R.S., c. C-8

CANADA PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L.R., ch. C-8

3. (1) The definition "Consumer Price Index" in subsection 2(1) of the *Canada Pension Plan* is repealed.

3. (1) La définition de « indice des prix à la consommation », au paragraphe 2(1) du 15 *Régime de pensions du Canada*, est abrogée.

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est 15 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Senior Consumer Price Index"
« indice des prix à la consommation pour aînés »

"Senior Consumer Price Index" means the Senior Consumer Price Index for Canada, as 20 published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*;

« indice des prix à la consommation pour aînés »
L'indice des prix à la consommation pour aînés pour le Canada publié par Statistique Canada 20 sous le régime de la *Loi sur la statistique*.

« indice des prix à la consommation pour aînés »
"Senior Consumer Price Index"

4. (1) Subsection 43(1) of the Act is replaced by the following:

Pension Index for subsequent years

43. (1) Subject to subsection (2), the Pension Index for each year shall be calculated, in prescribed manner, as the average for the twelve month period ending October 31 in the preceding year of the Senior Consumer Price Index for each month in that twelve month period.

(2) Subsection 43(3) of the Act is replaced by the following:

Where basis of Senior Consumer Price Index is changed

(3) Where at any time the Senior Consumer Price Index is adjusted to reflect a new time basis or a new content basis with a resulting percentage adjustment being made in the figures for that Index, a corresponding percentage adjustment shall, at the time of the next calculation of the Pension Index, be made in all values then existing of the Pension Index.

4. (1) Le paragraphe 43(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Indice de pension

43. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'indice de pension pour une année donnée est constitué, selon les modalités prescrites, par la moyenne, pour la période de douze mois se terminant le 31 octobre de l'année précédente, de l'indice des prix à la consommation pour ainés pour chacun des mois de cette période.

(2) Le paragraphe 43(3) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

(3) En cas d'ajustement de l'indice des prix à la consommation pour aînés visant à tenir compte d'une nouvelle base quant au temps ou au contenu et, en conséquence, d'ajustement 15 du pourcentage des chiffres de cet indice, un ajustement de pourcentage correspondant doit être apporté à toutes les données existantes de l'indice de pension au moment du prochain calcul de l'indice de pension.

Modification de la base de l'indice des prix à la consommation pour aînés

R.S., c. O-9

OLD AGE SECURITY ACT

5. (1) The definition "Consumer Price Index" in section 2 of the *Old Age Security Act* is repealed.

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

"Senior Consumer Price Index"
« indice des prix à la consommation pour aînés »

"Senior Consumer Price Index", with respect to any adjustment quarter, means the average for 25 that adjustment quarter of the Senior Consumers Price Index for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the *Statistics Act*, for each month in that adjustment quarter;

6. (1) Paragraph 7(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the 35 Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter.

(2) Subsection 7(4) of the Act is replaced by the following:

LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L.R., ch. O-9

5. (1) La définition de « indice des prix à la consommation », à l'article 2 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, est abrogée.

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, 25 de ce qui suit :

« indice des prix à la consommation pour aînés »
Dans le cas d'un trimestre de rajustement, la moyenne des indices des prix à la consommation pour aînés pour le Canada publiés par 30 Statistique Canada sous le régime de la *Loi sur la statistique* pour chacun des mois du trimestre.

« indice des prix à la consommation pour aînés »
"Senior Consumer Price Index"

6. (1) L'alinéa 7(2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la fraction ayant respectivement pour 35 numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

(2) Le paragraphe 7(4) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

40

Effect of
reduction in
Senior
Consumer Price
Index

(4) Where, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no pension adjustment shall be made pursuant to subsection (2) in respect of that payment quarter; and

(b) no pension adjustment shall be made pursuant to that subsection in respect of any 10 subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter is higher than the Senior 15 Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in 20 that paragraph shall be deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

7. (1) Paragraph 12(2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that pay- 30 ment quarter,

(2) Subsection 12(4) of the Act is replaced by the following:

(4) Where, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for 35 the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no supplement adjustment shall be made pursuant to subsection (2) in respect of that 40 payment quarter; and

(b) no supplement adjustment shall be made pursuant to that subsection in respect of any subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior 45 Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent pay-

(4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'ap- 5 pliquent :

a) la pension n'est pas rajustée pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui 10 du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second trimestre de rajustement par rapport au 15 trimestre de paiement où commence le rajustement.

7. (1) L'alinéa 12(2)b) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

b) la fraction ayant respectivement pour 20 numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

(2) Le paragraphe 12(4) de la même loi est 25 remplacé par ce qui suit :

(4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'ap- 30 pliquent :

a) le montant du supplément n'est pas rajusté pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui 35 du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second

Baisse de
l'indice

5

25

Baisse de
l'indice

30

Effect of
reduction in
Senior
Consumer Price
Index

ment quarter is higher than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in that paragraph shall be deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

8. (1) Paragraph 22(4.2)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the ratio that the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that payment quarter bears to the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to that payment quarter.

(2) Subsection 22(4.4) of the Act is replaced by the following:

(4.4) If, in relation to any payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter is lower than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter,

(a) no adjustment of the supplement equivalent for the survivor is to be made under subsection (4.2) in respect of that payment quarter; and

(b) no adjustment of the supplement equivalent for the survivor is to be made under that subsection in respect of any subsequent payment quarter until, in relation to a subsequent payment quarter, the Senior Consumer Price Index for the first adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter is higher than the Senior Consumer Price Index for the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in paragraph (a), in which case the second adjustment quarter that relates to the payment quarter referred to in that paragraph is deemed to be the second adjustment quarter that relates to that subsequent payment quarter.

9. Section 27 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

trimestre de rajustement par rapport au trimestre de paiement où commence le rajustement.

8. (1) L'alinéa 22(4.2)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la fraction ayant respectivement pour numérateur et dénominateur les indices des prix à la consommation pour aînés pour les premier et second trimestres de rajustement.

(2) Le paragraphe 22(4.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4.4) Si, pour un trimestre de paiement donné, l'indice des prix à la consommation pour aînés du premier trimestre de rajustement est inférieur à celui du second, les règles suivantes s'appliquent :

a) la valeur du supplément pour le survivant n'est pas rajustée pour le trimestre de paiement en question;

b) le rajustement ne commence que pour le trimestre de paiement où l'indice du premier trimestre de rajustement est supérieur à celui du trimestre qui constituait le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre visé à l'alinéa a), ce second trimestre de rajustement étant réputé constituer le second trimestre de rajustement par rapport au trimestre de paiement où commence le rajustement.

9. L'article 27 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Reduction in
Senior
Consumer Price
Index

Baisse de
l'indice

ADJUSTMENT IN <u>SENIOR</u> CONSUMER PRICE INDEX		AJUSTEMENT DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION <u>POUR AÎNÉS</u>	
Where basis of Senior Consumer Price Index changed	<p>27. Where at any time the <u>Senior Consumer Price Index</u> for Canada, as published by Statistics Canada under the authority of the <i>Statistics Act</i>, is adjusted to reflect a new time basis or a new content basis, a corresponding adjustment shall be made in the <u>Senior Consumer Price Index</u> with respect to any adjustment quarter that is used for the purpose of calculating the amount of any benefit that may be paid under this Act.</p> <p>10. Paragraph 34(b) of the Act is replaced by the following:</p> <p>(b) prescribing the manner in which the average of the <u>Senior Consumer Price Index</u> for any period of months shall be determined and the manner in which any such average that is determined to be a fraction of a whole number shall be expressed;</p>		<p>27. Tout ajustement de l'indice des prix à la consommation <u>pour aînés</u> pour le Canada publié par Statistique Canada <u>sous le régime</u> de la <i>Loi sur la statistique</i> à une nouvelle base de données ou de temps doit entraîner un ajustement correspondant de l'indice trimestriel des prix à la consommation <u>pour aînés</u> servant au calcul du montant des prestations.</p> <p>10. L'alinéa 34b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>b) établir le mode de détermination de la moyenne des indices des prix à la consommation <u>pour aînés</u> pour toute période de plusieurs mois et la façon d'arrondir les résultats obtenus;</p>
R.S., c. W-3	<p>WAR VETERANS ALLOWANCE ACT</p> <p>11. Subsection 22(1) of the <i>War Veterans Allowance Act</i> is replaced by the following:</p> <p>22. (1) The income factors specified in column II of the schedule, except the income factor specified for orphans and children, shall be increased simultaneously with and by the same amount as any increase in the amount of each of the Old Age Security pension and the Guaranteed Income Supplement provided from time to time by amendments to the <i>Old Age Security Act</i>, other than regular quarterly adjustments made under that Act in relation to the <u>Senior Consumer Price Index published by Statistics Canada under the authority of the <i>Statistics Act</i>.</u></p>		<p>LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS</p> <p>11. Le paragraphe 22(1) de la <i>Loi sur les allocations aux anciens combattants</i> est remplacé par ce qui suit :</p> <p>22. (1) Les facteurs revenu indiqués à la colonne II de l'annexe, sauf le facteur revenu indiqué pour les orphelins et enfants, sont majorés en même temps et du même montant que toute augmentation du montant de la pension de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti apportée par une modification de la <i>Loi sur la sécurité de la vieillesse</i>, à l'exception des rajustements trimestriels réguliers effectués dans le cadre de cette loi par rapport à l'indice des prix à la consommation <u>pour aînés</u> publié par Statistique Canada sous le régime de la <i>Loi sur la statistique</i>.</p>
Increases			Modification de la base de données

COMING INTO FORCE

Coming into
force

12. Sections 3 to 11 of this Act come into force one year after the day on which it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en
vigueur

12. Les articles 3 à 11 de la présente loi entrent en vigueur un an après sa sanction.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-288

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-288

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act respecting the National Flag of Canada

Loi concernant le drapeau national du Canada

FIRST READING, SEPTEMBER 27, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 27 SEPTEMBRE 2011

MR. CARMICHAEL

M. CARMICHAEL

SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that all Canadians have the right to fly the National Flag of Canada.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'affirmer le droit de chaque Canadien de déployer le drapeau national du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act respecting the National Flag of Canada

Loi concernant le drapeau national du Canada

Preamble

Whereas the Canadian flag is the symbol of the nation's unity;

Whereas the Canadian flag represents the principles of freedom, democracy, courage, and justice upon which our great nation is based;

Whereas the Canadian flag represents all the citizens of Canada;

Whereas the Canadian flag represents pride in our great nation and support for those who have sacrificed their lives for it;

And whereas it is in the national and public interest not to prevent a person from displaying the National Flag;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Flag of Canada Act*.

PROHIBITION

Prohibition

2. It is prohibited for any person to prevent the displaying of the National Flag of Canada, provided that

(a) the flag is displayed in a manner befitting this national symbol;

Attendu :

que le drapeau canadien symbolise l'unité nationale;

que le drapeau canadien représente la liberté, la démocratie, le courage et la justice, principes qui constituent le fondement de notre grand pays;

que le drapeau canadien représente tous les citoyens du Canada;

que le drapeau canadien représente la fierté que nous inspire notre grand pays et témoigne du soutien que nous vouons à ceux qui sacrifient leur vie pour lui;

qu'il est dans l'intérêt national et public de ne pas empêcher le déploiement du drapeau canadien,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le drapeau national du Canada.*

INTERDICTION

2. Nul ne peut empêcher quiconque de déployer le drapeau national, pourvu que celui-ci :

a) soit déployé d'une manière convenant à sa qualité d'emblème national;

Préambule

Interdiction

(b) the display is not for an improper purpose or use; and

(c) the flag is not subjected to desecration.

b) ne soit pas déployé à des fins inappropriées;

c) ne fasse pas l'objet de profanation.

ENFORCEMENT

Injunction

3. (1) If, in the opinion of the Attorney General of Canada, it appears that any person has engaged, is engaged or is about to engage in any act or practice in contravention of this Act, the Attorney General of Canada may commence proceedings in any superior court of competent jurisdiction to enjoin such act or practice.

Power of court

(2) The court before which proceedings are commenced and maintained under this section may

(a) grant a temporary restraining order or an interlocutory injunction;

(b) order any person to comply with a provision of this Act; and

(c) make such other order as may be deemed necessary to effect compliance with this Act.

Punishment

(3) The court before which proceedings are commenced and maintained under this section may punish any person who contravenes or fails to comply with a restraining order, injunction or other order granted or made by the court under this section by a fine in the discretion of the court or by imprisonment for a term not exceeding two years.

EXÉCUTION

Injonction

3. (1) Le procureur général du Canada peut, s'il croit qu'une personne s'est livrée, se livre ou est sur le point de se livrer à un acte ou une pratique contraire à la présente loi, engager une procédure devant toute cour supérieure compétente en vue de faire cesser cet acte ou cette pratique.

(2) La cour saisie en vertu du présent article peut :

a) accorder une injonction provisoire ou interlocutoire;

b) ordonner à toute personne de se conformer aux dispositions de la présente loi;

c) rendre toute autre ordonnance qu'elle juge nécessaire pour assurer le respect de la présente loi.

Pouvoir de la cour

Peine

(3) La cour peut infliger, à quiconque contrevient ou ne se conforme pas à une injonction qu'elle a accordée ou à une ordonnance qu'elle a rendue en vertu du présent article, l'amende qu'elle estime indiquée ou un emprisonnement maximal de deux ans.



356

UNIVERSITY OF TORONTO
LIBRARY
100 St George Street
Toronto, Ontario M5S 1A5
Canada

C-288

C-288

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act respecting the National Flag of Canada

Loi concernant le drapeau national du Canada

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 28, 2012

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 28 MARS 2012



SUMMARY

The purpose of this enactment is to ensure that all Canadians are encouraged to display the National Flag of Canada.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'encourager chaque Canadien à déployer le drapeau national du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-288

PROJET DE LOI C-288

An Act respecting the National Flag of Canada

Loi concernant le drapeau national du Canada

Preamble

Whereas the Canadian flag is the symbol of the nation's unity;

Whereas the Canadian flag represents the principles of freedom, democracy, courage, and justice upon which our great nation is based; 5

Whereas the Canadian flag represents all the citizens of Canada;

Whereas the Canadian flag represents pride in our great nation and support for those who have sacrificed their lives for it; 10

And whereas it is in the national and public interest to encourage the displaying of the National Flag;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 15 Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *National Flag of Canada Act*.

DISPLAYING THE NATIONAL FLAG

Displaying flag

2. (1) All Canadians are encouraged to proudly display the National Flag of Canada 20 in accordance with flag protocol.

Allowing display

(2) Every person who is in control of an apartment building, a condominium building or building in divided co-ownership or another

Attendu :

que le drapeau canadien symbolise l'unité nationale;

que le drapeau canadien représente la liberté, la démocratie, le courage et la justice, 5 principes qui constituent le fondement de notre grand pays;

que le drapeau canadien représente tous les citoyens du Canada;

que le drapeau canadien représente la fierté 10 que nous inspire notre grand pays et témoigne du soutien que nous vouons à ceux qui sacrifient leur vie pour lui;

qu'il est dans l'intérêt national et public d'encourager le déploiement du drapeau 15 canadien,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le drapeau national du Canada.* 20 Titre abrégé

DÉPLOIEMENT DU DRAPEAU NATIONAL

2. (1) Tous les Canadiens sont encouragés à déployer fièrement le drapeau national du Canada conformément à l'étiquette du drapeau.

Déploiement du drapeau


(2) Quiconque est responsable d'un immeuble d'appartements, d'un immeuble d'habitation 25 détenu en copropriété divise ou en

Permission de déployer

multiple-residence building or a gated community is encouraged to allow the National Flag of Canada to be displayed in accordance with flag protocol.

condominium ou de tout autre immeuble à logements multiples ou d'un ensemble résidentiel protégé est encouragé à permettre le déploiement du drapeau national du Canada conformément à l'étiquette du drapeau.

5

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

1
B
256
C-289

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-289

C-289

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-289

An Act to amend the Canadian Environmental Protection Act,
1999 (nanotechnology)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protection de
l'environnement (1999) (nanotechnologie)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011

MR. JULIAN

M. JULIAN

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* and adds a new Part 6.1 primarily to implement procedures for the investigation and assessment of nanomaterials.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* afin d'y ajouter une partie 6.1, qui porte principalement sur les méthodes d'examen et d'évaluation des nanomatériaux.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-289

PROJET DE LOI C-289

An Act to amend the Canadian Environmental
Protection Act, 1999 (nanotechnology)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la protec-
tion de l'environnement (1999) (nanotech-
nologie)

1999, c. 33

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The second to last paragraph of the
preamble of the *Canadian Environmental
Protection Act, 1999* is replaced by the
following:**

Whereas the Government of Canada recog-
nizes the need to protect the environment,
including its biological diversity, and human 10
health, by ensuring the safe and effective use of
biotechnology and nanotechnology;

**2. Paragraph 2(1)(j.1) of the Act is re-
placed by the following:**

(j.1) protect the environment, including its 15
biological diversity, and human health, by
ensuring the safe and effective use of
biotechnology and nanotechnology;

**3. Subsection 3(1) of the Act is amended
by adding the following in alphabetical 20
order:**

“nanomaterial” has the same meaning as in
section 115.1.

“nanotechnology” means the application of
science and engineering in the design, char- 25
acterization, production and application of
structures, devices and systems by controlled
manipulation of size and shape at the nanometre

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'avant-dernier paragraphe du préam- 5
bule de la *Loi canadienne sur la protection de
l'environnement (1999)* est remplacé par ce
qui suit :**

qu'il reconnaît la nécessité de protéger l'envi-
ronnement — notamment la diversité biolo-
gique — et la santé humaine en assurant une 10
utilisation sécuritaire et efficace de la biotech-
nologie et de la nanotechnologie;

**2. L'alinéa 2(1)(j.1) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

j.1) protéger l'environnement — notamment 15
la diversité biologique — et la santé humaine
en assurant une utilisation sécuritaire et
efficace de la biotechnologie et de la nano-
technologie;

**3. Le paragraphe 3(1) de la même loi est 20
modifié par adjonction, selon l'ordre alpha-
bétique, de ce qui suit :**

« nanomatériau » S'entend au sens de l'article
115.1.

« nanotechnologie » Application des sciences et 25
de l'ingénierie à la conception, à la caractérisa-
tion, à la production et à l'application de
structures, de dispositifs et de systèmes par la
manipulation contrôlée de la forme et de la taille
à l'échelle du nanomètre — échelle atomique, 30

1999, ch. 33

« nanomatériau »
“nanomaterial”

« nanotechnolo-
gie »
“nanotechnolo-
gy”

“nanomaterial”
« nanomaté-
riau »

“nanotechnolo-
gy”
« nanotechnolo-
gie »

(atomic, molecular and macromolecular) scale in order to produce structures, devices and systems with at least one novel or superior characteristic or property.

moléculaire et macromoléculaire —, manipulation dont le résultat est l'acquisition d'au moins une caractéristique ou propriété novatrice ou supérieure.

4. Section 44 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

4. L'article 44 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Nanotechnology

(5) The Ministers shall conduct research or studies relating to nanotechnology, including on nanomaterials and nanoparticles, in order to:

(5) Les ministres effectuent des recherches ou des études sur la nanotechnologie, notamment sur les nanomatériaux et les nanoparticules, en vue :

Nanotechnologie

(a) gather data on sources, environmental fate and transport of, as well as exposure to, nanomaterials and nanoparticles;

a) de rassembler des données sur les sources de nanomatériaux et de nanoparticules, sur leur devenir dans l'environnement et sur leur transport, ainsi que sur l'exposition à ceux-ci;

(b) understand human health and ecological effects to inform risk assessments and test methods;

b) de comprendre leurs effets sur l'écologie et la santé humaine pour orienter le travail de conception des évaluations des risques et des méthodes d'essai;

(c) develop risk assessment approaches; and

c) d'élaborer des méthodes d'évaluation des risques;

(d) prevent and mitigate risks.

d) de prévenir et d'atténuer les risques.

5. Section 48 of the Act is renumbered as subsection 48(1) and is amended by adding the following:

5. L'article 48 de la même loi devient le paragraphe 48(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

National inventory nanotechnology

(2) The Ministers shall establish a national inventory respecting nanotechnology, including nanomaterials and nanoparticles, using the information collected under sections 46 and 71 and any other information to which the Ministers have access, and may use any information to which the Ministers have access to establish any other inventory of information.

(2) Les ministres établissent l'inventaire national relatif à la nanotechnologie, y compris les nanomatériaux et les nanoparticules, à l'aide des renseignements auxquels ils ont accès, notamment ceux obtenus en application des articles 46 et 71, et peuvent, de la même façon, établir tout autre inventaire.

Inventaire national nanotechnologie

6. Section 50 of the Act is replaced by the following:

6. L'article 50 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Publication of inventory

50. Subject to subsection 53(4), the Minister shall publish the national inventory of releases of pollutants and the national inventory of nanotechnology, nanomaterials and nanoparticles in any manner that the Minister considers appropriate and may publish or give notice of the availability of any other inventory of information established under section 48, in any manner that the Minister considers appropriate.

50. Sous réserve du paragraphe 53(4), le ministre publie l'inventaire national des rejets polluants et l'inventaire national relatif à la nanotechnologie, aux nanomatériaux et aux nanoparticules de la façon qu'il estime indiquée et peut publier tout inventaire établi en application de l'article 48 — ou signaler qu'on peut le consulter — de la façon qu'il estime indiquée.

Publication des inventaires

7. The Act is amended by adding the following after section 115:

7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 115, de ce qui suit :

	PART 6.1 NANOTECHNOLOGY	PARTIE 6.1 NANOTECHNOLOGIE	
Definitions	115.1 The definitions in this section apply in this Part.	115.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"nanomaterial" « nanomatériau »	"nanomaterial" means a substance that is a product of nanotechnology and includes nanoparticles.	5 « nanomatériau » Substance dérivée de la nanotechnologie, y compris les nanoparticules.	5 « nanomatériau » "nanomaterial"
"significant new activity" « nouvelle activité »	"significant new activity" includes, in respect of a nanomaterial, any activity that results or may result in (a) the entry or release of the nanomaterial into the environment in a quantity or concentration that, in the Ministers' opinion, is significantly greater than the quantity or concentration of the nanomaterial that previously entered or was released into the environment; or (b) the entry or release of the nanomaterial into the environment or the exposure or potential exposure of the environment to the nanomaterial in a manner and circumstances that, in the Ministers' opinion, are significantly different from the manner and circumstances in which the nanomaterial previously entered or was released into the environment or of any previous exposure or potential exposure of the environment to the nanomaterial.	« nouvelle activité » S'entend notamment de toute activité qui donne ou peut donner lieu : a) soit à la pénétration ou au rejet d'un nanomatériau dans l'environnement en une quantité ou concentration qui, de l'avis des ministres, est sensiblement plus grande qu'antérieurement; b) soit à la pénétration ou au rejet d'un nanomatériau dans l'environnement ou à l'exposition réelle ou potentielle de celui-ci à un nanomatériau, dans des circonstances et d'une manière qui, de l'avis des ministres, sont sensiblement différentes.	« nouvelle activité » "significant new activity"
Adding nanomaterials to Domestic Substances List	115.2 (1) The Minister shall, for the purposes of sections 74 and 115.3, add to the Domestic Substances List maintained under section 66 any nanomaterial if the Minister is satisfied that it (a) was manufactured in or imported into Canada by any person; and (b) entered or was released into the environment without being subject to conditions under this or any other Act of Parliament or of the legislature of a province.	115.2 (1) Pour l'application des articles 74 et 115.3, le ministre inscrit sur la liste intérieure tenue à jour en application de l'article 66 tout nanomatériau s'il estime que celui-ci : a) d'une part, a été fabriqué ou importé au Canada par une personne; b) d'autre part, a pénétré dans l'environnement ou y a été rejeté sans être assujéti à des conditions fixées aux termes de la présente loi, de toute autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.	20 Inscription des nanomatériaux sur la liste intérieure 25 30

Amendment of List	(2) Where the Minister includes a nanomaterial on the Domestic Substances List and subsequently learns that the requirements set out in paragraphs (1)(a) and (b) were not met, the Minister shall delete the substance from the List.	5	(2) Il radie de la liste intérieure tout nanomatériau dont il apprend qu'il ne remplit pas les critères fixés au paragraphe (1).	5	Modification de la liste
Publication of List	(3) The Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> the Domestic Substances List and any amendment to the List.		(3) Il fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> la liste intérieure ainsi que ses modifications.	5	Publication de la liste
Designation	(4) The Minister may, by order, designate any person or class of persons to exercise the powers and perform the duties and functions set out in this section.	10	(4) Il peut, par arrêté, déléguer à toute personne — ou catégorie de personnes — les attributions que le présent article lui confère.		Délégation
Manufacture or import of nanomaterials	115.3 (1) Where a nanomaterial is not specified on the Domestic Substances List, no person shall manufacture or import the nanomaterial unless (a) the prescribed information with respect to the nanomaterial, accompanied by the prescribed fee, has been provided by that person to the Minister on or before the prescribed date; and (b) the period for assessing the information under section 115.5 has expired.	15	115.3 (1) Il est interdit de fabriquer ou d'importer un nanomatériau non inscrit sur la liste intérieure sans avoir fourni au ministre les renseignements réglementaires — accompagnés des droits réglementaires — au plus tard à la date réglementaire et tant que le délai d'évaluation prévu à l'article 115.5 n'est pas expiré.	10 15	Fabrication ou importation de nanomatériaux
Notification of significant new activity in respect of nanomaterial on List	(2) Where a nanomaterial is specified on the Domestic Substances List with an indication that this subsection applies with respect to the nanomaterial, no person shall use, manufacture or import the nanomaterial for a significant new activity that is indicated on the List with respect to the nanomaterial unless (a) the person has provided the Minister with the prescribed information, on or before the date that is specified by the Minister or prescribed, accompanied by the prescribed fee; and (b) the period for assessing the information specified by the Minister or provided under section 115.5 has expired.	25 30	(2) En ce qui touche un nanomatériau inscrit sur la liste intérieure avec mention de son assujettissement au présent paragraphe, il est interdit de l'utiliser dans le cadre d'une nouvelle activité prévue par la liste à son égard ou de le fabriquer ou de l'importer en vue d'une utilisation dans le cadre d'une telle activité sans avoir fourni au ministre, au plus tard à la date réglementaire ou à la date que le ministre précise, les renseignements réglementaires — accompagnés des droits réglementaires — et tant que le délai d'évaluation prévu à l'article 115.5 ou fixé par le ministre n'est pas expiré.	20 25	Nouvelle activité relative à un nanomatériau inscrit
Notification of significant new activity in respect of nanomaterial not on List	(3) Where a nanomaterial is not specified on the Domestic Substances List and the Minister publishes a notice in the <i>Canada Gazette</i> indicating that this subsection applies with respect to the nanomaterial, no person shall use the nanomaterial for a significant new activity that is indicated in the notice unless	40 45	(3) En ce qui touche un nanomatériau non inscrit sur la liste intérieure mais pour lequel le ministre publie dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis l'assujettissant au présent paragraphe, il est interdit de l'utiliser dans le cadre d'une nouvelle activité prévue par l'avis sans avoir fourni au ministre, au plus tard à la date réglementaire ou à la date que le ministre précise, les	30 35	Nouvelle activité relative à un nanomatériau non inscrit

	<p>(a) the person has provided the Minister with the prescribed information, on or before the date that is specified by the Minister or prescribed, accompanied by the prescribed fee; and</p> <p>(b) the period for assessing the information specified by the Minister or provided under section 115.5 has expired.</p>	<p>renseignements réglementaires — accompagnés des droits réglementaires — et tant que le délai d'évaluation prévu à l'article 115.5 ou précisé par le ministre n'est pas expiré.</p>	
Transfer of rights in respect of substance	<p>(4) Where prescribed information with respect to a nanomaterial has been provided under subsection (1), (2) or (3) by a person who subsequently transfers the right or privilege in relation to the nanomaterial for which the information was provided, the information is, subject to any conditions that may be prescribed, deemed to have been provided by the transferee of that right or privilege.</p>	<p>(4) Si la personne qui a fourni sous le régime des paragraphes (1), (2) ou (3) des renseignements réglementaires cède par là suite les droits et privilèges afférents au nanomatériau en cause, les renseignements sont réputés, sous réserve des conditions réglementaires, avoir été fournis par le cessionnaire.</p>	5 Cession des droits à l'égard d'un nanomatériau
Application	<p>(5) Subsections (1) to (3) do not apply to</p> <p>(a) a nanomaterial that is manufactured or imported for a use that is regulated under any 20 other Act of Parliament that provides for notice to be given before the manufacture, import or sale of the nanomaterial and for an assessment of whether it is toxic or capable of becoming toxic;</p> <p>(b) a nanomaterial that is manufactured, used or imported under the conditions and in the circumstances prescribed as exempt from this section; or</p> <p>(c) impurities and contaminants related to the 30 preparation of a nanomaterial.</p>	<p>(5) Les paragraphes (1) à (3) ne s'appliquent pas :</p> <p>a) à un nanomatériau fabriqué ou importé en vue d'une utilisation réglementée aux termes 15 de toute autre loi fédérale qui prévoit un préavis de fabrication, d'importation ou de vente et une évaluation en vue de déterminer s'il est effectivement ou potentiellement toxique;</p> <p>b) aux nanomatériaux utilisés, fabriqués ou importés dans les conditions et selon les modalités réglementaires exclues de l'application du présent article;</p> <p>c) aux impuretés et aux contaminants dont la 25 présence est liée à la préparation d'un nanomatériau.</p>	Application
Governor in Council may amend Schedule 4.1	<p>(6) For the purposes of the administration of this section, the Governor in Council has the exclusive responsibility for determining whether or not the requirements referred to in paragraph 35 (5)(a) are met by or under an Act of Parliament referred to in that paragraph, or regulations made under that Act, and</p> <p>(a) if the Governor in Council determines that the requirements referred to in paragraph 40 (5)(a) are met by or under an Act of Parliament referred to in that paragraph, or regulations made under that Act, the Governor in Council may by order add to Schedule 4.1 the name of that Act or those 45</p>	<p>(6) Pour l'application du présent article, il appartient exclusivement au gouverneur en conseil de décider si les conditions d'application 30 de l'alinéa (5)a) sont réunies relativement à telle loi fédérale visée à cet alinéa ou aux règlements d'application de celle-ci. Il peut, par décret :</p> <p>a) s'il décide que ces conditions sont réunies, inscrire cette loi ou ces règlements sur la liste 35 de l'annexe 4.1, l'inscription faisant dès lors foi de la réunion des conditions;</p> <p>b) s'il décide que ces conditions ne sont plus réunies, les radier de cette liste.</p>	Modification de l'annexe 4.1 par le gouverneur en conseil

	regulations, as the case may be, and the fact that an Act or regulations are listed in Schedule 4.1 is conclusive proof that the requirements referred to in paragraph (5)(a) are met; and	5	
	(b) if the Governor in Council determines that the requirements referred to in paragraph (5)(a) are no longer met by or under an Act of Parliament, or regulations, listed in Schedule 4.1, the Governor in Council may by order delete from Schedule 4.1 the name of that Act or those regulations, as the case may be.	10	
Waiver of information requirements	(7) On the request of any person to whom subsection (1), (2) or (3) applies, the Minister may waive any of the requirements to provide information under that subsection if	15	Dérogation
	(a) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to determine whether the nanomaterial is toxic or capable of becoming toxic;	20	
	(b) a nanomaterial is to be used for a prescribed purpose or manufactured at a location where, in the opinion of the Ministers, the person requesting the waiver is able to contain the nanomaterial so as to satisfactorily protect the environment and human health; or	25	
	(c) it is not, in the opinion of the Ministers, practicable or feasible to obtain the test data necessary to generate the information.	30	
Publication of notice of waiver	(8) The Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a notice stating the name of any person to whom a waiver is granted and the type of information to which it relates.	35	Publication
Compliance with waiver	(9) Where the Minister waives any of the requirements for information under paragraph (7)(b), the person to whom the waiver is granted shall not use, manufacture or import the nanomaterial unless it is for the purpose prescribed by regulations made under paragraph 115.11(1)(f) or at the location specified in the request for the waiver, as the case may be.	40	Dérogation accordée en vertu de l'alinéa (7)b)
Correction of information	(10) A person who has provided information under this section, including for the purposes of a request for a waiver under subsection (7), or	45	Corrections
	(7) Sur demande des intéressés, le ministre peut les exempter de l'obligation de fournir les renseignements visés aux paragraphes (1), (2) ou (3) si, selon le cas :		
	a) les ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour déterminer si le nanomatériau est effectivement ou potentiellement toxique;	5	
	b) le nanomatériau est destiné à une utilisation réglementaire ou doit être fabriqué en un lieu où, selon les ministres, la personne qui demande l'exemption est en mesure de le contenir de façon à assurer une protection satisfaisante de l'environnement et de la santé humaine;	10	
	c) il est impossible, selon les ministres, d'obtenir les résultats des essais nécessaires à l'établissement des renseignements.	15	
	(8) Le ministre publie dans la <i>Gazette du Canada</i> le nom des bénéficiaires de l'exemption et le type de renseignements en cause.	20	
	(9) Le bénéficiaire de l'exemption visée à l'alinéa (7)b) ne peut faire du nanomatériau que l'utilisation prévue par les règlements d'application de l'alinéa 115.11(1)f) ou ne peut le fabriquer ou l'importer qu'en vue d'une telle utilisation, ou l'utiliser, le fabriquer ou l'importer que dans le lieu mentionné dans la demande d'exemption.	25	
	(10) La personne qui a fourni des renseignements au titre du présent article ou des articles 115.4 ou 115.6, notamment à l'appui d'une demande d'exemption fondée sur le paragraphe	30	

	<p>under section 115.4 or 115.6 shall notify the Minister of any corrections to the information as soon as possible after learning of them.</p>	<p>(7), informe le ministre des corrections à y apporter le plus tôt possible après avoir pris connaissance de changements.</p>	
Request for information previously waived	<p>(11) Where the Minister is notified of any corrections to information that was provided for the purposes of a request for a waiver under subsection (7), the Minister may, after consideration by the Ministers of those corrections, require the person to whom the waiver was granted to provide the Minister with the information to which the waiver related within the time specified by the Minister.</p>	<p>(11) Le ministre peut, après que les ministres ont étudié les corrections apportées aux renseignements fournis à l'appui d'une demande d'exemption fondée sur le paragraphe (7), exiger que le bénéficiaire de l'exemption lui fournisse, dans le délai qu'il précise, les renseignements ayant fait l'objet de celle-ci.</p>	Renseignements exigés
Application of section 115.6	<p>(12) Where the Ministers suspect, after considering</p> <p>(a) any corrections received under subsection (10), or</p> <p>(b) the information provided under subsection (11),</p> <p>that a nanomaterial is toxic or capable of becoming toxic, the Minister may exercise any of the powers referred to in paragraphs 115.6(1)(a) to (c).</p>	<p>(12) Si, après avoir étudié les corrections ou les renseignements fournis au titre des paragraphes (10) ou (11), selon le cas, les ministres soupçonnent le nanomatériau d'être effectivement ou potentiellement toxique, le ministre peut exercer les pouvoirs visés aux alinéas 115.6(1)a) à c).</p>	Application de l'article 115.6
Prohibition of activity	<p>115.4 (1) Where the Minister has reasonable grounds to believe that a person has used, manufactured or imported a nanomaterial in contravention of subsection 115.3(1), (2) or (3), the Minister may, in writing, require the person to provide the information referred to in that subsection and prohibit any activity involving the nanomaterial until the expiry of the period for assessing the information under section 115.5.</p>	<p>115.4 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu contravention aux paragraphes 115.3(1), (2) ou (3), le ministre peut, par écrit, exiger que les renseignements lui soient fournis et interdire, jusqu'à la fin du délai prévu à l'article 115.5, toute activité mettant en jeu le nanomatériau.</p>	Interdiction par le ministre
Waiver of information requirements	<p>(2) On the request of any person required under subsection (1) to provide information, the Minister may waive any of the requirements for prescribed information if one of the conditions specified in paragraphs 115.3(7)(a) to (c) is met and, in that case, subsections 115.3(8) to (12) apply with respect to the waiver.</p>	<p>(2) Sur demande des intéressés, le ministre peut les exempter de fournir les renseignements réglementaires visés au paragraphe (1) si l'un des alinéas 115.3(7)a) à c) s'applique et, le cas échéant, les paragraphes 115.3(8) à (12) s'appliquent.</p>	Dérogation
Assessment of information	<p>115.5 (1) Subject to subsection (4), the Ministers shall, within the prescribed assessment period, assess information provided under subsection 115.3(1), (2) or (3) or paragraph 115.6(1)(c) or otherwise available to them in respect of a nanomaterial in order to determine whether it is toxic or capable of becoming toxic.</p>	<p>115.5 (1) Sous réserve du paragraphe (4), les ministres évaluent, dans le délai réglementaire, les renseignements disponibles sur un nanomatériau, notamment en application des paragraphes 115.3(1), (2) ou (3) ou de l'alinéa 115.6(1)c), afin de déterminer s'il est effectivement ou potentiellement toxique.</p>	Évaluation des renseignements

Assessment of information	(2) Subject to subsections (3) and (4), the Ministers shall assess information provided under subsection 115.4(1) or otherwise available to them in respect of a nanomaterial in order to determine whether it is toxic or capable of becoming toxic.	(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), les ministres évaluent les renseignements disponibles sur un nanomatériau, notamment en application du paragraphe 115.4(1), afin de déterminer s'il est effectivement ou potentiellement toxique.	Évaluation des renseignements
Time for assessment	(3) An assessment of information under subsection (2) shall be made following the date on which the information is provided within a period that does not exceed the number of days in the prescribed assessment period.	(3) La période pour l'évaluation prévue au paragraphe (2) ne peut excéder le délai réglementaire mentionné au paragraphe (1).	Délai d'évaluation
Extension of assessment period	(4) Where the Ministers are of the opinion that further time is necessary to assess any information, the Minister may, before the expiry of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), extend the period for assessing the information, but the extension shall not exceed the number of days in the prescribed assessment period.	(4) Si les ministres estiment que l'évaluation des renseignements exige un délai plus long, le ministre peut, avant l'expiration du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3), le proroger pour une période ne pouvant excéder le délai réglementaire.	Prorogation du délai d'évaluation
Notification of extension	(5) Where the Minister extends the period for assessing information, the Minister shall, before the expiry of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), notify the person who provided the information.	(5) Le cas échéant, le ministre notifie la prorogation à l'intéressé avant l'expiration du délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3).	Notification de la prorogation
Termination of period	(6) The Minister may, before the expiry of the assessment period referred to in subsection (1) or (3), terminate the period for assessing information and, immediately before doing so, shall notify the person who provided the information.	(6) Le ministre peut mettre fin au délai d'évaluation visé aux paragraphes (1) ou (3) avant expiration; le cas échéant, il notifie sa décision à l'intéressé juste avant d'y procéder.	Fin du délai d'évaluation
Action to be taken after assessment	<p>115.6 (1) Where the Ministers have assessed any information under section 115.5 and they suspect that a nanomaterial is toxic or capable of becoming toxic, the Minister may, before the expiry of the period for assessing the information,</p> <p>(a) permit any person to manufacture or import the nanomaterial, subject to any conditions that the Ministers may specify;</p> <p>(b) prohibit any person from manufacturing or importing the nanomaterial; or</p> <p>(c) request any person to provide any additional information or submit the results of any testing that the Ministers consider necessary for the purpose of assessing whether the nanomaterial is toxic or capable of becoming toxic.</p>	<p>115.6 (1) Si, après évaluation des renseignements disponibles, les ministres soupçonnent le nanomatériau d'être effectivement ou potentiellement toxique, le ministre peut, avant la fin du délai d'évaluation :</p> <p>a) soit autoriser la fabrication ou l'importation du nanomatériau aux conditions que les ministres précisent;</p> <p>b) soit interdire la fabrication ou l'importation du nanomatériau;</p> <p>c) soit obliger toute personne à fournir les renseignements complémentaires ou à transmettre les résultats des essais que les ministres jugent nécessaires pour déterminer si le nanomatériau est effectivement ou potentiellement toxique.</p>	Mesures

Additional information or testing	<p>(2) Where the Minister requests additional information or test results under paragraph (1)(c), the person to whom the request is directed shall not manufacture or import the nanomaterial unless</p> <p>(a) the person provides the additional information or submits the test results; and</p> <p>(b) the period for assessing information under section 115.5 has expired or a period of 120 days after the additional information or test results were provided has expired, whichever is later.</p>	<p>(2) En cas d'application de l'alinéa (1)c), la fabrication et l'importation du nanomatériau sont interdites tant que, d'une part, l'intéressé n'a pas rempli les conditions imposées par le ministre, et que, d'autre part, le délai prévu à l'article 115.5 ou, s'il est plus long, le délai de cent vingt jours postérieur à la fourniture des renseignements complémentaires ou des résultats d'essais n'est pas expiré.</p>	Renseignements complémentaires ou résultats d'essais
Variation of conditions and prohibitions	<p>(3) The Minister may vary or rescind a condition or prohibition specified or imposed under paragraph (1)(a) or (b).</p>	<p>(3) Le ministre peut modifier ou annuler toute condition ou interdiction édictée en vertu des alinéas (1)a) ou b).</p>	Modification des conditions ou des interdictions
Expiry of prohibition	<p>(4) Any prohibition on the manufacture or import of a nanomaterial imposed under paragraph (1)(b) expires two years after it is imposed unless, before the expiry of the two years, the Governor in Council publishes in the <i>Canada Gazette</i> a notice of proposed regulations under section 115.11 in respect of the nanomaterial, in which case the prohibition expires on the day the regulations come into force.</p>	<p>(4) L'interdiction de fabrication ou d'importation prévue à l'alinéa (1)b) prend fin soit deux ans après son édicition, soit, si le gouverneur en conseil publie dans la <i>Gazette du Canada</i>, avant l'expiration de ces deux ans, un avis des projets de règlements d'application de l'article 115.11 concernant le nanomatériau, à l'entrée en vigueur de ces règlements.</p>	Fin de l'interdiction
Publication of conditions and prohibitions	<p>(5) Where the Minister specifies, imposes, varies or rescinds any condition for or prohibition on the manufacture or import of a nanomaterial, the Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a notice setting out the condition or prohibition and the nanomaterial in respect of which it applies.</p>	<p>(5) Le ministre fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis énonçant les conditions ou l'interdiction édictées — ainsi que toute modification ou annulation de celles-ci — relativement à la fabrication ou à l'importation d'un nanomatériau donné.</p>	Publication des conditions ou interdictions
Significant new activity	<p>115.7 (1) Where the Ministers have assessed any information under section 115.5 in respect of a nanomaterial that is not on the Domestic Substances List and they suspect that a significant new activity in relation to that nanomaterial may result in the nanomaterial becoming toxic, the Minister may, within 90 days after the expiry of the period for assessing the information, publish in the <i>Canada Gazette</i> and in any other manner that the Minister considers appropriate a notice indicating that subsection 115.3(3) applies with respect to the nanomaterial.</p>	<p>115.7 (1) Si, après évaluation des renseignements disponibles sur un nanomatériau non inscrit sur la liste intérieure, les ministres soupçonnent qu'une nouvelle activité relative au nanomatériau peut rendre celui-ci toxique, le ministre peut, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'expiration du délai d'évaluation, publier dans la <i>Gazette du Canada</i> et de toute autre façon qu'il estime indiquée un avis précisant que le paragraphe 115.3(3) s'applique à l'égard du nanomatériau.</p>	Nouvelle activité

Variation or
revocation

(2) The Minister may, by notice published in the *Canada Gazette*, vary the significant new activities in relation to a nanomaterial in respect of which a notice has been given under subsection (1) or indicate that subsection 115.3(3) no longer applies with respect to that nanomaterial.

(2) Le ministre peut, par avis publié dans la *Gazette du Canada*, modifier les nouvelles activités relatives à un nanomatériau ou préciser que le paragraphe 115.3(3) ne s'applique plus à celui-ci.

Modification

Contents of
notice

(3) A notice referred to in subsection (1) or (2) shall indicate, by inclusion or exclusion, the significant new activities in relation to the nanomaterial in respect of which subsection 115.3(3) is to apply, and where regulations in respect of those significant new activities are not made under paragraphs 115.11(1)(c), (d) and (g), specify the information to be provided to the Minister under that subsection, the date on or before which it is to be provided and the period within which it is to be assessed under section 115.5.

(3) L'avis prévu aux paragraphes (1) ou (2) prévoit les nouvelles activités relatives au nanomatériau qui doit être assujéti au paragraphe 115.3(3) et, dans le cas où aucun règlement n'est pris en vertu des alinéas 115.11(1)c), d) et g) à l'égard de ces activités, les renseignements qui doivent être fournis au ministre en application de ce paragraphe ainsi que leur délai de fourniture et d'évaluation.

Contenu de
l'avis

Notification of
persons required
to comply

115.8 Where a notice is published in the *Canada Gazette* under subsection 115.7(1) in respect of a nanomaterial, every person who transfers the physical possession or control of the nanomaterial shall notify all persons to whom the possession or control is transferred of the obligation to comply with subsection 115.3(3).

115.8 En cas de publication de l'avis visé au paragraphe 115.7(1), quiconque transfère la possession matérielle ou le contrôle du nanomatériau en cause doit aviser tous ceux à qui il transfère la possession ou le contrôle de l'obligation de se conformer au paragraphe 115.3(3).

Avis donné aux
personnes à qui
le nanomatériau
est fourni

Amendment of
List

115.9 (1) The Minister shall add a nanomaterial to the Domestic Substances List within 120 days after the following conditions are met:

115.9 (1) Le ministre inscrit le nanomatériau sur la liste intérieure dans les cent vingt jours suivant la réalisation des conditions suivantes :

Modification de
la liste

(a) the Minister has been provided with information in respect of the nanomaterial under section 115.3 or 115.4 and any additional information or test results required under subsection 115.6(1);

a) il a reçu des renseignements concernant le nanomatériau en application des articles 115.3 ou 115.4, ainsi que les renseignements complémentaires ou les résultats d'essais exigés en vertu du paragraphe 115.6(1);

(b) the Ministers are satisfied that the nanomaterial has been manufactured in or imported into Canada by the person who provided the information prescribed for the purpose of this paragraph;

b) les ministres sont convaincus que le nanomatériau a été fabriqué ou importé par la personne qui a fourni les renseignements prévus par règlement pour l'application du présent alinéa;

(c) the period for assessing the information under section 115.5 has expired; and

c) le délai d'évaluation prévu à l'article 115.5 est expiré;

(d) no conditions specified under paragraph 115.6(1)(a) in respect of the nanomaterial remain in effect.

d) le nanomatériau n'est plus assujéti aux conditions précisées au titre de l'alinéa 115.6(1)a).

Amendment of List	(2) Where the Minister adds a nanomaterial to the Domestic Substances List and subsequently learns that the nanomaterial was not manufactured or imported as described in subsection (1), the Minister shall delete the nanomaterial from the List.	(2) S'il apprend par la suite que la fabrication ou l'importation du nanomatériau n'est pas conforme au paragraphe (1), le ministre radie celui-ci de la liste intérieure.	Modification de la liste
Significant new activity	(3) Where a nanomaterial is on the Domestic Substances List or is to be added to the List under subsection (1), the Minister may amend the List in respect of the nanomaterial to indicate that subsection 115.3(2) applies with respect to the nanomaterial or that it no longer applies or by varying the significant new activities in relation to the nanomaterial in respect of which subsection 115.3(2) is to apply.	(3) Lorsqu'un nanomatériau est inscrit sur la liste intérieure ou doit l'être en application du paragraphe (1), le ministre peut soit porter à la liste la mention qu'il est assujéti au paragraphe 115.3(2) — ou cesse de l'être —, soit modifier la liste en fonction des changements apportés aux nouvelles activités concernant le nanomatériau.	Nouvelle activité
Contents of amendment	(4) An amendment referred to in subsection (3) shall indicate, by inclusion or exclusion, the significant new activities in relation to the nanomaterial in respect of which subsection 115.3(2) is to apply, and where regulations in respect of those significant new activities are not made under paragraphs 115.11(1)(c), (d) and (g), specify the information to be provided to the Minister under that subsection, the date on or before which it is to be provided and the period within which it is to be assessed under section 115.5.	(4) La modification énonce les nouvelles activités relatives au nanomatériau qui doit être assujéti au paragraphe 115.3(2) et, dans le cas où aucun règlement n'est pris en vertu des alinéas 115.11(1)c), d) et g) à l'égard de ces activités, les renseignements qui doivent être fournis au ministre en application de ce paragraphe ainsi que leur délai de fourniture et d'évaluation.	Contenu de la modification
Publication of masked name	115.10 Where the publication under this Part of the name of a nanomaterial would result in the release of confidential business information in contravention of section 314, the nanomaterial shall be identified by a name determined in the prescribed manner.	115.10 Dans les cas où la publication, sous le régime de la présente partie, de la dénomination d'un nanomatériau aboutirait à la divulgation de renseignements professionnels confidentiels en violation de l'article 314, le nanomatériau est identifié par un nom déterminé par règlement.	Dénomination maquillée
Regulations	115.11 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations (a) respecting nanomaterials or establishing groups of nanomaterials for the purposes of the provision of information under section 115.3 or 115.4, including those that are used for research and development and nanomaterials manufactured only for export; (b) prescribing conditions and circumstances for the purpose of paragraph 115.3(5)(b);	115.11 (1) Sur recommandation des ministres, le gouverneur en conseil peut, par règlement : a) désigner les nanomatériaux ou groupes de nanomatériaux assujettis à l'obligation de fourniture de renseignements prévue aux articles 115.3 ou 115.4, notamment ceux qui sont utilisés pour la recherche et le développement ou destinés uniquement à l'exportation; b) fixer les conditions et modalités pour l'application de l'alinéa 115.3(5)b);	Règlements

	<p>(c) respecting the information that shall be provided to the Minister under subsection 115.3(1), (2) or (3) or section 115.4 and the form and manner in which it is to be provided;</p> <p>(d) prescribing dates on or before which information shall be provided under subsection 115.3(1), (2) or (3);</p> <p>(e) respecting the maintenance of books and records for the administration of any regulation made under this section;</p> <p>(f) prescribing the purpose for which a nanomaterial must be used so as to permit the waiver of information requirements under subsection 115.3(7);</p> <p>(g) prescribing periods within which the Ministers shall assess information under subsection 115.5(1);</p> <p>(h) respecting the conditions, test procedures and laboratory practices to be followed in developing test data on a nanomaterial in order to comply with the information requirements of section 115.3 or 115.4 or requests for information under paragraph 115.6(1)(c);</p> <p>(i) prescribing information for the purpose of paragraph 115.9(1)(b);</p> <p>(j) prescribing the manner of determining a name for a nanomaterial for the purpose of section 115.10; and</p> <p>(k) generally for carrying out the purposes and provisions of this Part.</p>	<p>c) prévoir les renseignements à fournir au ministre aux termes des paragraphes 115.3(1), (2) ou (3) ou de l'article 115.4 et fixer les modalités de leur fourniture;</p> <p>d) fixer la date limite de fourniture des renseignements visés aux paragraphes 115.3(1), (2) ou (3);</p> <p>e) prévoir la tenue de livres et de registres pour l'exécution des règlements d'application du présent article;</p> <p>f) déterminer les utilisations justifiant la dérogation prévue au paragraphe 115.3(7);</p> <p>g) fixer les délais d'évaluation visés par le paragraphe 115.5(1);</p> <p>h) prévoir les conditions, les procédures d'essai et les pratiques de laboratoire à respecter dans l'obtention de données d'essai sur un nanomatériau pour satisfaire aux exigences posées par les articles 115.3 ou 115.4 en matière de renseignements ou pour exécuter l'obligation prévue à l'alinéa 115.6(1)c);</p> <p>i) prévoir les renseignements pour l'application de l'alinéa 115.9(1)b);</p> <p>j) fixer le mode de dénomination d'un nanomatériau pour l'application de l'article 115.10;</p> <p>k) prendre toute mesure d'application de la présente partie.</p>
Prescribed assessment period	<p>(2) For the purposes of sections 115.3 and 115.5, where no assessment period is prescribed or specified with respect to a nanomaterial, the prescribed assessment period is 120 days after the day the Minister is provided with the prescribed information.</p>	<p>(2) Lorsqu'il n'est pas fixé par règlement ou précisé par le ministre, le délai d'évaluation d'un nanomatériau, pour l'application des articles 115.3 et 115.5, est de cent vingt jours suivant la date de réception par le ministre des renseignements réglementaires.</p>
Prescription of conditions and circumstances	<p>(3) Regulations made under paragraph (1)(b) may prescribe conditions and circumstances in respect of a nanomaterial in terms of</p> <p>(a) whether or not the nanomaterial is a member of a group of nanomaterials established by regulations made under paragraph (1)(a); or</p>	<p>(3) Les règlements d'application de l'alinéa (1)b) peuvent fixer les conditions et modalités selon :</p> <p>a) soit la présence du nanomatériau dans un groupe de nanomatériaux désigné en application de l'alinéa (1)a);</p> <p>b) soit l'usage en vue duquel le nanomatériau est fabriqué ou importé.</p>

Prescription of information and assessment periods	<p>(b) the purposes for which the nanomaterial is manufactured or imported.</p> <p>(4) Regulations made under paragraph (1)(c), (d) or (g) may prescribe information, dates or periods in respect of a nanomaterial in terms of</p> <p>(a) whether or not the nanomaterial is a member of a group of nanomaterials established by regulations made under paragraph (1)(a);</p> <p>(b) the purposes for which the nanomaterial is manufactured or imported; or</p> <p>(c) the conditions under which and the circumstances in which the nanomaterial is manufactured or imported.</p>	<p>(4) Les règlements d'application des alinéas (1)c, d) ou g) peuvent déterminer les renseignements ou fixer les dates ou délais selon :</p> <p>a) soit la présence du nanomatériau dans un groupe de nanomatériaux désigné en application de l'alinéa (1)a);</p> <p>b) soit l'usage en vue duquel le nanomatériau est fabriqué ou importé;</p> <p>c) soit les conditions dans lesquelles, et les modalités selon lesquelles, il est fabriqué ou importé.</p>	Détermination des renseignements et délais
Other regulations	<p>115.12 (1) Subject to subsection (2), the Governor in Council may, on the recommendation of the Ministers, make regulations</p> <p>(a) for the purposes of implementing an international agreement,</p> <p>(i) respecting nanomaterials, whether or not they are on the Domestic Substances List, and</p> <p>(ii) respecting the safety of the environment or human health, including, but not limited to, the safe transfer, handling and uses of any nanomaterial that is moved across a boundary; and</p> <p>(b) respecting the effective and safe use of nanomaterials in pollution prevention.</p>	<p>115.12 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur en conseil peut, sur recommandation des ministres, prendre des règlements concernant :</p> <p>a) les sujets suivants, en vue de mettre en oeuvre un accord international :</p> <p>(i) les nanomatériaux inscrits ou non sur la liste intérieure,</p> <p>(ii) la protection de l'environnement ou de la santé humaine, notamment le transport, la manipulation et l'utilisation sans danger d'un nanomatériau traversant une frontière;</p> <p>b) l'utilisation efficace et sans danger de nanomatériaux dans la prévention de la pollution.</p>	Autres règlements
Nanomaterials regulated under other Acts of Parliament	<p>(2) The Governor in Council shall not make a regulation under subsection (1) in respect of any nanomaterial if the regulation regulates an aspect of the nanomaterial that is regulated by or under any other Act of Parliament in a manner that provides, in the opinion of the Governor in Council, sufficient protection to the environment and human health.</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil ne peut prendre un règlement prévu au paragraphe (1) concernant tout nanomatériau si le point visé par le règlement est déjà réglementé sous le régime d'une autre loi fédérale d'une manière qui, selon lui, offre une protection suffisante pour l'environnement et la santé humaine.</p>	Nanomatériaux déjà réglementés par le Parlement
	<p>8. The Act is amended by adding, after Schedule 4, the schedule set out in the schedule to this Act.</p>	<p>8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe 4, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.</p>	

SCHEDULE
(Section 8)

SCHEDULE 4.1
(Subsection 115.3(6))

ACTS AND REGULATIONS

Item	Column 1 Acts	Column 2 Regulations
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		

ANNEXE
(article 8)

ANNEXE 4.1
(paragraphe 115.3(6))

LOIS ET RÈGLEMENTS

Article	Colonne 1 Lois	Colonne 2 Règlements
1.		
2.		
3.		
4.		
5.		



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

11
13
-B56

C-290

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-290

An Act to amend the Criminal Code (sports betting)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

C-290

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-290

Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011



MR. COMARTIN

M. COMARTIN

SUMMARY

This enactment repeals paragraph 207(4)(b) of the *Criminal Code* to make it lawful for the government of a province, or a person or entity licensed by the Lieutenant Governor in Council of that province, to conduct and manage a lottery scheme in the province that involves betting on a race or fight or on a single sport event or athletic contest.

SOMMAIRE

Le texte abroge l'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* afin de légaliser la mise sur pied et l'exploitation dans une province, par le gouvernement de cette province ou par une personne ou une entité titulaire d'une licence délivrée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, d'une loterie prévoyant des paris sur une course ou un combat ou sur une épreuve ou une manifestation sportive.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Criminal Code (sports
betting)

Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Paragraph 207(4)(b) of the *Criminal
Code* is repealed.**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* est
5 abrogé.**

L.R., ch. C-46

5



411082

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

XB
-BS6

Government
Publication

C-290

C-290

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Criminal Code (sports betting)

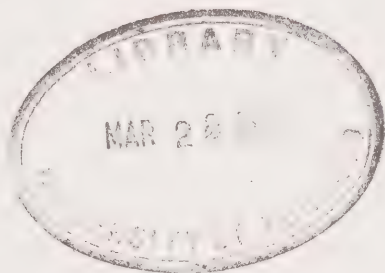
Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MARCH 2, 2012

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 2 MARS 2012



SUMMARY

This enactment repeals paragraph 207(4)(b) of the *Criminal Code* to make it lawful for the government of a province, or a person or entity licensed by the Lieutenant Governor in Council of that province, to conduct and manage a lottery scheme in the province that involves betting on a race or fight or on a single sport event or athletic contest.

SOMMAIRE

Le texte abroge l'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* afin de légaliser la mise sur pied et l'exploitation dans une province, par le gouvernement de cette province ou par une personne ou une entité titulaire d'une licence délivrée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, d'une loterie prévoyant des paris sur une course ou un combat ou sur une épreuve ou une manifestation sportive.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-290

PROJET DE LOI C-290

An Act to amend the Criminal Code (sports betting)

Loi modifiant le Code criminel (paris sportifs)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

1. Paragraph 207(4)(b) of the *Criminal Code* is repealed.

1. L'alinéa 207(4)b) du *Code criminel* est
5 abrogé.

5

COMING INTO FORCE


ENTRÉE EN VIGUEUR

2. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

2. La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret.

Entrée en
vigueur

Coming into
force

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

11
B
B56

C-291

C-291

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-291

PROJET DE LOI C-291

An Act to amend the Employment Insurance Act (waiting
period and maximum special benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (délai de carence et
prestations spéciales maximales)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011



MR. CODERRE

M. CODERRE

SUMMARY

This enactment amends the *Employment Insurance Act* to extend the maximum period for which special benefits for illness, injury or quarantine may be paid from 15 weeks to 50 weeks. It also eliminates the two-week waiting period when special benefits for illness, injury or quarantine are paid.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de faire passer de quinze à cinquante le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations spéciales peuvent être versées dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine. Il élimine également le délai de carence de deux semaines lorsque sont versées ces mêmes prestations spéciales.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-291

PROJET DE LOI C-291

An Act to amend the Employment Insurance Act (waiting period and maximum special benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (délai de carence et prestations spéciales maximales)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Paragraph 12(3)(c) of the *Employment Insurance Act* is replaced by the following:

(c) because of a prescribed illness, injury or quarantine is 50; and

2. Section 13 of the Act is renumbered as subsection 13(1) and is amended by adding the following:

(2) The waiting period referred to in subsection (1) does not apply in respect of a prescribed illness, injury or quarantine.

3. Paragraph 152.14(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) because of a prescribed illness, injury or quarantine is 50; and

1996, ch. 23

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'alinéa 12(3)c) de la *Loi sur l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine prévue par règlement, cinquante semaines;

2. L'article 13 de la même loi devient le paragraphe 13(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Le délai de carence visé au paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine prévue par règlement.

3. L'alinéa 152.14(2)c) de la même loi est modifié par ce qui suit :

c) dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine prévue par règlement, cinquante semaines;

Exception

Exception

411380

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

11
(6)
B56

C-292

C-292

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-292

PROJET DE LOI C-292

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act
(victims' restitution and monetary awards for offenders)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en
liberté sous condition (dédommagement des victimes et
indemnités accordées aux délinquants)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011



MR. LAUZON

M. LAUZON

SUMMARY

This enactment amends the *Corrections and Conditional Release Act* to provide that any monetary amount awarded to an offender pursuant to a legal action or proceeding be paid to victims and other designated beneficiaries.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* afin de prévoir que les indemnités accordées à des délinquants dans le cadre d'actions ou de poursuites en justice seront versées aux victimes et autres bénéficiaires désignés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-292

PROJET DE LOI C-292

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (victims' restitution and monetary awards for offenders)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (dédommagement des victimes et indemnités accordées aux délinquants)

1992, c. 20

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Corrections and Conditional Release Act* is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a), by adding “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

(c) encouraging the accountability and responsibility of offenders, with a view to ensuring that their obligations to society are addressed.

2. The Act is amended by adding the following after section 78:

78.1 (1) In view of the purpose of the federal correctional system referred to in paragraph 3(c), any monetary amount awarded to an

Monetary
awards to
offenders

1992, ch. 20

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L'article 3 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* est remplacé par ce qui suit :

3. Le système correctionnel vise à contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité :

But du système
correctionnel

a) en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines;

b) en aidant, au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois;

c) en encourageant la responsabilisation des délinquants afin qu'ils s'acquittent de leurs obligations envers la société.

20

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 78, de ce qui suit :

78.1 (1) Pour favoriser la réalisation du but du système correctionnel énoncé à l'alinéa 3c), le tribunal qui accorde une indemnité à un

Indemnités
accordées aux
délinquants

Victims' groups

offender by a court, pursuant to a legal action or proceeding, shall be paid by that court in equal shares to the following persons

- (a) firstly, to every person whom a court has ordered to be paid any sum as part of a restitution order made against the offender; 5
- (b) secondly, if there is no person described in paragraph (a), to every beneficiary of an unpaid spousal or child support award that has been made against the offender; and 10
- (c) thirdly, if there is no person described in paragraph (a) or (b), to every beneficiary of a civil judgment against the offender.

(2) If there are no persons described in paragraphs (a), (b) or (c), the court shall pay 15 out the monetary amount to a victims' group or other group or organization with a special interest in matters relating to victims.

délinquant dans le cadre d'une action ou d'une poursuite en justice la verse en parts égales aux personnes suivantes :

- a) chaque bénéficiaire d'une ordonnance de dédommagement rendue par un tribunal 5 contre le délinquant;
- b) en cas d'inapplication de l'alinéa a), chaque bénéficiaire à qui le délinquant doit des aliments en vertu d'une ordonnance alimentaire rendue contre lui au profit d'un 10 époux ou d'un enfant;
- c) en cas d'inapplication des alinéas a) et b), chaque bénéficiaire d'un jugement civil rendu contre le délinquant.

(2) En l'absence de bénéficiaires visés au 15 paragraphe (1), le tribunal verse l'indemnité à un groupe de soutien aux victimes ou à tout autre groupe ou association intéressé aux questions touchant les victimes.

Groupes de soutien aux victimes



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

1
3
B56

C-293

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-293

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act
(vexatious complain-ants)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

MS. JAMES

C-293

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-293

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en
liberté sous condition (plaignants quérulents)

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011

M^{ME} JAMES

SUMMARY

This enactment amends the *Corrections and Conditional Release Act* to allow the Commissioner to designate an offender as a “vexatious complainant” when the offender files multiple complaints or grievances that are ordinarily of a vexatious or frivolous nature or not made in good faith.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* afin de prévoir que le commissaire peut désigner « plaignant quérulent » tout délinquant qui présente un nombre élevé de plaintes ou griefs qui sont habituellement vexatoires, mal fondés ou entachés de mauvaise foi.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-293

PROJET DE LOI C-293

An Act to amend the Corrections and Conditional Release Act (vexatious complainants)

Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (plaignants quérulents)

1992, c. 20

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The heading before section 90 of the Corrections and Conditional Release Act is replaced by the following:

GRIEVANCE OR COMPLAINT PROCEDURE

2. The Act is amended by adding the following after section 91:

91.1 (1) The following definitions apply in this section and sections 91.2 to 91.4.

“complainant” means an offender who submits a complaint or grievance at any level of the complaint or grievance procedure under this Act.

“decision-maker” means the person who is required to respond to a complaint or grievance at any level of the complaint or grievance procedure, namely the supervisor, institutional head, Regional Deputy Commissioner or Commissioner, or their delegate.

(2) The Commissioner may designate an offender as a vexatious complainant when, in his or her opinion, the offender has submitted multiple complaints or grievances that are of a vexatious or frivolous nature, or not made in good faith.

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. L’intertitre précédant l’article 90 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition est remplacé par ce qui suit :

GRIEFS OU PLAINTES

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 91, de ce qui suit :

91.1 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent article et aux articles 91.2 à 91.4.

« décideur » Personne qui répond à une plainte ou à un grief présenté à tout palier de la procédure de règlement des plaintes ou griefs — à savoir, le surveillant, le directeur du pénitencier, le sous-commissaire régional ou le commissaire, ou encore leur représentant.

« plaignant » Délinquant qui présente une plainte ou un grief à tout palier de la procédure de règlement des plaintes ou griefs prévue par la présente loi.

(2) Le commissaire peut désigner plaignant quérulent tout délinquant qui, à son avis, a présenté un nombre élevé de plaintes ou griefs vexatoires, mal fondés ou entachés de mauvaise foi.

1992, ch. 20

Définitions

« décideur »
“decision-maker”

« plaignant »
“complainant”

Désignation par le commissaire

Définitions

“complainant”
« plaignant »

“decision-maker”
« décideur »

Désignation by Commissioner

Requirements	<p>(3) When the Commissioner commences his or her consideration of a vexatious complainant designation for an offender, he or she shall</p> <p>(a) inform the offender in writing of his or her intention;</p> <p>(b) provide the offender with the information that will be used to determine the designation; and</p> <p>(c) give the offender an opportunity to:</p> <p>(i) rebut the possibility of such designation and the information on which it is based, and</p> <p>(ii) present an alternative plan or means to address the offender's issues.</p>	<p>(3) Lorsqu'il envisage de désigner un délinquant plaignant quérulent, le commissaire :</p> <p>a) en informe le délinquant par écrit;</p> <p>b) fournit au délinquant les renseignements qui seront pris en considération;</p> <p>c) donne au délinquant l'occasion :</p> <p>(i) d'apporter la preuve du contraire et de réfuter les renseignements à l'appui,</p> <p>(ii) de suggérer un plan de rechange ou d'autres moyens de remédier à la situation.</p>	Exigences
Reasons for designation	<p>(4) When the Commissioner designates an offender as a vexatious complainant, he or she shall notify the offender in writing of such designation and provide the offender with reasons for such designation in writing.</p>	<p>(4) Lorsqu'il désigne un délinquant plaignant quérulent, le commissaire informe celui-ci par écrit de sa décision et de ses motifs.</p>	Motifs de la désignation
Removal of designation	<p>(5) The Commissioner shall inform an offender who has been designated as a vexatious complainant, in writing, of the terms and conditions the offender must fulfill in order to apply for removal of the designation.</p>	<p>(5) Le commissaire informe par écrit le délinquant désigné plaignant quérulent des conditions à remplir pour faire annuler la désignation.</p>	Annulation de la désignation
Plan to break cycle of complaints	<p>(6) The institutional head shall ensure that a plan is developed to assist any offender who has been designated as a vexatious complainant to break the cycle of complaints and first-level grievances.</p>	<p>(6) Le directeur du pénitencier veille à ce que soit établi un plan en vue d'aider le délinquant désigné plaignant quérulent à rompre le cycle des plaintes et des griefs de premier palier.</p>	Plan d'intervention
Additional material to show merit	<p>91.2 (1) An offender who has been designated as a vexatious complainant shall, when submitting a new complaint or grievance, provide the institutional head with additional material, as required by the institutional head, to establish the merits of his or her complaint or grievance.</p>	<p>91.2 (1) Le délinquant désigné plaignant quérulent présente au directeur du pénitencier, pour chaque nouvelle plainte ou grief, les documents additionnels exigés par celui-ci afin d'étayer le bien-fondé de son recours.</p>	Documents additionnels requis
Refusal to review	<p>(2) Subject to subsection (3), when an offender has been designated as a vexatious complainant by the Commissioner, the decision-maker who has jurisdiction to hear and decide the offender's complaint or grievance may refuse to hear any complaint or grievance that is, in his or her opinion, of a vexatious or frivolous nature, or not made in good faith.</p>	<p>(2) Sous réserve du paragraphe (3), le décideur compétent pour entendre la plainte ou le grief d'un délinquant désigné plaignant quérulent peut refuser de le faire s'il estime qu'il s'agit d'une plainte ou d'un grief vexatoire, mal fondé ou entaché de mauvaise foi.</p>	Refus d'entendre la plainte ou le grief

Exception	(3) A decision-maker may not refuse to hear a complaint or grievance that would result in irreparable, significant or adverse consequences to the offender if not resolved.	(3) Le décideur ne peut refuser d'entendre une plainte ou un grief qui pourrait entraîner des conséquences irrémédiables, graves ou défavorables pour le plaignant si telle plainte ou tel grief n'est pas réglé.	Exception
Judicial review	91.3 The offender who has been designated a vexatious complainant by the Commissioner under subsection 91.1(2) may seek judicial review of this designation.	91.3 Le délinquant désigné plaignant quérulent par le commissaire en vertu du paragraphe 91.1(2) peut demander un contrôle judiciaire de cette désignation.	5 Révision judiciaire
Assessment of status	91.4 The Commissioner shall assess, every six months, the status of an offender who has been designated as a vexatious complainant and advise the offender in writing of this assessment and its outcome.	91.4 Tous les six mois, le commissaire évalue la situation du délinquant désigné plaignant quérulent et informe celui-ci par écrit de la tenue et du résultat de l'évaluation.	10 Évaluation de la situation



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

FILE
XB
-B56

C-294

C-294

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-294

PROJET DE LOI C-294

An Act to amend the Canada Labour Code (illness or injury)

Loi modifiant le Code canadien du travail (maladie ou
accident)

FIRST READING, SEPTEMBER 28, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 28 SEPTEMBRE 2011



MR. RAFFERTY

M. RAFFERTY

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Labour Code* to extend from twelve weeks to fifty-two weeks the period during which an employee may be absent from work due to illness or injury without being dismissed, suspended, laid off, demoted or disciplined by an employer.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code canadien du travail* afin de porter de douze semaines à cinquante-deux semaines la période durant laquelle un employé peut s'absenter du travail en raison de maladie ou d'accident sans être congédié, suspendu, mis à pied, rétrogradé ou soumis à des mesures disciplinaires par l'employeur.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-294

PROJET DE LOI C-294

An Act to amend the Canada Labour Code
(illness or injury)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(maladie ou accident)

R.S., c. L-2

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Paragraph 239(1)(b) of the *Canada
Labour Code* is replaced by the following:**

(b) the period of absence does not exceed
fifty-two weeks; and

L.R., ch. L-2

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'alinéa 239(1)(b) du *Code canadien du
5 travail* est remplacé par ce qui suit :**

b) il n'est pas absent pendant plus de
cinquante-deux semaines;

411283

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

11
18
- B56

Com
Publ

C-295

C-295

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-295

PROJET DE LOI C-295

An Act to amend the Canada Pension Plan (designation of
survivor)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (désignation
du survivant)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MS. DAVIES

M^{ME} DAVIES

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Pension Plan* to allow a contributor to designate as the beneficiary of their survivor pension someone who is not their spouse or common-law partner.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Régime de pensions du Canada* afin de permettre au cotisant de désigner comme bénéficiaire de la pension de survivant une personne qui n'est ni son époux ni son conjoint de fait.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-295

PROJET DE LOI C-295

An Act to amend the Canada Pension Plan
(designation of survivor)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada
(désignation du survivant)

R.S., c. C-8

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. The definition “survivor”, in subsection
42(1) of the *Canada Pension Plan*, is amended
by striking out “or” at the end of paragraph
(a), by adding “or” at the end of paragraph
(b), and by adding the following after
paragraph (b):

(c) if there is no person who was married to 10
the contributor or who was the contributor’s
common-law partner at the time of the
contributor’s death, the person whom the
contributor designated as their beneficiary;

L.R., ch. C-8

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. La définition de « survivant », au para- 5
graphe 42(1) du *Régime de pensions du* 5
Canada, est modifiée par adjonction, après
l’alinéa b), de ce qui suit :

c) dans le cas où le cotisant n’a ni époux ni
conjoint de fait à son décès, du bénéficiaire
qu’il a désigné. 10

411030

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l’autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

B
E56

Gouvernement
du Canada

C-296

C-296

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-296

PROJET DE LOI C-296

An Act to amend the Canada Consumer Product Safety Act and
the Textile Labelling Act (animal fur or skin)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la sécurité des produits de
consommation et la Loi sur l'étiquetage des textiles (peau
et fourrure d'animaux)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MS. DAVIES

M^{ME} DAVIES

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Consumer Product Safety Act* to add products made in whole or in part of dog or cat fur to Schedule 2 to that Act.

The enactment also amends the *Textile Labelling Act* so that the definition “consumer textile article” includes any product made in whole or in part of animal skin from which the hair or fur has not been removed.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation* afin d'ajouter à l'annexe 2 de cette loi les produits faits en tout ou en partie de fourrure de chien ou de chat.

Il modifie également la *Loi sur l'étiquetage des textiles* afin d'inclure, dans la définition de « article textile de consommation », les produits faits en tout ou en partie de peaux d'animal garnies de leur poil ou fourrure.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-296

PROJET DE LOI C-296

An Act to amend the Canada Consumer Product Safety Act and the Textile Labelling Act (animal fur or skin)

Loi modifiant la Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation et la Loi sur l'étiquetage des textiles (peau et fourrure d'animaux)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

CANADA CONSUMER PRODUCT SAFETY ACT

LOI CANADIENNE SUR LA SÉCURITÉ DES PRODUITS DE CONSOMMATION

1. Schedule 2 to the *Canada Consumer Product Safety Act* is amended by adding the following in numerical order:

1. L'annexe 2 de la *Loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation* est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, de ce qui suit :

16. Products made in whole or in part of dog or cat fur.

16. Produits faits en tout ou en partie de fourrure de chien ou de chat.

TEXTILE LABELLING ACT

LOI SUR L'ÉTIQUETAGE DES TEXTILES

2. The definition "consumer textile article" in section 2 of the *Textile Labelling Act* is amended by striking out "or" at the end of paragraph (a), by adding "or" at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b):

2. La définition de « article textile de consommation », à l'article 2 de la *Loi sur l'étiquetage des textiles*, est remplacée par ce qui suit :

(c) any product made in whole or in part of animal skin from which the hair or fur has not been removed

« article textile de consommation » Fibre ou fil textile, tissu ou peau d'animal garnie de son poil ou de sa fourrure — ou produit fait en tout ou en partie de l'un de ces éléments — prêt à être vendu tel quel pour consommation ou usage autre que la fabrication, la transformation ou le finissage d'un produit destiné à la vente.

« article textile de consommation »
"consumer textile article"

3. Subparagraph 6(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) the generic name of each textile fibre,

3. Le sous-alinéa 6b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) le nom générique de chaque fibre textile,



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

B
B56
C-297

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-297

An Act respecting a National Strategy for Suicide Prevention

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

C-297

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-297

Loi concernant la stratégie nationale de prévention du suicide

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MS. LESLIE

M^{ME} LESLIE

SUMMARY

This enactment establishes a requirement for the Government of Canada to develop a national strategy for suicide prevention in consultation with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il élabore une stratégie nationale de prévention du suicide en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-297

PROJET DE LOI C-297

An Act respecting a National Strategy for
Suicide Prevention

Loi concernant la stratégie nationale de préven-
tion du suicide

Preamble

Whereas suicide is a complex problem involving biological, psychological, social and spiritual factors, and can be influenced by societal attitudes and conditions;

Whereas Canadians want to reduce suicide and its impact in Canada, and suicide prevention is everyone's responsibility;

Whereas suicide is preventable by knowledge, care and compassion, and concerted action by committed communities, govern-
ments, organizations and resources across
Canada will go a long way toward preventing
death by suicide and assisting, educating and
comforting those who have been affected by
suicidal behaviours;

Whereas suicide is a significant public health issue in Canada and entails a social cost, because grief and trauma have long-term and devastating effects on individuals and communities;

Whereas a national strategy that is designed to mobilize policies and services and to affect public attitudes towards suicide and its prevention is in the interest of all Canadians;

And whereas the Government of Canada, in consultation with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people, is encouraging the development of a national strategy for suicide prevention;

Attendu :

que le suicide est un problème complexe comportant des facteurs biologiques, psychologiques, sociaux et spirituels et pouvant être influencé par les attitudes et les conditions sociales;

que la population canadienne veut réduire l'incidence et l'impact du suicide au Canada, et que la prévention du suicide est la responsabilité de chacun;

qu'il est possible de prévenir le suicide par la sensibilisation, la bienveillance et la compassion, et que l'action concertée des collectivités, des gouvernements, des organismes et des ressources mobilisées dans tout le Canada contribuera largement, d'une part, à prévenir les décès par suicide et, d'autre part, à aider, à informer et à reconforter les personnes touchées par des comportements suicidaires;

que le suicide constitue un important enjeu de santé publique au Canada et coûte cher à la société, car la peine et le traumatisme qu'il cause ont des effets durables et dévastateurs sur les individus et les collectivités;

qu'il est dans l'intérêt de la population canadienne d'établir une stratégie nationale visant à mobiliser les politiques et les services et à transformer l'attitude du public envers le suicide et sa prévention;

Préambule

que le gouvernement du Canada encourage l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention du suicide en consultation avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé 5 ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 10 Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *National Strategy for Suicide Prevention Act*.

1. *Loi sur la stratégie nationale de prévention du suicide.*

Titre abrégé

NATIONAL STRATEGY FOR SUICIDE PREVENTION

STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION DU SUICIDE

Obligation

2. The Government of Canada must establish a national strategy for suicide prevention that includes

2. Le gouvernement du Canada établit une stratégie nationale de prévention du suicide qui 15 prévoit notamment :

Obligation

(a) the creation of a national medical surveillance program for the prevention of 10 suicide and identification of risk groups;

a) la création d'un programme national de surveillance médicale destiné à prévenir le suicide et à déterminer les groupes à risque;

(b) a study of the funding arrangements to provide the treatment, education, professional training and other supports required to prevent suicide and assist those bereaved by 15 a suicide;

b) la réalisation d'une étude sur les ententes 20 de financement visant le traitement, la sensibilisation, la formation professionnelle et les autres mesures de soutien nécessaires pour prévenir le suicide et venir en aide aux personnes endeuillées par un suicide; 25

(c) the establishment of national guidelines for best practices in suicide prevention based on evidence in key areas of mental health care; 20

c) l'établissement de lignes directrices nationales sur les pratiques exemplaires pour la prévention du suicide fondées sur les données disponibles dans les principaux domaines des soins de santé mentale; 30

(d) the creation of programs to identify gaps in knowledge relating to suicide and its prevention;

d) la création de programmes visant à déceler les lacunes dans les connaissances relatives au suicide et à sa prévention;

(e) the use of community-based and culture-based knowledge for suicide prevention 25 activities;

e) l'utilisation des connaissances émanant des collectivités et de données culturelles 35 pour la création d'activités de prévention du suicide;

(f) a study on the means to reduce stigma associated with being a consumer of mental health, substance abuse and suicide prevention, intervention and bereavement services; 30

f) la réalisation d'une étude sur les moyens pouvant être mis en oeuvre afin de réduire la stigmatisation associée au recours aux services de santé mentale, de traitement de la

(g) the assessment of access to appropriate and adequate health, wellness and recovery services, including mental health and substance abuse services, for all Canadians, as well as for families and communities;

(h) a study on the reduction of access to means and methods for people to harm themselves;

(i) a study on the development of media knowledge of suicide; and

(j) the establishment of national standards for the training of persons engaged in suicide prevention, whose contact with potentially vulnerable populations provides an opportunity to identify at-risk individuals and direct them to appropriate assessment and treatment.

toxicomanie, de prévention du suicide, d'intervention et de soutien aux personnes endeuillées;

g) l'évaluation de l'accès de la population canadienne, ainsi que des familles et des collectivités, à des services convenables et adéquats en matière de santé, de mieux-être et de convalescence, notamment en ce qui a trait à la santé mentale et à la toxicomanie;

h) la réalisation d'une étude sur la réduction de l'accès aux moyens et méthodes d'automutilation;

i) la réalisation d'une étude sur le développement des connaissances sur le suicide dans les médias;

j) l'établissement de normes nationales pour la formation des personnes se consacrant à la prévention du suicide, dont le travail auprès des groupes potentiellement vulnérables permet de dépister les personnes à risque et de leur conseiller les évaluations et les traitements appropriés.

Consultations

3. Within 120 days after the day on which this section comes into force, the Government of Canada must consult with the ministers responsible for the delivery of health services in each province and territory and the national representative organizations of the First Nations, Inuit and Métis people to inquire into, develop and report on a national strategy for suicide prevention under this Act.

3. Dans les cent vingt jours suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouvernement du Canada tient des consultations avec les ministres provinciaux et territoriaux chargés de la prestation des services de santé, ainsi qu'avec les organisations nationales représentant les Premières Nations, les Inuits et les Métis, afin d'analyser la situation, d'élaborer une stratégie nationale de prévention du suicide et d'en faire rapport conformément à la présente loi.

Consultations

REPORT

Report

4. The Government of Canada must prepare a report on the national strategy for suicide prevention within one year after the conclusion of the consultations undertaken under section 3.

Tabling of report

5. The Government of Canada must cause a copy of the report made under section 4 to be laid before each House of Parliament on any of the first 90 days on which that House is sitting after the completion of the report.

RAPPORT

4. Le gouvernement du Canada établit un rapport sur la stratégie nationale de prévention du suicide dans l'année suivant la fin des consultations visées à l'article 3.

Rapport

5. Le gouvernement du Canada dépose une copie du rapport mentionné à l'article 4 devant chaque chambre du Parlement dans les quatre-vingt-dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa préparation.

Dépôt du rapport



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

B
B56
C-298

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-298

An Act to amend the Royal Canadian Mounted Police Act
(lump sum)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

C-298

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-298

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada
(montant forfaitaire)

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MR. GRAVELLE

M. GRAVELLE

SUMMARY

This enactment amends the *Royal Canadian Mounted Police Act* to grant a lump sum payment to the heirs of a member who dies in the performance of his or her duties.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* afin d'accorder un montant forfaitaire aux héritiers d'un membre décédé dans l'exercice de ses fonctions.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-298

PROJET DE LOI C-298

An Act to amend the Royal Canadian Mounted
Police Act (lump sum)

Loi modifiant la Loi sur la Gendarmerie royale
du Canada (montant forfaitaire)

R.S., c. R-10

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 22 of the *Royal Canadian
Mounted Police Act* is amended by adding
the following after subsection (1.1):**

(1.2) Despite subsection (1), if a member
dies in the performance of his or her duties, the
Treasury Board shall pay the member's estate
the sum of \$300,000, regardless of the length of 10
the member's service in the Force.

Sum to be paid
to member's
estate

L.R., ch. R-10

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'article 22 de la *Loi sur la Gendarmerie
royale du Canada* est modifié par adjonction, 5
après le paragraphe (1.1), de ce qui suit :**

(1.2) Malgré le paragraphe (1), si un membre
décède dans l'exercice de ses fonctions, le
Conseil du Trésor verse à la succession du
membre la somme de 300 000 \$, peu importe la 10
durée de son service au sein de la Gendarmerie.

Somme versée à
la succession du
membre



411055

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

3
B56

C-299

C-299

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-299

PROJET DE LOI C-299

An Act to amend the Criminal Code (kidnapping of young
person)

Loi modifiant le Code criminel (enlèvement d'une jeune
personne)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MR. WILKS

M. WILKS

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to prescribe a minimum punishment of five years when a kidnap victim is under sixteen years of age.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de prévoir une peine d'emprisonnement minimal de cinq ans lorsque la victime d'un enlèvement est âgée de moins de seize ans.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-299

PROJET DE LOI C-299

An Act to amend the Criminal Code (kidnap-
ping of young person)

Loi modifiant le Code criminel (enlèvement
d'une jeune personne)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 279(1.1) of the *Criminal Code* is amended by striking out “and” at the end of paragraph (a.1) and by adding the following after that paragraph:

(a.2) if the person referred to in paragraph (1)(a), (b) or (c) is under 16 years of age, to imprisonment for life and to a minimum 10 punishment of imprisonment for a term of five years; and

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le paragraphe 279(1.1) du *Code criminel* est modifié par adjonction, après l'alinéa a.1), de ce qui suit :

a.2) si la personne visée aux alinéas (1)a), b) ou c) est âgée de moins de seize ans, de l'emprisonnement à perpétuité, la peine minimale étant de cinq ans; 10

411456

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

356

5

C-300

C-300

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act respecting a Federal Framework for Suicide Prevention

Loi concernant l'établissement d'un cadre fédéral de prévention du suicide

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MR. ALBRECHT

M. ALBRECHT

SUMMARY

This enactment establishes a requirement for the Government of Canada to develop a federal framework for suicide prevention in consultation with relevant non-governmental organizations, the relevant entity in each province and territory, as well as with relevant federal departments.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il élabore un cadre fédéral de prévention du suicide en consultation avec les organisations non gouvernementales concernées, les entités compétentes des provinces et territoires et les ministères fédéraux visés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act respecting a Federal Framework for
Suicide Prevention

Loi concernant l'établissement d'un cadre
fédéral de prévention du suicide

Preamble

Whereas suicide is a complex problem involving biological, psychological, social and spiritual factors, and can be influenced by societal attitudes and conditions;

Whereas Canadians want to reduce suicide 5
and its impact in Canada, and suicide prevention is everyone's responsibility;

Whereas suicide is preventable by knowledge, care and compassion;

Whereas concerted, collaborative action by 10
committed communities, governments, organizations and individuals across Canada will help prevent deaths by suicide, and assist in educating and comforting those who have been affected by suicidal behaviour; 15

Whereas suicide is a significant public health issue in Canada and the grief and trauma associated with it produce long-term social costs and devastating effects on surviving individuals and communities; 20

Whereas the Parliament of Canada affirmed its respect for life by unanimously adopting Motion No. 388, in 2009, which called for meaningful deterrents and punishment for those who encourage vulnerable individuals to com- 25
mit suicide;

And whereas a federal plan designed to disseminate information, promote the use of research, share best practices and affect public attitudes towards suicide and its prevention is in 30
the interest of all Canadians;

Attendu :

que le suicide est un problème complexe comportant des facteurs biologiques, psychologiques, sociaux et spirituels, qui peut être 5
influencé par les attitudes et les conditions sociales;

que la population canadienne souhaite réduire le nombre de suicides au Canada et leurs conséquences, et que la prévention du suicide est la responsabilité de chacun; 10

qu'il est possible de prévenir le suicide par les connaissances, les soins et la compassion;

que l'action concertée et collaborative des collectivités, des gouvernements, des organismes et des particuliers engagés dans tout le 15
Canada aidera, d'une part, à prévenir les décès par suicide et, d'autre part, à informer et à soutenir les personnes touchées par les comportements suicidaires;

que le suicide constitue au Canada un 20
important enjeu de santé publique et que la détresse et le traumatisme qu'il cause entraînent des coûts de longue durée pour la société et des effets dévastateurs sur les survivants et les collectivités; 25

que le Parlement du Canada a affirmé son respect pour la vie en adoptant à l'unanimité, en 2009, la motion n° 388, qui demandait l'adoption de peines et de moyens de

Préambule

dissuasion importants à l'endroit des individus qui encouragent les personnes vulnérables à se suicider;

qu'il est dans l'intérêt de la population canadienne d'adopter un plan fédéral conçu pour diffuser de l'information, promouvoir le recours à la recherche, faire connaître les pratiques exemplaires et influencer l'attitude de la société envers le suicide et sa prévention,

10

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Federal Framework for Suicide Prevention Act*.

1. *Loi sur le cadre fédéral de prévention du suicide.*

Titre abrégé

15

FEDERAL FRAMEWORK FOR SUICIDE PREVENTION

CADRE FÉDÉRAL DE PRÉVENTION DU SUICIDE

Framework

2. The Government of Canada must establish a federal framework for suicide prevention that

2. Le gouvernement du Canada établit un cadre fédéral de prévention du suicide qui :

Cadre

(a) recognizes that suicide, in addition to being a mental health issue, is a public health issue and that, as such, it is a health and safety priority; and

a) d'une part, reconnaît que le suicide, en plus d'être un problème de santé mentale, est un enjeu de santé publique et, par conséquent, qu'il constitue une priorité en matière de santé et de sécurité;

(b) designates the appropriate entity within the Government of Canada to assume responsibility for

b) d'autre part, désigne l'entité compétente au sein du gouvernement du Canada chargée d'exercer les responsabilités suivantes :

25

(i) providing guidelines to improve public awareness and knowledge about suicide,

(i) fournir des lignes directrices visant à sensibiliser et à informer davantage le public au sujet du suicide,

(ii) disseminating information about suicide, including information concerning its prevention,

(ii) diffuser de l'information sur le suicide, notamment de l'information sur sa prévention,

(iii) making publically available existing statistics about suicide and related risk factors,

(iii) rendre publiques les statistiques existantes sur le suicide et les facteurs de risques connexes,

(iv) promoting collaboration and knowledge exchange across domains, sectors, regions and jurisdictions,

(iv) promouvoir la collaboration et l'échange de connaissances entre domaines, secteurs, régions et administrations,

25

(v) defining best practices for the prevention of suicide, and

(v) établir les pratiques exemplaires pour la prévention du suicide,

(vi) promoting the use of research and evidence-based practices for the prevention of suicide.

30

(vi) promouvoir le recours à la recherche et aux pratiques fondées sur des preuves pour la prévention du suicide.

CONSULTATIONS

Consultations

3. Within 180 days after the day on which this section comes into force, the Government of Canada must enter into consultations with relevant non-governmental organizations, relevant entities within the governments of the provinces and territories and relevant federal departments, in order to share information and align the elements of the framework described in section 2 with existing efforts that relate to suicide prevention.

CONSULTATIONS

Consultations

3. Dans les cent quatre-vingts jours suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouvernement du Canada entame des consultations avec les organisations non gouvernementales concernées, les entités compétentes des gouvernements provinciaux et territoriaux et les ministères fédéraux visés afin de diffuser de l'information et d'harmoniser les éléments du cadre mentionnés à l'article 2 avec les efforts actuellement déployés pour la prévention du suicide.

REPORT

Report

4. Within four years after the coming into force of this Act and every two years thereafter, the entity designated in accordance with paragraph 2(b) must report to Canadians on its progress and activities related to the federal framework for suicide prevention.

RAPPORT

Rapport

4. Dans les quatre ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi et par la suite tous les deux ans, l'entité désignée en application de l'alinéa 2b) fait rapport à la population canadienne sur ses réalisations et activités liées au cadre fédéral de prévention du suicide.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

YB
- B56

C-300

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-300

An Act respecting a Federal Framework for Suicide Prevention

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 18, 2012

Convention
Publication

C-300

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-300

Loi concernant l'établissement d'un cadre fédéral de prévention du suicide

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 18 JUIN 2012



SUMMARY

This enactment establishes a requirement for the Government of Canada to develop a federal framework for suicide prevention in consultation with relevant non-governmental organizations, the relevant entity in each province and territory, as well as with relevant federal departments.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il élabore un cadre fédéral de prévention du suicide en consultation avec les organisations non gouvernementales concernées, les entités compétentes des provinces et territoires et les ministères fédéraux visés.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-300

PROJET DE LOI C-300

An Act respecting a Federal Framework for
Suicide Prevention

Loi concernant l'établissement d'un cadre
fédéral de prévention du suicide

Preamble

Whereas suicide is a complex problem involving biological, psychological, social and spiritual factors, and can be influenced by societal attitudes and conditions;

Whereas Canadians want to reduce suicide and its impact in Canada, and suicide prevention is everyone's responsibility;

Whereas suicide is preventable by knowledge, care and compassion;

Whereas concerted, collaborative action by committed communities, governments, organizations and individuals across Canada will help prevent deaths by suicide, and assist in educating and comforting those who have been affected by suicidal behaviour;

Whereas suicide is a significant public health issue in Canada and the grief and trauma associated with it produce long-term social costs and devastating effects on surviving individuals and communities;

Whereas the Parliament of Canada affirmed its respect for life by unanimously adopting Motion No. 388, in 2009, which called for meaningful deterrents and punishment for those who encourage vulnerable individuals to commit suicide;

And whereas a federal plan designed to disseminate information, promote the use of research, share best practices and affect public attitudes towards suicide and its prevention is in the interest of all Canadians;

Attendu :

que le suicide est un problème complexe comportant des facteurs biologiques, psychologiques, sociaux et spirituels, qui peut être influencé par les attitudes et les conditions sociales;

que la population canadienne souhaite réduire le nombre de suicides au Canada et leurs conséquences, et que la prévention du suicide est la responsabilité de chacun;

qu'il est possible de prévenir le suicide par les connaissances, les soins et la compassion;

que l'action concertée et collaborative des collectivités, des gouvernements, des organismes et des particuliers engagés dans tout le Canada aidera, d'une part, à prévenir les décès par suicide et, d'autre part, à informer et à soutenir les personnes touchées par les comportements suicidaires;

que le suicide constitue au Canada un important enjeu de santé publique et que la détresse et le traumatisme qu'il cause entraînent des coûts de longue durée pour la société et des effets dévastateurs sur les survivants et les collectivités;

que le Parlement du Canada a affirmé son respect pour la vie en adoptant à l'unanimité, en 2009, la motion n° 388, qui demandait l'adoption de peines et de moyens de

Préambule

dissuasion importants à l'endroit des individus qui encouragent les personnes vulnérables à se suicider;

qu'il est dans l'intérêt de la population canadienne d'adopter un plan fédéral conçu pour diffuser de l'information, promouvoir le recours à la recherche, faire connaître les pratiques exemplaires et influencer l'attitude de la société envers le suicide et sa prévention,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Federal Framework for Suicide Prevention Act*.

1. *Loi sur le cadre fédéral de prévention du suicide.*

Titre abrégé

15

FEDERAL FRAMEWORK FOR SUICIDE PREVENTION

CADRE FÉDÉRAL DE PRÉVENTION DU SUICIDE

Framework

2. The Government of Canada must establish a federal framework for suicide prevention that

2. Le gouvernement du Canada établit un cadre fédéral de prévention du suicide qui :

Cadre

(a) recognizes that suicide, in addition to being a mental health issue, is a public health issue and that, as such, it is a health and safety priority; and

a) d'une part, reconnaît que le suicide, en plus d'être un problème de santé mentale, est un enjeu de santé publique et, par conséquent, qu'il constitue une priorité en matière de santé et de sécurité;

(b) designates the appropriate entity within the Government of Canada to assume responsibility for

b) d'autre part, désigne l'entité compétente au sein du gouvernement du Canada chargée d'exercer les responsabilités suivantes :

(i) providing guidelines to improve public awareness and knowledge about suicide,

(i) fournir des lignes directrices visant à sensibiliser et à informer davantage le public au sujet du suicide,

(ii) disseminating information about suicide, including information concerning its prevention,

(ii) diffuser de l'information sur le suicide, notamment de l'information sur sa prévention,

(iii) making publically available existing statistics about suicide and related risk factors,

(iii) rendre publiques les statistiques existantes sur le suicide et les facteurs de risques connexes,

(iv) promoting collaboration and knowledge exchange across domains, sectors, regions and jurisdictions,

(iv) promouvoir la collaboration et l'échange de connaissances entre domaines, secteurs, régions et administrations,

(v) defining best practices for the prevention of suicide, and

(v) établir les pratiques exemplaires pour la prévention du suicide,

(vi) promoting the use of research and evidence-based practices for the prevention of suicide.

30

(vi) promouvoir le recours à la recherche et aux pratiques fondées sur des preuves pour la prévention du suicide.

CONSULTATIONS

Consultations

3. Within 180 days after the day on which this section comes into force, the Government of Canada must enter into consultations with relevant non-governmental organizations, relevant entities within the governments of the provinces and territories and relevant federal departments, in order to share information and align the elements of the framework described in section 2 with existing efforts that relate to suicide prevention.

CONSULTATIONS

Consultations

3. Dans les cent quatre-vingts jours suivant l'entrée en vigueur du présent article, le gouvernement du Canada entame des consultations avec les organisations non gouvernementales concernées, les entités compétentes des gouvernements provinciaux et territoriaux et les ministères fédéraux visés afin de diffuser de l'information et d'harmoniser les éléments du cadre mentionnés à l'article 2 avec les efforts actuellement déployés pour la prévention du suicide.

REPORT

Report

4. Within four years after the coming into force of this Act and every two years thereafter, the entity designated in accordance with paragraph 2(b) must report to Canadians on its progress and activities related to the federal framework for suicide prevention.

RAPPORT

Rapport

4. Dans les quatre ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi et par la suite tous les deux ans, l'entité désignée en application de l'alinéa 2b) fait rapport à la population canadienne sur ses réalisations et activités liées au cadre fédéral de prévention du suicide.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-301

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

C-301

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-301

PROJET DE LOI C-301

An Act to amend the Access to Information Act (open
government)

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information (transparence
gouvernementale)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011

MR. MARTIN

M. MARTIN

SUMMARY

This enactment amends the *Access to Information Act* to implement reforms proposed by the Information Commissioner of Canada in 2005.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'accès à l'information* afin de mettre en oeuvre les modifications proposées en 2005 par le Commissaire à l'information du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-301

PROJET DE LOI C-301

An Act to amend the Access to Information Act
(open government)

Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information
(transparence gouvernementale)

R.S., c. A-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Section 1 of the *Access to Information Act* is replaced by the following:

1. This Act may be cited as the *Open Government Act*.

(2) Unless the context requires otherwise, the expression "*Access to Information Act*" is replaced by the expression "*Open Government Act*" in

(a) any regulation, as defined in section 2 of the *Statutory Instruments Act*; and

(b) any other instrument made

(i) in the execution of a power conferred under an Act of Parliament, or

(ii) by order or under the authority of the Governor in Council.

2. (1) Subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

2. (1) The purpose of this Act is to make government institutions fully accountable to the public, and to make the records under the control of those institutions fully accessible to the public, by extending the present laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of those institutions in accordance with the principles that government information should be

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. (1) L'article 1 de la *Loi sur l'accès à l'information* est remplacé par ce qui suit :

1. *Loi sur la transparence gouvernementale*.

(2) Sauf indication contraire du contexte, «*Loi sur l'accès à l'information*» est remplacé par «*Loi sur la transparence gouvernementale*» dans :

a) tout règlement, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en vertu d'une loi fédérale;

b) tout autre texte pris :

(i) soit dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale,

(ii) soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.

2. (1) Le paragraphe 2(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2. (1) La présente loi a pour objet de rendre les institutions fédérales entièrement responsables devant le public et d'assurer l'accès du public aux documents de celles-ci en élargissant la portée des lois canadiennes actuelles à cet effet conformément au principe du droit du public à la communication de ces documents, les exceptions indispensables à ce droit étant

L.R., ch. A-1

Titre abrégé

Remplacement
général

10

20

Objet

Short title

General
replacement

Purpose

available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

5

(2) Section 2 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

(2) L'article 2 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Duty to provide assistance

(3) The officers and employees of every government institution shall make every reasonable effort to assist persons requesting access and to respond to each request openly, accurately and completely and without unreasonable delay.

(3) Les cadres et les employés de chaque institution fédérale déploient tous les efforts raisonnables pour prêter assistance aux auteurs des demandes de communication de documents et leur répondre dans un délai convenable de façon transparente, précise et complète.

Obligation de prêter assistance

3. The Act is amended by adding the following after section 2:

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

Creation of records

GENERAL

2.1 Every officer and employee of a government institution shall create such records as are reasonably necessary to document their decisions, actions, advice, recommendations and deliberations under this Act.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Chaque cadre ou employé d'une institution fédérale est tenu de créer les documents qui sont raisonnablement nécessaires pour consigner tout ce qu'il accomplit — décisions, actions, avis, recommandations et délibérations — sous le régime de la présente loi.

Création de documents

Public register

2.2 Every government institution shall maintain a public register containing a description of every record disclosed in response to a request made under this Act.

2.2 Chaque institution fédérale tient un registre public où est consignée la description de tous les documents communiqués en réponse à une demande faite en vertu de la présente loi.

Registre public

Disclosure of record

2.3 Notwithstanding any other provision of this Act, the head of a government institution shall disclose a record or part of a record requested under this Act, if the public interest in disclosure clearly outweighs in importance the need for secrecy.

2.3 Nonobstant les autres dispositions de la présente loi, le responsable d'une institution fédérale est tenu de donner communication totale ou partielle d'un document demandé en vertu de la présente loi si l'intérêt du public relativement à la communication du document l'emporte clairement sur la nécessité d'en assurer la confidentialité.

Communication du document

4. (1) Paragraph (a) of the definition "government institution" in section 3 of the Act is replaced by the following:

4. (1) L'alinéa a) de la définition de «institution fédérale», à l'article 3 de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

(a) any department or ministry of state of the Government of Canada listed in Schedule I, including the office of the head of the department or ministry, or any body or office listed in Schedule I, and

a) Tout ministère ou département d'État relevant du gouvernement du Canada et figurant à l'annexe I, y compris le bureau du responsable du ministère ou du département d'État, ou tout organisme figurant à l'annexe I;

(2) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) L'article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

<div>“Open Government Coordinator” « coordonnateur de la transparence gouvernementale »</div>	<div>“Open Government Coordinator” means the officer or employee of a government institution designated under section 73 to carry out the duty referred to in section 73.1;</div>	<div>« coordonnateur de la transparence gouvernementale » Le cadre ou employé d’une institution fédérale désigné conformément à l’article 73 pour exercer la fonction prévue à l’article 73.1.</div>	<div>« coordonnateur de la transparence gouvernementale » “Open Government Coordinator”</div>
<div>“trade secret” « secret industriel »</div>	<div>“trade secret” means any information, including a formula, pattern, compilation, program, device, product, method, technique or process, (a) that is used, or may be used, in business for any commercial advantage; (b) that derives independent economic value, whether actual or potential, from not being generally known to the public or to other persons who can claim economic value from its disclosure or use; (c) that is the subject of reasonable efforts to prevent it from becoming generally known to the public; and (d) the disclosure of which would result in harm or improper benefit to the economic interests of a person or entity.</div>	<div>« secret industriel » S’entend des renseignements — notamment formule, modèle, compilation, programme, appareil, produit, méthode, technique ou procédé —, à la fois : a) qui sont ou peuvent être utilisés dans les affaires en vue d’obtenir un avantage commercial; b) qui ont une valeur économique indépendante, réelle ou potentielle, du fait qu’ils ne sont pas généralement connus du public ou d’autres personnes pouvant tirer un avantage économique de leur divulgation ou de leur utilisation; c) qui font l’objet d’efforts raisonnables visant à empêcher qu’ils ne deviennent généralement connus du public; d) dont la divulgation porterait préjudice ou procurerait un avantage injustifié aux intérêts financiers d’une personne ou d’une entité.</div>	<div>« secret industriel » “trade secret”</div>

5. (1) Subsections 4(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

5. (1) Les paragraphes 4(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

<div>Right to access to records</div>	<div>4. (1) Subject to this Act, but notwithstanding any other Act of Parliament, <u>any</u> person has a right to and shall, on request, be given access to any record under the control of a government institution.</div>	<div>4. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi mais nonobstant toute autre loi fédérale, <u>toute personne</u> a droit à l'accès aux documents relevant d'une institution fédérale et <u>peut</u> se les faire communiquer sur demande.</div>	<div>Droit d'accès</div>
---------------------------------------	--	--	--------------------------

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

<div>Format of access</div>	<div>(4) Subject to this Act, access to a record shall be given in any reasonable format specified by the person making the request.</div>	<div>(4) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, les documents demandés sont communiqués dans tout format raisonnable que précise l'auteur de la demande.</div>	<div>Format de la communication</div>
-----------------------------	--	--	---------------------------------------

Disclosure of
identity

(5) The identity of a person making a request under subsection (1) may not be disclosed without the consent of the person unless

(a) the disclosure is solely within the government institution to which the request is made; and

(b) the person's identity is only disclosed to the extent that is reasonably necessary to process and answer the request.

6. Paragraph 5(1)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) the title and address of the Open Government Coordinator for each government institution to whom requests for access to records under this Act should be sent.

7. Paragraphs 9(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) meeting the original time limit would unreasonably interfere with the operations of the government institution and the request

(i) is for a large number of records,

(ii) necessitates a search through a large number of records, or

(iii) is part of a group of requests for a large number of records made by the same person on the same subject within a period of 30 days,

(b) consultations with other government institutions are necessary to comply with the request and cannot reasonably be completed within the original time limit, or

8. Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

Written notice

(4) Where the head of a government institution is deemed to have refused to give access under subsection (3), a written notice of the refusal shall be given to the person who made the request and to the Information Commissioner.

9. Subsection 11(6) of the Act is replaced by the following:

(5) L'identité de l'auteur d'une demande de communication faite en vertu du paragraphe (1) ne peut être divulguée sans son consentement, à moins qu'elle ne soit divulguée :

a) uniquement à l'intérieur de l'institution fédérale à laquelle est faite la demande;

b) seulement dans la mesure raisonnablement nécessaire pour traiter la demande et y répondre.

6. L'alinéa 5(1)d) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

d) les titre et adresse du coordonnateur de la transparence gouvernementale qui est chargé de recevoir les demandes de communication.

7. Les alinéas 9(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) l'observation du délai initial entraverait de façon sérieuse le fonctionnement de l'institution et la demande, selon le cas :

(i) vise un grand nombre de documents,

(ii) exige des recherches dans un grand nombre de documents,

(iii) fait partie d'un groupe de demandes d'un grand nombre de documents portant sur le même sujet qui ont été présentées par la même personne au cours d'une période de trente jours;

b) les consultations auprès d'autres institutions fédérales qui sont nécessaires pour donner suite à la demande rendraient pratiquement impossible l'observation du délai initial;

8. L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) En cas de refus de communication présumé au titre du paragraphe (3), le responsable de l'institution fédérale remet un avis écrit à cet effet à l'auteur de la demande ainsi qu'au Commissaire à l'information.

9. Le paragraphe 11(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Divulcation de
l'identité

Avis écrit

Waiver

Waiver and
refund

Examination or
copy

(6) The head of a government institution to which a request for access to a record is made under this Act shall waive the requirement to pay a fee or other amount or a part thereof under this section or shall refund a fee or other amount or a part thereof paid under this section, if the request to which the fee or other amount relates is deemed to have been refused pursuant to subsection 10(3).

(7) The head of a government institution to which a request for access to a record is made under this Act may waive the requirement to pay a fee or other amount or a part thereof under this section or may refund a fee or other amount or a part thereof paid under this section and shall, in deciding whether or not to waive or refund a fee or other amount, take into account the following factors:

- (a) whether the requested record has previously been disclosed under this Act;
- (b) whether the requested record contains information relating to public health, public safety, consumer protection or protection of the environment;
- (c) whether the requested record contains information relating to eligibility for a service, program or benefit; and
- (d) whether the disclosure of the information would be in the public interest.

10. (1) Subsection 12(1) of the Act is replaced by the following:

12. (1) A person who is given access to a record or a part thereof under this Act may, subject to the regulations, choose to examine the record or part thereof or to receive a copy thereof.

(2) Paragraph 12(2)(b) of the Act is replaced by the following:

- (b) within a reasonable period of time, if it is in the public interest to cause a translation to be prepared.

(3) Paragraph 12(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(6) Le responsable de l'institution fédérale est tenu de dispenser en tout ou en partie la personne qui fait la demande du versement des droits ou de lui rembourser tout ou partie du montant déjà versé, si la demande à laquelle se rapportent les droits ou le montant est réputée avoir été refusée au titre du paragraphe 10(3).

(7) Le responsable de l'institution fédérale peut dispenser en tout ou en partie la personne qui fait la demande du versement des droits ou lui rembourser tout ou partie du montant déjà versé, auquel cas il tient compte des facteurs suivants pour prendre sa décision :

- a) le fait que le document demandé a déjà été communiqué aux termes de la présente loi;
- b) le fait que le document demandé contient des renseignements concernant la santé ou la sécurité publiques, la protection du consommateur ou la protection de l'environnement;
- c) le fait que le document demandé contient des renseignements sur l'admissibilité à un service, à un programme ou à des prestations;
- d) le fait que la communication des renseignements serait dans l'intérêt public.

10. (1) Le paragraphe 12(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. (1) Sous réserve des règlements, l'accès à un document peut s'exercer, au choix de la personne qui en fait la demande, par consultation totale ou partielle du document ou par délivrance de copies totales ou partielles.

(2) L'alinéa 12(2)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- b) dans un délai convenable, s'il est dans l'intérêt public de faire traduire ce document ou cette partie.

(3) L'alinéa 12(3)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Dispense

Dispense et
remboursement

Consultation ou
copie

(b) within a reasonable period of time, if the giving of access in an alternative format is necessary to enable the person to exercise the person's right of access under this Act and it is reasonable to cause that record or part thereof to be converted.

11. Section 13 of the Act is replaced by the following:

13. (1) Subject to subsection (2), the head of a government institution may refuse to disclose 10 any record requested under this Act if

(a) the record contains information that was obtained in confidence from

(i) the government of a foreign state or an institution thereof, 15

(ii) an international organization of states or an institution thereof,

(iii) the government of a province or an institution thereof,

(iv) a municipal or regional government 20 established by or pursuant to an Act of the legislature of a province or an institution of such a government, or

(v) an aboriginal government; and

(b) disclosure of the information would be 25 injurious to relations with the government, institution or organization.

(2) The head of a government institution shall disclose any record requested under this Act that contains information described in 30 subsection (1) if the government, organization or institution from which the information was obtained

(a) consents to the disclosure; or

(b) makes the information public. 35

(3) In this section, "aboriginal government" means an aboriginal government listed in Schedule I.1.

12. Paragraph 14(b) of the Act is replaced by the following:

b) dans un délai convenable, si la communication sur un support de substitution est nécessaire pour que la personne puisse exercer ses droits et qu'il est raisonnable de transférer le document ou la partie en cause 5 sur un tel support.

11. L'article 13 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

13. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le responsable d'une institution fédérale peut 10 refuser la communication de documents si :

a) d'une part, ces documents contiennent des renseignements obtenus à titre confidentiel, selon le cas :

(i) des gouvernements des États étrangers 15 ou de leurs organismes,

(ii) des organisations internationales d'États ou de leurs organismes,

(iii) des gouvernements des provinces ou de leurs organismes, 20

(iv) des administrations municipales ou régionales constituées en vertu de lois provinciales ou de leurs organismes,

(v) d'un gouvernement autochtone;

b) d'autre part, la communication des renseignements porterait préjudice aux relations avec ces gouvernements, organisations, administrations ou organismes. 25

(2) Le responsable d'une institution fédérale est tenu de donner communication de docu- 30 ments contenant des renseignements visés au paragraphe (1) si le gouvernement, l'organisation, l'administration ou l'organisme qui les a fournis :

a) soit consent à la communication; 35

b) soit rend les renseignements publics.

(3) Au présent article, « gouvernement autochtone » s'entend d'un gouvernement mentionné à l'annexe I.1.

12. L'alinéa 14b) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

Information
obtained in
confidence

Renseignements
obtenus à titre
confidentiel

Duty to disclose

Obligation de
communiquer

Definition of
"aboriginal
government"

Définition de
« gouvernement
autochtone »

(b) on strategy or tactics adopted or to be adopted by the Government of Canada relating to the conduct of federal-provincial negotiations.

13. (1) Paragraphs 16(1)(a) and (b) of the Act are repealed.

(2) Subsection 16(4) of the Act is replaced by the following:

(4) The head of the Canadian Broadcasting Corporation may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to be injurious to the integrity or independence of the institution's news gathering or programming activities.

(5) In this section, "investigation" means an investigation or audit that

- (a) pertains to the administration or enforcement of an Act of Parliament;
- (b) is authorized by or pursuant to an Act of Parliament; or
- (c) is within a class of investigations or audits specified in the regulations.

14. Section 17 of the Act is replaced by the following:

17. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that contains information the disclosure of which could reasonably be expected to threaten the safety or mental or physical health of individuals, or that could reasonably be expected to increase the risk of extinction of an endangered species or increase the risk of damage to a sensitive ecological or historic site.

15. Paragraph 18(a) of the Act is replaced by the following:

- (a) trade secrets of a government institution;

16. (1) Paragraph 20(1)(b) of the Act is repealed.

(2) Subsection 20(2) of the Act is replaced by the following:

b) les orientations ou mesures adoptées ou à adopter par le gouvernement du Canada qui touchent la conduite des négociations fédéro-provinciales.

13. (1) Les alinéas 16(1)a) et b) de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 16(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Le responsable de la Société Radio-Canada peut refuser la communication des documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de compromettre l'intégrité ou l'indépendance des activités de collecte de nouvelles ou de programmation de cette institution.

(5) Au présent article, « enquête » s'entend d'une enquête ou d'une vérification qui :

- a) soit se rapporte à l'application d'une loi fédérale;
- b) soit est autorisée sous le régime d'une loi fédérale;
- c) soit fait partie d'une catégorie d'enquêtes ou de vérifications précisée dans les règlements.

14. L'article 17 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

17. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents contenant des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité ou à la santé physique ou mentale des individus, ou pourrait vraisemblablement accroître le risque d'extinction d'une espèce en voie de disparition ou le risque de dommages à une aire écologique ou un lieu historique sensibles.

15. L'alinéa 18a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

- a) des secrets industriels d'une institution fédérale;

16. (1) L'alinéa 20(1)b) de la même loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 20(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Refusal by head of Canadian Broadcasting Corporation

Definition of "investigation"

Refusal to disclose

Refus du responsable de la Société Radio-Canada

Définition de « enquête »

Refus de communication

Product or
environmental
testing

(2) The head of a government institution shall not, pursuant to subsection (1), refuse to disclose a record or a part thereof if that record or part contains

- (a) the results of product or environmental testing carried out by or on behalf of a government institution unless the testing was done as a service to a person, a group of persons or an organization other than a government institution and for a fee; or
- (b) details of a contract or a bid for a contract with a government institution.

(3) Subsection 20(6) of the Act is repealed.

17. Section 21 of the Act is replaced by the following:

21. (1) Subject to subsection (2), the head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act that came into existence less than five years prior to the request if the record contains

- (a) advice or recommendations developed by or for a government institution or a minister of the Crown and disclosure of the record could reasonably be expected to be injurious to the internal advice-giving process of the government institution;
- (b) an account of consultations or deliberations involving officers or employees of a government institution, a minister of the Crown or the staff of a minister of the Crown and disclosure of the record could reasonably be expected to be injurious to the internal decision-making process of the government; or
- (c) positions or plans developed for the purpose of negotiations carried on or to be carried on by or on behalf of the Government of Canada and considerations relating thereto and disclosure of the record could reasonably be expected to be injurious to the conduct of the negotiations.

Advice, etc.

(2) Le paragraphe (1) n'autorise pas le responsable d'une institution fédérale à refuser la communication d'un document ou d'une partie de celui-ci si ce document ou cette partie contient :

- a) soit les résultats d'essais de produits ou d'essais d'environnement effectués par une institution fédérale ou pour son compte, sauf si les essais constituent une prestation de services fournis à titre onéreux mais non destinés à une institution fédérale;
- b) soit les détails d'un contrat conclu avec une institution fédérale ou d'une soumission relative à un tel contrat.

(3) Le paragraphe 20(6) de la même loi est abrogé.

17. L'article 21 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

21. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents datés de moins de cinq ans lors de la demande s'ils contiennent, selon le cas :

- a) des avis ou recommandations élaborés par ou pour une institution fédérale ou un ministre et que leur divulgation risquerait vraisemblablement de nuire au processus interne de prestation de conseils de l'institution;
- b) des comptes rendus de consultations ou 30 délibérations où sont concernés des cadres ou employés d'une institution fédérale, ou un ministre ou son personnel, et que leur divulgation risquerait vraisemblablement de nuire au processus décisionnel interne du 35 gouvernement;
- c) des projets préparés ou des renseignements portant sur des positions envisagées dans le cadre de négociations menées ou à mener par le gouvernement du Canada ou en son nom, ainsi que des renseignements portant sur les considérations qui y sont liées, et que leur divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la conduite des négociations.

Essais de
produits ou
essais
d'environnement

5

10

15

20

25

30

35

40

45

Avis, etc.

45

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a record that contains

- (a) any factual material;
- (b) the results of a public opinion poll, survey or focus group; 5
- (c) a statistical survey;
- (d) an appraisal or a report by an appraiser, whether or not the appraiser is an officer or employee of a government institution;
- (e) an economic forecast; 10
- (f) an environmental impact statement or similar information;
- (g) a final report, final study or final audit on the performance or efficiency of a government institution or on any of its programs or 15 policies;
- (h) a consumer test report or a report of a test carried out on a product to assess equipment of a government institution;
- (i) a feasibility or technical study, including a 20 cost estimate, relating to a policy or project of a government institution;
- (j) a report on the results of field research undertaken before a policy proposal is formulated; 25
- (k) a report of a task force, committee, council or similar body that has been established to consider any matter and make reports or recommendations to a government institution; 30
- (l) a plan or proposal of a government institution to establish a new program or to change a program, or that relates to the management of personnel or the administration of the institution, if the plan or proposal 35 has been approved or rejected by the head of the institution;
- (m) information that the head of a government institution has cited publicly as the basis for making a decision or formulating a policy; 40
- (n) a decision, including reasons, that is made in the exercise of a discretionary power or an adjudicative function and that affects the rights of the person making the request; or

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux documents contenant :

- a) des données factuelles;
- b) les résultats d'une enquête d'opinion publique, d'un sondage ou d'un groupe de 5 consultation;
- c) une enquête statistique;
- d) une évaluation ou un rapport d'un évaluateur, que celui-ci soit ou non un cadre ou un employé d'une institution fédérale; 10
- e) des prévisions économiques;
- f) un énoncé des incidences environnementales ou un document semblable;
- g) un rapport, une étude ou une vérification de nature finale portant sur le rendement ou 15 l'efficacité d'une institution fédérale ou sur l'un de ses programmes ou politiques;
- h) le rapport d'un essai mené à l'intention des consommateurs ou le rapport d'un essai de produit effectué pour l'évaluation du 20 matériel d'une institution fédérale;
- i) une étude de faisabilité ou une étude technique, y compris une estimation des coûts, liée à une politique ou à un projet d'une institution fédérale; 25
- j) un rapport des résultats d'une recherche sur le terrain effectuée avant la formulation d'un énoncé de politique;
- k) le rapport d'un groupe de travail, d'un comité, d'un conseil ou d'une entité sem- 30 blable constitué pour étudier une question et chargé de présenter des rapports ou des recommandations à une institution fédérale;
- l) le projet ou la proposition d'une institution fédérale visant à créer ou à modifier un 35 programme, ou se rapportant à la gestion du personnel ou à l'administration de l'institution, si le projet ou la proposition a été approuvé ou rejeté par le responsable de l'institution; 40
- m) des renseignements que le responsable d'une institution fédérale a présentés publiquement comme étant le fondement de la prise d'une décision ou de la formulation d'une politique; 45

(o) a report or advice prepared by a consultant or an adviser who was not, at the time the report was prepared, an officer or employee of a government institution or a member of the staff of a minister of the Crown.

Definition of
"advice"

(3) In this section, "advice" means an opinion, proposal or reasoned analysis offered, implicitly or explicitly, as to action.

18. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Solicitor-client
privilege etc.

23. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act if

(a) the record contains information that is subject to solicitor-client privilege; and

(b) disclosure of the information could reasonably be expected to be injurious to the interests of the Crown.

19. Section 24 of the Act is repealed.

20. Section 25 of the Act is renumbered as subsection 25(1) and is amended by adding the following:

Solicitor-client
privilege

(2) Where, under subsection (1), a part of a record is, for the purpose of being disclosed, severed from a record that is otherwise subject to solicitor-client privilege, the remaining part of the record continues to be subject to that privilege.

21. Section 26 of the Act is replaced by the following:

Refusal of access
where
information to be
published

26. The head of a government institution may refuse to disclose any record requested under this Act or any part thereof if the head of the institution believes on reasonable grounds that the material in the record or part thereof will be published in any form by a government

n) une décision, accompagnée des motifs à l'appui, prise dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire ou rendue dans l'exercice d'une fonction judiciaire ou quasi judiciaire et qui touche les droits de l'auteur de la demande;

o) un rapport ou un avis rédigé par un consultant ou un conseiller à une époque où il n'était pas cadre ou employé d'une institution fédérale ni membre du personnel d'un ministre.

(3) Au présent article, « avis » s'entend d'une opinion, d'une proposition ou d'une analyse motivée qui est donnée, implicitement ou explicitement, au sujet de la ligne de conduite à suivre.

Définition de
« avis »

18. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication de documents si, à la fois :

Secret
professionnel

a) ces documents contiennent des renseignements protégés par le secret professionnel liant l'avocat à son client;

b) la divulgation de ces renseignements risquerait vraisemblablement de porter préjudice aux intérêts de Sa Majesté.

19. L'article 24 de la même loi est abrogé.

20. L'article 25 de la même loi devient le paragraphe 25(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Lorsqu'est prélevée en application du paragraphe (1), en vue de sa communication, une partie d'un document autrement protégé par le secret professionnel liant l'avocat à son client, le reste du document continue d'être protégé par ce secret professionnel.

Secret
professionnel

21. L'article 26 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

26. Le responsable d'une institution fédérale peut refuser la communication totale ou partielle d'un document s'il a des motifs raisonnables de croire que le contenu du document sera publié en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit, par une institution fédérale, un mandataire

Refus de
communication
en cas de
publication

institution, agent of the Government of Canada or minister of the Crown within 60 days after the request is made or within such further period of time as may be necessary for printing or translating the material for the purpose of printing it. 5 en vue de l'impression.

When access request may be disregarded

26.1 The head of a government institution may, if the Information Commissioner so recommends after the investigation of a complaint under paragraph 30(1)(d.2), disregard an access request that is contrary to the purposes of this Act. 10

26.1 Le responsable d'une institution fédérale peut, si le Commissaire à l'information le recommande à l'issue de son enquête sur une plainte visée à l'alinéa 30(1)d.2), ne pas donner suite à une demande de communication 10 contraire aux objets de la présente loi.

Demande non traitée

22. Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

22. Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Notice to third parties

27. (1) If the head of a government institution intends to disclose any record requested under this Act, or any part of such a record, that contains or that the head of the institution has reason to believe might contain 15

27. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le responsable d'une institution fédérale qui a l'intention de donner communication totale ou partielle d'un document est tenu de donner au tiers intéressé, dans les trente jours suivant la réception de la demande, avis écrit de celle-ci ainsi que de son intention, si le document 20 contient ou s'il est, selon lui, susceptible de contenir :

Avis aux tiers

- (a) trade secrets of a third party, or 20
- (b) information the disclosure of which the head of the institution could reasonably foresee might effect a result described in paragraph 20(1)(c) or (d) in respect of a third party, 25
- a) soit des secrets industriels d'un tiers;
- b) soit des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement, selon lui, d'entraîner pour le tiers les conséquences visées aux alinéas 20(1)c) ou d).

the head of the institution shall, subject to subsection (2), if the third party can reasonably be located, within 30 days after the request is received, give written notice to the third party of the request and of the fact that the head of the institution intends to disclose the record or part thereof. 30

La présente disposition ne vaut que s'il est possible de joindre le tiers sans problèmes sérieux. 30

23. The portion of subsection 29(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

23. Le passage du paragraphe 29(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

If decision made to disclose record

29. (1) If, during the course of an investigation by the Information Commissioner, the head of a government institution decides to disclose a record requested under this Act or a part thereof, the head of the institution shall give written notice of the decision to 40

29. (1) Dans les cas où il décide, au cours d'une enquête menée par le Commissaire à l'information, de donner communication totale ou partielle d'un document, le responsable de l'institution fédérale transmet un avis écrit de sa décision aux personnes suivantes :

Décision de communiquer le document

24. (1) Subsection 30(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d.1): 40

24. (1) Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d.1), de ce qui suit :

(d.2) from heads of government institutions who believe that an access request should be disregarded as being contrary to the purposes of this Act;

d.2) déposées par des responsables d'institutions fédérales qui sont d'avis de ne pas donner suite à une demande de communication au motif qu'elle est contraire aux objets de la présente loi;

5

(2) Subsection 30(1) of the Act is amended by striking out "or" at the end of paragraph (e) and by adding the following after paragraph (e):

(2) Le paragraphe 30(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

(e.1) in respect of the addition of, or failure to add, any department, ministry of state, 10 body or office to Schedule I pursuant to subsection 77(2); or

e.1) portant sur l'ajout d'un ministère, département d'État ou organisme à l'annexe I, 10 conformément au paragraphe 77(2), ou sur l'omission d'un tel ajout;

(3) Subsection 30(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 30(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Information Commissioner may initiate complaint

(3) The Information Commissioner may initiate a complaint into any matter relating to requesting or obtaining access to records under this Act.

(3) Le Commissaire à l'information peut lui-même prendre l'initiative d'une plainte à l'égard d'une question relative à la demande ou à l'obtention de documents en vertu de la présente loi.

15 Plaintes émanant du Commissaire à l'information

Time limit

(4) An investigation into a complaint under this section shall be completed, and any report 20 required under section 37 shall be made, within 120 days after the complaint is received or initiated by the Information Commissioner unless the Commissioner

(4) L'enquête menée au sujet d'une plainte 20 visée au présent article et tout rapport ou compte rendu exigé par l'article 37 doivent être achevés dans les cent vingt jours après que la plainte a été reçue ou formulée par le Commissaire à l'information, à moins que celui-ci : 25

(a) notifies the person who made the complaint, the head of the government institution concerned and any third party involved in the complaint that the Commissioner is extending the time limit; and

a) n'avise le plaignant, le responsable de l'institution fédérale et tout tiers touché par la plainte qu'il proroge le délai;

(b) provides an anticipated date for the 30 completion of the investigation.

b) n'indique la date prévue pour la fin de l'enquête. 30

Investigation by independent person

(5) A complaint made under this section in respect of a request made to the Office of the Information Commissioner or in respect of any other matter concerning that office shall be 35 made to and investigated in accordance with this Act by an independent person authorized under section 59.

(5) Toute plainte faite en vertu du présent article au sujet d'une demande présentée au Commissariat à l'information ou de toute autre question concernant le Commissariat est déposée auprès d'une personne indépendante, autorisée au titre de l'article 59, qui procède alors à la tenue d'une enquête conformément à la présente loi.

Enquête par une personne indépendante

25. Subsection 35(2) of the Act is replaced by the following:

25. Le paragraphe 35(2) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :

40

Right to make representations	<p>(2) In the course of an investigation of a complaint under this Act by the Information Commissioner, a reasonable opportunity to make representations shall be given to</p> <p>(a) the person who made the complaint,</p> <p>(b) <u>where the complaint is made under paragraph 30(1)(d.2), the person who made the request giving rise to the complaint,</u></p> <p>(c) the head of the government institution concerned, and</p> <p>(d) <u>where the Information Commissioner intends to recommend the disclosure under subsection 37(1) of a record or a part thereof that contains or that the Information Commissioner has reason to believe might contain</u></p> <p>(i) trade secrets of a third party, or</p> <p>(ii) information the disclosure of which the Information Commissioner <u>could</u> reasonably foresee might effect a result described in paragraph 20(1)(c) or (d) in 20 respect of a third party,</p> <p>the third party, <u>if</u> the third party can reasonably be located,</p> <p>but, <u>unless authorized by the Information Commissioner, and subject to section 64,</u> no 25 one is entitled as of right to be present during, to have access to or to comment on representations made to the Commissioner by any other person.</p> <p>26. (1) Subsection 36(2) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(2) Au cours de l'enquête, les personnes énumérées ci-après doivent avoir la possibilité de présenter leurs observations au Commissaire à l'information, <u>mais, sauf autorisation de celui-ci et sous réserve de l'article 64, nul n'a le droit</u> 5 <u>absolu d'être présent lorsqu'une autre personne présente des observations au Commissaire à l'information, ni d'en recevoir communication ou de faire des commentaires à leur sujet :</u></p> <p>a) la personne qui a déposé la plainte; 10</p> <p>b) <u>dans le cas d'une plainte visée à l'alinéa 30(1)d.2), la personne qui a fait la demande à l'origine de la plainte;</u></p> <p>c) le responsable de l'institution fédérale concernée; 15</p> <p>d) un tiers — <u>pourvu qu'il soit possible de le joindre sans problèmes sérieux — si</u> le Commissaire à l'information a l'intention de recommander, <u>en vertu</u> du paragraphe 37(1), la communication totale ou partielle d'un 20 document qui contient ou <u>qui</u> est, selon lui, susceptible de contenir :</p> <p>(i) soit des secrets industriels d'un tiers,</p> <p>(ii) <u>soit des renseignements dont la divulgation risquerait vraisemblablement, selon</u> 25 <u>lui, d'entraîner pour le tiers les conséquences visées aux alinéas 20(1)c) ou d).</u></p> <p>26. (1) Le paragraphe 36(2) de la même 30 loi est remplacé par ce qui suit :</p>	Droit de présenter des observations
Access to records	<p>(2) Notwithstanding any other Act of Parliament, any privilege under the law of evidence or solicitor-client privilege, the Information Commissioner may, during the investigation of any complaint under this Act, examine any record to 35 which this Act applies that is under the control of a government institution, and no such record may be withheld from the Commissioner on any grounds.</p> <p>(2) Subsection 36(5) of the Act is replaced 40 by the following:</p>	<p>(2) Nonobstant toute autre loi fédérale et 30 toute immunité reconnue par le droit de la preuve <u>ou assurée par le secret professionnel liant l'avocat à son client,</u> le Commissaire à l'information a, pour les enquêtes qu'il mène en vertu de la présente loi, accès à tous les 35 documents qui relèvent d'une institution fédérale et auxquels la présente loi s'applique; aucun de ces documents ne peut, pour quelque motif que ce soit, lui être refusé.</p> <p>(2) Le paragraphe 36(5) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit :</p>	Accès aux documents
Return of documents, etc.	<p>(5) Any <u>original</u> document or thing produced pursuant to this section by any person or government institution shall be returned by the</p>	<p>(5) Les personnes ou les institutions fédérales qui produisent des pièces demandées en vertu du présent article peuvent exiger du</p>	Renvoi des documents, etc.

Information Commissioner within 10 days after a request is made to the Commissioner by that person or government institution, but nothing in this subsection precludes the Commissioner from again requiring its production in accordance with this section or from making and retaining copies of any document or thing.

27. Subsection 37(2) of the Act is replaced by the following:

Report to person and third parties

(2) The Information Commissioner shall, after investigating a complaint under this Act, report to any person or third party entitled under subsection 35(2) to make and that made representations to the Commissioner in respect of the complaint the results of the investigation, but where a notice has been requested under paragraph (1)(b) no report shall be made under this subsection until the expiration of the time within which the notice is to be given to the Commissioner.

28. The Act is amended by adding the following after section 37:

No offence if disclosure in good faith

37.1 Notwithstanding any other Act of Parliament, a person does not commit an offence or other wrongdoing by disclosing, in good faith to the Information Commissioner, information or records relating to a complaint under this Act.

29. Section 38 of the Act is renumbered as subsection 38(1) and is amended by adding the following:

Report on failure

(2) If, in the opinion of the Information Commissioner, the head of a government institution failed, without valid reason, to take any action required by this Act, the Information Commissioner shall include the name of the institution and the particulars of the failure in the annual report that relates to the financial year in which the failure occurred.

Opportunity to make representations

(3) Before naming a government institution under subsection (2), the Information Commissioner shall provide the head of the institution with an opportunity to make representations in respect of the failure to take the required action.

30. Section 41 of the Act is replaced by the following:

Commissaire à l'information qu'il leur renvoie les pièces originales dans les dix jours suivant la requête qu'elles lui présentent à cette fin, mais rien n'empêche le Commissaire d'en réclamer une nouvelle production ou d'en faire ou d'en conserver des copies.

27. Le paragraphe 37(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compte rendu aux personnes et aux tiers

(2) Le Commissaire à l'information rend compte des conclusions de son enquête aux personnes et aux tiers qui pouvaient, en vertu du paragraphe 35(2), lui présenter des observations et qui les lui ont présentées; toutefois, dans les cas prévus à l'alinéa (1)b), le Commissaire à l'information ne peut faire son compte rendu qu'après l'expiration du délai imparti au responsable de l'institution fédérale.

28. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 37, de ce qui suit :

Communication de bonne foi

37.1 Nonobstant toute autre loi fédérale, ne commet pas une infraction ou autre acte fautif la personne qui communique de bonne foi au Commissaire à l'information des renseignements ou des documents se rapportant à une plainte déposée en vertu de la présente loi.

29. L'article 38 de la même loi devient le paragraphe 38(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Rapport sur l'omission

(2) Si le Commissaire à l'information estime que le responsable d'une institution fédérale a omis, sans motif valable, de prendre les mesures exigées par la présente loi, il indique le nom de cette institution et les détails de l'omission dans le rapport d'activités pour l'exercice au cours duquel l'omission s'est produite.

Possibilité de présenter des observations

(3) Avant d'indiquer le nom de l'institution fédérale dans le rapport d'activités, le Commissaire à l'information donne au responsable de l'institution la possibilité de présenter ses observations sur l'omission signalée.

30. L'article 41 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Review by
Federal Court

41. (1) Any person who believes that the Governor in Council has failed to make an addition to Schedule I that is required by subsection 77(2), whose access request has been disregarded pursuant to section 26.1, who believes has been refused access to a record requested under this Act or a part thereof, or who has received a notice under subsection 9(1) or 11(5), may, if a complaint has been made to the Information Commissioner in respect of 10 any such matter, apply to the Court for a review of the matter within 45 days after the results of an investigation of the complaint by the Information Commissioner are reported to the complainant under subsection 37(2). 15

Review by
Federal Court

(2) If a person has made a complaint to the Information Commissioner in respect of a matter referred to in subsection (1) and has not received a report from the Information Commissioner by the expiration of the time 20 limit for making the report under subsection 30(4), the person may apply to the Court for a review of the matter within 45 days after the day on which the time limit expired.

Application for
extension

(3) A person referred to in subsection (1) or 25 (2) may, either before or after the expiration of the applicable 45 day period, apply to the Court for an extension of that period.

Clarification

(4) For the purposes of subsection (1), the words “refused access to a record” include 30 being denied access to a record, or a part thereof, by

- (a) an unreasonable refusal to provide a record, or a part thereof, in the official language requested by the person; 35
- (b) an unreasonable refusal to provide a record, or a part thereof, in an alternative format;
- (c) a requirement that the person pay an amount under section 11 that is unreasonable; 40 or
- (d) an unreasonable extension of the time limits under section 9.

31. (1) Paragraph 42(1)(a) of the Act is replaced by the following:

Révision par la
Cour fédérale

41. (1) La personne qui croit que le gouverneur en conseil a omis d'apporter à l'annexe I un ajout exigé par le paragraphe 77(2), celle dont la demande de communication de docu- 5 ments a été écartée en application de l'article 26.1, celle qui s'est vu refuser communication totale ou partielle d'un document demandé en vertu de la présente loi ou celle qui a reçu un avis aux termes des paragraphes 9(1) ou 11(5) peut, si elle a déposé une plainte à ce sujet 10 auprès du Commissaire à l'information, exercer un recours en révision devant la Cour dans les quarante-cinq jours suivant le compte rendu du Commissaire prévu au paragraphe 37(2).

Révision par la
Cour fédérale

(2) Si la personne ayant déposé la plainte 15 visée au paragraphe (1) n'a pas reçu le compte rendu du Commissaire à l'information à l'expiration du délai prévu au paragraphe 30(4), elle peut exercer un recours en révision devant la Cour dans les quarante-cinq jours suivant 20 l'expiration de ce délai.

Demande de
prorogation

(3) La personne visée aux paragraphes (1) ou 25 (2) peut, avant ou après l'expiration du délai applicable de quarante-cinq jours, demander une prorogation du délai à la Cour.

Refus de
communication

(4) Pour l'application du paragraphe (1), est assimilé à un refus de communication d'un document le fait, pour la personne visée, de se voir privée de la communication totale ou partielle du document en raison, selon le cas: 30

- a) d'un refus déraisonnable de communication de tout ou partie du document dans la langue officielle qu'elle a précisée;
- b) d'un refus déraisonnable de communication de tout ou partie du document sur un 35 support de substitution;
- c) de l'exigence qu'elle paie un montant déraisonnable au titre de l'article 11;
- d) d'une prorogation déraisonnable des délais en application de l'article 9. 40

31. (1) L'alinéa 42(1)a) de la même loi est 45 remplacé par ce qui suit :

(a) apply to the Court, within the time limits prescribed by section 41, for a review of any matter in respect of which an investigation has been carried out by the Information Commissioner under this Act;

5

(2) Subsection 42(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Where the Information Commissioner makes an application under paragraph (1)(a), the person who made the complaint that gave rise to the investigation may appear as a party to the review.

Complainant
may appear as
party

32. Section 46 of the Act is replaced by the following:

46. Notwithstanding any other Act of Parliament, any privilege under the law of evidence or solicitor-client privilege, the Court may, in the course of any proceedings before the Court arising from an application under section 41, 42 or 44, examine any record to which this Act applies that is under the control of a government institution, and no such record may be withheld from the Court on any grounds.

Access to
records

33. Subsection 52(1) of the Act is replaced by the following:

52. (1) An application under section 41 or 42 relating to a record or a part of a record that the head of a government institution has refused to disclose by reason of subparagraph 13(1)(a)(i) or (ii) or section 15 shall be heard and determined by the Chief Justice of the Federal Court or by any other judge of that Court that the Chief Justice may designate to hear those applications.

Applications
relating to
international
affairs or
defence

34. (1) Subsections 54(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

54. (1) The Governor in Council shall, by commission under the Great Seal, appoint an Information Commissioner after approval, by a two-thirds majority, of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.

Appointment of
Information
Commissioner

(2) Subject to this section, the Information Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be

Tenure

a) exercer lui-même, dans les délais prévus à l'article 41, le recours en révision de toute question qui a fait l'objet d'une enquête menée par lui dans le cadre de la présente loi;

(2) Le paragraphe 42(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas prévu à l'alinéa (1)a), la personne qui a déposé la plainte à l'origine de l'enquête peut comparaître comme partie à l'instance.

Comparution de
la personne qui a
déposé la plainte

10

32. L'article 46 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

46. Nonobstant toute autre loi fédérale et toute immunité reconnue par le droit de la preuve ou assurée par le secret professionnel liant l'avocat à son client, la Cour a, pour les recours prévus aux articles 41, 42 et 44, accès à tous les documents qui relèvent d'une institution fédérale et auxquels la présente loi s'applique; aucun de ces documents ne peut, pour quelque motif que ce soit, lui être refusé.

Accès aux
documents

33. Le paragraphe 52(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

52. (1) Les recours visés aux articles 41 ou 42 et portant sur les cas où le refus de donner communication totale ou partielle du document en litige s'appuyait sur les sous-alinéas 13(1)a)(i) ou (ii) ou sur l'article 15 sont exercés devant le juge en chef de la Cour fédérale ou tout autre juge de cette Cour qu'il charge de leur audition.

Affaires
internationales
ou défense

(1) Les paragraphes 54(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

54. (1) Le gouverneur en conseil nomme le Commissaire à l'information par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution du Sénat et de la Chambre des communes adoptée par une majorité des deux tiers des membres de chaque chambre.

Nomination du
Commissaire à
l'information

(2) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le Commissaire à l'information occupe sa charge à titre inamovible pour un mandat de sept ans, sauf révocation par le

Durée du mandat
et révocation

removed by the Governor in Council at any time by resolution, passed by a two-thirds majority, of the Senate and House of Commons.

(2) Section 54 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(5) No person appointed under subsection (4) may be appointed as Information Commissioner under subsection (1).

35. The Act is amended by adding the following after section 55:

55.1 The Information Commissioner is responsible for monitoring the administration of this Act to ensure that its purposes are achieved. In performing this function, the Information Commissioner may

- (a) make public comment on the transparency and accountability implications of proposed legislative schemes or government programs;
- (b) undertake initiatives to inform individuals and government institutions of their rights and obligations under this Act;
- (c) receive comments from the public concerning the administration of this Act;
- (d) bring to the attention of the head of a government institution any failure by the government institution to assist applicants under subsection 2(3); and
- (e) engage in or commission research into any matter that may affect the attainment of the purposes of the Act.

36. Subsection 58(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Information Commissioner may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commissioner to advise and assist the Commissioner in the performance of the duties and

gouverneur en conseil sur résolution du Sénat et de la Chambre des communes adoptée par une majorité des deux tiers des membres de chaque chambre.

(2) L'article 54 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) La personne à qui est confié le mandat prévu au paragraphe (4) ne peut être nommée Commissaire à l'information aux termes du paragraphe (1).

35. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 55, de ce qui suit :

55.1 Le Commissaire à l'information est chargé de surveiller l'application de la présente loi afin d'assurer la réalisation des objets de celle-ci; à cette fin, il peut :

- a) présenter publiquement ses observations sur les incidences — sur le plan de la transparence et de la responsabilité — des mesures législatives ou des programmes gouvernementaux proposés;
- b) prendre des mesures pour informer les individus et les institutions fédérales de leurs droits et obligations aux termes de la présente loi;
- c) recevoir les observations du public concernant l'application de la présente loi;
- d) porter à l'attention du responsable d'une institution fédérale les cas où celle-ci a omis, contrairement au paragraphe 2(3), de prêter assistance à l'auteur d'une demande de communication;
- e) mener ou faire mener des recherches sur toute question susceptible d'avoir une incidence sur la réalisation des objets de la présente loi.

36. Le paragraphe 58(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le Commissaire à l'information peut retenir temporairement les services d'experts ou de spécialistes dont la compétence lui est utile dans l'exercice des fonctions que lui

Limitation on power to appoint

Additional powers of Information Commissioner

Technical assistance

Pouvoir de nomination restreint

Pouvoirs supplémentaires du Commissaire à l'information

Assistance technique

functions of the Commissioner under this or any other Act of Parliament and may fix and pay the remuneration and expenses of those persons.

37. Subsection 59(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Information Commissioner or an Assistant Information Commissioner may not delegate the investigation of any complaint resulting from a refusal by the head of a government institution to disclose a record or a part of a record by reason of subparagraph 13(1)(a)(i) or (ii) or section 15 except to one of a maximum of

(a) eight officers or employees of the office of the Commissioner specifically designated by the Commissioner for the purpose of conducting those investigations; or

(b) such greater number of officers or employees than the number referred to in paragraph (a) as may be authorized by regulation.

38. Paragraph 63(1)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) that, in the opinion of the Commissioner, is necessary to

(i) carry out an investigation under this Act,

(ii) give a reasonable opportunity to make representations under subsection 35(2),

(iii) establish the grounds for any findings or recommendations contained in a report made under this Act, or

(iv) make the public aware of any matters related to the Commissioner's duties as he or she considers appropriate;

39. The portion of section 64 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

64. In carrying out an investigation under this Act and in any report made to Parliament under section 38 or 39, or in any communication to the public, the Information Commissioner and any person acting on behalf or under

confèrent la présente loi ou une autre loi fédérale; il peut fixer et payer leur rémunération et leurs frais.

37. Le paragraphe 59(2) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

(2) Le Commissaire à l'information ou un commissaire adjoint ne peuvent déléguer la tenue des enquêtes portant sur les cas où le refus de communication totale ou partielle d'un document se fonde sur les sous-alinéas 13(1)a(i) ou (ii) ou l'article 15 qu'à un de leurs collaborateurs pris parmi :

a) un nombre maximal de huit cadres ou employés du commissariat que le Commissaire désigne expressément à cette fin; 15

b) tout nombre de cadres ou employés du commissariat supérieur à celui prévu à l'alinéa a) qu'autorisent les règlements.

38. L'alinéa 63(1)a) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

a) qui, à son avis, sont nécessaires à l'une ou l'autre des fins suivantes :

(i) mener une enquête sous le régime de la présente loi,

(ii) donner la possibilité de présenter des observations conformément au paragraphe 35(2), 25

(iii) motiver les conclusions et recommandations contenues dans les rapports et comptes rendus prévus par la présente loi, 30

(iv) sensibiliser le public à toute question concernant le mandat du Commissaire à l'information que celui-ci juge indiquée;

39. Le passage de l'article 64 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce 35 qui suit :

64. Lors des enquêtes prévues par la présente loi ainsi que dans la préparation des rapports au Parlement prévus aux articles 38 ou 39 ou dans les communications adressées au public, le Commissaire à l'information et les personnes

Investigations relating to international affairs and defence

Affaires internationales et défense

Information not to be disclosed

Communication non autorisée

the direction of the Information Commissioner shall take every reasonable precaution to avoid the disclosure of, and shall not disclose,		agissant en son nom ou sous son autorité ne peuvent divulguer et prennent toutes les précautions pour éviter que ne soient divulgués :	
40. Subsection 67.1(1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (c) and by replacing paragraph (d) with the following:		40. L’alinéa 67.1(1)d) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :	
(d) fail to create a record in accordance with section 2.1; or		d) omettre de créer un document exigé par l’article 2.1;	
(e) direct, propose, counsel or cause any 10 person in any manner to do anything mentioned in any of paragraphs (a) to (d).		e) ordonner, proposer ou conseiller à une autre personne de commettre un acte visé à l’un des alinéas a) à d) ou l’amener de 10 n’importe quelle façon à le faire.	
41. Paragraph 68(a) of the Act is replaced by the following:		41. L’alinéa 68a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
(a) published material or material available 15 for purchase by the public if such material is available at a reasonable price and in a format that is reasonably accessible;		a) les documents publiés ou mis en vente dans le public, s’ils sont offerts à un prix 15 raisonnable dans un format qui est raisonnablement facile d’accès;	
42. Section 69 of the Act is replaced by the following:		42. L’article 69 de la même loi est rem- 20 placé par ce qui suit :	
Confidences of the Queen’s Privy Council for Canada	69. (1) The head of a government institution shall refuse to disclose any record requested under this Act that contains confidences of the Queen’s Privy Council for Canada.	69. (1) Le responsable d’une institution 20 fédérale est tenu de refuser la communication des documents contenant des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada.	
		Documents confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada	
Definitions	(2) The following definitions apply in this 25 section.	(2) Les définitions qui suivent s’appliquent 25 au présent article.	Définitions
“confidences of the Queen’s Privy Council for Canada” « renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada »	“confidences of the Queen’s Privy Council for Canada” means information which, if disclosed, would reveal the substance of deliberations of Council or the substance of deliberations 30 between or among ministers.	« Conseil » S’entend du Conseil privé de la Reine pour le Canada, du Cabinet et de leurs comités respectifs.	« Conseil » “Council”
		« renseignements confidentiels du Conseil privé 30 de la Reine pour le Canada » Renseignements qui, s’ils étaient divulgués, révéleraient la teneur des délibérations du Conseil ou celle des délibérations entre ministres.	« renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada » “confidences of the Queen’s Privy Council for Canada”
“Council” « Conseil »	“Council” means the Queen’s Privy Council for Canada, committees of the Queen’s Privy Council for Canada, Cabinet and committees of Cabinet. 35		
Exception	(3) Subsection (1) does not apply to (a) confidences of the Queen’s Privy Council for Canada that have been in existence for 15 years or more;	(3) Le paragraphe (1) ne s’applique pas : 35 a) aux renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada dont l’existence remonte à quinze ans ou plus;	Exception

(b) background explanations, analyses of problems, or policy options presented to Council for consideration by Council in making decisions, if

(i) the decisions to which the information relates have been made public, or 5

(ii) four years have passed since the decisions were made; or

(c) decisions of the Council if

(i) the decisions or the substance of the 10 decisions have been made public, or

(ii) four years have passed since the decisions were made.

43. Paragraph 69.1(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) all proceedings under this Act in respect of the information, including an investigation, appeal or judicial review, are discontinued;

44. Subsection 70(1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of paragraph (c.1), by adding “and” at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):

(e) collect statistics appropriate to an annual assessment of the government’s performance 25 under this Act, including, without limiting the generality of the foregoing,

(i) the percentage of requests received that were answered within 30 days,

(ii) the percentage of requests received 30 that were deemed to have been refused pursuant to subsection 10(3),

(iii) the percentage of requests in respect of which an extension of 60 days or more was claimed, 35

(iv) the percentage of requests granted in full, granted in part and denied in full,

(v) the costs directly attributable to the administration of this Act, and

(vi) the amount of fees collected and 40 waived.

b) aux explications contextuelles, analyses de problèmes ou options stratégiques destinées à l’examen du Conseil en vue de la prise de décisions, dans les cas où celles-ci ont été rendues publiques ou, à défaut de publicité, 5 ont été rendues quatre ans auparavant;

c) aux décisions du Conseil, dans les cas où ces décisions — ou leur teneur — ont été rendues publiques ou, à défaut de publicité, ont été rendues quatre ans auparavant. 10

43. L’alinéa 69.1(2)a) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

a) toutes les procédures — notamment une enquête, un appel ou une révision judiciaire — prévues par la présente loi qui portent sur 15 les renseignements sont interrompues;

44. Le paragraphe 70(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa d), de ce qui suit :

e) de la collecte de statistiques pertinentes 20 pour une évaluation annuelle du rendement du gouvernement au titre de la présente loi, y compris, notamment :

(i) le pourcentage de demandes reçues auxquelles une réponse a été donnée dans 25 les trente jours,

(ii) le pourcentage de demandes reçues qui sont réputées avoir été refusées en application du paragraphe 10(3),

(iii) le pourcentage de demandes pour 30 lesquelles une prorogation de soixante jours ou plus a été demandée,

(iv) le pourcentage de demandes acceptées intégralement, de demandes acceptées partiellement et de demandes refusées 35 intégralement,

(v) les frais directement attribuables à l’application de la présente loi,

		(vi) le montant des droits perçus et des droits pour lesquels une dispense a été accordée.	
	45. Subsection 72(1) of the Act is replaced by the following:	45. Le paragraphe 72(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :	5
Report to Parliament	72. (1) <u>The designated minister shall prepare for submission to Parliament an annual report on the administration of this Act by government institutions and on the discharge of the obligations set out in subsection 70(1).</u>	72. (1) <u>Le ministre désigné établit, pour présentation au Parlement, un rapport annuel portant sur l'application de la présente loi par les institutions fédérales et l'acquittement des responsabilités prévues au paragraphe 70(1).</u>	Rapports au Parlement 10
	46. Section 73 of the Act is replaced by the following:	46. L'article 73 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	
Designation of Open Government Coordinator	73. <u>The head of a government institution shall, by order, designate an Open Government Coordinator for that institution to exercise or perform any of the powers, duties or functions of the head of the institution under this Act that are specified in the order and may, by order, delegate to other officers or employees of the institution the powers necessary to assist the Open Government Coordinator.</u>	73. <u>Le responsable d'une institution fédérale désigne, par arrêté, un coordonnateur de la transparence gouvernementale pour l'institution auquel il délègue certaines des attributions qui lui sont conférées par la présente loi; il peut, par arrêté, déléguer à d'autres cadres ou employés de l'institution les pouvoirs requis pour aider le coordonnateur.</u>	Désignation d'un coordonnateur de la transparence gouvernementale 15 20
Duty to ensure compliance	73.1 <u>It is the duty of the head, deputy head and Open Government Coordinator of a government institution to ensure, to the extent reasonably possible, that the rights and obligations set out in this Act are respected and discharged by the institution.</u>	73.1 <u>Il incombe au responsable, à l'administrateur général et au coordonnateur de la transparence gouvernementale de chaque institution fédérale de veiller, dans la mesure où cela est en pratique possible, à ce que l'institution respecte les droits conférés par la présente loi et s'acquitte des obligations qui y sont prévues.</u>	Obligation d'assurer la conformité 25
	47. Section 75 of the Act is replaced by the following:	47. L'article 75 de la même loi est remplacé par ce qui suit :	30
Notice	74.1 <u>Where it is not reasonably practicable to give notice to a person in the manner specified by a provision of this Act, notice may be given in a substitute manner if it is reasonable to expect that the contents of the notice will thereby be brought to the attention of that person.</u>	74.1 <u>Dans les cas où il est en pratique impossible de donner un avis de la manière prévue par la présente loi, l'avis peut être donné d'une autre façon s'il est raisonnable de croire que sa teneur sera ainsi portée à l'attention du destinataire.</u>	Avis 35
Five-year review	75. (1) <u>The administration of this Act shall be reviewed every five years by such committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament as may be designated or established by Parliament for that purpose.</u>	75. (1) <u>Tous les cinq ans, le comité soit de la Chambre des communes, soit du Sénat, soit mixte, désigné ou constitué par le Parlement à cette fin procède à un examen de l'application de la présente loi.</u>	Examen quinquennal 40
Report to Parliament	(2) <u>The committee designated or established by Parliament for the purpose of subsection (1) shall, within one year after each review is</u>	(2) <u>Le comité prévu au paragraphe (1) présente au Parlement, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus</u>	Rapport au Parlement

undertaken or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament thereon, including a statement of any changes the committee would recommend.

5

48. (1) Paragraphs 77(1)(f) to (i) of the Act are replaced by the following:

(f) specifying classes of investigations for the purpose of paragraph 16(5)(c);

(g) prescribing the procedures to be followed 10 by the Information Commissioner and any person acting on behalf or under the direction of the Information Commissioner in examining or obtaining copies of records relevant to an investigation of a complaint in respect of a 15 refusal to disclose a record or a part of a record under subparagraph 13(1)(a)(i) or (ii) or section 15;

(h) increasing the maximum number of officers or employees designated for the 20 purpose of conducting investigations into complaints resulting from the refusal of government institutions to disclose records by reason of subparagraph 13(1)(a)(i) or (ii) or section 15;

25

(i) prescribing criteria for adding a body or office to Schedule I; and

(j) adding to the list of aboriginal governments set out in Schedule I.1.

(2) Subsection 77(2) of the Act is replaced 30 by the following:

(2) Subject to subsection (3), the Governor in Council shall, by order, amend Schedule I so that it includes

(a) all departments and ministries of state of 35 the Government of Canada;

(b) all bodies or offices funded in whole or in part from Parliamentary appropriations;

(c) all bodies or offices wholly- or majority-owned by the Government of Canada; 40

(d) all bodies or offices listed in Schedules I, I.1, II and III of the *Financial Administration Act*; and

long autorisé par la Chambre des communes, un rapport où sont consignées ses conclusions ainsi que ses recommandations, s'il y a lieu, quant aux modifications qui seraient souhaitables.

48. (1) Les alinéas 77(1)f) à i) de la même 5 loi sont remplacés par ce qui suit :

f) préciser les catégories d'enquêtes pour l'application de l'alinéa 16(5)c);

g) fixer les règles à suivre par le Commissaire à l'information et les personnes agissant 10 en son nom ou sous son autorité en ce qui a trait à l'examen ou à l'obtention de copies des documents dont ils ont à prendre connaissance au cours des enquêtes portant sur des refus de communication totale ou partielle 15 fondés sur les sous-alinéas 13(1)a)(i) ou (ii) ou l'article 15;

h) augmenter le nombre maximal de cadres ou d'employés désignés pour la tenue d'enquêtes sur les plaintes découlant d'un 20 refus de communication de documents d'une institution fédérale fondé sur les sous-alinéas 13(1)a)(i) ou (ii) ou l'article 15;

i) fixer les critères à appliquer pour ajouter des organismes à l'annexe I; 25

j) ajouter des gouvernements autochtones à la liste figurant à l'annexe I.1.

(2) Le paragraphe 77(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le 30 gouverneur en conseil modifie, par décret, l'annexe I afin qu'y figurent :

Ajouts à l'annexe I

a) tous les ministères et départements d'État relevant du gouvernement du Canada;

b) tous les organismes dont le financement 35 provient, en totalité ou en partie, des crédits parlementaires;

c) tous les organismes appartenant, en propriété exclusive ou majoritaire, au gouvernement du Canada; 40

d) tous les organismes mentionnés aux annexes I, I.1, II et III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

Limitation

(e) all bodies or offices performing functions or providing services in an area of federal jurisdiction that are essential to the public interest as it relates to health, safety or protection of the environment.

5

e) tous les organismes qui exercent des fonctions ou fournissent des services, dans un secteur de compétence fédérale, qui sont essentiels à l'intérêt public en matière de santé ou de sécurité ou de protection de l'environnement.

Restrictions

(3) The Governor in Council may not add to Schedule I

(3) Le gouverneur en conseil ne peut ajouter à l'annexe I :

(a) the Supreme Court of Canada, the Federal Court of Canada, the Tax Court of Canada, or any component part of these institutions; or

a) la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt ou toute division de ces institutions;

(b) the offices of members of the Senate or the House of Commons.

b) les bureaux des sénateurs et des députés.

49. Schedule I to the Act is amended by replacing the reference "(Section 3)" after the heading "SCHEDULE I" with the reference "(Sections 3 and 77)".

49. La mention «(article 3)» qui suit le titre «ANNEXE I» de la même loi est remplacée par «(articles 3 et 77)».

50. Schedule II to the Act is repealed.

50. L'annexe II de la même loi est abrogée.

51. The Act is amended by adding, after Schedule I, the schedule set out in the schedule to this Act.

51. La même loi est modifiée par adjonction, après l'annexe I, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.

SCHEDULE
(Section 51)

SCHEDULE I.1

(Subsection 13(3) and paragraph 77(1)(j))

1. The Nisga'a Government, as defined in the Nisga'a Final Agreement given effect by the *Nisga'a Final Agreement Act*.
2. The council, as defined in the Westbank First Nation Self-Government Agreement given effect by the *Westbank First Nation Self-Government Act*.
3. The Tlicho Government, as defined in section 2 of the *Tlicho Land Claims and Self-Government Act*.
4. The Nunatsiavut Government, as defined in section 2 of the *Labrador Inuit Land Claims Agreement Act*.
5. The council of a participating First Nation, as defined in subsection 2(1) of the *First Nations Jurisdiction over Education in British Columbia Act*.
6. The Tsawwassen Government, as defined in subsection 2(2) of the *Tsawwassen First Nation Final Agreement Act*; or
7. A Maanulth Government, within the meaning of subsection 2(2) of the *Maanulth First Nations Final Agreement Act*.

ANNEXE
(article 51)

ANNEXE I.1

(paragraphe 13(3) et alinéa 77(1)jj)

1. Le gouvernement niska'a, au sens de l'Accord définitif niska'a mis en vigueur par la *Loi sur l'Accord définitif niska'a*.
2. Le conseil, au sens de l'Accord d'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank mis en vigueur par la *Loi sur l'autonomie gouvernementale de la première nation de Westbank*.
3. Le gouvernement tlicho, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les revendications territoriales et l'autonomie gouvernementale du peuple tlicho*.
4. Le gouvernement nunatsiavut, au sens de l'article 2 de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Labrador*.
5. Le conseil de la première nation participante, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la compétence des premières nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique*.
6. Le gouvernement tsawwassen, au sens du paragraphe 2(2) de la *Loi sur l'accord définitif concernant la Première Nation de Tsawwassen*;
7. Tout gouvernement maanulth, au sens du paragraphe 2(2) de la *Loi sur l'accord définitif concernant les premières nations maanulthes*.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

XB
- B56

121

C-302

C-302

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act respecting Louis Riel

Loi concernant Louis Riel

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MR. MARTIN

M. MARTIN

SUMMARY

This enactment reverses the conviction of Louis Riel for high treason and recognizes and commemorates his role in the advancement of Canadian Confederation and the rights and interests of the Métis people and the people of Western Canada.

SOMMAIRE

Le texte annule la condamnation de Louis Riel pour haute trahison, puis reconnaît et commémore son rôle dans l'avancement de la Confédération canadienne et des droits et intérêts du peuple métis et des peuples de l'Ouest du Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-302

PROJET DE LOI C-302

An Act respecting Louis Riel

Loi concernant Louis Riel

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Louis Riel Act*.

5

1. *Loi sur Louis Riel.*

Titre abrégé

PURPOSE

OBJET

Purpose

2. The purpose of this Act is to reverse the conviction of Louis Riel for high treason and to formally recognize and commemorate his role in the advancement of the Canadian Confederation and the rights and interests of the Métis people and the people of Western Canada, in recognition that

2. La présente loi a pour objet d'annuler la condamnation de Louis Riel pour haute trahison et de reconnaître et commémorer officiellement son rôle dans l'avancement de la Confédération canadienne et des droits et intérêts du peuple métis et des peuples de l'Ouest du Canada, 10 compte tenu :

5 Objet

(a) beginning in 1670, under charter from King Charles II of England, the Hudson's Bay Company governed the territory known as Rupert's Land;

(b) Canada negotiated the purchase of the Hudson's Bay Company's rights in the territory without consulting the inhabitants of that territory;

20

(c) the people of the territory, led by Louis Riel, refused to allow Canada to acquire jurisdiction over the territory without recognition of their rights;

(d) in 1869, after the Hudson's Bay Company ceased to govern the territory and before Canada acquired jurisdiction over it, the people of the portion of the territory known as Red River established a Provisional

a) qu'à compter de 1670, en vertu d'une charte accordée par le roi Charles II d'Angleterre, la Compagnie de la Baie d'Hudson a gouverné le territoire connu sous le nom de Terre de Rupert;

b) que le Canada a négocié l'achat des droits détenus dans ce territoire par la Compagnie de la Baie d'Hudson sans en consulter les habitants;

20

c) que le peuple qui s'y trouvait, dirigé par Louis Riel, a refusé de laisser le Canada acquérir la juridiction sur le territoire si ses droits n'étaient pas reconnus;

d) qu'en 1869, après que la Compagnie de la Baie d'Hudson a cessé de gouverner le territoire et avant que le Canada n'acquière la juridiction sur ce dernier, la population

25

Government based upon principles of tolerance and equality of representation between the Métis majority and the French, English and First Nations minority populations;

(e) the Provisional Government elected 5 Louis Riel as its President;

(f) as a condition of its acceptance of that territory's acquisition by Canada, the Provisional Government drafted and unanimously adopted a *List of Rights* for the governance of 10 the territory;

(g) the *List of Rights* was accepted by the Government of Canada as the basis for the entry of the territory into the Canadian Confederation and for the passage of the 15 *Manitoba Act*;

(h) the rights of the Hudson's Bay Company to such lands were transferred to Canada on July 15, 1870, whereupon Manitoba became the fifth province to join Confederation and 20 the first province in Western Canada;

(i) the name "Manitoba" was submitted by Louis Riel and chosen by the Parliament of Canada as the name of the province;

(j) Louis Riel is recognized as the Founder of 25 the Province of Manitoba;

(k) in 1871, Louis Riel, at the request of Adam G. Archibald, the Lieutenant-Governor of Manitoba, organized the Métis to repel the Fenian threat to Canada, for which he was 30 publicly commended by the then Lieutenant-Governor;

(l) Louis Riel was elected three times to the House of Commons of Canada, on October 13, 1873, January 13, 1874, and September 3, 35 1874, but as a result of political pressure, was never allowed to take his seat;

(m) as a further result of the same political pressure, Louis Riel was forced to leave 40 Canada;

(n) by the 1880s, the people living in the Northwest Territories had become increasingly concerned about the lack of respect by the Government of Canada for their rights;

habitant la partie du territoire connue sous le nom de Rivière Rouge avait établi un gouvernement provisoire — selon les principes de tolérance et de représentation égalitaire — entre la majorité métisse et les 5 groupes minoritaires français, anglais et des Premières Nations;

e) que le gouvernement provisoire a élu Louis Riel comme président;

f) que, pour accepter l'acquisition de ce 10 territoire par le Canada, le gouvernement provisoire a rédigé et adopté à l'unanimité une *Liste des droits* liés à la direction du territoire;

g) que le gouvernement du Canada a accepté 15 la *Liste des droits* comme fondement de l'entrée du territoire dans la Confédération canadienne et de l'adoption de la *Loi sur le Manitoba*;

h) que les droits de la Compagnie de la Baie 20 d'Hudson sur les terres en question ont été transférés au Canada le 15 juillet 1870, date où le Manitoba est devenu la cinquième province à entrer dans la Confédération et la première province de l'Ouest du Canada; 25

i) que le nom « Manitoba » a été proposé par Louis Riel et choisi par le Parlement du Canada pour être le nom de la province;

j) que Louis Riel est reconnu comme le 30 fondateur de la province du Manitoba;

k) qu'en 1871, à la demande d'Adam G. Archibald, lieutenant-gouverneur du Manitoba, Louis Riel a mobilisé les Métis pour repousser la menace des Fenians contre le Canada, action pour laquelle le lieutenant- 35 gouverneur de l'époque lui a rendu hommage publiquement;

l) que Louis Riel a été élu trois fois à la Chambre des communes du Canada, soit le 13 octobre 1873, le 13 janvier 1874 et le 3 40 septembre 1874, mais qu'il n'a jamais pu occuper son siège à cause de pressions politiques;

m) qu'à cause de ces mêmes pressions politiques, Louis Riel a été obligé de quitter 45 le Canada;

(o) in 1884, they called on Louis Riel to return to Canada to assist them in negotiating once more with the Government of Canada in respect of their land claims and the very survival of the Métis people;

5

(p) all of the petitions sent by the Métis to the Government of Canada requesting a redress of the people's grievances and the recognition of their rights were ignored;

(q) the Government of Canada responded by 10 sending troops against the Métis at Batoche;

(r) the Métis, under the leadership of Louis Riel and Gabriel Dumont, defended their homes;

(s) the First Nations joined the Métis in the 15 defense of their lives, families, rights and territories;

(t) as a result of the events in the Northwest Territories in 1885, Louis Riel was wrongfully tried, convicted and, on November 16, 20 1885, executed for high treason by the Government of Canada;

(u) in March of 1992, the House of Commons and the Senate of Canada unanimously adopted resolutions recognizing the various 25 and significant contributions of Louis Riel to Canada and to the Métis people and, in particular, recognizing his unique and historic role as a founder of Manitoba;

(v) in May of 1992, the Legislative Assem- 30 bly of Manitoba unanimously passed a resolution recognizing "the unique and historic role of Louis Riel as a founder of Manitoba and his contribution in the development of the Canadian Confederation"; and 35

(w) it is consistent with history, justice and the recognition of the unique and important contributions of Louis Riel to Canada and to the Métis people that the conviction of Louis Riel for high treason be reversed and that his 40 historic role be formally recognized and commemorated.

n) que, dans les années 1880, les habitants des Territoires du Nord-Ouest étaient de plus en plus préoccupés par le manque de respect manifesté à l'égard de leurs droits par le gouvernement du Canada;

5

o) qu'en 1884, ils ont demandé à Louis Riel de revenir au Canada pour les aider à négocier encore une fois avec le gouvernement du Canada au sujet de leurs revendications territoriales et de la survie même du 10 peuple métis;

p) que toutes les pétitions envoyées par les Métis au gouvernement du Canada pour demander qu'on donne suite à leurs griefs et qu'on reconnaisse leurs droits ont été passées 15 sous silence;

q) que le gouvernement du Canada a répondu en envoyant des troupes contre les Métis à Batoche;

r) que les Métis, sous la direction de Louis 20 Riel et de Gabriel Dumont, ont défendu leurs foyers;

s) que les premières nations se sont unies aux Métis pour défendre leurs vies, leurs familles, leurs droits et leurs territoires; 25

t) que, par suite des événements survenus dans les Territoires du Nord-Ouest en 1885, Louis Riel a été injustement jugé, condamné et, le 16 novembre 1885, exécuté pour haute trahison par le gouvernement du Canada; 30

u) qu'en mars 1992, la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont adopté à l'unanimité des résolutions reconnaissant les contributions diverses et importantes de Louis Riel au Canada et au peuple métis, et 35 reconnaissant en particulier son rôle unique et historique en tant que fondateur du Manitoba;

v) qu'en mai 1992, l'Assemblée législative du Manitoba a adopté à l'unanimité une résolution reconnaissant le rôle unique et 40 historique de Louis Riel comme fondateur du Manitoba ainsi que sa contribution au développement de la Confédération canadienne;

w) qu'il est conforme à l'histoire, à la justice et à la reconnaissance des contributions uniques et importantes de Louis Riel au Canada et au peuple métis que la condamnation de Louis Riel pour haute trahison soit 5 annulée et que son rôle historique soit officiellement reconnu et commémoré.

CONVICTION OF LOUIS RIEL REVERSED

Conviction of Louis Riel reversed

3. Louis Riel is hereby deemed to be innocent of the charge of high treason. His conviction for high treason is hereby reversed.

Existing rights and remedies maintained

4. Nothing in this Act abrogates or derogates from any right or remedy, including any right of action, that a person had on the coming into force of this Act, or confers on a person any right or remedy, including any right of action.

Saving provision

5. Nothing in this Act is to be construed as limiting or affecting in any manner Her 10 Majesty's royal prerogative of mercy or the *Letters Patent Constituting the Office of Governor General of Canada* relating to pardons.

ANNULLATION DE LA CONDAMNATION DE LOUIS RIEL

Annulation de la condamnation de Louis Riel

3. Par la présente loi, Louis Riel est réputé innocent de l'accusation de haute trahison et sa déclaration de culpabilité de ce crime est 10 annulée.

Préservation des droits et recours

4. La présente loi n'a pas pour effet de porter 5 atteinte aux droits et recours, y compris les droits d'action, qu'une personne pouvait avoir à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi 15 ni ne confère quelque droit ou recours.

Réserve

5. La présente loi n'a pas pour effet de 10 restreindre ou de modifier le droit de grâce de Sa Majesté, ni les dispositions relatives au pardon des *Lettres patentes constituant la 20 charge de gouverneur général du Canada*.

RECOGNITION OF HISTORIC ROLE OF LOUIS RIEL

Recognition of Louis Riel's place in history

6. Louis Riel is hereby recognized as a Father of Confederation and the Founder of 15 the Province of Manitoba.

Louis Riel Day

7. (1) Throughout Canada, in each and every year, the 15th day of July is to be known as "Louis Riel Day".

Not a legal holiday

(2) For greater certainty, Louis Riel Day is 20 not a legal holiday or a non-juridical day.

RECONNAISSANCE DU RÔLE HISTORIQUE DE LOUIS RIEL

Reconnaissance de la place de Louis Riel dans l'histoire

6. Par la présente loi, Louis Riel est reconnu 15 à titre de père de la Confédération et de fondateur de la province du Manitoba.

Journée de Louis Riel

7. (1) Dans tout le Canada, le 15 juillet est 25 désigné comme « Journée de Louis Riel ».

Statut

(2) Il est entendu que la Journée de Louis Riel n'est pas une fête légale ni un jour non juridique.

POWERS OF THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

Powers of the Minister of Canadian Heritage

8. The Minister of Canadian Heritage may (a) mark or commemorate by means of historical plaques or monuments, or in any other suitable manner, the places and build- 25 ings where events of historical significance in the life of Louis Riel took place;

POUVOIRS DU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

Pouvoirs du ministre du Patrimoine canadien

8. Le ministre du Patrimoine canadien peut : 30 a) marquer ou commémorer, au moyen de monuments ou de plaques historiques ou d'une autre manière appropriée, les endroits et bâtiments où ont eu lieu des événements d'importance historique de la vie de Louis 35 Riel;

(b) authorize the placing of a statue of Louis Riel on Parliament Hill;

(c) undertake, pursue or sponsor research relating to these historical events and take appropriate steps to respect the historical 5 record;

(d) take appropriate action for the preservation of the Métis culture, languages and history; and

(e) establish a scholarship program for Métis 10 students in Louis Riel's name.

b) autoriser l'érection d'une statue de Louis Riel sur la Colline du Parlement;

c) entreprendre, poursuivre ou soutenir des recherches liées à ces événements historiques et prendre des mesures appropriées pour que 5 le compte rendu historique soit exact;

d) prendre des mesures appropriées pour préserver la culture, les langues et l'histoire métis;

e) établir un programme de bourses d'étude 10 au nom de Louis Riel pour des étudiants métis.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

XB
-B56

C-303

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-303

An Act to amend the Food and Drugs Act (*trans* fatty acids)

FIRST READING, SEPTEMBER 29, 2011

C-303

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-303

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (acides gras
trans)

PREMIÈRE LECTURE LE 29 SEPTEMBRE 2011



MR. MARTIN

M. MARTIN

SUMMARY

The purpose of this enactment is to amend the *Food and Drugs Act* to limit *trans* fatty acids found in oils and fats intended for human consumption to 2 g per 100 g.

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier la *Loi sur les aliments et drogues* afin de limiter la teneur en acides gras *trans* des huiles et graisses destinées à la consommation humaine à 2 g par 100 g.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-303

PROJET DE LOI C-303

An Act to amend the Food and Drugs Act (*trans*
fatty acids)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues
(acides gras *trans*)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. F-27

FOOD AND DRUGS ACT

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

L.R., ch. F-27

1. Section 2 of the *Food and Drugs Act* is
amended by adding the following in alpha-
betical order:

1. L'article 2 de la *Loi sur les aliments et*
5 *drogues* est modifié par adjonction, selon 5
l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"*trans* fatty
acids"
« *acides gras*
trans »

"*trans* fatty acids" means unsaturated fatty acids
that contain one or more isolated or non-
conjugated double bonds in a *trans*-configura-
tion;

« *acides gras trans* » Acides gras insaturés qui
contiennent une ou plusieurs liaisons doubles
isolées ou non conjuguées de configuration
10 *trans*.

« *acides gras*
trans »
« *trans* fatty
acids »

10

2. The Act is amended by adding the
following after section 5:

2. La même loi est modifiée par adjonc-
tion, après l'article 5, de ce qui suit :

Application

5.1 (1) This section applies to oils and fats,
including emulsions with fat as the continuous
phase, that are intended for human consump- 15
tion.

5.1 (1) Le présent article s'applique aux
huiles et graisses, y compris les émulsions dont
la phase continue est constituée par une matière 15
grasse, qui sont destinées à la consommation
humaine.

Application

Content of *trans*
fatty acids in oils
and fats

(2) No person shall sell to a consumer any oil
or fat that contains more than 2 g of *trans* fatty
acids per 100 g of oil or fat.

(2) Il est interdit de vendre à un consomma-
teur toute huile ou graisse qui contient plus de
2 g d'*acides gras trans* par 100 g d'huile ou de 20
graisse.

Contenu des
acides gras trans
dans les huiles et
graisses

Content of *trans*
fatty acids in
other food

(3) No person shall sell to a consumer any 20
food that contains one or more ingredients in
addition to oil or fat if the food contains more
than 2 g of *trans* fatty acids per 100 g of oil or
fat found in the food.

(3) Il est interdit de vendre à un consomma-
teur tout aliment qui renferme d'autres ingréd-
ients en plus des huiles ou graisses, s'il
contient plus de 2 g d'*acides gras trans* par 25
100 g d'huiles ou de graisses présentes dans
l'aliment.

Contenu des
acides gras trans
dans d'autres
aliments

Exception	(4) This section does not apply to naturally occurring amounts of <i>trans</i> fatty acids that are contained in animal fats.	(4) Le présent article ne s'applique pas à la teneur en acides gras <i>trans</i> d'origine naturelle des graisses animales.	Exception
-----------	---	---	-----------

TRANSITIONAL PROVISION

DISPOSITION TRANSITOIRE

Grace period	3. (1) During the period of two years after the coming into force of this Act, the references in section 5.1 to "2 g of <i>trans</i> fatty acids" shall be read as references to "5 g of <i>trans</i> fatty acids".	3. (1) Dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, les mentions de « 2 g d'acides gras <i>trans</i> », à l'article 5.1, valent mention de « 5 g d'acides gras <i>trans</i> ».	Délai de grâce
Saving	(2) Products manufactured before the coming into force of this Act and products manufactured within a period of two years after the coming into force of this Act may be sold until the expiry of the best-before date.	(2) Les produits fabriqués avant l'entrée en vigueur de la présente loi et ceux fabriqués dans les deux ans suivant cette entrée en vigueur peuvent être vendus jusqu'à la date de péremption qui y est inscrite.	Exception



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:
 Publishing and Depository Services
 Public Works and Government Services Canada
 Ottawa, Ontario K1A 0S5
 Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
 Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

Disponible auprès de:
 Les Éditions et Services de dépôt
 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
 Ottawa (Ontario) K1A 0S5
 Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
 Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
 publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
 http://publications.gc.ca

C-304

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-304

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (protecting
freedom)

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2011

MR. STORSETH

C-304

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-304

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne
(protection des libertés)

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2011

M. STORSETH

SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* by deleting sections 13 and 54 to ensure there is no infringement on freedom of expression guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en abrogeant les articles 13 et 54 afin d'assurer qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté d'expression protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Canadian Human Rights
Act (protecting freedom)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de
la personne (protection des libertés)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

1. Section 4 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

1. L'article 4 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

4. A discriminatory practice, as described in sections 5 to 14.1, may be the subject of a complaint under Part III and anyone found to be engaging or to have engaged in a discriminatory practice may be made subject to an order as provided in section 53.

4. Les actes discriminatoires prévus aux articles 5 à 14.1 peuvent faire l'objet d'une plainte en vertu de la partie III et toute personne reconnue coupable de ces actes peut faire l'objet 10 des ordonnances prévues à l'article 53.

2. Section 13 of the Act is repealed.

2. L'article 13 de la même loi est abrogé.

3. Paragraph 40(5)(b) of the Act is replaced by the following:

3. L'alinéa 40(5)(b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) occurred in Canada and was a discriminatory practice within the meaning of section 5, 8, 10 or 12 in respect of which no particular individual is identifiable as the victim;

(b) a eu lieu au Canada sans qu'il soit 15 possible d'en identifier la victime, mais tombe sous le coup des articles 5, 8, 10 ou 12;

4. The portion of subsection 53(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

4. Le passage du paragraphe 53(2) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) If at the conclusion of the inquiry the member or panel finds that the complaint is substantiated, the member or panel may 25 make an order against the person found to be engaging or to have engaged in the

(2) À l'issue de l'instruction, le membre instructeur qui juge la plainte fondée peut ordonner, selon les circonstances, à la personne trouvée coupable d'un acte discriminatoire :

Plainte jugée
fondée

R.S., c. H-6

Orders regarding
discriminatory
practices

Ordonnances
relatives aux
actes
discriminatoires

Complaint
substantiated

discriminatory practice and include in the order any of the following terms that the member or panel considers appropriate:

5. Section 54 of the Act is repealed.

5. L'article 54 de la même loi est abrogé.

6. Section 57 of the Act is replaced by the following:

6. L'article 57 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enforcement of
order

57. An order under section 53 may, for the purpose of enforcement, be made an order of the Federal Court by following the usual practice and procedure or by the Commission filing in the Registry of the Court a copy of the order certified to be a true copy.

57. Aux fins d'exécution, les ordonnances rendues en vertu de l'article 53 peuvent, selon la procédure habituelle ou dès que la Commission en dépose au greffe de la Cour fédérale une copie certifiée conforme, être assimilées aux ordonnances rendues par celle-ci.

Exécution des
ordonnances

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

7. This Act comes into force on the day that is one year after the day on which it receives royal assent.

7. La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur

15



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

XB
- B56

C-304

C-304

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Canadian Human Rights Act (protecting
freedom)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne
(protection des libertés)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 6, 2012

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 JUIN 2012



SUMMARY

This enactment amends the *Canadian Human Rights Act* by deleting section 13 to ensure there is no infringement on freedom of expression guaranteed by the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en abrogeant l'article 13 afin d'assurer qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté d'expression protégée par la *Charte canadienne des droits et libertés*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-304

PROJET DE LOI C-304

An Act to amend the Canadian Human Rights
Act (protecting freedom)

Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de
la personne (protection des libertés)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

R.S., c. H-6

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

1. Section 4 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

1. L'article 4 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

Orders regarding
discriminatory
practices

4. A discriminatory practice, as described in
sections 5 to 14.1, may be the subject of a
complaint under Part III and anyone found to be
engaging or to have engaged in a discriminatory
practice may be made subject to an order as
provided in section 53.

4. Les actes discriminatoires prévus aux
articles 5 à 14.1 peuvent faire l'objet d'une
plainte en vertu de la partie III et toute personne
reconnue coupable de ces actes peut faire l'objet
des ordonnances prévues à l'article 53.

Ordonnances
relatives aux
actes
discriminatoires

2. Section 13 of the Act is repealed.

2. L'article 13 de la même loi est abrogé.

**3. Paragraph 40(5)(b) of the Act is re-
placed by the following:**

**3. L'alinéa 40(5)b) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

(b) occurred in Canada and was a discrimi-
natory practice within the meaning of sec-
tion 5, 8, 10 or 12 in respect of which no
particular individual is identifiable as the
victim;

b) a eu lieu au Canada sans qu'il soit
possible d'en identifier la victime, mais
tombe sous le coup des articles 5, 8, 10 ou 12;

**4. Section 54 of the Act is replaced by the
following:**

**4. L'article 54 de la même loi est remplacé
par ce qui suit :**

Limitation

54. No order that is made under subsection
53(2) may contain a term

54. L'ordonnance prévue au paragraphe 20
53(2) ne peut exiger :

(a) requiring the removal of an individual
from a position if that individual accepted
employment in that position in good faith; or

a) le retrait d'un employé d'un poste qu'il a
accepté de bonne foi;

(b) requiring the expulsion of an occupant from any premises or accommodation, if that occupant obtained those premises or accommodation in good faith.

b) l'expulsion de l'occupant de bonne foi de locaux, moyens d'hébergement ou logements.

5. Section 57 of the Act is replaced by the following:

5. L'article 57 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enforcement of
order

57. An order under section 53 may, for the purpose of enforcement, be made an order of the Federal Court by following the usual practice and procedure or by the Commission filing in 10 the Registry of the Court a copy of the order certified to be a true copy.

57. Aux fins d'exécution, les ordonnances rendues en vertu de l'article 53 peuvent, selon la procédure habituelle ou dès que la Commission en dépose au greffe de la Cour fédérale une copie certifiée conforme, être assimilées aux ordonnances rendues par celle-ci.

5 Exécution des
ordonnances

10

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

6. This Act comes into force on the day that is one year after the day on which it receives royal assent.

6. La présente loi entre en vigueur un an après la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur

15

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

B
B56

C-305

C-305

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

PROJET DE LOI C-305

An Act to establish a National Public Transit Strategy

Loi établissant une stratégie nationale de transport en commun

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2011



MS. CHOW

M^{ME} CHOW

SUMMARY

This enactment establishes a national strategy to promote and enhance the use of fast, affordable and accessible public transit in Canada.

SOMMAIRE

Le texte prévoit l'établissement d'une stratégie nationale destinée à promouvoir et à favoriser l'utilisation de transports en commun rapides, abordables et accessibles au Canada.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-305

PROJET DE LOI C-305

An Act to establish a National Public Transit
Strategy

Loi établissant une stratégie nationale de
transport en commun

Preamble

Whereas fast, affordable and accessible public transit is vital to the movement of people in cities and communities and has immeasurable social, environmental, economic and health benefits;

Whereas public transit plays a central role in urban and metropolitan regions by contributing to cleaner air, lowering greenhouse gas emissions, lessening congestion and reducing the pressure for more roads;

Whereas investments in public transit infrastructure benefit the people of Canada by creating thousands of new jobs and revitalizing local economies;

And whereas better public transit results in cleaner and more productive cities and communities in which people can access the jobs and services that are needed for economic growth;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *National Public Transit Strategy Act*.

Short title

411445

Attendu :

que des transports en commun rapides, abordables et accessibles sont essentiels au déplacement des personnes dans les villes et les collectivités et engendrent des bienfaits inestimables relativement à la société, à l'environnement, à l'économie et à la santé;

que les transports en commun jouent un rôle central dans les régions urbaines et métropolitaines en favorisant l'assainissement de l'air et la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de la congestion routière, et en diminuant l'urgence d'accroître le réseau routier;

que l'investissement dans l'infrastructure du transport en commun profite à la population canadienne, car il permet la création de milliers d'emplois et la revitalisation des économies régionales;

que l'amélioration du transport en commun se traduit par des villes et des collectivités plus propres et plus productives, où les gens ont accès aux emplois et aux services nécessaires à la croissance économique,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la stratégie nationale de transport en commun.*

Préambule

Titre abrégé

GENERAL

Purpose

2. The purpose of this Act is to establish a national strategy to provide public transit that is fast, affordable and accessible.

Benefits —
Quebec

3. Recognizing the unique nature of the jurisdiction of the Government of Quebec with regard to public transit, and despite any other provision of this Act, the Government of Quebec may participate in the benefits of this Act with respect to its own choices, its own programs and its own approach to public transit on its territory.

NATIONAL PUBLIC TRANSIT STRATEGY

National Public
Transit Strategy

4. The Minister of Transport must, in consultation with the provincial ministers responsible for public transit and with representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities, establish a national public transit strategy designed to

(a) accomplish the following goals:

(i) increase access to and use of public transit through support for service and affordability measures,

(ii) reduce commute times and alleviate congestion in Canadian cities and communities,

(iii) improve the economic competitiveness of Canadian cities and communities,

(iv) enhance the quality of life, and

(v) reduce greenhouse gas emissions and improve air quality; and

(b) accomplish the following measures: 30

(i) provide a permanent investment plan to support public transit that places it at the centre of all Canadian cities and communities,

(ii) establish federal funding mechanisms to ensure the financial health of public transit systems, including the rehabilitation 35

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Objet

2. La présente loi a pour objet d'établir une stratégie nationale destinée à garantir l'accès à des transports en commun rapides, abordables et accessibles.

5 Avantages —
Québec

3. Compte tenu de la nature spéciale et unique de la compétence du gouvernement du Québec en matière de transport en commun, et par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le gouvernement du Québec peut utiliser les avantages découlant de la présente loi dans le cadre de ses propres choix, de ses propres programmes et de sa propre stratégie en matière de transport en commun sur son territoire. 10

STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSPORT
EN COMMUN

4. Le ministre des Transports, en consultation avec les ministres provinciaux responsables du transport en commun et avec des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones, établit une stratégie nationale de transport en commun qui prévoit: 15 20

a) d'une part, les objectifs suivants:

(i) accroître, au moyen de mesures relatives au service et à la capacité financière, l'accès aux transports en commun et l'utilisation de ceux-ci, 25

(ii) réduire la durée des déplacements et atténuer la congestion routière dans les villes et les collectivités canadiennes,

(iii) améliorer la compétitivité économique des villes et des collectivités canadiennes, 30

(iv) rehausser la qualité de vie,

(v) réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de l'air; 35

b) d'autre part, les mesures suivantes:

(i) élaborer un plan d'investissement permanent visant à appuyer le transport en commun et à en faire un pilier des villes et des collectivités canadiennes, 40

and renewal of existing infrastructure and the expanding capacity to respond to increasing public transit needs,

(iii) work together with provincial and municipal governments, as well as with transit authorities to provide sustainable, predictable and adequate funding,

(iv) provide a leadership role to align, on a national basis, public transit visions, planning goals, project justification, construction time frames and budgets,

(v) direct research to identify innovation in sustainable public transit technologies, to develop policy approaches to increase access to and use of public transit and to promote information sharing among public transit systems in Canada,

(vi) facilitate the shift to established, sustainable public transit technologies such as electrification, and

(vii) establish accountability measures to ensure that all governments work together to increase public transit use.

(ii) mettre en place des mécanismes de financement à l'échelle fédérale pour assurer la santé financière des réseaux de transport en commun, notamment en ce qui a trait à la remise en état et au renouvellement de l'infrastructure existante et à l'augmentation de la capacité du réseau afin qu'il puisse répondre aux besoins croissants en matière de transport en commun,

(iii) entretenir une collaboration avec les gouvernements provinciaux, les administrations municipales et les sociétés de transport dans le but d'assurer un financement durable, prévisible et suffisant,

(iv) exercer un rôle prépondérant en vue d'harmoniser, à l'échelle nationale, les visions en matière de transport en commun, les objectifs de planification, la justification des projets, les délais de construction et les budgets,

(v) encadrer des travaux de recherche visant à repérer des secteurs où il est possible d'innover dans les technologies durables de transport en commun, à faciliter l'élaboration de démarches stratégiques destinées à accroître l'accès aux transports en commun et l'utilisation de ceux-ci, et à favoriser l'échange d'information entre les réseaux de transport en commun au Canada,

(vi) faciliter la transition vers des technologies de transport en commun reconnues et durables, telles que l'électrification,

(vii) prendre des mesures de responsabilité visant à assurer la collaboration de tous les ordres de gouvernement en vue d'accroître l'utilisation des transports en commun.

Coordinated approach

5. The Minister of Transport, in consultation with the provincial ministers responsible for public transit and with representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities, must encourage and promote a coordinated approach to the implementation of the national public transit strategy and may

5. Le ministre des Transports, en consultation avec les ministres provinciaux responsables du transport en commun et avec des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones, encourage l'adoption d'une démarche coordonnée relativement à la mise en oeuvre de la stratégie nationale de transport en commun. De plus, il

Démarche coordonnée

provide advice and assistance in the development and implementation of programs and practices in support of that strategy.

National
conference

6. The Minister of Transport must, within 180 days after the coming into force of this Act, convene a conference of the provincial ministers responsible for public transit and of representatives of municipalities, transit authorities and Aboriginal communities in order to

(a) develop funding mechanisms for the 10 national public transit strategy and programs to carry it out;

(b) set targets for the commencement of the programs referred to in paragraph (a); and

(c) develop the principles of an agreement 15 between the federal and provincial governments and representatives of the municipalities, transit authorities and Aboriginal communities for the development and delivery of the programs referred to in paragraph (a). 20

REPORT TO PARLIAMENT

Report

7. The Minister of Transport must cause a report on the conference described in section 6, including the matters referred to in paragraphs 6(a) to (c), to be laid before each House of Parliament on any of the first five days that the 25 House is sitting following the expiration of 180 days after the end of the conference.

peut fournir des avis et de l'assistance dans l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes et des pratiques à l'appui de cette stratégie.

Conférence
nationale

6. Dans les cent quatre-vingts jours suivant 5 l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre des Transports convoque une conférence réunissant les ministres provinciaux responsables du transport en commun et des représentants des municipalités, des sociétés de transport et des collectivités autochtones en vue de réaliser les 10 objectifs suivants :

a) élaborer des mécanismes de financement pour la stratégie nationale de transport en commun et les programmes connexes de mise en oeuvre; 15

b) établir des cibles pour le lancement des programmes mentionnés à l'alinéa a);

c) dégager les principes d'une entente entre les gouvernements fédéral et provinciaux et des représentants des municipalités, des 20 sociétés de transport et des collectivités autochtones à l'égard de l'élaboration et de la prestation des programmes mentionnés à l'alinéa a).

RAPPORT AU PARLEMENT

7. Le ministre des Transports fait déposer un 25 Rapport rapport sur la conférence visée à l'article 6 — traitant notamment des sujets énumérés aux alinéas 6a) à c) — devant chaque chambre du Parlement dans les cinq premiers jours de séance de celle-ci après l'expiration d'un délai 30 de cent quatre-vingts jours suivant la fin de la conférence.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-306

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-306

An Act to amend the Parliament of Canada Act (political
affiliation)

FIRST READING, SEPTEMBER 30, 2011

C-306

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-306

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (appartenance
politique)

PREMIÈRE LECTURE LE 30 SEPTEMBRE 2011



MR. RAVIGNAT

M. RAVIGNAT

SUMMARY

This enactment provides that a member's seat in the House of Commons will be vacated and a by-election called for that seat if the member, having been elected to the House as a member of a political party or as an independent, changes parties or becomes a member of a party, as the case may be. A member's seat will not be vacated if the member, having been elected as a member of a political party, chooses to sit as an independent.

SOMMAIRE

Le texte prévoit que le siège d'un député devient vacant et que cette vacance entraîne le déclenchement d'une élection partielle si le député, ayant été élu à titre de membre d'un parti politique ou comme député indépendant, change de parti ou devient membre d'un parti, selon le cas. Toutefois, le siège n'est pas considéré comme vacant si le député, élu à titre de membre d'un parti politique, décide de siéger comme député indépendant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-306

PROJET DE LOI C-306

An Act to amend the Parliament of Canada Act
(political affiliation)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada
(appartenance politique)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

PARLIAMENT OF CANADA ACT

LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA

L.R., ch. P-1

**1. The *Parliament of Canada Act* is
amended by adding the following after
section 27:**

**1. La *Loi sur le Parlement du Canada* est
modifiée par adjonction, après l'article 27, de
ce qui suit :**

Change of Political Affiliation

Changement d'appartenance politique

27.1 (1) Any person holding a seat in the
House of Commons who becomes a member of
a registered party as defined in subsection 2(1)
of the *Canada Elections Act* is deemed to have
vacated the seat and ceases to be a member of
the House if, in the last election, the person was
endorsed by another registered party or was not
endorsed by a registered party.

27.1 (1) Tout député qui devient membre
d'un parti enregistré au sens du paragraphe 2(1)
de la *Loi électorale du Canada* est réputé
abandonner son siège et perd sa qualité de
député si, lors de la dernière élection, il était
soutenu par un autre parti enregistré ou n'était
soutenu par aucun parti enregistré.

(2) The leader of the registered party of
which the person referred to in subsection (1)
has become a member shall, without delay,
notify the Speaker of the House of Commons in
writing that the person is a member of that party.

(2) Le chef du parti enregistré dont devient
membre la personne visée au paragraphe (1) est
tenu d'en aviser sans délai par écrit le président
de la Chambre des communes.

(3) The Speaker of the House shall, on
receipt of the notice referred to in subsection
(2), address a warrant under the hand and seal of
the Speaker to the Chief Electoral Officer for the
issue of a writ for the election of a member to
fill the vacancy.

(3) Dès réception de l'avis mentionné au
paragraphe (2), le président de la Chambre
adresse au directeur général des élections l'ordre
officiel, signé de sa main, d'émettre un bref
d'élection en vue de pourvoir à la vacance.

(4) If there is no Speaker of the House, if the
Speaker is absent from Canada or if the member
whose seat is vacated is the Speaker, the leader

(4) Si la présidence de la Chambre est
vacante, si le président est absent du Canada
ou si le député dont le siège devient vacant est le

Vacance
présumée

Avis

Ordre officiel du
président

Procédure en
l'absence du
président

referred to in subsection (2) shall address the warrant, under the hand and seal of the leader, to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.

président de la Chambre, le chef visé au paragraphe (2) adresse au directeur général des élections l'ordre officiel, signé de sa main, d'émettre un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance en question.

5

COMING INTO FORCE

Coming into
force

2. This Act comes into force 30 days after the day on which it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

2. La présente loi entre en vigueur trente jours après la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

B
B56

C-307

C-307

Document
Publication

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Canada Labour Code (pregnant or nursing employees)

Loi modifiant le Code canadien du travail (employées enceintes ou allaitantes)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. BOULERICE

M. BOULERICE

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Labour Code* to allow a pregnant or nursing employee to avail herself of provincial occupational health and safety legislation.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code canadien du travail* afin de permettre aux employées enceintes ou allaitantes de se prévaloir de la législation provinciale en matière de santé et de sécurité au travail.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-307

PROJET DE LOI C-307

An Act to amend the Canada Labour Code
(pregnant or nursing employees)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(employées enceintes ou allaitantes)

R.S., c. L-2

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

L.R., ch. L-2

**1. The *Canada Labour Code* is amended
by adding the following after section 132:**

**1. Le *Code canadien du travail* est modifié
5 par adjonction, après l'article 132, de ce qui 5
suit :**

Provincial
legislation

132.1 (1) Notwithstanding any other provi-
sion of this Act, an employee described in
section 132 may, after informing her employer,
avail herself of the legislation of the province
where she works that relates to the applicable 10
measures, including preventive withdrawal,
transfer to another position and financial
compensation to which she would be entitled
under that legislation.

132.1 (1) Malgré toute autre disposition de
la présente loi, l'employée visée à l'article 132
peut, après en avoir informé son employeur, se
prévaloir de la législation de la province où elle 10
travaille en ce qui a trait aux mesures applica-
bles, y compris le retrait préventif, l'affectation
à un autre poste et l'indemnisation financière à
laquelle elle aurait droit en vertu de cette
législation. 15

Recours à la
législation
provinciale

Application

(2) An employee may exercise the right 15
provided in subsection (1) by making an
application for that purpose to the agency
appointed by the province to administer the
legislation of the province that relates to
occupational health and safety, and the agency 20
may refuse the application.

(2) L'employée peut exercer le droit prévu au
paragraphe (1) en présentant une demande à cet
effet auprès de l'organisme chargé par la
province d'appliquer la législation provinciale
en matière de santé et de sécurité au travail, 20
lequel peut refuser la demande.

Demande

Processing of
application

(3) The agency referred to in subsection (2)
shall process the application according to the
legislation of the province applicable to preg- 25
nant or nursing employees in that province.

(3) L'organisme visé au paragraphe (2) traite
la demande selon la législation de la province
qui s'applique aux employées enceintes ou
allaitantes s'y trouvant. 25

Traitement de la
demande

Remedies

(4) An employee who makes the application
referred to in subsection (2) may avail herself of
the remedies provided for in the legislation of
the province where she works.

(4) L'employée qui fait la demande visée au
paragraphe (2) peut se prévaloir des recours
prévus par la législation de la province où elle
travaille.

Recours

Agreement

(5) The Minister shall, on behalf of the Government of Canada, with the approval of the Governor in Council, enter into an agreement with the government of a province or its agent to determine the administrative and financial terms resulting from applications made by employees referred to in subsection (1).

Exercise of right
not prejudiced

(6) The exercise by an employee of the right conferred by subsection (1) is without prejudice to any other right conferred by this Act, by a collective agreement or other agreement or by any terms and conditions of employment applicable to the employee.

(5) Le ministre doit, au nom du gouvernement fédéral et avec l'approbation du gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement d'une province ou son mandataire un accord prévoyant les modalités administratives et financières résultant des demandes présentées par les employées visées au paragraphe (1).

Accord

(6) L'exercice par l'employée du droit prévu au paragraphe (1) est sans préjudice des droits prévus par les autres dispositions de la présente loi, les dispositions de toute convention collective ou de tout autre accord ou les conditions d'emploi applicables à l'employée.

Exercice du droit
sans préjudice

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

B
B56

100
P21

C-308

C-308

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act respecting a Commission of Inquiry into the development and implementation of a national fishery rebuilding strategy for fish stocks off the coast of Newfoundland and Labrador

Loi concernant l'établissement d'une commission d'enquête sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale de redressement des pêches visant les stocks de poissons au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. CLEARY

M. CLEARY

SUMMARY

This enactment mandates the Governor in Council to establish a Commission of Inquiry to study the development and implementation of a rebuilding strategy for fish stocks off the coast of Newfoundland and Labrador.

SOMMAIRE

Le texte enjoint au gouverneur en conseil d'établir une commission d'enquête ayant pour mandat de se pencher sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale de redressement des pêches visant les stocks de poissons au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-308

PROJET DE LOI C-308

An Act respecting a Commission of Inquiry into the development and implementation of a national fishery rebuilding strategy for fish stocks off the coast of Newfoundland and Labrador

Loi concernant l'établissement d'une commission d'enquête sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie nationale de redressement des pêches visant les stocks de poissons au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador

Preamble

Whereas there has been virtually no recovery of fish stocks such as cod and flounder since fishing moratoria were first introduced in the early 1990s, leading to a loss of population in rural Newfoundland and Labrador of more than 80,000 people;

Whereas the decline in fish stocks has been attributed to the interplay of a wide range of factors, including inaccurate scientific data and projections, under-reporting of catches, overfishing, environmental changes, and fisheries management at the federal, provincial, and Northwest Atlantic Fisheries Organization level;

Whereas there has been no organized effort to rebuild the fisheries and restore the economic base of rural Newfoundland and Labrador;

Whereas the Northwest Atlantic Fisheries Organization has failed to rebuild migratory fish stocks;

Whereas the fisheries are a renewable resource which can, with revitalized conservation and management practices, be rebuilt for the benefit of present and future generations and contribute towards the economic growth of rural Newfoundland and Labrador and all of Canada;

Attendu :

que les premiers moratoires sur la pêche imposés au début des années 1990 n'ayant eu pour ainsi dire aucune conséquence sur la reconstitution des stocks de poissons — comme la morue et la plie —, la population des régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador a chuté de plus de 80 000 habitants;

que le déclin des stocks de poissons est attribué à l'interaction de multiples facteurs, notamment l'inexactitude de données et projections scientifiques, la sous-déclaration des captures, la surpêche, les changements environnementaux et la gestion des pêches au niveau du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest;

qu'il n'y a eu aucun effort concerté visant à redresser les pêches et à restaurer le fondement économique des régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador;

que l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest n'a pas réussi à reconstituer les stocks de poissons migrateurs;

que les pêches constituent une ressource renouvelable qui peut, grâce à des pratiques revigorées de conservation et de gestion, être

Préambule

Whereas the allocation of financial resources to fisheries science and fisheries management has been reduced over time;

Whereas the fishing industry of Newfoundland and Labrador has lost diversity and is now more precariously dependent upon fewer and waning species such as shellfish and pelagics, following the failure of the fish stock to recover;

And whereas Canadians are aware of the fragility and unpredictability of the fisheries as a resource, and it is in their interest to take all feasible steps to identify the reasons for the decline and the long-term prospects for the fish stock in order to determine whether changes need to be made to fisheries management policies, practices and procedures, and to establish a Commission of Inquiry to investigate this matter;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short Title

1. This Act may be cited as the *Newfoundland and Labrador Fishery Rebuilding Act*.

INTERPRETATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

“Department”
« *ministère* »

“Department” means the Department of Fisheries and Oceans.

“fish stock”
« *stock de poissons* »

“fish stock” means the Canadian Atlantic commercial fish stock off the coast of Newfoundland and Labrador.

rétablie pour le bénéfice des générations présentes et futures et contribuer à la croissance économique des régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador et de tout le Canada;

que le financement de la science halieutique et de la gestion des pêches a été réduit au fil des ans;

que, à la suite de l'échec de la reconstitution des stocks de poissons, l'industrie de la pêche de Terre-Neuve-et-Labrador a perdu en diversité et dépend maintenant de façon plus précaire d'un petit nombre d'espèces en déclin, telles que les mollusques, les crustacés et les poissons pélagiques;

que la population canadienne est au fait de la fragilité et de l'imprévisibilité de la ressource halieutique et qu'il est dans l'intérêt des Canadiens que soient prises toutes les mesures possibles pour cerner les causes du déclin des stocks de poissons et d'en établir les perspectives à long terme afin, d'une part, de déterminer si les politiques, pratiques et procédures en matière de gestion des pêches doivent être revues et, d'autre part, de créer une commission d'enquête chargée de se pencher sur la question,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur le redressement des pêches à Terre-Neuve-et-Labrador.*

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« *ministère* » Le ministère des Pêches et des Océans.

« *stock de poissons* » Le stock de poissons servant à la pêche commerciale canadienne dans l'Atlantique au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.

5

15

30

Titre abrégé

Définitions

« *ministère* »
« *Department* »

« *stock de poissons* »
« *fish stock* »

40

COMMISSION OF INQUIRY

COMMISSION D'ENQUÊTE

Establishment of
Commission of
Inquiry

3. The Governor in Council must, within 90 days after this Act receives royal assent, establish a commission under Part I of the *Inquiries Act* and under the Great Seal of Canada to conduct an inquiry—following the collapse and failure to recover of the fish stocks—into the development and implementation of a national fishery rebuilding strategy for these fish stocks, the sustainability of all species of fish and the health of the ecosystem which supports fishery.

3. Dans les quatre-vingt-dix jours suivant la sanction de la présente loi, le gouverneur en conseil constitue, en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*, une commission revêtue du grand sceau du Canada, chargée de mener une enquête—après l’effondrement des stocks de poissons et l’échec de leur reconstitution—relative à l’élaboration et la mise en oeuvre d’une stratégie nationale sur le redressement des pêches visant les stocks de poissons, à la viabilité de toutes les espèces de poissons et à la santé de l’écosystème qui soutient les pêches.

Constitution
d’une
commission
d’enquête

Appointment of
Commissioners

4. (1) The Governor in Council must appoint a panel of three persons who have expertise in fisheries and management of fisheries as Commissioners to conduct the inquiry.

4. (1) Le gouverneur en conseil nomme à titre de commissaires trois personnes qui possèdent une expertise dans le domaine de la pêche et de la gestion des pêches.

Nomination des
commissaires

Powers of the
Commissioners

(2) The Governor in Council must provide the Commissioners with relevant authority to summon witnesses to give evidence and produce documents and to generally carry out the terms of reference of the Commission of Inquiry referred to in section 5.

(2) Le gouverneur en conseil confère aux commissaires les pouvoirs nécessaires pour assigner des témoins et leur enjoindre de témoigner et de produire des documents de même que pour exécuter le mandat de la commission d’enquête énoncé à l’article 5.

Attributions des
commissaires

TERMS OF REFERENCE OF THE
COMMISSION OF INQUIRY

MANDAT DE LA COMMISSION
D'ENQUÊTE

Terms of
reference

5. The Governor in Council must provide terms of reference for the Commission of Inquiry requiring the Commissioners

5. Le gouverneur en conseil précise le mandat de la commission d’enquête et ordonne aux commissaires :

Mandat

- (a) to conduct the inquiry without seeking to find fault on the part of any individual, community or organization, and with the overall aim of respecting conservation, rebuilding and sustainability of all fish stock and encouraging broad cooperation among stakeholders;
- (b) to take into consideration the policies and practices of the Department with respect to the fish stock, including the Department’s scientific advice, fisheries policies and programs, risk management strategies, allocation of departmental resources, and fisheries management practices and procedures, including monitoring and counting of stocks, forecasting and enforcement;
- (c) to make independent findings of fact regarding

- a) de mener l’enquête en se gardant de jeter le blâme sur quelque individu, communauté ou organisation que ce soit, l’objectif étant de conserver et de reconstituer tous les stocks de poissons et d’en assurer la viabilité, de même que de favoriser une grande coopération entre les parties intéressées;
- b) de prendre en considération les politiques et pratiques du ministère relatives aux stocks de poissons, notamment ses avis scientifiques, ses politiques et ses programmes sur les pêches, ses stratégies de gestion du risque, la répartition de ses ressources ainsi que ses pratiques et procédures en matière de gestion des pêches, notamment la surveillance et le dénombrement des stocks, l’établissement des prévisions et l’application de la loi;

- (i) management policies and practices for domestic fisheries,
 - (ii) alternative approaches to management of stocks straddling the 200 mile limit with a view to maximizing the management authority of Canada as a coastal state, 5
 - (iii) the adequacy of scientific research into fish stock and conservation, including the funding of scientific research programs,
 - (iv) public engagement, provincial and 10 community participation and transparency to allow for public participation in management decisions and processes, and
 - (v) the maximization of benefits for present and future generations; and 15
- (d) to develop recommendations for rebuilding and improving the future sustainability of the fish stock, including, as required, any changes to the Department's policies, practices and procedures in relation to the 20 management of fisheries, and to make specific recommendations on the following matters:
- (i) management of domestic and trans-boundary stocks, 25
 - (ii) the emphasis on fisheries science, conservation principles in fisheries management, and the independence of fisheries science research,
 - (iii) transparency to allow for public 30 participation in fisheries management, including participation by the provincial government, industry stakeholders and communities,
 - (iv) ways and means to maximize the 35 value and distribution of the economic benefits from the resource for the benefit of present and future generations,
 - (v) custodial management of the Nose and Tail of the Grand Banks and the Flemish 40 Cap—or other management options—to rebuild straddling fish stocks within and outside Canada's exclusive economic zone,
- c) de tirer des conclusions de fait impartiales sur les questions suivantes :
- (i) les politiques et pratiques de gestion concernant les pêches intérieures,
 - (ii) les méthodes alternatives de gestion 5 des stocks chevauchant la limite de deux cents milles, en ayant pour but de maximiser le pouvoir de gestion du Canada à titre d'État côtier,
 - (iii) le caractère adéquat de la recherche 10 scientifique sur les stocks de poissons et leur conservation, notamment le financement des programmes de recherche scientifique,
 - (iv) l'intérêt du public, la participation de 15 la province et des collectivités ainsi que la transparence, dans le but de permettre au public de participer aux décisions et processus de gestion,
 - (v) l'optimisation des bénéfices pour les 20 générations présentes et futures;
- d) de formuler des recommandations visant à reconstituer les stocks de poissons et à en améliorer la viabilité future, y compris, s'il y a lieu, toute modification aux politiques, 25 pratiques et procédures du ministère en matière de gestion des pêches, ainsi que des recommandations spécifiques sur les questions suivantes :
- (i) la gestion des stocks intérieurs et 30 transfrontaliers,
 - (ii) l'importance accordée à la science halieutique, aux principes de conservation dans la gestion des pêches et à l'indépendance de la recherche scientifique halieu- 35 tique,
 - (iii) la transparence permettant la participation du public à la gestion des pêches, notamment la participation du gouvernement provincial, des parties intéressées de 40 l'industrie de la pêche et des collectivités,
 - (iv) les façons d'optimiser la valeur et la répartition des avantages économiques issus de la ressource pour le bénéfice des générations présentes et futures, 45

- (vi) required changes in existing fisheries management processes, including the potential for establishing a quasi-judicial management board,
 - (vii) the roles of the provincial government, fishing industry stakeholders, fisheries scientists, sub-provincial regional authorities and the general public, 5
 - (viii) the need for intervenor funding for community groups who wish to participate in and contribute to decisions, 10
 - (ix) the need for a public advocate to represent the general public in management decisions,
 - (x) the adequacy of the financial resources allocated to fisheries management and fisheries science, 15
 - (xi) the criteria used in making access and allocation decisions, including the role of the adjacency principle, 20
 - (xii) the condition and adequacy of surveillance and enforcement vessels,
 - (xiii) a regulatory system which allows for public hearings and devolution of authority on a regional basis, 25
 - (xiv) the need for changes in corporate structure to improve the branding and marketing of Newfoundland and Labrador fish products, and
 - (xv) a review of the existing regulatory system with a view to ensuring that it supports the principle of maximizing benefits to Newfoundland and Labrador. 30
- (v) la gestion de la garde du nez et de la queue du Grand banc ainsi que du Bonnet flamand—ou d'autres options de gestion—visant à reconstituer les stocks de poissons chevauchants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la zone exclusive économique du Canada, 5
 - (vi) les changements devant être apportés aux processus de gestion des pêches actuels, notamment la possibilité d'établir un conseil de gestion quasi judiciaire, 10
 - (vii) les responsabilités du gouvernement provincial, des parties intéressées de l'industrie de la pêche, des scientifiques halieutiques, des autorités des régions infraprovinciales et du grand public, 15
 - (viii) la nécessité d'allouer de l'aide financière aux groupes communautaires qui désirent intervenir en participant et contribuant aux décisions, 20
 - (ix) le besoin de nommer un défenseur du bien public chargé de représenter le grand public dans les décisions de gestion,
 - (x) le caractère suffisant des ressources financières attribuées à la gestion des pêches et à la science halieutique, 25
 - (xi) les critères servant à la prise de décision en matière d'accès et d'attribution, notamment le rôle du principe de contiguïté, 30
 - (xii) la condition et l'efficacité des navires de surveillance et des navires patrouilleurs,
 - (xiii) un système de réglementation prévoyant la tenue d'audiences publiques et la délégation de pouvoirs à l'échelle régionale, 35
 - (xiv) le besoin d'apporter des changements à la structure organisationnelle afin d'améliorer l'image de marque et la commercialisation des produits halieutiques de Terre-Neuve-et-Labrador, 40
 - (xv) l'examen du système de réglementation actuel afin de vérifier qu'il soutient le principe d'optimisation des avantages pour Terre-Neuve-et-Labrador. 45

Authorizations

6. In the terms of reference, the Governor in Council must also authorize the Commissioners to

- (a) consider findings of previous examinations, investigations or reports that they deem relevant to the inquiry, and to give them any weight, including accepting them as conclusive;
- (b) supplement those previous examinations, investigations or reports with their own investigation, and to consider the Government's response to previous recommendations;
- (c) rent any space and facilities that may be required for the purposes of the inquiry, in accordance with Treasury Board policies;
- (d) adopt any procedures and methods that they may consider expedient for the proper conduct of the inquiry, to sit at any times and in any places in Canada that they decide to conduct consultations in relation to the inquiry as they see fit;
- (e) engage the services of any staff, experts and other persons referred to in section 11 of the *Inquiries Act*, at rates of remuneration and reimbursement as approved by the Treasury Board;
- (f) grant, to any person who satisfies them that they have a substantial and direct interest in the subject matter of the inquiry, an opportunity for appropriate participation in the inquiry and grant funding to ensure the participation of that person if the Commissioners are of the view that the person would not otherwise be able to participate;
- (g) to ensure, in respect of any portion of the inquiry conducted in public, that members of the public can, simultaneously in both official languages, communicate with and obtain services from the Commission of Inquiry, including any transcripts of proceedings that have been made available to the public;
- (h) follow established security procedures, including the requirements of the *Policy on Government Security*, with respect to persons

6. Le gouverneur en conseil autorise en outre les commissaires, dans le cadre du mandat :

- a) à tenir compte des conclusions énoncées à la suite de tout autre examen, étude ou rapport antérieurs jugés pertinents, à en apprécier la valeur et à les déclarer concluantes;
- b) à compléter ces examens, études et rapports avec leur propre étude, en considérant la suite donnée par le gouvernement aux recommandations antérieures;
- c) à louer les locaux et installations nécessaires à l'enquête, en conformité avec les politiques du Conseil du Trésor;
- d) à adopter les procédures et les méthodes qui leur paraissent indiquées pour la conduite efficace et régulière de l'enquête, à siéger aux moments et aux endroits au Canada qu'ils jugent opportuns et à mener les consultations relatives à l'enquête qu'ils estiment indiquées;
- e) à retenir les services du personnel, des experts et des autres personnes visées à l'article 11 de la *Loi sur les enquêtes* et à leur verser la rémunération et les indemnités approuvées par le Conseil du Trésor;
- f) à donner à toute personne qui les convainc qu'elle a un intérêt direct et réel dans l'objet de l'enquête la possibilité d'y participer de façon utile et à accorder à cette personne une indemnité visant à assurer sa participation s'ils sont d'avis qu'elle ne pourrait pas y participer autrement;
- g) à veiller, à l'égard de toute partie de l'enquête tenue en public, à ce que le public puisse communiquer avec la commission d'enquête et obtenir ses services simultanément dans les deux langues officielles, y compris les transcriptions des audiences si celles-ci sont mises à la disposition du public;
- h) à respecter la procédure en matière de sécurité, notamment les exigences prévues par la *Politique sur la sécurité du gouvernement*, à l'égard des personnes dont les services sont retenus en vertu de l'article 11 de la *Loi sur les enquêtes* et du traitement de l'information à toutes les étapes de l'enquête;

Autorisations

engaged under section 11 of the *Inquiries Act* and the handling of information at all stages of the inquiry; and

(i) perform their duties without expressing any conclusion or recommendation regarding the civil or criminal liability of any person or organization.

i) à exercer leurs fonctions en évitant de formuler toute conclusion ou recommandation à l'égard de la responsabilité civile ou criminelle de personnes ou d'organisations.

REPORTS TO PARLIAMENT

Interim report

7. (1) In the terms of reference, the Governor in Council must direct the Commissioners to submit, within eight months after this Act receives royal assent and simultaneously in both official languages, an interim report to the Speakers of both Houses, who must cause the report to be tabled in the Senate and the House of Commons respectively. The report must set out the Commissioners' preliminary views on, and assessment of, any previous examinations, investigations or reports that they deemed relevant to the inquiry and the Government's responses to those examinations, investigations and reports.

Reports

(2) The governor in Council must, in the terms of reference, direct the Commissioners to submit, following the tabling of the interim report and within two years after this Act receives royal assent, one or more reports, simultaneously in both official languages, to the Speakers of both Houses, who must cause the reports to be tabled in the Senate and the House of Commons respectively. These reports must set out the conclusions of the Commission of Inquiry and contain any recommendations the Commissioner deems appropriate.

RAPPORTS AU PARLEMENT

5 Rapport provisoire

7. (1) Le gouverneur en conseil ordonne aux commissaires, dans le cadre du mandat, de présenter, dans les huit mois suivant la sanction de la présente loi et simultanément dans les deux langues officielles, un rapport provisoire au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes, qui le font déposer devant leur chambre respective. Ce rapport fait état de leurs observations préliminaires sur les examens, études et rapports antérieurs qu'ils ont jugés pertinents, de leur appréciation de ceux-ci et de la suite que leur a donnée le gouvernement.

Rapports

(2) Le gouverneur en conseil ordonne aux commissaires, dans le cadre du mandat, de présenter, après le dépôt du rapport provisoire et au plus tard deux ans après la sanction de la présente loi, un ou plusieurs rapports, simultanément dans les deux langues officielles, au président du Sénat et à celui de la Chambre des communes, qui les font déposer devant leur chambre respective. Ces rapports font état des conclusions de la commission d'enquête et formulent les recommandations indiquées.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

A1
XB
-B56

Government
Publication

C-309

C-309

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

PROJET DE LOI C-309

An Act to amend the Criminal Code (concealment of identity)

Loi modifiant le Code criminel (dissimulation d'identité)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. RICHARDS

M. RICHARDS

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to make it an offence to wear a mask or other disguise to conceal one's identity while taking part in a riot or an unlawful assembly.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ériger en infraction le fait de porter un masque ou autre déguisement dans le but de dissimuler son identité lors de la participation à une émeute ou à un attroupement illégal.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-309

PROJET DE LOI C-309

An Act to amend the Criminal Code (concealment of identity)

Loi modifiant le Code criminel (dissimulation d'identité)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

ALTERNATIVE TITLE

TITRE SUBSIDIAIRE

Alternative title

1. This Act may be cited as the *Preventing Persons from Concealing Their Identity during Riots and Unlawful Assemblies Act*.

1. *Loi empêchant les participants à des émeutes ou des attroupements illégaux de dissimuler leur identité.*

Titre subsidiaire

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R., ch. C-46

2. Section 65 of the *Criminal Code* is renumbered as subsection 65(1) and amended by adding the following:

2. L'article 65 du *Code criminel* devient le paragraphe 65(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Concealment of identity

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) while wearing a mask or other disguise to conceal their identity without lawful excuse is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years.

(2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) en portant un masque ou autre déguisement dans le but de dissimuler son identité sans excuse légitime est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans.

Dissimulation d'identité

3. Section 66 of the Act is renumbered as subsection 66(1) and amended by adding the following:

3. L'article 66 de la même loi devient le paragraphe 66(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Concealment of identity

(2) Every person who commits an offence under subsection (1) while wearing a mask or other disguise to conceal their identity without lawful excuse is guilty of

(2) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (1) en portant un masque ou autre déguisement dans le but de dissimuler son identité sans excuse légitime est coupable :

Dissimulation d'identité

(a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding five years; or

a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;

25

(b) an offence punishable on summary conviction.

b) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

3
B56

C-310

C-310

Public Bill

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Criminal Code (trafficking in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite des personnes)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MRS. SMITH

M^{ME} SMITH

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to add the offence of trafficking in persons to the offences committed outside Canada for which Canadian citizens or permanent residents may be prosecuted in Canada.

It also amends the Act to add factors that the Court may consider when determining what constitutes exploitation.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ajouter la traite des personnes aux infractions commises à l'étranger pour lesquelles les citoyens canadiens et les résidents permanents peuvent être poursuivis au Canada.

Il modifie également la loi afin de préciser certains facteurs que le tribunal peut prendre en compte lorsqu'il détermine ce qui constitue de l'exploitation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Criminal Code (trafficking
in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite des
personnes)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 7 of the *Criminal Code* is
amended by adding the following after
subsection (4.1):**

Offence in
relation to
trafficking in
persons

(4.11) Notwithstanding anything in this Act
or any other Act, every one who, outside
Canada, commits an act or omission that if
committed in Canada would be an offence 10
against section 279.01 or 279.011 shall be
deemed to commit that act or omission in
Canada if the person who commits the act or
omission is a Canadian citizen or a permanent
resident within the meaning of subsection 2(1) 15
of the *Immigration and Refugee Protection Act*.

**2. Section 279.04 of the Act is replaced by
the following:**

Exploitation

279.04 (1) For the purposes of sections
279.01 to 279.03, a person exploits another 20
person if they cause them to provide, or offer to
provide, labour or a service by engaging in
conduct that, in all the circumstances, could
reasonably be expected to cause the other
person to believe that their safety or the safety 25
of a person known to them would be threatened
if they failed to provide, or offer to provide, the
labour or service.

Factors

(2) In determining what constitutes exploita-
tion under subsection (1), the Court may 30
consider, among other factors, whether the
accused

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'article 7 du *Code criminel* est modifié
5 par adjonction, après le paragraphe (4.1), de 5
ce qui suit :**

L.R., ch. C-46

(4.11) Malgré les autres dispositions de la
présente loi ou toute autre loi, le citoyen
canadien ou le résident permanent au sens du
paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la 10*
protection des réfugiés qui, à l'étranger est
l'auteur d'un fait — acte ou omission — qui, s'il
était commis au Canada, constituerait une
infraction aux articles 279.01 ou 279.011 est 15
réputé l'avoir commis au Canada.

Infraction
relative à la traite
des personnes

**2. L'article 279.04 de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

Exploitation

279.04 (1) Pour l'application des articles
279.01 à 279.03, une personne en exploite une 20
autre si elle l'amène à fournir son travail ou ses
services, par des agissements dont il est
raisonnable de s'attendre, compte tenu du
contexte, à ce qu'ils lui fassent croire qu'un
refus de sa part mettrait en danger sa sécurité ou
celle d'une personne qu'elle connaît. 25

Facteurs

(2) Pour déterminer ce qui constitue de
l'exploitation au titre du paragraphe (1), le
tribunal peut notamment prendre en compte les
faits suivants :

(a) used or threatened to use violence;

(b) used or threatened to use force;

(c) used or threatened another form of coercion; or

(d) used fraudulent misrepresentation or other fraudulent means.

a) l'accusé a utilisé ou menacé d'utiliser la violence;

b) l'accusé a utilisé ou menacé d'utiliser la force;

c) l'accusé a utilisé ou menacé d'utiliser toute autre forme de contrainte;

d) l'accusé a fait des déclarations trompeuses ou utilisé d'autres moyens frauduleux.

Organ or tissue
removal

(3) For the purposes of sections 279.01 to 279.03, a person exploits another person if they cause them, by means of deception or the use or threat of force or of any other form of coercion, to have an organ or tissue removed.

(3) Pour l'application des articles 279.01 à 279.03, une personne en exploite une autre si elle l'amène, par la tromperie ou la menace ou l'usage de la force ou de tout autre forme de contrainte, à se faire prélever un organe ou des tissus.

Prélèvement
d'organes ou de
tissus



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-310

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA**BILL C-310**

An Act to amend the Criminal Code (trafficking in persons)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
APRIL 27, 2012

C-310

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA**PROJET DE LOI C-310**

Loi modifiant le Code criminel (traite des personnes)

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 27 AVRIL 2012



SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to add the offence of trafficking in persons to the offences committed outside Canada for which Canadian citizens or permanent residents may be prosecuted in Canada.

It also amends the Act to add factors that the Court may consider when determining whether an accused exploits another person.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'ajouter la traite des personnes aux infractions commises à l'étranger pour lesquelles les citoyens canadiens et les résidents permanents peuvent être poursuivis au Canada.

Il modifie également la loi afin de préciser certains facteurs que le tribunal peut prendre en compte lorsqu'il détermine si un accusé exploite une autre personne.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-310

PROJET DE LOI C-310

An Act to amend the Criminal Code (trafficking
in persons)

Loi modifiant le Code criminel (traite des
personnes)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. Section 7 of the *Criminal Code* is
amended by adding the following after
subsection (4.1):**

Offence in
relation to
trafficking in
persons

(4.11) Notwithstanding anything in this Act
or any other Act, every one who, outside
Canada, commits an act or omission that if
committed in Canada would be an offence 10
against section 279.01, 279.011, 279.02 or
279.03 shall be deemed to commit that act or
omission in Canada if the person who commits
the act or omission is a Canadian citizen or a
permanent resident within the meaning of 15
subsection 2(1) of the *Immigration and Refugee
Protection Act*.

**2. Section 279.04 of the Act is replaced by
the following:**

Exploitation

279.04 (1) For the purposes of sections 20
279.01 to 279.03, a person exploits another
person if they cause them to provide, or offer to
provide, labour or a service by engaging in
conduct that, in all the circumstances, could
reasonably be expected to cause the other 25
person to believe that their safety or the safety
of a person known to them would be threatened
if they failed to provide, or offer to provide, the
labour or service.

L.R., ch. C-46

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. L'article 7 du *Code criminel* est modifié
5 par adjonction, après le paragraphe (4.1), de 5
ce qui suit :**

Infraction
relative à la traite
des personnes

(4.11) Malgré les autres dispositions de la
présente loi ou toute autre loi, le citoyen
canadien ou le résident permanent au sens du
paragraphe 2(1) de la *Loi sur l'immigration et la 10
protection des réfugiés* qui, à l'étranger est
l'auteur d'un fait—acte ou omission—qui, s'il
était commis au Canada, constituerait une
infraction aux articles 279.01, 279.011, 279.02
ou 279.03 est réputé l'avoir commis au Canada. 15

**2. L'article 279.04 de la même loi est
remplacé par ce qui suit :**

Exploitation

279.04 (1) Pour l'application des articles
279.01 à 279.03, une personne en exploite une
autre si elle l'amène à fournir son travail ou ses 20
services, par des agissements dont il est
raisonnable de s'attendre, compte tenu du
contexte, à ce qu'ils lui fassent croire qu'un
refus de sa part mettrait en danger sa sécurité ou
celle d'une personne qu'elle connaît. 25

Factors	(2) In determining whether an accused exploits another person under subsection (1), the Court may consider, among other factors, whether the accused	(2) Pour déterminer si un accusé exploite une autre personne au titre du paragraphe (1), le tribunal peut notamment prendre en compte les faits suivants :	Facteurs
	(a) used or threatened to use force or another form of coercion;	a) l'accusé a utilisé ou menacé d'utiliser la force ou toute autre forme de contrainte;	
	(b) used deception; or	b) il a recouru à la tromperie;	
	(c) abused a position of trust, power or authority.	c) il a abusé de son pouvoir ou de la confiance d'une personne.	
Organ or tissue removal	(3) For the purposes of sections 279.01 to 279.03, a person exploits another person if they cause them, by means of deception or the use or threat of force or of any other form of coercion, to have an organ or tissue removed.	(3) Pour l'application des articles 279.01 à 279.03, une personne en exploite une autre si elle l'amène, par la tromperie ou la menace ou l'usage de la force ou de toute autre forme de contrainte, à se faire prélever un organe ou des tissus.	Prélèvement d'organes ou de tissus

15



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

B
356
C-311

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-311

An Act to amend the Importation of Intoxicating Liquors Act
(interprovincial importation of wine for personal use)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

C-311

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-311

Loi modifiant la Loi sur l'importation des boissons enivrantes
(importation interprovinciale de vin pour usage personnel)

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. ALBAS

M. ALBAS

SUMMARY

This enactment amends the *Importation of Intoxicating Liquors Act* to add an exception allowing individuals to import wine for their personal use to the provision that requires that all imports of intoxicating liquor be made by the province.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* afin d'ajouter une exception à la disposition exigeant que les importations de boissons enivrantes soient faites par la province, permettant ainsi aux particuliers d'importer du vin d'une province à une autre pour leur usage personnel.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act to amend the Importation of Intoxicating Liquors Act (interprovincial importation of wine for personal use)

Loi modifiant la Loi sur l'importation des boissons enivrantes (importation interprovinciale de vin pour usage personnel)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Subsection 3(2) of the *Importation of Intoxicating Liquors Act* is amended by striking out “and” at the end of paragraph (f), by adding “and” at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (g):

(h) the importation of wine from a province 10
by an individual, if the individual brings the
wine or causes it to be brought into another
province, in quantities and as permitted by
the laws of the latter province, for his or her
personal consumption, and not for resale or 15
other commercial use.

**1. Le paragraphe 3(2) de la *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* est 5
modifié par adjonction, après l'alinéa g), de
ce qui suit :**

h) à l'importation de vin d'une province à
une autre province par un particulier, si celui-
ci l'apporte ou le fait apporter selon les 10
quantités et les modalités permises par les lois
de cette dernière, pour sa consommation
personnelle et non pour la revente ou autre
usage commercial.

R.S., c. I-3

L.R., ch. I-3

411444

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

PAI
XB
- B56

Gouvernement
Publication

C-311

C-311

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act to amend the Importation of Intoxicating Liquors Act
(interprovincial importation of wine for personal use)

Loi modifiant la Loi sur l'importation des boissons enivrantes
(importation interprovinciale de vin pour usage personnel)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
JUNE 6, 2012

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 6 JUIN 2012



SUMMARY

This enactment amends the *Importation of Intoxicating Liquors Act* to add an exception allowing individuals to import wine for their personal use to the provision that requires that all imports of intoxicating liquor be made by the province.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'importation des boissons enivrantes* afin d'ajouter une exception à la disposition exigeant que les importations de boissons enivrantes soient faites par la province, permettant ainsi aux particuliers d'importer du vin d'une province à une autre pour leur usage personnel.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-311

PROJET DE LOI C-311

An Act to amend the Importation of Intoxicating
Liquors Act (interprovincial importation of
wine for personal use)

Loi modifiant la Loi sur l'importation des
boissons enivrantes (importation interpro-
vinciale de vin pour usage personnel)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Subsection 3(2) of the *Importation of
Intoxicating Liquors Act* is amended by
striking out “and” at the end of paragraph
(f), by adding “and” at the end of paragraph
(g) and by adding the following after para-
graph (g):**

(h) the importation of wine from a province
by an individual, if the individual brings the
wine or causes it to be brought into another
province, in quantities and as permitted by
the laws of the latter province, for his or her
personal consumption, and not for resale or
other commercial use.

**1. Le paragraphe 3(2) de la *Loi sur
l'importation des boissons enivrantes* est
modifié par adjonction, après l'alinéa g), de
ce qui suit :**

h) à l'importation de vin d'une province à
une autre province par un particulier, si celui-
ci l'apporte ou le fait apporter selon les
quantités et les modalités permises par les lois
de cette dernière, pour sa consommation
personnelle et non pour la revente ou autre
usage commercial.

R.S., c. I-3

L.R., ch. I-3

411444

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

B56

C-312

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-312

An Act to amend the Constitution Act, 1867 (democratic
representation)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

C-312

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-312

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (représentation
démocratique)

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. ROUSSEAU

M. ROUSSEAU

SUMMARY

This enactment amends the rules in the *Constitution Act, 1867* for readjusting the number of members of the House of Commons and the representation of the provinces in that House and provides for a minimum representation with respect to the number of members for the Province of Quebec.

SOMMAIRE

Le texte modifie les règles de révision du nombre de députés et de la représentation des provinces à la Chambre des communes dans la *Loi constitutionnelle de 1867* et prévoit une représentation minimale du nombre de députés dans la province de Québec.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-312

PROJET DE LOI C-312

An Act to amend the Constitution Act, 1867
(democratic representation)

Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867
(représentation démocratique)

Preamble

Whereas the composition of the House of Commons must reflect the principle of proportionate representation of the provinces and the democratic representation of the Canadian people;

Whereas the principle of proportionate representation of the provinces must balance the fair and equitable representation of faster-growing provinces and the effective representation of smaller and slower-growing provinces;

Whereas the populations of faster-growing provinces are currently under-represented in the House of Commons and members of the House of Commons for those provinces therefore represent, on average, significantly more populous electoral districts than members for other provinces;

Whereas the national average population of electoral districts at the 40th general election was approximately 108,000 persons;

Whereas the *Constitution Act, 1985 (Representation)* was enacted by Parliament by virtue of its exclusive authority, in section 44 of the *Constitution Act, 1982*, to amend the Constitution of Canada in relation to the House of Commons so long as the principle of proportionate representation of the provinces is not disturbed;

Attendu :

que la composition de la Chambre des communes doit refléter le principe de la représentation proportionnelle des provinces et la représentation démocratique des Canadiens;

que le principe de la représentation proportionnelle des provinces exige un équilibre entre la représentation juste et équitable des provinces dont la population augmente plus rapidement et la représentation efficace des plus petites provinces et de celles dont la population augmente moins rapidement;

que les populations des provinces dont la population augmente plus rapidement sont actuellement sous-représentées à la Chambre des communes et que les députés de ces provinces représentent donc, en moyenne, des circonscriptions électorales considérablement plus peuplées que ceux des autres provinces;

qu'à la quarantième élection générale la population moyenne d'une circonscription fédérale était d'environ 108 000;

que la *Loi constitutionnelle de 1985 (représentation électorale)* a été édictée par le Parlement en vertu de sa compétence exclusive, prévue à l'article 44 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, de modifier les dispositions de la Constitution du Canada relatives

Préambule

Whereas the Supreme Court of Canada held, on June 6, 1991, in *The Attorney General for Saskatchewan v. Roger Carter*, that factors like geography, community history, community interests and minority representation may need to be taken into account to ensure that legislative assemblies effectively represent the diversity of the Canadian social mosaic;

Whereas the House of Commons, on November 27, 2006, adopted a motion recognizing that the Québécois form a nation within a united Canada;

Whereas it is imperative to recognize that the only province whose population is considered a nation is the Province of Quebec and that it thus represents a “community of interests” that must have “effective representation”;

And whereas the proportion of members from the Province of Quebec in the House of Commons must therefore remain unchanged from the representation that it had when the motion was adopted on November 27, 2006;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Democratic Representation Act*.

30-31 Vict., c. 3
(U.K.); 1982,
c. 11 (U.K.)

CONSTITUTION ACT, 1867

2. Subsection 51(1) of the *Constitution Act, 1867* is replaced by the following:

Readjustment of
representation in
Commons

51. (1) The number of members of the House of Commons and the representation of the provinces therein shall, on the completion of each decennial census, be readjusted by such authority, in such manner, and from such time as

à la Chambre des communes pourvu que le principe de la représentation proportionnelle des provinces reste intact;

que la Cour suprême du Canada a conclu, le 6 juin 1991, dans l'arrêt *Procureur général de la Saskatchewan c. Roger Carter*, que des facteurs comme la géographie, l'histoire et les intérêts de la collectivité, de même que la représentation des groupes minoritaires peuvent devoir être pris en considération afin de garantir que les assemblées législatives représentent réellement la diversité de la mosaïque sociale canadienne;

que la Chambre des communes a, le 27 novembre 2006, adopté une motion reconnaissant que les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni;

qu'il est impératif de reconnaître que la seule province dont la population est considérée comme une nation est la province de Québec et qu'il s'agit donc d'une « communauté d'intérêts » qui doit avoir une « représentation effective »;

que, par conséquent, la proportion de députés de la province de Québec à la Chambre des communes doit demeurer inchangée par rapport à la représentation qu'elle avait au moment de l'adoption de la motion le 27 novembre 2006,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la représentation démocratique.*

Titre abrégé

LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

2. Le paragraphe 51(1) de la *Loi constitutionnelle de 1867* est remplacé par ce qui suit :

51. (1) À l'issue de chaque recensement décennal, il est procédé à la révision du nombre de députés et de la représentation des provinces à la Chambre des communes selon les pouvoirs

Révisions
électorales

30 et 31 Vict.,
ch. 3 (R.-U.);
1982, ch. 11
(R.-U.)

the Parliament of Canada provides from time to time, subject and according to the following rules:

conférés et les modalités de temps ou autres fixées en tant que de besoin par le Parlement du Canada, compte tenu des règles suivantes :

Rules

Règles

1. There shall be assigned to each of the provinces a number of members equal to the number obtained by dividing the population of the province by the electoral divisor and rounding up any fractional remainder to one. 5
 2. If the number of members assigned to a province by the application of rule 1 and section 51A is less than the total number assigned to that province on the coming into force of the *Constitution Act, 1985 (Representation)*, there shall be added to the number of members so assigned such number of members as will result in the province having the same number of members as were assigned on that date. 20
 3. The proportion of members from the Province of Quebec shall remain unchanged from the representation that it had on November 27, 2006, when the motion was adopted in the House of Commons recognizing that the Québécois form a nation within a united Canada. 25
 4. In these rules, “electoral divisor” means
 - (a) in relation to the readjustment following the first decennial census completed after the coming into force of *An Act to amend the Constitution Act, 1867 (democratic representation)*, 108,000, and 30
 - (b) in relation to a readjustment following the completion of any subsequent decennial census, the number obtained by multiplying the total population of the provinces according to that decennial census by the electoral divisor that was applied in the preceding readjustment, dividing the product so obtained by the total population of the provinces ac-
1. Il est attribué à chaque province le nombre de députés résultant de la division du chiffre de sa population par le diviseur électoral; le résultat final comportant une partie décimale étant arrondi à l'unité supérieure. 5
 2. Le nombre de députés d'une province demeure inchangé par rapport à la représentation qu'elle avait à la date d'entrée en vigueur de la *Loi constitutionnelle de 1985 (représentation électorale)* si par application de la règle 1 et 15 de l'article 51A il lui est attribué un nombre inférieur à cette représentation. 10
 3. La proportion de députés de la province de Québec demeure inchangée par rapport à la représentation qu'elle avait le 27 novembre 2006, au moment de l'adoption par la Chambre des communes de la motion reconnaissant que les Québécoises et les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni. 25
 4. Dans les présentes règles, «diviseur électoral» s'entend de ce qui suit :
 - a) pour la révision à effectuer à l'issue du premier recensement décennal suivant l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (représentation démocratique)*, 108 000; 30
 - b) pour la révision à effectuer à l'issue de tout recensement décennal subséquent, du résultat de la division du produit de la population totale des provinces selon ce recensement décennal et du diviseur électoral appliqué lors de la révision précédente par la population totale des provinces selon le recensement 35 40 45

...ording to the preceding decennial census, and rounding up any fractional remainder to one.

décennal précédent, ce résultat étant arrondi à l'unité supérieure s'il comporte une partie décimale.

Interpretation

3. A reference to the *Constitution Acts, 1867 to 1982* is deemed to include a reference to this Act.

3. La mention des *Lois constitutionnelles 5 de 1867 à 1982* vise notamment la présente loi.

Disposition
interprétative



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

B
BS6
C-313

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-313

An Act to amend the Food and Drugs Act (non-corrective
cosmetic contact lenses)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

C-313

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-313

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (lentilles
cornéennes à but esthétique qui ne corrigent pas la vue)

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MRS. DAVIDSON

M^{ME} DAVIDSON

SUMMARY

This enactment amends the *Food and Drugs Act* to deem that a non-corrective cosmetic contact lens is a medical device for the purposes of the Act. This enactment will ensure that non-corrective cosmetic contact lenses are subject to the requirements of the *Food and Drugs Act* and the *Medical Devices Regulations*.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin de prévoir que les lentilles cornéennes à but esthétique qui ne corrigent pas la vue sont considérées comme des instruments médicaux pour l'application de cette loi. Il a ainsi pour effet d'assujettir ce type de lentilles aux exigences de la *Loi sur les aliments et drogues* et du *Règlement sur les instruments médicaux*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

PROJET DE LOI C-313

An Act to amend the Food and Drugs Act (non-corrective cosmetic contact lenses)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (lentilles cornéennes à but esthétique qui ne corrigent pas la vue)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

FOOD AND DRUGS ACT

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

R.S., c. F-27

1. The *Food and Drugs Act* is amended by adding the following after section 2:

1. La *Loi sur les aliments et drogues* est 5 modifiée par adjonction, après l'article 2, de 5 ce qui suit :

L.C., ch. F-27

Non-corrective
cosmetic contact
lenses

2.1 For the purposes of this Act, a non-corrective cosmetic contact lens is deemed to be a Class II medical device referred to in subrule 2(1) of Part 1 of Schedule 1 to the *Medical Devices Regulations*.

2.1 Pour l'application de la présente loi, les lentilles cornéennes à but esthétique qui ne corrigent pas la vue sont réputées être un instrument médical de classe II visé au para- 10 graphe 2(1) de la partie 1 de l'annexe 1 du *Règlement sur les instruments médicaux*.

Lentilles
cornéennes à but
esthétique qui ne
corrigent pas la
vue

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

2. This Act comes into force on the day on which regulations made with respect to non-corrective cosmetic contact lenses under subsection 30(1) of the *Food and Drugs Act* are registered.

2. La présente loi entre en vigueur à la date d'enregistrement du règlement concernant les lentilles cornéennes à but esthétique 15 qui ne corrigent pas la vue, pris en vertu du 15 paragraphe 30(1) de la *Loi sur les aliments et drogues*.

Entrée en
vigueur

411360

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-313

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-313

An Act to amend the Food and Drugs Act (non-corrective
contact lenses)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 31, 2012

C-313

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-313

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (lentilles
cornéennes qui ne corrigent pas la vue)

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 31 MAI 2012



SUMMARY

This enactment amends the *Food and Drugs Act* to deem that a non-corrective contact lens is a device for the purposes of the Act. This enactment will ensure that non-corrective contact lenses are subject to the requirements of the *Food and Drugs Act*.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les aliments et drogues* afin de prévoir que les lentilles cornéennes qui ne corrigent pas la vue sont considérées comme des instruments pour l'application de cette loi. Il a ainsi pour effet d'assujettir ce type de lentilles aux exigences de la *Loi sur les aliments et drogues*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-313

PROJET DE LOI C-313

An Act to amend the Food and Drugs Act (non-corrective contact lenses)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (lentilles cornéennes qui ne corrigent pas la vue)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. F-27

FOOD AND DRUGS ACT

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

L.R., ch. F-27

1. The *Food and Drugs Act* is amended by adding the following after section 2:

1. La *Loi sur les aliments et drogues* est 5 modifiée par adjonction, après l'article 2, de 5 ce qui suit :

Non-corrective
contact lenses

2.1 For the purposes of this Act, a non-corrective contact lens is deemed to be a device.

2.1 Pour l'application de la présente loi, les lentilles cornéennes qui ne corrigent pas la vue sont réputées être des instruments.

Lentilles
cornéennes qui
ne corrigent pas
la vue

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

2. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

2. La présente loi entre en vigueur à la 10 Décret date fixée par décret.

411360

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

356
C-314

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-314

An Act respecting the awareness of screening among women
with dense breast tissue

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

C-314

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-314

Loi concernant la sensibilisation au dépistage chez les femmes
ayant un tissu mammaire dense

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. BROWN (*Barrie*)

M. BROWN (*Barrie*)

SUMMARY

This enactment requires the Government of Canada to encourage the use of existing initiatives in order to increase awareness among women about the implications of heterogeneous or dense breast tissue for breast cancer screening, and to assist women and health care providers in making well-informed decisions regarding screening.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il encourage le recours aux initiatives existantes afin de sensibiliser davantage les femmes aux conséquences de l'hétérogénéité et de la densité mammaires dans le dépistage du cancer du sein, ainsi que d'aider les femmes et les fournisseurs de soins de santé à prendre des décisions éclairées relativement au dépistage.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

PROJET DE LOI C-314

An Act respecting the awareness of screening
among women with dense breast tissue

Loi concernant la sensibilisation au dépistage
chez les femmes ayant un tissu mammaire
dense

Preamble

Whereas the Canadian Cancer Society predicts that, in 2011, an estimated 23,400 Canadian women will be diagnosed with breast cancer, from which 5,100 of them will die;

Whereas breast cancer screening services are provided by the provinces and territories, as they are responsible for the delivery of health care in their jurisdictions;

Whereas the Government of Canada facilitates the identification and adoption of effective practices and the sharing of information on screening methods and outcomes through its roles in research and surveillance, and through its programs and networks;

Whereas the Government of Canada supports the Canadian Partnership Against Cancer to accelerate pan-Canadian implementation of effective cancer prevention, early detection and treatment, and to improve the quality of life of those living with cancer;

Whereas the Canadian Institutes of Health Research funds researchers to investigate the full spectrum of cancer prevention and control, including breast cancer;

Whereas, through the Canadian Breast Cancer Screening Initiative, the Public Health Agency of Canada collaborates with provincial and territorial governments to monitor the

Attendu :

que la Société canadienne du cancer prévoit qu'en 2011 environ 23 400 Canadiennes recevront un diagnostic de cancer du sein, qui entraînera la mort chez 5 100 d'entre elles;

que les provinces et les territoires, étant responsables de la prestation des soins de santé, fournissent les services de dépistage du cancer du sein;

que le gouvernement du Canada, grâce au rôle qu'il joue dans la recherche et la surveillance et aux programmes et réseaux dont il dispose, facilite l'établissement et l'adoption de pratiques efficaces ainsi que la communication d'information sur les méthodes de dépistage et leurs résultats;

que le gouvernement du Canada appuie le Partenariat canadien contre le cancer dans ses efforts visant à accélérer la mise en oeuvre à l'échelle canadienne de méthodes efficaces de prévention, de dépistage précoce et de traitement du cancer et à améliorer la qualité de vie des personnes atteintes du cancer;

que les Instituts de recherche en santé du Canada financent des chercheurs pour qu'ils étudient tous les aspects de la prévention du cancer et de la lutte contre le cancer, notamment le cancer du sein;

Préambule

performance of organized breast cancer screening programs, including those monitoring breast density and its implications for screening;

Whereas professional associations, the Canadian Cancer Society and women's health organizations play important roles in providing reliable information that support evidence-based decisions;

Whereas the existing breast cancer screening programs in Canada, which exist in most provinces and territories, are invaluable tools in the early detection of breast cancer;

Whereas it is more challenging to detect breast cancer in women who have heterogeneous or dense breast tissue because both the cancer and dense breast tissue appear in white on mammograms, making detection more difficult;

And whereas Canadians will benefit from increased awareness of the challenges related to breast cancer screening for women with heterogeneous or dense breast tissue;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Breast Density Awareness Act*.

BREAST DENSITY AWARENESS

Work to raise awareness

2. While respecting the jurisdictions and responsibilities of the entities referred to in the preamble to this Act, the Government of Canada must encourage the use of existing programs and other initiatives that are currently supported by those entities in order to increase awareness

que, dans le cadre de l'Initiative canadienne pour le dépistage du cancer du sein, l'Agence de la santé publique du Canada collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de surveiller le rendement des programmes organisés de dépistage du cancer du sein, y compris ceux destinés à la surveillance de la densité mammaire et de ses conséquences pour le dépistage;

que les associations professionnelles, la Société canadienne du cancer et les organisations pour la santé des femmes jouent un rôle important dans la communication de renseignements fiables qui servent à étayer les décisions fondées sur les preuves;

que les programmes actuels de dépistage du cancer du sein au Canada, qui existent dans la plupart des provinces et territoires, constituent des outils inestimables pour le dépistage précoce du cancer du sein;

qu'il est plus problématique de dépister le cancer du sein chez les femmes dont le tissu mammaire est hétérogène ou dense parce que tant le cancer que le tissu mammaire dense apparaissent en blanc sur les mammographies, rendant ainsi le dépistage plus difficile;

que la population canadienne tirera avantage de la sensibilisation accrue aux difficultés posées par le dépistage du cancer du sein chez les femmes ayant un tissu mammaire hétérogène ou dense,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la sensibilisation à la densité mammaire*.

SENSIBILISATION — DENSITÉ MAMMAIRE

2. Afin d'accroître la sensibilisation aux conséquences de l'hétérogénéité ou de la densité mammaires dans le dépistage du cancer du sein, le gouvernement du Canada encourage de la façon ci-après — tout en respectant les compétences et les responsabilités des entités

Activités de sensibilisation

concerning the implications of heterogeneous or dense breast tissue for breast cancer screening by

(a) determining whether gaps in information exist relating to breast density in the context of breast cancer screening;

(b) identifying approaches, where needed, for improving the information provided to women undergoing screening for breast cancer, in order to

(i) address the challenges of detecting breast cancer in women with heterogeneous or dense breast tissue, and

(ii) raise awareness concerning these challenges; and

(c) sharing through the Canadian Breast Cancer Screening Initiative information related to the identification of heterogeneous or dense breast tissue during screening and any follow-up procedures.

mentionnées dans le préambule de la présente loi—le recours aux programmes et autres initiatives existants qui sont soutenus par ces entités :

a) en déterminant s'il existe des lacunes dans l'information relative à la densité mammaire dans le contexte du dépistage du cancer du sein;

b) en établissant, au besoin, des façons d'améliorer l'information fournie aux femmes subissant des tests de dépistage du cancer du sein afin :

(i) d'une part, de surmonter les difficultés liées au dépistage du cancer du sein chez les femmes ayant un tissu mammaire hétérogène ou dense,

(ii) d'autre part, d'accroître la sensibilisation à ces difficultés;

c) en communiquant, au moyen de l'Initiative canadienne pour le dépistage du cancer du sein, l'information concernant la détection du tissu mammaire hétérogène ou dense durant le dépistage et toutes méthodes de suivi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-314

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-314

An Act respecting the awareness of screening among women
with dense breast tissue

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 9, 2012

C-314

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-314

Loi concernant la sensibilisation au dépistage chez les femmes
ayant un tissu mammaire dense

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 9 MAI 2012



SUMMARY

This enactment requires the Government of Canada to encourage the use of existing initiatives in order to increase awareness among women about the implications of heterogeneous or dense breast tissue for breast cancer screening, and to assist women and health care providers in making well-informed decisions regarding screening.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il encourage le recours aux initiatives existantes afin de sensibiliser davantage les femmes aux conséquences de l'hétérogénéité et de la densité mammaires dans le dépistage du cancer du sein, ainsi que d'aider les femmes et les fournisseurs de soins de santé à prendre des décisions éclairées relativement au dépistage.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-314

PROJET DE LOI C-314

An Act respecting the awareness of screening
among women with dense breast tissue

Loi concernant la sensibilisation au dépistage
chez les femmes ayant un tissu mammaire
dense

Preamble

Whereas the Canadian Cancer Society pre-
dicts that, in 2011, an estimated 23,400
Canadian women will be diagnosed with breast
cancer, from which 5,100 of them will die;

Whereas breast cancer screening services are 5
provided by the provinces and territories, as
they are responsible for the delivery of health
care in their jurisdictions;

Whereas the Government of Canada facil-
itates the identification and adoption of effective 10
practices and the sharing of information on
screening methods and outcomes through its
roles in research and surveillance, and through
its programs and networks;

Whereas the Government of Canada supports 15
the Canadian Partnership Against Cancer to
accelerate pan-Canadian implementation of
effective cancer prevention, early detection
and treatment, and to improve the quality of
life of those living with cancer; 20

Whereas the Canadian Institutes of Health
Research funds researchers to investigate the
full spectrum of cancer prevention and control,
including breast cancer;

Whereas, through the Canadian Breast Can- 25
cer Screening Initiative, the Public Health
Agency of Canada collaborates with provincial
and territorial governments to monitor the

Préambule

Attendu :

que la Société canadienne du cancer prévoit
qu'en 2011 environ 23 400 Canadiennes
recevront un diagnostic de cancer du sein,
qui entraînera la mort chez 5 100 d'entre 5
elles;

que les provinces et les territoires, étant
responsables de la prestation des soins de
santé, fournissent les services de dépistage du
cancer du sein; 10

que le gouvernement du Canada, grâce au
rôle qu'il joue dans la recherche et la
surveillance et aux programmes et réseaux
dont il dispose, facilite l'établissement et
l'adoption de pratiques efficaces ainsi que la 15
communication d'information sur les métho-
des de dépistage et leurs résultats;

que le gouvernement du Canada appuie le
Partenariat canadien contre le cancer dans ses
efforts visant à accélérer la mise en oeuvre à 20
l'échelle canadienne de méthodes efficaces de
prévention, de dépistage précoce et de
traitement du cancer et à améliorer la qualité
de vie des personnes atteintes du cancer;

que les Instituts de recherche en santé du 25
Canada financent des chercheurs pour qu'ils
étudient tous les aspects de la prévention du
cancer et de la lutte contre le cancer,
notamment le cancer du sein;

performance of organized breast cancer screening programs, including those monitoring breast density and its implications for screening;

Whereas professional associations, the Canadian Cancer Society and women's health organizations play important roles in providing reliable information that support evidence-based decisions;

Whereas the existing breast cancer screening programs in Canada, which exist in most provinces and territories, are invaluable tools in the early detection of breast cancer;

Whereas it is more challenging to detect breast cancer in women who have heterogeneous or dense breast tissue because both the cancer and dense breast tissue appear in white on mammograms, making detection more difficult;

And whereas Canadians will benefit from increased awareness of the challenges related to breast cancer screening for women with heterogeneous or dense breast tissue;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Breast Density Awareness Act*.

BREAST DENSITY AWARENESS

Work to raise awareness

2. While respecting the jurisdictions and responsibilities of the entities referred to in the preamble to this Act, the Government of Canada must encourage the use of existing programs and other initiatives that are currently supported by those entities in order to increase awareness

que, dans le cadre de l'Initiative canadienne pour le dépistage du cancer du sein, l'Agence de la santé publique du Canada collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de surveiller le rendement des programmes organisés de dépistage du cancer du sein, y compris ceux destinés à la surveillance de la densité mammaire et de ses conséquences pour le dépistage;

que les associations professionnelles, la Société canadienne du cancer et les organisations pour la santé des femmes jouent un rôle important dans la communication de renseignements fiables qui servent à étayer les décisions fondées sur les preuves;

que les programmes actuels de dépistage du cancer du sein au Canada, qui existent dans la plupart des provinces et territoires, constituent des outils inestimables pour le dépistage précoce du cancer du sein;

qu'il est plus problématique de dépister le cancer du sein chez les femmes dont le tissu mammaire est hétérogène ou dense parce que tant le cancer que le tissu mammaire dense apparaissent en blanc sur les mammographies, rendant ainsi le dépistage plus difficile;

que la population canadienne tirera avantage de la sensibilisation accrue aux difficultés posées par le dépistage du cancer du sein chez les femmes ayant un tissu mammaire hétérogène ou dense,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la sensibilisation à la densité mammaire*.

SENSIBILISATION — DENSITÉ MAMMAIRE

2. Afin d'accroître la sensibilisation aux conséquences de l'hétérogénéité ou de la densité mammaires dans le dépistage du cancer du sein, le gouvernement du Canada encourage de la façon ci-après — tout en respectant les compétences et les responsabilités des entités

Activités de sensibilisation

concerning the implications of heterogeneous or dense breast tissue for breast cancer screening by

(a) determining whether gaps in information exist relating to breast density in the context of breast cancer screening;

(b) identifying approaches, where needed, for improving the information provided to women undergoing screening for breast cancer, in order to

(i) address the challenges of detecting breast cancer in women with heterogeneous or dense breast tissue, and

(ii) raise awareness concerning these challenges; and

(c) sharing through the Canadian Breast Cancer Screening Initiative information related to the identification of heterogeneous or dense breast tissue during screening and any follow-up procedures.

mentionnées dans le préambule de la présente loi—le recours aux programmes et autres initiatives existants qui sont soutenus par ces entités :

a) en déterminant s'il existe des lacunes dans l'information relative à la densité mammaire dans le contexte du dépistage du cancer du sein;

b) en établissant, au besoin, des façons d'améliorer l'information fournie aux femmes subissant des tests de dépistage du cancer du sein afin :

(i) d'une part, de surmonter les difficultés liées au dépistage du cancer du sein chez les femmes ayant un tissu mammaire hétérogène ou dense,

(ii) d'autre part, d'accroître la sensibilisation à ces difficultés;

c) en communiquant, au moyen de l'Initiative canadienne pour le dépistage du cancer du sein, l'information concernant la détection du tissu mammaire hétérogène ou dense durant le dépistage et toutes méthodes de suivi.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-315

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-315

C-315

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-315

An Act to amend the Canada Labour Code (French language)

Loi modifiant le Code canadien du travail (langue française)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. AUBIN

M. AUBIN

SUMMARY

This enactment harmonizes the language requirements that apply to federal works, undertakings and businesses operating in Quebec with those in force in that province.

SOMMAIRE

Le texte vise à harmoniser les exigences linguistiques applicables aux entreprises fédérales qui exercent leurs activités au Québec avec celles qui sont en vigueur dans cette province.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-315

PROJET DE LOI C-315

An Act to amend the Canada Labour Code
(French language)

Loi modifiant le Code canadien du travail
(langue française)

R.S., c. L-2

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Canada Labour Code* is amended by adding the following after section 8:

DIVISION I.1

OFFICIAL LANGUAGES

8.1 (1) Federal works, undertakings or businesses carrying on their activities in the Province of Quebec are subject to the following requirements:

(a) they shall use French in their written communications with the Government of Quebec and with corporations established in Quebec;

(b) they shall give their employees the right to carry on their activities in French;

(c) they shall draw up communications to their employees in French;

(d) they shall prepare offers of employment in French and publish them in a daily newspaper at the same time, and with at least equal prominence as any offers published in a daily newspaper in a language other than French;

(e) they shall prepare collective agreements and their schedules in French; and

L.R., ch. L-2

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. Le *Code canadien du travail* est modifié par adjonction, après l'article 8, de ce qui suit :

SECTION I.1

LANGUES OFFICIELLES

8.1 (1) Les entreprises fédérales qui exercent leurs activités dans la province de Québec sont assujetties aux exigences suivantes :

a) elles utilisent le français dans leurs communications écrites avec le gouvernement du Québec et avec les personnes morales établies au Québec;

b) elles donnent à leurs employés le droit d'exercer leurs activités en français;

c) elles rédigent en français les communications qu'elles adressent à leurs employés;

d) elles rédigent en français les offres d'emploi et les publient dans un quotidien simultanément avec les offres d'emploi publiées dans une autre langue, et ce, dans une présentation au moins équivalente;

e) elles rédigent en français les conventions collectives et leurs annexes;

f) toute sentence arbitrale faisant suite à l'arbitrage d'un grief ou d'un différend relatif à la négociation, au renouvellement ou à la

Exigences

	(f) an arbitration award made following arbitration of a grievance or dispute regarding the negotiation, renewal or review of a collective agreement shall, at the request of one of the parties, be translated into English or French, as the case may be, at the parties' expense. 5	révision d'une convention collective est, à la demande d'une partie, traduite en français ou en anglais, selon le cas, aux frais des parties.	
Precedence of French	(2) The requirements in subsection (1) do not prohibit the use of a language other than French, but no other language may take precedence over French. 10	(2) Les exigences prévues au paragraphe (1) n'ont pas pour effet d'exclure une langue autre que le français; l'usage de cette autre langue ne doit cependant pas l'emporter sur l'usage du français. 5	Prépondérance du français
Prohibition	(3) No employer shall dismiss, lay off, demote or transfer an employee because the employee demanded that a right arising from the provisions of this section be respected. 15	(3) Il est interdit à un employeur de congédier, de mettre à pied, de rétrograder ou de déplacer un employé parce qu'il a exigé le respect d'un droit découlant du présent article. 10	Interdiction
Remedies	(4) The remedies provided for in sections 97 and 99 apply to any failure to respect a right arising from the provisions of this section.	(4) Les recours prévus aux articles 97 et 99 s'appliquent en cas de non-respect d'un droit découlant du présent article. 15	Recours
Exemption	8.2 The Governor in Council may by regulation exempt federal works, undertakings or businesses from the operations of all or any of section 8.1. 20	8.2 Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exempter une entreprise fédérale de l'application de tout ou partie de l'article 8.1.	Exemption



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

(B)
B56

C-316

C-316

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Employment Insurance Act (incarcera-
tion)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (incarcération)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. HARRIS (*Cariboo-Prince George*)

M. HARRIS (*Cariboo-Prince George*)

SUMMARY

This enactment repeals the provisions of the *Employment Insurance Act* that allow for qualifying periods and benefit periods to be extended as the result of time spent by the claimant in a jail, penitentiary or other similar institution.

SOMMAIRE

Le texte abroge les dispositions de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui permettent la prolongation de la période de référence et de la période de prestations d'un prestataire ayant été détenu dans une prison, un pénitencier ou une autre institution de même nature.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Employment Insurance
Act (incarceration)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
(incarcération)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Paragraph 8(2)(b) of the *Employment Insurance Act* is repealed.

2. Paragraph 10(10)(a) of the Act is repealed.

3. Paragraph 152.11(11)(a) of the Act is repealed.

1996, ch. 23

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. L'alinéa 8(2)b) de la *Loi sur l'assurance-emploi* est abrogé.

2. L'alinéa 10(10)a) de la même loi est abrogé.

3. L'alinéa 152.11(11)a) de la même loi est abrogé.

5

411459

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-316

First Session, Forty-first Parliament,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-316

An Act to amend the Employment Insurance Act (incarcera-
tion)

AS PASSED

BY THE HOUSE OF COMMONS
MAY 16, 2012

C-316

Première session, quarante et unième législature,
60-61 Elizabeth II, 2011-2012

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-316

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (incarcération)

ADOPTÉ

PAR LA CHAMBRE DES COMMUNES
LE 16 MAI 2012



SUMMARY

This enactment amends the provisions of the *Employment Insurance Act* that allow for qualifying periods and benefit periods to be extended as the result of time spent by the claimant in a jail, penitentiary or other similar institution so that they apply only if the claimant is not found guilty of the offence for which he or she was being held or any other offence arising out of the same transaction.

SOMMAIRE

Le texte modifie les dispositions de la *Loi sur l'assurance-emploi* qui permettent la prolongation de la période de référence et de la période de prestations d'un prestataire ayant été détenu dans une prison, un pénitencier ou une autre institution de même nature de sorte qu'elles ne s'appliquent au prestataire que s'il n'est pas déclaré coupable de l'infraction pour laquelle il était détenu ni de toute autre infraction se rapportant à la même affaire.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-316

PROJET DE LOI C-316

An Act to amend the Employment Insurance
Act (incarceration)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
(incarcération)

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1. Paragraph 8(2)(b) of the *Employment
Insurance Act* is replaced by the following:

1. L'alinéa 8(2)b) de la *Loi sur l'assurance-
emploi* est remplacé par ce qui suit :

(b) confined in a jail, penitentiary or other
similar institution and was not found guilty of
the offence for which the person was being
held or any other offence arising out of the
same transaction;

10

b) elle était détenue dans une prison, un
pénitencier ou une autre institution de même
nature et n'a pas été déclarée coupable de
l'infraction pour laquelle elle était détenue ni
de toute autre infraction se rapportant à la
même affaire;

5

2. Paragraph 10(10)(a) of the Act is
replaced by the following:

2. L'alinéa 10(10)a) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :

(a) confined in a jail, penitentiary or other
similar institution and was not found guilty of
the offence for which the claimant was being
held or any other offence arising out of the
same transaction;

15

a) il était détenu dans une prison, un
pénitencier ou un autre établissement sem-
blable et n'a pas été déclaré coupable de
l'infraction pour laquelle il était détenu ni de
toute autre infraction se rapportant à la même
affaire;

15

3. Paragraph 152.11(11)(a) of the Act is
replaced by the following:

3. L'alinéa 152.11(11)a) de la même loi est
remplacé par ce qui suit :

(a) confined in a jail, penitentiary or other
similar institution and were not found guilty
of the offence for which they were being
held or any other offence arising out of the same
transaction;

20

a) il était détenu dans une prison, un
pénitencier ou un autre établissement sem-
blable et n'a pas été déclaré coupable de
l'infraction pour laquelle il était détenu ni de
toute autre infraction se rapportant à la même
affaire;

25

TRANSITIONAL PROVISION

Transitional

4. Paragraphs 10(10)(a) and 152.11(11)(a) of the *Employment Insurance Act*, as enacted by sections 2 and 3, respectively, do not apply to the benefit period of a claimant or a self-employed person, as the case may be, in respect of any week for which the claimant or the self-employed person was confined in a jail, penitentiary or other similar institution before the coming into force of this Act.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Disposition
transitoire

4. Les alinéas 10(10)a) et 152.11(11)a) de la *Loi sur l'assurance-emploi*, édictés par les articles 2 et 3, ne s'appliquent pas à la période de prestations du prestataire ou du 5 travailleur indépendant, selon le cas, à 5 l'égard de toute semaine pendant laquelle il était détenu dans une prison, un pénitencier ou un autre établissement semblable avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

COMING INTO FORCE

Coming into
force

5. This Act comes into force on the first 10 Sunday after the day on which it receives royal assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

5. La présente loi entre en vigueur le 10 premier dimanche suivant la date de sa sanction.

Entrée en
vigueur

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

C-317

C-317

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

PROJET DE LOI C-317

An Act to amend the Income Tax Act (labour organizations)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (organisations
ouvrières)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MR. HIEBERT

M. HIEBERT

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to require that labour organizations provide financial information to the Minister for public disclosure.

SOMMAIRE

Cette mesure législative modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'exiger que les organisations syndicales fournissent des renseignements financiers au ministre afin qu'il puisse les rendre publics.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-317

PROJET DE LOI C-317

An Act to amend the Income Tax Act (labour organizations)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (organisations ouvrières)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

INCOME TAX ACT

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

R.S., c. 1
(5th Supp.)

L.R., ch. 1
(5^e suppl.)

1. (1) Subparagraphs 8(1)(i)(iv) and (v) of the *Income Tax Act* are replaced by the following:

1. (1) Les sous-alinéas 8(1)*i*(iv) et (v) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* sont remplacés 5 par ce qui suit :

(iv) dues to maintain membership in or paid as a condition of employment to a trade union as defined

(iv) soit des cotisations requises pour demeurer membre d'un syndicat au sens de l'article 3 du *Code canadien du travail* ou de toute loi provinciale prévoyant des 10 enquêtes sur les conflits du travail, la conciliation ou le règlement de ceux-ci, ou versées à un tel syndicat en tant que condition d'emploi, soit des cotisations requises pour demeurer membre d'une 15 association de fonctionnaires dont le principal objet est de favoriser l'amélioration des conditions d'emploi ou de travail des membres, pourvu que le syndicat ou l'association respecte les exigences énon- 20 cées à l'article 149.01,

(A) by section 3 of the *Canada Labour Code*, or

(B) in any provincial statute providing for the investigation, conciliation or settlement of industrial disputes,

or to maintain membership in an associa- 15 tion of public servants the primary object of which is to promote the improvement of the members' conditions of employment or work, where the trade union or association is in compliance with the requirements set 20 out in section 149.01,

(v) dues that were, pursuant to the provisions of a collective agreement, retained by the taxpayer's employer from the taxpayer's remuneration and paid to a trade 25 union or association designated in subparagraph 8(1)(i)(iv) of which the taxpayer

(v) des cotisations annuelles qui ont été, conformément aux dispositions d'une convention collective, retenues par son employeur sur sa rémunération et versées 25 à un syndicat ou à une association visés au sous-alinéa (iv) et dont le contribuable n'était pas membre, pourvu que le syndicat ou l'association respecte les exigences 30 énoncées à l'article 149.01,

was not a member, where the trade union or association is in compliance with the requirements set out in section 149.01,

(2) Subsection 8(5) of the Act is amended by striking out “or” at the end of paragraph (b), by adding “or” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) for a labour organization that is not in compliance with the requirements set out in section 149.01.

2. Paragraph 149(1)(k) of the Act is replaced by the following:

(k) a benevolent or fraternal benefit society or order;

(k.1) a labour organization that was in compliance with the requirements set out in section 149.01;

3. The Act is amended by adding the following after section 149:

149.01 (1) The following definitions apply in section 149 and in this section.

“labour organization” includes a labour society and any organization formed for purposes which include the regulation of relations between employers and employees, and includes a duly organized group or federation, congress, labour council, joint council, conference, general committee or joint board of such organizations.

“labour relations activities” means activities associated with the preparation for, and participation in, the negotiation of collective bargaining agreements and the administration and enforcement of collective agreements to which the labour organization is a signatory.

“labour trust” means a trust or fund in which a labour organization has a legal, beneficial or financial interest or that is established or maintained in whole or in part for the benefit of a labour organization, its members or the persons it represents.

(2) Le paragraphe 8(5) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa c), de ce qui suit :

d) pour le compte d’une organisation ouvrière qui ne respecte pas les exigences énoncées à l’article 149.01.

2. L’alinéa 149(1)(k) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

k) une association de bienfaisance ou de secours mutuels;

k.1) une organisation ouvrière qui respectait les exigences énoncées à l’article 149.01;

3. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 149, de ce qui suit :

149.01 (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à l’article 149 et au présent article.

« activités de relations de travail » Activités liées à la préparation de négociations collectives et à la participation à celles-ci, ainsi qu’à l’administration et à l’application des conventions collectives dont l’organisation ouvrière est signataire.

« fiducie de syndicat » Fiducie ou fonds dans lesquels une organisation ouvrière possède un intérêt juridique, bénéficiaire ou financier, ou qui sont constitués et administrés en tout ou en partie au bénéfice d’une organisation ouvrière, de ses membres ou des personnes qu’elle représente.

« organisation ouvrière » Association syndicale ou autre organisation ayant notamment pour objet de régir les relations entre les employeurs et les employés. Y sont assimilés les groupes ou fédérations, congrès, conseils du travail, conseils mixtes, assemblées, comités centraux et commissions mixtes dûment constitués sous l’égide d’une telle organisation.

Labour organizations

Labour organization: section 149.01

Definitions

“labour organization”
« organisation ouvrière »

“labour relations activities”
« activités de relations de travail »

“labour trust”
« fiducie de syndicat »

Organisations ouvrières

Organisation ouvrière : article 149.01

Définitions

« activités de relations de travail »
“labour relations activities”

« fiducie de syndicat »
“labour trust”

« organisation ouvrière »
“labour organization”

Public information return	(2) Every labour organization and every labour trust shall, within six months from the end of each fiscal period, file with the Minister a public information return for the year, in the prescribed form and containing the prescribed information.	(2) Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice, l'organisation ouvrière et la fiducie de syndicat présentent au ministre, en la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits, une déclaration publique de renseignements pour l'exercice.	Déclaration publique de renseignements
Content of return	<p>(3) The public information return referred to in subsection (2) shall include:</p> <p>(a) a set of financial statements for the fiscal period, in such form and containing such particulars and other information as may be prescribed relating to the financial position of the labour organization or labour trust, including</p> <p>(i) a balance sheet showing the assets and liabilities of the labour organization or labour trust made up as of the last day of the fiscal period, and</p> <p>(ii) a statement of income and expenditures of the labour organization or labour trust for the fiscal period;</p> <p>(b) a set of statements for the fiscal period setting out the aggregate amount of all transactions and all disbursements—or book value in the case of investments and assets—over \$5,000 shown as separate entries along with the name and address of the payer and payee, the purpose and description of the transaction and the specific amount that has been paid or received, or that is to be paid or received, including</p> <p>(i) a statement of accounts receivable,</p> <p>(ii) a statement of loans receivable, including all loans to officers, employees, members or businesses exceeding \$250,</p> <p>(iii) a statement showing the sale of investments and fixed assets including a description, cost, book value, and sale price,</p> <p>(iv) a statement showing the purchase of investments and fixed assets including a description, cost, book value, and price paid,</p> <p>(v) a statement of accounts payable,</p> <p>(vi) a statement of loans payable,</p>	<p>(3) La déclaration publique de renseignements comprend notamment :</p> <p>a) les états financiers pour l'exercice, présentés en la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits au sujet de la situation financière de l'organisation ouvrière ou de la fiducie de syndicat, y compris :</p> <p>(i) le bilan dressé au dernier jour de l'exercice,</p> <p>(ii) l'état des revenus et des dépenses;</p> <p>b) des états pour l'exercice indiquant le montant total—ou la valeur comptable dans le cas des investissements et des éléments d'actif—des opérations et versements supérieurs à 5 000 \$ et précisant pour chacun le nom et l'adresse du payeur et du bénéficiaire, l'objet et la description de l'opération, ainsi que le montant précis payé ou reçu, ou à payer ou à recevoir, y compris :</p> <p>(i) l'état des comptes débiteurs,</p> <p>(ii) l'état des prêts en cours, y compris les prêts supérieurs à 250 \$ consentis à des cadres, à des employés, à des membres ou à des entreprises,</p> <p>(iii) un état de la vente d'investissements et de biens immobilisés corporels indiquant pour chacun la description, le coût, la valeur comptable et le prix de vente,</p> <p>(iv) un état de l'achat d'investissements et de biens immobilisés corporels indiquant pour chacun la description, le coût, la valeur comptable et le prix d'achat,</p> <p>(v) l'état des comptes créditeurs,</p> <p>(vi) l'état des emprunts,</p> <p>(vii) un état indiquant, d'une part, les versements effectués au bénéfice des cadres, des administrateurs et des fiduciaires, notamment le salaire brut, les allocations, les paiements périodiques, les</p>	<p>Contenu de la déclaration</p>

(vii) a statement of disbursements to officers, directors and trustees including gross salary, stipends, periodic payments, benefits (including pension obligations), vehicles, bonuses, gifts, service credits, 5 lump sum payments, other forms of remuneration and, without limiting the generality of the foregoing, any other consideration provided, and a record of the percentage of time dedicated to political activities and to lobbying activities,

(viii) a statement of disbursements to employees and contractors including gross salary, stipends, periodic payments, benefits (including pension obligations), vehicles, bonuses, gifts, service credits, lump sum payments, other forms of remuneration and, without limiting the generality of the foregoing, any other consideration 20 provided, and a record of the percentage of time dedicated to political activities and to lobbying activities,

(ix) a statement of disbursements on labour relations activities,

(x) a statement of disbursements on political activities,

(xi) a statement of disbursements on lobbying activities,

(xii) a statement of contributions, gifts, and grants, 30

(xiii) a statement of disbursements on administration,

(xiv) a statement of disbursements on general overhead,

(xv) a statement of disbursements on 35 organizing activities,

(xvi) a statement of disbursements on collective bargaining activities,

(xvii) a statement of disbursements on conference and convention activities, 40

(xviii) a statement of disbursements on education and training activities,

(xix) a statement of disbursements on legal activities, and

(xx) any other prescribed statements; 45

avantages sociaux (y compris les obligations de prestations de retraite), les véhicules, les primes, les dons, les crédits de service, les paiements forfaitaires, les autres formes de rémunération et, sans 5 que soit limitée la portée générale de ce qui précède, toute autre rétribution versée et, d'autre part, le pourcentage du temps consacré à la conduite d'activités politiques et d'activités de lobbying, respectivement, 10

(viii) un état indiquant, d'une part, les versements effectués au bénéfice des employés et des entrepreneurs, notamment le salaire brut, les allocations, les paiements 15 périodiques, les avantages sociaux (y compris les obligations de prestations de retraite), les véhicules, les primes, les dons, les crédits de service, les paiements forfaitaires, les autres formes de rémunération et, sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, toute autre rétribution versée et, d'autre part, le pourcentage du temps consacré à la conduite d'activités politiques et d'activités de 25 lobbying, respectivement,

(ix) l'état des déboursés relatifs aux activités de relations de travail,

(x) l'état des déboursés relatifs aux activités politiques, 30

(xi) l'état des déboursés relatifs aux activités de lobbying,

(xii) l'état des contributions, dons et subventions,

(xiii) l'état des déboursés relatifs à l'administration, 35

(xiv) l'état des déboursés relatifs au paiement des coûts indirects,

(xv) l'état des déboursés relatifs à l'organisation d'activités, 40

(xvi) l'état des déboursés relatifs aux activités de négociations collectives,

(xvii) l'état des déboursés relatifs aux activités liées à des conférences et à des assemblées, 45

Information may
be
communicated

Coming into
force

(c) a statement showing all labour relations expenditures, as set out in the statement referred to in subparagraph (b)(ix), and all non-labour relations expenditures, as set out in the statements referred to in subparagraphs (b)(x) to (xii), including the relative amounts of the salaries paid to officers and employees as disclosed by the statements referred to in subparagraphs (b)(vii) and (viii); and

(d) in the case of a labour organization or labour trust having its headquarters situated outside Canada, a statement in the prescribed form and containing such particulars as may be prescribed showing

(i) amounts paid or credited to the labour organization or labour trust in the fiscal period by, on behalf of or in respect of taxpayers resident in Canada, and

(ii) expenditures made by the labour organization or labour trust in the fiscal period inside or outside Canada and recorded separately in the accounts of the labour organization or labour trust as being directly related to its operations in Canada.

(4) Despite section 241, the information contained in the public information return referred to in subsection 149.01(2) shall be made available to the public by the Minister, including publication on the departmental Internet site in a format that allows for word searches to be performed and for cross-referencing of data.

COMING INTO FORCE

4. This Act comes into force six months after the day on which it receives royal assent.

35

(xviii) l'état des déboursés relatifs aux activités d'information et de formation,

(xix) l'état des débours judiciaires,

(xx) tout autre état prescrit;

c) un état de l'ensemble des dépenses liées aux relations de travail indiquées dans l'état visé au sous-alinéa b)(ix) et des dépenses non liées aux relations de travail indiquées dans les états visés aux sous-alinéas b)(x) à (xii), y compris les montants relatifs des salaires payés aux cadres et aux employés qui sont exposés dans les états visés aux sous-alinéas b)(vii) et (viii);

d) dans le cas d'une organisation ouvrière ou d'une fiducie de syndicat dont le siège est situé à l'étranger, un état présenté en la forme prescrite et contenant les renseignements prescrits, qui indique :

(i) les montants versés ou crédités à l'organisation ouvrière ou à la fiducie de syndicat au cours de l'exercice par des contribuables résidant au Canada ou pour le compte ou à l'égard de ceux-ci,

(ii) les dépenses engagées par l'organisation ouvrière ou la fiducie de syndicat au cours de l'exercice, au Canada ou à l'étranger, et inscrites séparément dans ses comptes à titre de dépenses directement liées à ses activités au Canada.

(4) Malgré l'article 241, le ministre communique au public les renseignements contenus dans la déclaration publique de renseignements visée au paragraphe 149.01(2), notamment en les publiant sur le site Internet du ministère dans un format permettant la recherche par mot et les renvois croisés entre les données.

Communication
de
renseignements

Entrée en
vigueur

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. La présente loi entre en vigueur six mois après la date de sa sanction.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-318

C-318

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

PROJET DE LOI C-318

An Act to amend the Old Age Security Act (Canada Pension
Plan payments)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (versements
— Régime de pensions du Canada)

FIRST READING, OCTOBER 3, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 3 OCTOBRE 2011



MS. CHARLTON

M^{ME} CHARLTON

SUMMARY

This enactment amends the *Old Age Security Act* to provide that a pensioner's guaranteed income supplement may not be reduced solely as a result of an increase in the pensioner's income caused by an increase in the pensioner's pension under the *Canada Pension Plan* that is solely the result of the indexation of that pension.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* afin de prévoir que les montants versés aux pensionnés au titre du supplément de revenu garanti ne peuvent être réduits du seul fait que leur revenu a augmenté par suite de l'indexation à la hausse de la pension qui leur est versée dans le cadre du *Régime de pensions du Canada*.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-318

PROJET DE LOI C-318

An Act to amend the Old Age Security Act
(Canada Pension Plan payments)

Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la
vieillesse (versements — Régime de pen-
sions du Canada)

R.S., c. O-9

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Old Age Security Act* is amended by
adding the following after section 12.1:**

Restriction on
reduction of
supplement

12.2 Notwithstanding any other provision of
this Act, the amount of a supplement that is
payable to a pensioner under this Part may not
be reduced solely as a result of an increase in
the pensioner's income caused by an increase in 10
the pensioner's pension under the *Canada
Pension Plan* that is solely the result of the
indexation of that pension.

L.R., ch. O-9

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. La *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est
5 modifiée par adjonction, après l'article 12.1, 5
de ce qui suit :**

Non-réduction
du supplément

12.2 Malgré toute autre disposition de la
présente loi, le montant du supplément payable
au pensionné en vertu de la présente partie ne
peut être réduit du seul fait que son revenu a 10
augmenté par suite de l'indexation à la hausse
de la pension qui lui est versée dans le cadre du
Régime de pensions du Canada.



411071

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

56
C-319

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-319

C-319

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-319

An Act respecting a national strategy to reduce the incidence of
serious injury in amateur sport

FIRST READING, OCTOBER 4, 2011

Loi concernant la stratégie nationale visant à réduire le nombre
de blessures graves dans le sport amateur

PREMIÈRE LECTURE LE 4 OCTOBRE 2011



MR. THIBEAULT

M. THIBEAULT

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Health and the Minister of State (Sport) to convene a conference with the provincial and territorial ministers responsible for health and sport and with representatives of the athletic and medical communities for the purpose of developing a national strategy to reduce the incidence of serious injury in amateur sport. It also authorizes the Minister of Finance to establish guidelines in respect of the allocation of funding to provincial and territorial governments that have enacted legislation to implement that strategy.

SOMMAIRE

Le texte exige du ministre de la Santé et du ministre d'État (Sports) qu'ils convoquent une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé et du sport ainsi qu'avec des représentants des milieux du sport et de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures graves dans le sport amateur. De plus, il autorise le ministre des Finances à établir des lignes directrices concernant l'attribution de fonds aux gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont édicté des lois pour mettre en oeuvre cette stratégie.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-319

PROJET DE LOI C-319

An Act respecting a national strategy to reduce
the incidence of serious injury in amateur
sport

Loi concernant la stratégie nationale visant à
réduire le nombre de blessures graves dans
le sport amateur

Preamble

Whereas sport is a cultural institution that
merits protection and support from the Govern-
ment of Canada;

Whereas recent medical research has demon-
strated the pervasiveness of serious injury in 5
amateur sport;

Whereas many sports injuries are preventable
through the effective dissemination of appro-
priate information;

Whereas a concerted effort by committed 10
communities, governments and organizations
across Canada can make a tangible difference in
preventing deaths and serious injuries that result
from participation in amateur sport and ath-
letics; 15

Whereas injuries in amateur sport are a
significant public health issue and it is important
to reduce the incidence of such injuries and their
impact on Canadians, particularly the long-term
individual and societal impacts that can result 20
from serious sports injuries;

Whereas cerebral concussions have demon-
strated cumulative and long-lasting effects on
memory, judgement, social conduct, reflexes,
speech, balance and coordination; 25

Whereas it is in the interest of all Canadians
that a national strategy to reduce the incidence
of injury in amateur sport be developed and
implemented with a view to changing the
existing attitudes of Canadians towards sports 30

Attendu :

Préambule

que le sport est une institution culturelle qui
mérite la protection et le soutien du gouver-
nement du Canada;

que des études médicales récentes ont 5
démontré l'incidence élevée de blessures
graves dans le sport amateur;

que la diffusion efficace d'information perti-
nente pourrait prévenir de nombreuses bles-
sures sportives; 10

qu'un effort concerté, d'un coin à l'autre du
pays, de la part des collectivités, des
gouvernements et des organismes engagés
peut contribuer concrètement à la prévention
des décès et des blessures graves qui 15
surviennent lors de la pratique d'un sport
amateur;

que les blessures liées au sport amateur
constituent un sérieux enjeu de santé pu-
blique et qu'il est important d'en réduire la 20
fréquence et l'impact sur la population
canadienne, en particulier les conséquences
à long terme des blessures sportives graves
sur les particuliers et la société;

qu'il a été démontré que les commotions 25
cérébrales ont des effets cumulatifs et dura-
bles sur la mémoire, le jugement, le com-
portement social, les réflexes, la parole,
l'équilibre et la coordination;

injuries, mobilizing individuals and organizations and fostering further policy development in this area;

And whereas the Government of Canada, in consultation with the ministers responsible for health care and sport in each province and territory, wishes to encourage the development of a national strategy to reduce the incidence of injury in amateur sport;

qu'il est dans l'intérêt de tous les Canadiens d'élaborer et de mettre en oeuvre une stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures dans le sport amateur en vue de modifier l'attitude de la population canadienne à l'égard des blessures sportives, de mobiliser les particuliers et les organismes et de favoriser l'élaboration de nouvelles politiques dans ce domaine;

que le gouvernement du Canada souhaite, en consultation avec les ministres — provinciaux et territoriaux — responsables de la santé et du sport, encourager l'élaboration d'une stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures dans le sport amateur,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>National Strategy for Serious Injury Reduction in Amateur Sport Act</i> .	1. <i>Loi sur la stratégie nationale relative à la réduction des blessures graves dans le sport amateur.</i>	Titre abrégé
-------------	--	--	--------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. The following definitions apply in this Act.	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Health.	« ministre » Le ministre de la Santé.	« ministre » "Minister"
"national strategy" « stratégie nationale »	"national strategy" means a national strategy to reduce the incidence of serious injury in amateur sport.	« ministres provinciaux et territoriaux » Les ministres provinciaux et territoriaux responsables de la santé et ceux responsables du sport.	« ministres provinciaux et territoriaux » "provincial and territorial ministers"
"provincial and territorial ministers" « ministres provinciaux et territoriaux »	"provincial and territorial ministers" means the provincial and territorial ministers responsible for health and the provincial and territorial ministers responsible for sport.	« stratégie nationale » Stratégie nationale visant à réduire le nombre de blessures graves dans le sport amateur.	« stratégie nationale » "national strategy"

NATIONAL STRATEGY

STRATÉGIE NATIONALE

Conference	3. The Minister and the Minister of State (Sport) must, within six months after this Act comes into force, convene a conference with provincial and territorial ministers and representatives of the athletic and medical communities for the purpose of developing a national strategy that includes	3. Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre et le ministre d'État (Sports) convoquent une conférence avec les ministres provinciaux et territoriaux et des représentants des milieux du sport et de la santé dans le but d'élaborer une stratégie nationale qui prévoit notamment :	Conférence
------------	---	--	------------

(a) the establishment of a national medical surveillance program to properly track incidence rates and the associated economic costs of injuries in amateur sport;

(b) the establishment of guidelines regarding the prevention, identification, treatment and management of cerebral concussions in amateur athletes, including the criteria that must be met before amateur athletes are permitted to return to play after suffering a cerebral concussion;

(c) the preparation of a submission to the Minister of Justice proposing an amendment to the *Criminal Code* that would make it an offence for a coach or any other person in a position of authority to knowingly permit a participant to return to play without meeting the criteria specified under the guidelines referred to in paragraph (b);

(d) the establishment of national standards for the training of coaches and other persons involved in amateur sport with respect to the health and safety of participants; and

(e) the creation of a comprehensive standardized educational program for coaches and other persons involved in amateur sport that is designed to enhance participant safety at all levels of amateur sport.

a) l'établissement d'un programme national de surveillance médicale visant à contrôler efficacement les taux de fréquence et le coût économique des blessures dans le sport amateur;

b) l'élaboration de lignes directrices sur la prévention, le diagnostic, le traitement et la gestion des commotions cérébrales chez les athlètes amateurs, qui précisent notamment les critères à remplir avant qu'un athlète qui a subi une commotion cérébrale puisse reprendre la pratique de son sport;

c) la rédaction d'un mémoire à l'intention du ministre de la Justice proposant une modification au *Code criminel* visant à ériger en infraction le fait, pour un entraîneur ou toute autre personne en situation d'autorité, de permettre sciemment à un participant de reprendre la pratique de son sport sans que les critères énoncés dans les lignes directrices visées à l'alinéa b) aient été remplis;

d) l'établissement de normes nationales, en matière de santé et de sécurité des participants, pour la formation des entraîneurs et autres personnes oeuvrant dans le sport amateur;

e) la création, pour les entraîneurs et autres personnes oeuvrant dans le sport amateur, d'un programme d'éducation normalisé et complet visant à rehausser la sécurité des participants à tous les niveaux du sport amateur.

Preparation and publication of report

4. The Minister must prepare a report setting out the national strategy and publish it on the departmental website within one year after the conclusion of the conference referred to in section 3.

Report to Parliament

5. The Minister must cause a copy of the report referred to in section 4 to be laid before each House of Parliament on any of the first 90 days on which that House is sitting after the report has been published on the departmental website.

Provincial and territorial funding

6. The Minister of Finance may, on the advice of the Minister, establish guidelines regarding the allocation of funding, for the purpose of implementing the national strategy,

4. Le ministre établit un rapport énonçant la stratégie nationale et le publie sur le site Web de son ministère dans l'année suivant la fin de la conférence visée à l'article 3.

5. Le ministre fait déposer un exemplaire du rapport prévu à l'article 4 devant chaque chambre du Parlement dans les quatre-vingt-dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa publication sur le site Web du ministère.

6. Le ministre des Finances peut, sur l'avis du ministre, établir des lignes directrices concernant l'attribution de fonds, destinés à la mise en oeuvre de la stratégie nationale, aux

Établissement et publication d'un rapport

Rapport au Parlement

Fonds destinés aux provinces et aux territoires

to provincial and territorial governments that have enacted legislation to implement that strategy and have met the criteria prescribed by regulation.

gouvernements provinciaux et territoriaux qui ont édicté des lois pour mettre en oeuvre cette stratégie et qui satisfont aux critères réglementaires.

REVIEW AND REPORT

Review

7. The Government of Canada must

(a) complete a review of the effectiveness of the national strategy no later than five years after the day on which the report referred to in section 4 is published on the departmental website; and

(b) table a report on its findings before each House of Parliament within the next ten sitting days after the review is completed.

5

10

EXAMEN ET RAPPORT

7. Le gouvernement du Canada :

5 Examen

a) effectue un examen de l'efficacité de la stratégie nationale dans les cinq ans suivant la date de la publication du rapport visé à l'article 4 sur le site Web du ministère;

b) dépose un rapport sur ses conclusions 10 devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance de celle-ci suivant la fin de l'examen.

REGULATIONS

Regulations

8. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act.

15

RÈGLEMENTS

8. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi.

Règlements



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-320

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-320

An Act to amend the Official Languages Act (Charter of the French Language) and to make consequential amendments to other Acts

FIRST READING, OCTOBER 4, 2011

MRS. MOURANI

C-320

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-320

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (Charte de la langue française) et d'autres lois en conséquence

PREMIÈRE LECTURE LE 4 OCTOBRE 2011

M^{ME} MOURANI

SUMMARY

This enactment requires the Government of Canada to undertake not to obstruct the application of the *Charter of the French Language* in Quebec.

SOMMAIRE

Le texte précise que le gouvernement fédéral s'engage à ne pas entraver l'application de la *Charte de la langue française* sur l'ensemble du territoire du Québec.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-320

PROJET DE LOI C-320

An Act to amend the Official Languages Act (Charter of the French Language) and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (Charte de la langue française) et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and the House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

OFFICIAL LANGUAGES ACT

LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

R.S., c. 31
(4th Supp.)

L.R., ch. 31
(4^e suppl.)

1. The preamble of the *Official Languages Act* is amended by adding the following after the last paragraph:

1. Le préambule de la *Loi sur les langues officielles* est modifié par adjonction, après le 5 dernier paragraphe, de ce qui suit :

AND WHEREAS the Government of Canada recognizes that French is the official language of Quebec and the common language in Quebec;

qu'il reconnait que le français est la langue officielle du Québec et la langue commune au Québec,

10

2. Subsection 41(2) of the Act is replaced by the following:

2. Le paragraphe 41(2) de la même loi est 10 remplacé par ce qui suit :

Undertaking

(1.1) The Government of Canada undertakes not to obstruct the application of the *Charter of the French Language*, R.S.Q., c. C-11, in 15 Quebec.

(1.1) Le gouvernement fédéral s'engage à ne pas entraver l'application de la *Charte de la langue française*, L.R.Q., ch. C-11, sur l'ensemble du territoire du Québec. 15

Engagement

Duty of federal institutions

(2) Every federal institution has the duty to ensure that positive measures are taken for the implementation of the commitments and undertaking under subsections (1) and (1.1). For 20 greater certainty, this implementation shall be carried out while respecting the jurisdiction and powers of the provinces and, in Quebec, while respecting the *Charter of the French Language*.

(2) Il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que soient prises des mesures positives pour mettre en oeuvre ces engagements. Il demeure entendu que cette mise en oeuvre se fait dans le respect des champs de 20 compétence et des pouvoirs des provinces, notamment dans le respect de la *Charte de la langue française* sur l'ensemble du territoire du Québec.

Obligations des institutions fédérales

3. Section 43 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Implementation
in Quebec

(1.1) Any measure referred to in subsection (1) shall be implemented, in Quebec, in a manner that is consistent with the objectives of the *Charter of the French Language*.

4. Section 55 of the Act is renumbered as subsection 55(1) and is amended by adding the following:

Duties and
functions in
Quebec

(2) In Quebec, the Commissioner shall carry out the duties and functions referred to in subsection (1) in a manner that does not obstruct the application of the *Charter of the French Language*.

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

5. The *Canada Labour Code* is amended by adding the following after section 4:

Application in
Quebec

4.1 Any federal work, undertaking or business carrying on activities in Quebec is subject to the requirements of the *Charter of the French Language*, R.S.Q., c. C-11.

R.S., c. C-44;
1994, c. 24,
s. 1(F)

CANADA BUSINESS CORPORATIONS ACT

6. Section 10 of the *Canada Business Corporations Act* is amended by adding the following after subsection (3):

Exception

(3.1) Despite subsection (3), the name of a corporation that carries on business in the Province of Quebec shall be in a form that meets the requirements of the *Charter of the French Language*, R.S.Q., c. C-11.

3. L'article 43 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) La mise en oeuvre sur le territoire du Québec des mesures visées au paragraphe (1) ne doit pas être contraire aux objectifs de la *Charte de la langue française*.

4. L'article 55 de la même loi devient le paragraphe 55(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

(2) Il exerce ses attributions sur le territoire du Québec de manière à ne pas entraver l'application de la *Charte de la langue française*.

Territoire du
Québec

10

Territoire du
Québec

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

L.R., ch. L-2

5. Le *Code canadien du travail* est modifié par adjonction, après l'article 4, de ce qui suit :

4.1 Les entreprises fédérales qui exercent leurs activités sur le territoire du Québec sont assujetties aux exigences prévues dans la *Charte de la langue française*, L.R.Q., ch. C-11.

Précision

20

LOI CANADIENNE SUR LES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

L.R., ch. C-44;
1994, ch. 24,
art. 1(F)

6. L'article 10 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Malgré le paragraphe (3), la dénomination sociale d'une société qui exerce ses activités dans la province de Québec doit satisfaire aux exigences de la *Charte de la langue française*, L.R.Q., ch. C-11.

25 Exception



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

B
356

C-321

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-321

An Act to amend the Canada Post Corporation Act (library
materials)

FIRST READING, OCTOBER 4, 2011

MR. TWEED

411354

C-321

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-321

Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes
(documents de bibliothèque)

PREMIÈRE LECTURE LE 4 OCTOBRE 2011

M. TWEED



SUMMARY

This enactment amends the *Canada Post Corporation Act* to provide for a reduction in the rate of postage for library materials.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Société canadienne des postes* afin de prévoir une réduction du tarif de port des documents de bibliothèque.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-321

PROJET DE LOI C-321

An Act to amend the Canada Post Corporation
Act (library materials)

Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne
des postes (documents de bibliothèque)

R.S., c. C-10

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 2(1) of the *Canada Post Corporation Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

“library
material”
« document de
bibliothèque »

“library material” means books, magazines,
records, CDs, CD-ROMs, audiocassettes, vi-
deocassettes, DVDs and other audiovisual
materials and other similar library materials.

**2. Subsection 19(1) of the Act is amended
by adding the following after paragraph (g):**

(g.1) providing for a reduced rate of postage
for library materials lent by a library to a
borrower, including by means of an inter-
library loan;

**3. The Act is amended by adding the
following after section 21:**

21.1 The Corporation may, with the approval
of the Governor in Council, enter into an
agreement with Her Majesty in right of Canada
to continue the reduced rate of postage for
library books.

Library book
rate

L.R., ch. C-10

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

1. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur la Société canadienne des postes* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« document de bibliothèque » Livres, magazi-
nes, disques, CD, CD-ROM, audiocassettes,
vidéocassettes, DVD et autre documentation
audiovisuelle ou documents semblables d’une
bibliothèque.

« document de
bibliothèque »
“library
material”

**2. Le paragraphe 19(1) de la même loi est
modifié par adjonction, après l’alinéa g), de
ce qui suit :**

g.1) prévoir un tarif de port réduit pour les
documents de bibliothèque prêtés par une
bibliothèque à un emprunteur, notamment au
moyen d’un prêt entre bibliothèques;

**3. La même loi est modifiée par adjonc-
tion, après l’article 21, de ce qui suit :**

21.1 La Société peut, avec l’approbation du
gouverneur en conseil, conclure un arrangement
avec Sa Majesté du chef du Canada visant le
maintien du tarif de port réduit applicable aux
livres de bibliothèque.

Tarif de port des
livres de
bibliothèque

REPORTS

RAPPORTS

Ten-year review	21.2 (1) Five years after this Act comes into force, and every ten years thereafter, the Minister must have a review undertaken of the definition "library material" and of the operation of paragraph 19(1)(g.1).	5	21.2 (1) Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente loi et tous les dix ans par la suite, le ministre effectue un examen de la définition de « documents de bibliothèque » et de l'application de l'alinéa 19(1)g.1).	5	Examen décennal
Report to Parliament	(2) Within one year after the review is undertaken, the Minister must submit to Parliament a report on the review.		(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen, le ministre présente au Parlement un rapport à ce sujet.		Rapport au Parlement
Reference to parliamentary committee	(3) The report stands referred to the committee of the House of Commons, or of both Houses of Parliament, that is designated or established for that purpose, which shall (a) as soon as possible thereafter, review the report; and (b) report to the House of Commons, or to both Houses of Parliament, within one year after the laying of the report of the Minister or any further time that the House of Commons, or both Houses of Parliament, may authorize.	10 15	(3) Les comités de la Chambre des communes ou mixtes désignés ou constitués à cette fin sont saisis d'office du rapport et procèdent dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci. Ils présentent un rapport à la Chambre des communes ou aux deux chambres du Parlement, selon le cas, dans l'année suivant le dépôt du rapport visé au paragraphe (2) ou dans le délai supérieur accordé par celles-ci.	10 15	Renvoi en comité



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

3
356

C-322

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-322

An Act to amend the Health of Animals Act and the Meat
Inspection Act (slaughter of horses for human consump-
tion)

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

C-322

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-322

Loi modifiant la Loi sur la santé des animaux et la Loi sur
l'inspection des viandes (abattage de chevaux à des fins de
consommation humaine)

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011



MR. ATAMANENKO

M. ATAMANENKO

SUMMARY

This enactment amends the *Health of Animals Act* and the *Meat Inspection Act* to prohibit the importation or exportation

(a) of horses for slaughter for human consumption; and

(b) of horse meat products for human consumption.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la santé des animaux* et la *Loi sur l'inspection des viandes* afin d'interdire l'importation ou l'exportation :

a) de chevaux en vue de leur abattage à des fins de consommation humaine;

b) de produits de viande chevaline destinés à une telle consommation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-322

PROJET DE LOI C-322

An Act to amend the Health of Animals Act and the Meat Inspection Act (slaughter of horses for human consumption)

Loi modifiant la Loi sur la santé des animaux et la Loi sur l'inspection des viandes (abattage de chevaux à des fins de consommation humaine)

Preamble

Whereas horses are ordinarily kept as pets for sporting and recreational purposes;

Whereas horses are not raised primarily for human consumption;

And whereas horse meat products for human consumption are likely to contain prohibited substances;

Now, therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

HEALTH OF ANIMALS ACT

1. The *Health of Animals Act* is amended by adding the following after section 14:

14.1 No person shall import horses for slaughter for human consumption.

2. The Act is amended by adding the following after the heading "EXPORTATION OF ANIMALS" before section 19:

Attendu :

que les chevaux sont habituellement des animaux de compagnie utilisés à des fins récréatives et sportives;

que l'élevage de chevaux n'a pas pour objet premier la production de viande destinée à la consommation humaine;

que les produits de viande chevaline destinés à la consommation humaine risquent de contenir des substances interdites,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX

1. La *Loi sur la santé des animaux* est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :

14.1 Il est interdit d'importer des chevaux en vue de leur abattage à des fins de consommation humaine.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'intertitre « EXPORTATION D'ANIMAUX » précédant l'article 19, de ce qui suit :

Préambule

1990, ch. 21

Importation de chevaux

1990, c. 21

Importation of horses

Exportation of
horses

18.1 No person shall export from Canada, or send or convey from one province to another, horses for slaughter for human consumption.

18.1 Il est interdit d'exporter du Canada, ou d'expédier ou de transporter d'une province à une autre, des chevaux en vue de leur abattage à des fins de consommation humaine.

Exportation de
chevaux

R.S., c. 25
(1st Supp.)

MEAT INSPECTION ACT

LOI SUR L'INSPECTION DES VIANDES

L.R., ch. 25
(1^{er} suppl.)

3. The *Meat Inspection Act* is amended by adding the following after section 9:

**3. La *Loi sur l'inspection des viandes* est 5
5 modifiée par adjonction, après l'article 9, de
ce qui suit :**

Horse meat
products

9.1 No person shall import or export a horse meat product for human consumption or send or convey a horse meat product for human consumption from one province to another.

9.1 Il est interdit d'importer ou d'exporter un produit de viande chevaline destiné à la consommation humaine ou de l'expédier ou le 10 transporter d'une province à une autre.

Produits de
viande chevaline



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

1
B
356
C-323

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-323

An Act to amend the Federal Courts Act (international
promotion and protection of human rights)

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

MR. JULIAN

C-323

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-323

Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales (promotion et
protection des droits de la personne à l'échelle internatio-
nale)

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011

M. JULIAN

SUMMARY

This enactment amends the *Federal Courts Act* to expressly permit persons who are not Canadian citizens to initiate tort claims based on violations of international law or treaties to which Canada is a party if the acts alleged occur outside Canada. It also sets out the manner in which the Federal Court and the Federal Court of Appeal can exercise their jurisdiction to hear and decide such claims.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur les Cours fédérales* afin d'y autoriser expressément les personnes qui ne sont pas des citoyens canadiens à intenter des actions en matière de responsabilité civile délictuelle fondées sur la violation du droit international ou des traités auxquels le Canada est partie, si les actes reprochés sont posés à l'étranger. Il établit en outre la façon dont la Cour fédérale et la Cour d'appel fédérale peuvent exercer leur compétence pour connaître de ces affaires.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-323

PROJET DE LOI C-323

An Act to amend the Federal Courts Act
(international promotion and protection of
human rights)

Loi modifiant la Loi sur les Cours fédérales
(promotion et protection des droits de la
personne à l'échelle internationale)

R.S., c. F-7;
2002, c. 8, s. 14

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Federal Courts Act* is amended by
adding the following after section 25:**

International
jurisdiction

25.1 (1) The Federal Court has original
jurisdiction in all cases that are civil in nature
in which the claim for relief or remedy arises
from a violation of international law or a treaty
to which Canada is a party and that are 10
commenced by a person who is not a Canadian
citizen, if the act alleged occurred in a foreign
state or territory or on board a ship or aircraft
registered in a foreign state while the ship or
aircraft is outside Canada.

Federal Court's
jurisdiction

(2) Without limiting the generality of sub-
section (1), the Federal Court's jurisdiction shall
include any acts or events involving the
following claims:

- (a) genocide; 20
- (b) slavery or slave trading;
- (c) an extrajudicial killing or the disappear-
ance of an individual;
- (d) torture or other cruel, inhuman or de-
grading treatment or punishment; 25
- (e) prolonged arbitrary detention;
- (f) war crimes or crimes against humanity;

L.R., ch. F-7;
2002, ch. 8,
art. 14

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. La *Loi sur les Cours fédérales* est
5 modifiée par adjonction, après l'article 25, 5
de ce qui suit :**

Compétence
internationale

25.1 (1) La Cour fédérale a compétence, en
première instance, dans toutes les actions au
civil dont la demande de réparation ou le
recours fait suite à une violation du droit 10
international ou d'un traité auquel le Canada
est partie, et qui sont intentées par une personne
qui n'est pas un citoyen canadien, si l'acte
reproché a été posé dans un État ou un territoire
étranger, ou à bord d'un navire ou d'un aéronef 15
immatriculé à l'étranger pendant que le navire
ou l'aéronef se trouvait à l'étranger.

Compétence de
la Cour fédérale

(2) Sans que soit limitée la portée générale
du paragraphe (1), la compétence de la Cour
fédérale s'étend aux actes ou événements 20
touchant aux allégations suivantes :

- a) le génocide;
- b) l'esclavage ou la traite des esclaves;
- c) l'exécution extrajudiciaire ou la dispari-
tion d'une personne; 25
- d) la torture ou autre traitement cruel,
inhumain ou dégradant;
- e) la détention arbitraire prolongée;

(g) systemic discrimination based upon a person's race, ancestry, place of origin, ethnic origin, colour, religion, gender or gender identity, sexual orientation, marital or family status, mental or physical disability, or any other analogous ground; 5

(h) a consistent pattern of gross violations of internationally recognized human rights;

(i) the inducement or coercion of a person less than 18 years of age to engage in 10 prostitution or any other unlawful sexual activity, including the creation, distribution, printing, publishing or displaying of pornographic materials or the sale or trafficking of a person less than 18 years of age; 15

(j) the conscripting or enlisting of a person less than 18 years of age into armed forces or paramilitary groups for use in any form of warfare;

(k) rape, sexual slavery, forced prostitution, 20 forced pregnancy, forced abortion, forced sterilization, or any other form of sexual violence of comparable gravity;

(l) the death or serious endangerment of the health of a person by physical mutilation or 25 by subjecting a person to a medical or scientific experiment that is not in the best interest of the person;

(m) wanton destruction of the environment that directly or indirectly initiates widespread, 30 long-term or severe damage to an ecosystem, a natural habitat or a population of species in its natural surroundings;

(n) transboundary pollution that directly or indirectly brings about significant harm to 35 persons living in an adjacent state or territory;

(o) the failure of a person or government agency with direct knowledge of an impending environmental emergency to immediately and adequately alert persons whose life, 40 health or property is seriously threatened by the environmental emergency; and

(p) a violation of any of the fundamental conventions of the International Labour Organization. 45

f) les crimes de guerre ou les crimes contre l'humanité;

g) la discrimination systémique fondée sur la race d'une personne, son ascendance, son lieu d'origine, son origine ethnique, sa couleur, sa 5 religion, son sexe ou son identité sexuelle, son orientation sexuelle, son état matrimonial, sa situation de famille, une déficience mentale ou physique ou tout autre motif analogue; 10

h) un régime constant de violations flagrantes des droits de la personne reconnus à l'échelle internationale;

i) l'incitation ou la coercition d'une personne de moins de dix-huit ans à se livrer à la 15 prostitution ou toute autre activité sexuelle illégale, notamment la création, la distribution, l'impression, la publication ou l'affichage de matériel pornographique, ou à la vente ou la traite d'une personne âgée de 20 moins de dix-huit ans;

j) la conscription ou l'enrôlement de personnes de moins de dix-huit ans dans les forces armées ou des groupes paramilitaires afin de les faire participer à des moyens de guerre; 25

k) le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, l'avortement forcé, la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable; 30

l) la mort ou une menace sérieuse à la santé d'une personne par la mutilation physique ou l'imposition d'une expérience médicale ou scientifique qui n'est pas réalisée dans son intérêt; 35

m) la destruction gratuite de l'environnement qui déclenche — directement ou indirectement — des dommages étendus, durables ou graves à un écosystème, à un habitat naturel ou à une population d'espèces dans son 40 milieu naturel;

n) la pollution transfrontalière qui provoque — directement ou indirectement — un préjudice sérieux à des personnes qui habitent dans un État ou un territoire adjacent; 45

		o) le défaut par une personne ou un organisme gouvernemental ayant une connaissance directe d'une urgence environnementale imminente d'aviser immédiatement et adéquatement les personnes dont la vie, la santé ou les biens sont sérieusement menacés par cette urgence;	5
		p) la violation de l'une ou l'autre des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail.	10
	2. Section 39 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):	2. L'article 39 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :	
No prescription or limitation on certain proceedings	(3) Despite any other provision of this or any Act, any case referred to in section 25.1 shall not be prohibited by reason of any prescription or limitation of action that sets a maximum period of time within which a proceeding must be initiated after the cause of action arises.	(3) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, aucune action visée à l'article 25.1 ne peut être interdite à cause de l'inobservation du délai de prescription applicable en l'espèce.	15
	3. Section 50 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):	3. L'article 50 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :	20
Stay of proceedings restricted to exceptional cases	(4) Despite any other provision of this or any Act, the Federal Court of Appeal or the Federal Court shall not stay proceedings in any case referred to in section 25.1 unless the defendant clearly, cogently and convincingly establishes the following:	(4) Malgré les autres dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale ne peut suspendre les procédures dans une action visée à l'article 25.1 à moins que le défendeur n'établisse d'une façon claire, pertinente et convaincante les faits suivants :	25
	(a) the Federal Court of Appeal or the Federal Court, as the case may be, is not a suitable forum in which to decide the case;	a) la Cour d'appel fédérale ou la Cour fédérale, selon le cas, n'est pas le tribunal approprié pour connaître de l'affaire;	30
	(b) a more appropriate forum is available that will fairly and effectively provide a final and binding decision;	b) il existe un tribunal plus approprié pour rendre de façon équitable et efficace une décision définitive et exécutoire;	35
	(c) the more appropriate forum will likely provide a final and binding decision in a timely and efficient manner; and	c) le tribunal plus approprié rendra vraisemblablement une décision définitive et exécutoire en temps opportun et d'une manière efficace;	40
	(d) the interests of justice adamantly require that a stay of proceedings be granted.	d) l'intérêt de la justice exige la suspension des procédures.	40



11
B
B56

C-324

C-324

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

PROJET DE LOI C-324

An Act to amend the Employment Insurance Act (sickness
benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (prestations de
maladie)

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011



MR. SIMMS

M. SIMMS

SUMMARY

This enactment amends the *Employment Insurance Act* by reducing the number of hours of insurable employment required to qualify for benefits because of illness, injury or quarantine to 420 and increasing the maximum benefit period for illness, injury or quarantine to 30 weeks.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur l'assurance-emploi* afin de réduire à quatre cent vingt le nombre d'heures d'emploi assurable requis pour obtenir des prestations dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine et de porter à trente semaines la période maximale de prestations dans ces mêmes cas.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-324

PROJET DE LOI C-324

An Act to amend the Employment Insurance
Act (sickness benefits)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi
(prestations de maladie)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The definitions “major attachment
claimant” and “minor attachment claimant”
in subsection 6(1) of the *Employment Insur-
ance Act* are replaced by the following:**

“major attachment claimant” means a claimant
who qualifies to receive benefits and

(a) in the case of a claimant who is unable to
work because of a reason referred to in
paragraph 12(3)(c), has 420 or more hours of
insurable employment in their qualifying
period, and

(b) in the case of a claimant who is unable to
work because of any reason in subsection
12(3) other than those referred to in para-
graph (c) of that subsection, has 600 or more
hours of insurable employment in their
qualifying period;

“minor attachment claimant” means a claimant
who qualifies to receive benefits and

(a) in the case of a claimant who is unable to
work because of a reason referred to in
paragraph 12(3)(c), has fewer than 420 hours
of insurable employment in their qualifying
period, and

(b) in the case of a claimant who is unable to
work because of any reason in subsection
12(3) other than those referred to in para-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. Les définitions de « prestataire de la
deuxième catégorie » et « prestataire de la
première catégorie », au paragraphe 6(1) de
la *Loi sur l'assurance-emploi*, sont respecti-
vement remplacées par ce qui suit :**

« prestataire de la deuxième catégorie » Presta-
taire qui remplit les conditions requises pour
recevoir des prestations et qui :

a) dans le cas d'un prestataire incapable de
travailler pour une des raisons prévues à
l'alinéa 12(3)c), a exercé un emploi assurable
pendant moins de quatre cent vingt heures au
cours de sa période de référence;

b) dans le cas d'un prestataire incapable de
travailler pour toute raison prévue au para-
graphe 12(3), autre que celles prévues à
l'alinéa c) de ce paragraphe, a exercé un
emploi assurable pendant moins de six cents
heures au cours de sa période de référence.

« prestataire de la première catégorie » Presta-
taire qui remplit les conditions requises pour
recevoir des prestations et qui :

a) dans le cas d'un prestataire incapable de
travailler pour une des raisons prévues à
l'alinéa 12(3)c), a exercé un emploi assurable
pendant au moins quatre cent vingt heures au
cours de sa période de référence;

1996, ch. 23

« prestataire de
la deuxième
catégorie »
“minor
attachment
claimant”

« prestataire de
la première
catégorie »
“major
attachment
claimant”

“major
attachment
claimant”
« prestataire de
la première
catégorie »

“minor
attachment
claimant”
« prestataire de
la deuxième
catégorie »

graph (c) of that subsection, has fewer than 600 hours of insurable employment in their qualifying period;

2. (1) Paragraph 12(3)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) because of a prescribed illness, injury or quarantine is 30; and

(2) Subsections 12(5) and (6) of the Act are replaced by the following:

(5) In a claimant's benefit period, the claimant may combine weeks of benefits to which the claimant is entitled because of a reason mentioned in subsection (3), but the maximum number of combined weeks is 65. If the benefit period

(a) is extended under subsection 10(13), the maximum number of combined weeks is 80;

(b) is extended under subsection 10(13.1), the maximum number of combined weeks is 71;

(c) is extended under subsection 10(13.2), the maximum number of combined weeks is 56; and

(d) is extended under subsection 10(13.3), the maximum number of combined weeks is 25.

(6) In a claimant's benefit period, the claimant may, subject to the applicable maximums, combine weeks of benefits to which the claimant is entitled because of a reason mentioned in subsections (2) and (3), but the total number of weeks of benefits shall not exceed 65.

b) dans le cas d'un prestataire incapable de travailler pour toute raison prévue au paragraphe 12(3), autre que celles prévues à l'alinéa c) de ce paragraphe, a exercé un emploi assurable pendant au moins six cents 5 heures au cours de sa période de référence.

2. (1) L'alinéa 12(3)c) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

c) dans le cas d'une maladie, d'une blessure ou d'une mise en quarantaine prévue par 10 règlement, trente semaines;

(2) Les paragraphes 12(5) et (6) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) Des prestations peuvent être versées pour plus d'une des raisons prévues au paragraphe 15 (3), le nombre maximal de semaines de prestations versées au titre de ce paragraphe ne pouvant toutefois dépasser soixante-cinq ou, si 15 la période de prestations est prolongée :

a) quatre-vingts, dans le cas d'une prolonga- 20 tion au titre du paragraphe 10(13);

b) soixante et onze, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13.1);

c) cinquante-six, dans le cas d'une prolonga- 25 tion au titre du paragraphe 10(13.2);

d) quatre-vingt-six, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13.3).

(6) Sous réserve des maximums applicables dans chaque cas, des prestations peuvent être versées à la fois en application du paragraphe 30 (2) et pour une ou plusieurs des raisons prévues au paragraphe (3); le cas échéant, le nombre total de semaines au cours desquelles des prestations peuvent être versées ne peut être supérieur à soixante-cinq. 35

Combined
weeks of
benefits

Cumul des
raisons
particulières

Combined
weeks of
benefits

Cumul général



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

B
356

C-325

C-325

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

PROJET DE LOI C-325

An Act to amend the Radiocommunication Act (voluntary
organizations that provide emergency services)

Loi modifiant la Loi sur la radiocommunication (organismes
bénévoles qui fournissent des services d'urgence)

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011



MR. SIMMS

M. SIMMS

SUMMARY

This enactment amends the *Radiocommunication Act* to provide that no fee may be charged for the issuance of a radio licence to a voluntary organization that provides emergency services.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la radiocommunication* afin d'établir qu'aucun droit n'est exigible pour la délivrance d'une licence radio à un organisme bénévole qui fournit des services d'urgence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-325

PROJET DE LOI C-325

An Act to amend the Radiocommunication Act
(voluntary organizations that provide emer-
gency services)

Loi modifiant la Loi sur la radiocommunication
(organismes bénévoles qui fournissent des
services d'urgence)

R.S., c. R-2;
1989, c. 17, s. 2

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

**1. The *Radiocommunication Act* is
amended by adding the following after
section 6:**

Definitions

“emergency
services”
« services
d'urgence »

“voluntary
organization”
« organisme
bénévole »

No fee charged

6.1 (1) The following definitions apply in
this section.

“emergency services” means fire, ambulance,
search and rescue and other related services 10
provided in an emergency situation.

“voluntary organization” means an organization
that is primarily staffed by volunteers.

(2) Notwithstanding paragraph 6(1)(l), no fee
may be charged for the issuance of a radio 15
licence to a voluntary organization that provides
emergency services.

L.R., ch. R-2;
1989, ch. 17,
art. 2

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement
du Sénat et de la Chambre des communes du
Canada, édicte :

**1. La *Loi sur la radiocommunication* est
modifiée par adjonction, après l'article 6, de
ce qui suit :**

Définitions

6.1 (1) Les définitions qui suivent s'appli-
quent au présent article.

« organisme bénévole » Organisme dont le
personnel est principalement composé de béné- 10
voles.

« services d'urgence » Services fournis en
situation d'urgence, notamment les services
d'incendie, d'ambulance, de recherche et de
sauvetage et les services connexes. 15

(2) Malgré l'alinéa 6(1)l), aucun droit n'est
exigible pour la délivrance d'une licence radio à
un organisme bénévole qui fournit des services
d'urgence.

« organisme
bénévole »
“voluntary
organization”

« services
d'urgence »
“emergency
services”

Aucun droit
exigible

411376

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

1
3
3576

C-326

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-326

An Act to amend the Canada Pension Plan and the Old Age
Security Act (biweekly payment of benefits)

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

C-326

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-326

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la
sécurité de la vieillesse (paiement des prestations aux deux
semaines)

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011



MR. SIMMS

M. SIMMS

SUMMARY

This enactment amends the *Canada Pension Plan* and the *Old Age Security Act* to provide that any benefits that are required to be paid on a periodic basis under those Acts shall, on the request of the beneficiary, be paid on a biweekly basis.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Régime de pensions du Canada* et la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* afin que les prestations payables périodiquement en vertu de ces lois soient payées, à la demande du prestataire, aux deux semaines.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-326

PROJET DE LOI C-326

An Act to amend the Canada Pension Plan and the Old Age Security Act (biweekly payment of benefits)

Loi modifiant le Régime de pensions du Canada et la Loi sur la sécurité de la vieillesse (paiement des prestations aux deux semaines)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-8

CANADA PENSION PLAN

RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA

L.R., ch. C-8

1. The *Canada Pension Plan* is amended by adding the following after section 66.1:

1. Le *Régime de pensions du Canada* est 5 modifié par adjonction, après l'article 66.1, de ce qui suit :

66.2 Notwithstanding any other provision of this Act, any benefits that are required to be paid on a periodic basis under this Act shall be paid on a biweekly basis if the beneficiary submits to the Minister a written request that the benefits 10 be paid on a biweekly basis.

66.2 Malgré les autres dispositions de la présente loi, les prestations payables périodiquement sous son régime sont versées aux deux semaines si le prestataire en fait la demande 10 écrite au ministre.

Payment of benefits

Paiement des prestations

R.S., c. O-9

OLD AGE SECURITY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

L.R., ch. O-9

2. The *Old Age Security Act* is amended by adding the following after section 37:

2. La *Loi sur la sécurité de la vieillesse* est modifiée par adjonction, après l'article 37, de ce qui suit :

37.1 Notwithstanding any other provision of this Act, any benefits that are required to be paid 15 on a periodic basis under this Act shall be paid on a biweekly basis if the beneficiary submits to the Minister a written request that the benefits be paid on a biweekly basis.

37.1 Malgré les autres dispositions de la 15 présente loi, les prestations payables périodiquement sous son régime sont versées aux deux semaines si le prestataire en fait la demande écrite au ministre.

Payment of benefits

Paiement des prestations

411375

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

3
556
C-327

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-327

An Act to establish a national literacy policy

FIRST READING, OCTOBER 5, 2011

C-327

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-327

Loi visant à établir une politique nationale d'alphabétisation

PREMIÈRE LECTURE LE 5 OCTOBRE 2011



MS. DUNCAN (*Edmonton—Strathcona*)

M^{ME} DUNCAN (*Edmonton—Strathcona*)

SUMMARY

The purpose of this enactment is to require the Minister of Canadian Heritage to consult with the provincial ministers of the Crown responsible for education and literacy, experts in education and literacy, representatives of business and labour and representatives of the media in order to establish a national literacy policy.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'exiger du ministre du Patrimoine canadien qu'il consulte les ministres provinciaux responsables de l'éducation et de l'alphabétisation, des experts en éducation et en alphabétisation ainsi que des représentants des milieux d'affaires, des syndicats et des médias afin d'établir une politique nationale d'alphabétisation.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-327

PROJET DE LOI C-327

An Act to establish a national literacy policy

Loi visant à établir une politique nationale
d'alphabétisation

Preamble

Whereas literacy is a prerequisite for social and economic development and should be recognized as a basic human right;

Whereas approximately thirty-eight per cent of Canadians have difficulty reading and writing;

Whereas illiteracy costs Canadian society approximately ten billion dollars annually;

Whereas literacy programs in Canada generally lack the funding, coordination with other programs and accessibility necessary for long-term success;

Whereas the number of unskilled workers in Canada is increasing, while employment opportunities for these workers are decreasing;

Whereas illiteracy facilitates and perpetuates the economic stagnation of those whom it affects, which will in turn severely impede Canada's ability to maintain its position as an innovative and competitive world leader;

And whereas the Parliament of Canada is committed to facilitating the cooperation of all levels of government in order to reduce illiteracy;

Attendu :

que l'alphabétisme est une condition essentielle de l'épanouissement économique et social et qu'il y a lieu de le reconnaître à titre de droit fondamental de la personne;

qu'environ trente-huit pour cent des Canadiens éprouvent des difficultés à lire et à écrire;

que l'analphabétisme coûte à peu près dix milliards de dollars par année à la société canadienne;

qu'en général, au Canada, les programmes d'alphabétisation manquent de financement et de coordination avec les autres programmes — et n'ont pas le degré d'accessibilité voulu — pour connaître un succès de longue durée;

qu'au Canada le nombre de travailleurs non qualifiés est à la hausse, tandis que les possibilités d'embauche pour ces travailleurs sont à la baisse;

que l'analphabétisme aggrave et perpétue la faiblesse économique de ceux qui en sont victimes, ce qui aura pour effet de diminuer considérablement la capacité du Canada de maintenir sa position de dirigeant innovateur et compétitif à l'échelle internationale;

que le Parlement du Canada s'est engagé à faciliter la collaboration de tous les ordres de gouvernement en vue de réduire l'analphabétisme,

Préambule

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title	1. This Act may be cited as the <i>National Literacy Policy Act</i> .	1. <i>Loi sur la politique nationale d'alphabétisation</i> .	Titre abrégé 5
-------------	---	--	-------------------

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions	2. The definitions in this section apply in this Act.	2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.	Définitions
"Canadian" « Canadien »	"Canadian" means a citizen or a resident of Canada.	« alphabétisation » Acquisition de la capacité de lire, d'écrire, de parler, de comprendre et de compter dans une langue selon un niveau de compétence qui permet à l'intéressé de fonctionner au sein de la collectivité, au travail et à domicile.	« alphabétisation » "literacy"
"Committee" « Comité »	"Committee" means the Literacy Policy Advisory Committee established under section 8.	« Canadien » Citoyen canadien ou résident du Canada.	« Canadien » "Canadian"
"literacy" « alphabétisation »	"literacy" means the ability to read, write, speak, understand and calculate in a language at the level necessary to function in the community, the workplace and the home.	« Comité » Le Comité consultatif sur la politique d'alphabétisation constitué en vertu de l'article 8.	« Comité » "Committee"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Canadian Heritage.	« ministre » Le ministre du Patrimoine canadien.	« ministre » "Minister"
"national literacy policy" « politique nationale d'alphabétisation »	"national literacy policy" means a uniform set of initiatives to be implemented throughout Canada to help Canadians achieve basic literacy.	« politique nationale d'alphabétisation » Ensemble uniforme de mesures mises en oeuvre dans tout le Canada pour aider les Canadiens à atteindre un niveau élémentaire d'alphabétisme.	« politique nationale d'alphabétisation » "national literacy policy"

PURPOSE

OBJET

Purpose	3. The purpose of this Act is to initiate a process to establish a national literacy policy.	3. La présente loi a pour objet de mettre en place un processus pour l'établissement d'une politique nationale d'alphabétisation.	Objet
---------	--	---	-------

NATIONAL LITERACY POLICY

POLITIQUE NATIONALE D'ALPHABÉTISATION

Establishment of national literacy policy	4. The Minister must, in consultation with the provincial ministers of the Crown responsible for education and literacy, experts in education and literacy, representatives of business and labour and representatives of the media, establish a national literacy policy designed to (a) monitor students' basic reading and writing skills and encourage them to value literacy;	4. Le ministre, en consultation avec les ministres provinciaux responsables de l'éducation et de l'alphabétisation, avec des experts en éducation et en alphabétisation ainsi qu'avec des représentants des milieux d'affaires, des syndicats et des médias, établit une politique nationale d'alphabétisation destinée :	Établissement d'une politique nationale d'alphabétisation
---	---	---	---

(b) encourage literacy in the workplace through various measures, including the provision of literacy incentives at work and the availability of seminars, training and resource offices in the workplace to identify illiteracy and enable those with literacy problems to seek help in confidence;

(c) encourage literacy in the community through various measures, including the promotion of literacy awareness and the availability of seminars, training and resource offices in the community to enable those with literacy problems to seek help in confidence; and

(d) encourage the media to take initiatives to promote literacy awareness and to take a leading role in devising a national advertising campaign aimed at fighting illiteracy.

a) à contrôler l'acquisition des aptitudes de lecture et d'écriture chez les étudiants et à encourager ceux-ci à valoriser l'alphabétisme;

b) à favoriser l'alphabétisation en milieu de travail par divers moyens — notamment des incitatifs pour l'alphabétisation au travail et l'accès à des colloques, des programmes de formation et des centres de ressources dans le lieu de travail — afin de permettre le dépistage de l'analphabétisme et de donner aux personnes ayant des problèmes d'alphabétisation l'occasion de demander de l'aide en toute confidentialité;

c) à favoriser l'alphabétisation au sein de la collectivité par divers moyens — notamment la sensibilisation à l'alphabétisation et l'accès à des colloques, des programmes de formation et des centres de ressources dans la collectivité — afin de donner aux personnes ayant des problèmes d'alphabétisation l'occasion de demander de l'aide en toute confidentialité;

d) à inciter les médias à prendre des mesures favorisant la sensibilisation à l'alphabétisation et à assumer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une campagne nationale de publicité sur la lutte contre l'analphabétisme.

Implementation of the national literacy policy

5. The Minister, in consultation with the provincial ministers of the Crown responsible for education and literacy, must encourage and promote a coordinated approach to the implementation of the national literacy policy and may provide advice and assistance in the development and implementation of programs and practices in support of the policy.

Specific mandate

6. (1) The Minister must take any measures that the Minister considers appropriate to implement the national literacy policy and, without limiting the generality of the foregoing, may

(a) assist the business community, labour organizations, voluntary and other private organizations, as well as public institutions, to adopt the national literacy policy;

5. Le ministre, en consultation avec les ministres provinciaux responsables de l'éducation et de l'alphabétisation, suscite et encourage la coordination de la mise en oeuvre de la politique nationale d'alphabétisation, et peut fournir conseils et assistance pour l'élaboration et la réalisation de programmes et d'actions utiles à cette fin.

6. (1) Le ministre prend les mesures qu'il estime indiquées pour mettre en oeuvre la politique nationale d'alphabétisation et peut notamment :

a) prêter assistance aux entreprises, organisations syndicales, organismes bénévoles et autres organismes privés ainsi qu'aux institutions publiques, afin qu'ils adoptent la politique nationale d'alphabétisation;

Application de la politique nationale d'alphabétisation

Mandat du ministre

(b) provide support to individuals, groups and organizations for the purpose of promoting the national literacy policy and ensuring its adoption;

(c) establish and maintain a register of 5 resources that are available to literacy students, literacy teachers and literacy programs administrators; and

(d) undertake any other projects or programs, not by law assigned to any other federal 10 institution, that are designed to promote the national literacy policy.

b) fournir un soutien aux particuliers, groupes et organisations afin de promouvoir la politique nationale d'alphabétisation et d'assurer son adoption;

c) établir et tenir à jour un registre des 5 ressources mises à la disposition des étudiants, enseignants et administrateurs des programmes d'alphabétisation;

d) prendre toute initiative ou mettre en oeuvre tout programme non attribué de droit 10 à une autre institution fédérale et visant à promouvoir la politique nationale d'alphabétisation.

Provincial agreements

(2) The Minister may enter into an agreement or arrangement with any province respecting the implementation of the national literacy 15 policy.

(2) Le ministre peut conclure des accords ou arrangements avec toute province pour la mise 15 en oeuvre de la politique nationale d'alphabétisation.

Accords provinciaux

Responsibilities of other ministers

7. (1) The provincial ministers of the Crown must, in the execution of their respective mandates, take any measures that they consider appropriate to implement the national literacy 20 policy.

7. (1) Les ministres provinciaux prennent, dans le cadre de leur mandat respectif, les mesures qu'ils estiment indiquées pour mettre 20 en oeuvre la politique nationale d'alphabétisation.

Attributions des autres ministres

Provincial agreements

(2) A provincial minister of the Crown may enter into an agreement or arrangement with any province respecting the implementation of the national literacy policy.

(2) Les ministres provinciaux peuvent conclure des accords ou arrangements avec toute province pour la mise en oeuvre de la politique 25 nationale d'alphabétisation.

Accords provinciaux

LITERACY POLICY ADVISORY COMMITTEE

Advisory Committee

8. (1) The Minister may establish a committee, to be known as the Literacy Policy Advisory Committee, to advise and assist the Minister with respect to the implementation of this Act and any other matter relating to literacy 30 and, in consultation with any organizations representing literacy interests that the Minister deems appropriate, may appoint the members and designate the chairperson and other officers of the Committee.

COMITÉ CONSULTATIF SUR LA POLITIQUE D'ALPHABÉTISATION

Comité consultatif

8. (1) Le ministre peut constituer un comité, appelé Comité consultatif sur la politique d'alphabétisation, chargé de le conseiller et de l'assister dans l'application de la présente loi et 30 pour toute autre question liée à l'alphabétisation. Il peut, en consultation avec les organisations de son choix parmi celles qui représentent des intérêts liés à l'alphabétisation, nommer les membres du Comité et en désigner le président 35 et les autres dirigeants.

Composition of Committee

(2) The Minister must make all reasonable efforts to ensure that the Committee's membership consists of experts in education and literacy, representatives of business and labour, and representatives of the media.

(2) Le ministre veille, dans la mesure du possible, à ce que le Comité soit composé d'experts en éducation et en alphabétisation ainsi que de représentants des milieux d'affai- 40 res, des syndicats et des médias.

Composition du Comité

REPORT

RAPPORT

Annual report	9. The chairperson of the Committee must, within four months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on the activities of the Committee for that year and on any other matter relating to the implementation of the national literacy policy that the chairperson considers appropriate.	9. Le président du Comité présente au ministre, dans les quatre premiers mois de chaque exercice, un rapport sur les activités du Comité pour l'exercice précédent et, dans la mesure où il l'estime indiqué, sur toute question concernant la mise en oeuvre de la politique nationale d'alphabétisation.	Rapport annuel
Annual report	10. The Minister must cause a copy of the report to be laid before each House of Parliament on any of the first 10 days on which that House is sitting after the Minister receives the report.	10. Le ministre fait déposer le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les dix premiers jours de séance de celle-ci suivant sa réception.	Rapport annuel
Permanent review by a parliamentary committee	11. A committee of the House of Commons, of the Senate or of both Houses of Parliament that may be designated or established for that purpose must review on a permanent basis the operation of the Act and must review each year the report made under section 9.	11. Un comité, soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, désigné ou constitué à cette fin est chargé de l'examen permanent de l'application de la présente loi et de l'étude, tous les ans, du rapport établi en application de l'article 9.	Suivi par un comité parlementaire



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

3
356
C-328

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-328

An Act respecting the acquisition of Inco Limited by CVRD
Canada Inc.

FIRST READING, OCTOBER 6, 2011

MR. GRAVELLE

C-328

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-328

Loi concernant l'acquisition d'Inco Limitée par CVRD Canada
Inc.

PREMIÈRE LECTURE LE 6 OCTOBRE 2011

M. GRAVELLE

SUMMARY

This enactment requires the Government of Canada to publish in the *Canada Gazette*

(a) all written undertakings given to Her Majesty in right of Canada under the *Investment Canada Act* in respect of the acquisition of Inco Limited by CVRD Canada Inc. in 2006; and

(b) all demands sent by the Minister of Industry in respect of those undertakings.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il publie dans la *Gazette du Canada* :

a) les engagements écrits pris envers Sa Majesté du chef du Canada sous le régime de la *Loi sur l'investissement Canada* à l'égard de l'acquisition d'Inco Limitée par CVRD Canada Inc. en 2006;

b) les mises en demeure délivrées par le ministre de l'Industrie à l'égard de ces engagements.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-328

PROJET DE LOI C-328

An Act respecting the acquisition of Inco Limited by CVRD Canada Inc.

Loi concernant l'acquisition d'Inco Limitée par CVRD Canada Inc.

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. This Act may be cited as the *Inco Limited Acquisition Act*.

1. Titre abrégé : *Loi sur l'acquisition d'Inco 5 Limitée*.

Titre abrégé

5

2. Despite any provision of any other Act of Parliament, the Government of Canada must, within 60 days after this Act comes into force, publish in the *Canada Gazette*

2. Malgré toute autre loi fédérale, le gouvernement du Canada publie dans la *Gazette du Canada*, dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi :

Publication des engagements et des mises en demeure

(a) all written undertakings given to Her Majesty in right of Canada under the *Investment Canada Act* in respect of the acquisition of Inco Limited by CVRD Canada Inc. in 2006; and

a) les engagements écrits pris envers Sa Majesté du chef du Canada sous le régime de la *Loi sur l'investissement Canada* à l'égard de l'acquisition d'Inco Limitée par CVRD Canada Inc. en 2006;

(b) all demands sent by the Minister of Industry under section 39 of the *Investment Canada Act* in respect of those undertakings.

b) les mises en demeure délivrées par le ministre de l'Industrie aux termes de l'article 39 de la *Loi sur l'investissement Canada* à l'égard de ces engagements.

411053

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

C-329

First Session, Forty-first Parliament,
60 Elizabeth II, 2011

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-329

An Act respecting the acquisition of Falconbridge Limited by
Xstrata PLC

FIRST READING, OCTOBER 6, 2011

MR. GRAVELLE

C-329

Première session, quarante et unième législature,
60 Elizabeth II, 2011

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-329

Loi concernant l'acquisition de Falconbridge Limitée par
Xstrata PLC

PREMIÈRE LECTURE LE 6 OCTOBRE 2011

M. GRAVELLE

SUMMARY

This enactment requires the Government of Canada to publish in the *Canada Gazette*

(a) all written undertakings given to Her Majesty in right of Canada under the *Investment Canada Act* in respect of the acquisition of Falconbridge Limited by Xstrata PLC in 2006; and

(b) all demands sent by the Minister of Industry in respect of those undertakings.

SOMMAIRE

Le texte exige du gouvernement du Canada qu'il publie dans la *Gazette du Canada* :

a) les engagements écrits pris envers Sa Majesté du chef du Canada sous le régime de la *Loi sur l'investissement Canada* à l'égard de l'acquisition de Falconbridge Limitée par Xstrata PLC en 2006;

b) les mises en demeure délivrées par le ministre de l'Industrie à l'égard de ces engagements.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-329

PROJET DE LOI C-329

An Act respecting the acquisition of Falconbridge Limited by Xstrata PLC

Loi concernant l'acquisition de Falconbridge Limitée par Xstrata PLC

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. This Act may be cited as the *Falconbridge Limited Acquisition Act*.

1. Titre abrégé : *Loi sur l'acquisition de 5 Falconbridge Limitée*.

Titre abrégé

5

2. Despite any other Act of Parliament, the Government of Canada must, within 60 days after this Act comes into force, publish in the *Canada Gazette*

2. Malgré toute autre loi fédérale, le gouvernement du Canada publie dans la *Gazette du Canada*, dans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi :

Publication des engagements et des mises en demeure

(a) all written undertakings given to Her Majesty in right of Canada under the *Investment Canada Act* in respect of the acquisition of Falconbridge Limited by Xstrata PLC in 2006; and

a) les engagements écrits pris envers Sa Majesté du chef du Canada sous le régime de la *Loi sur Investissement Canada* à l'égard de l'acquisition de Falconbridge Limitée par Xstrata PLC en 2006;

(b) all demands sent by the Minister of Industry under section 39 of the *Investment Canada Act* in respect of those undertakings.

b) les mises en demeure délivrées par le ministre de l'Industrie aux termes de l'article 39 de la *Loi sur Investissement Canada* à l'égard de ces engagements.

411054

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>



3 1761 11549615 0